

## Marc Blondel dresse le bilan des mouvements sociaux de décembre

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** de Force ouvrière depuis 1989, Marc Blondel est candidat à sa propre succession lors du dix-huitième congrès de la confédération, qui se réunira du 27 février au 1<sup>er</sup> mars à Paris. Il affrontera un concurrent, Jacques Mairé, secrétaire général de l'union départementale FO de Paris.

André Bergeron, secrétaire général de FO de 1963 à 1989, a été blâmé par la direction de la confédération pour avoir approuvé, dans un entretien publié par *Le Figaro*, la réforme constitutionnelle sur la Sécurité sociale.

Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Blondel dresse le bilan du conflit social de la fin de l'automne 1995. Il juge que ce bilan se décompose en « 30 % de réussite, 30 % d'échec et 30 % à négocier ». Il estime qu'« aujourd'hui, il n'y a plus d'interlocuteurs », ni de « grain à moudre » en matière sociale. « Quand on s'attaque aux protections conquises par de dures lutes, à FO, nous résistons ! », explique M. Blondel.

Lire page 10

## Redoux sur l'économie

Divers experts estiment que la dégradation de l'activité économique en Europe n'est qu'un accident de parcours et non le début d'une récession. p. 3

## Elections et terrorisme en Espagne

L'incarcération, à Madrid, d'un dirigeant indépendantiste basque place le terrorisme au cœur de la campagne pour les législatives du 3 mars. p. 2

## Les patrons ne changent pas

Selon le CNRS, le profil des chefs de grandes entreprises n'a pas été modifié, en France, depuis 1985. p. 20

## Pétrolier sauvé des eaux

Le pétrolier libérien *Sea Empress*, en perdition, a été renfloué et remorqué dans le port gallois de Milford Haven. 65 000 tonnes de brut ont souillé la mer. p. 3

## Satellite en laisse

La navette *Columbia* va se lancer dans une opération de remorquage d'un satellite italien, à l'aide d'un filin de 20 kilomètres, pour le placer en orbite. p. 24

Abonnement: 3 DM; Annonces: 3 DM; Argent: 3 DM; Belgique: 48 FB; Canada: 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire: 300 F CFA; Danemark: 14 KRD; Espagne: 220 PTA; Grande-Bretagne: 1 £; Grèce: 250 DR; Islande: 140 F; Italie: 2 700 L; Luxembourg: 48 F; Maroc: 9 DH; Norvège: 48 KRN; Pays-Bas: 3 Fl.; Portugal: 200 Esc; République: 2 000 FTE; Roumanie: 9 F; Sénégal: 100 F CFA; Suisse: 75 KRS; Suède: 2 100 FB; Tunisie: 1 Din; USA: 10 \$; USA (cable): 2,50 \$.

M 0147-0223 - 7,00 F

## Jacques Chirac plaide pour une armée de métier

● Le chef de l'Etat lance le débat sur le service national tandis que M. Balladur souhaite un référendum ● Selon un rapport parlementaire, la suppression de la conscription permettrait d'économiser 14 milliards de francs par an ● Avec l'Europe comme objectif, les restructurations industrielles en chantier s'inspirent du modèle américain pour mieux le concurrencer

LE CONSEIL DE DÉFENSE s'est réuni, jeudi 22 février, à l'Élysée, sous la présidence de Jacques Chirac et avec la participation d'Alain Juppé et de plusieurs membres du gouvernement, ainsi que des chefs d'état-major des trois armées et du directeur général de la gendarmerie nationale. Après le conseil des ministres, qui avait examiné, mercredi, le volet industriel de la réforme du système de défense, Alain Lamassouire, porte-parole du gouvernement, avait indiqué que le « volet militaire proprement dit » serait examiné par le conseil de défense.

Les grandes orientations de la réforme, qui se traduiront par un projet de loi de programmation militaire 1997-2002 soumis au Parlement en juin, devaient être exposées jeudi soir par le président de la République, au cours d'un entretien accordé simultanément à TF 1 et à France 2. M. Chirac devait plaider pour une armée de métier. Deux des dossiers prioritaires sont celui de la professionnalisation progressive des armées et celui de l'organisation d'un service national rénové. Le « format » des armées serait sensiblement réduit, surtout dans les forces terrestres.

Edouard Balladur a approuvé, jeudi, sur Europe 1, les change-



ments en cours dans la défense nationale, en souhaitant l'organisation d'un référendum sur le service national. L'hypothèse d'un référendum est combattue par Pierre Mazeaud, président (RPR) de la

commission des lois de l'Assemblée nationale, qui la juge contraire à la Constitution. L'UDF est réservée. A gauche, alors le PCF est hostile à la mise en cause, de la conscription, le PS est partagé.

« LES CONDITIONS d'une organisation internationale de la paix, en tous cas nos propres devoirs d'assistance des faibles, (...) concourent à nous imposer la création de troupes professionnelles », ainsi écrivait Charles de Gaulle, en 1934, dans un livre intitulé *Vers l'armée de métier*. Ainsi parle désormais Jacques Chirac.

Sixante-deux ans de la vie de la France séparent ces deux propos. Cette distance même commande une première question au chef de l'Etat: à aucun moment le chef de la France libre, devenu président, n'a mis en œuvre cette doctrine. Au contraire.

- Les principaux enjeux de la réforme p. 6
- La guerre froide est bien finie p. 6
- Nos reportages en Provence et à l'étranger p. 6 et 7
- Les restructurations industrielles p. 8 et 9
- Alain Gomez, Jacobin d'industrie p. 15
- Edouard Balladur souhaite un référendum p. 22

## Champ libre

Pourquoi ? A aucun moment d'une histoire 6 combien mouvementée, le point de vue de l'expert militaire qu'était le colonel de Gaulle n'est imposé au responsable politique qu'était devenu le général de Gaulle: voilà donc un sujet - l'outil de défense du pays - qui mérite à tout le moins un vaste débat, en même temps qu'une réflexion approfondie.

Certainement pas une ou des réformes « à la hussarde », pour reprendre un cliché souvent appliqué aux méthodes chères à l'actuel président; hypothèse qui paraît au demeurant loin des intentions de M. Chirac, qui veut inscrire celles-ci dans la durée de son septennat.

J.-M. C.

Lire la suite page 19

## Sa majesté le cidre bouché du bocage

A PEINE quinze jours après le fromage de chèvre de Rocamadour et le vacherin du Haut-Doubs, le cidre acquiesce ses lettres de noblesse. Il figurera en bonne place sur les cartes des plus grands restaurateurs et traiteurs. Désormais existe le cidre d'appellation d'origine contrôlée (AOC), bien bouché, bien ambré, élaboré dans le bocage normand du pays d'Auge et en Cornouaille finistérienne. Philippe Vasseur, le ministre de l'Agriculture, vient de signer, avec le premier ministre et plusieurs de ses collègues, les décrets d'intronisation.

Il n'est pas facile d'obtenir cette distinction protectrice qui mettra désormais le jus fermenté de la pomme à un même niveau de reconnaissance que le produit de la treille du Médoc ou du Sancerrois. Il a fallu délimiter au mètre près les parcelles choisies et définir les droits et obligations des producteurs. Tous les

vergers ne sont pas éligibles, toutes les variétés de pommes - pas moins de 750, de la moulin-à-vent à la fréquin rouge - non plus. C'est un véritable parcours administratif du combattant - dix années de démarches et d'enquêtes sous la houlette du tout puissant Institut national des appellations d'origine (INAO) - pour les agriculteurs, artisans et industriels qui veulent entrer dans le club fermé des producteurs sélectionnés.

Les partenaires de la France dans l'Union européenne ont six mois pour, éventuellement, faire connaître leurs remarques, voire leur opposition s'ils estiment que cette distinction a été attribuée à tort ou contrevient à la réglementation communautaire. Du côté de Vimoutiers (Orne) et de Fouesnant (Finistère), on a les regards braqués sur la Grande-Bretagne, grand pays cidricole, puisque sa production est trois

fois plus importante que la nôtre et qu'il existe, de l'autre côté de la Manche, trois cidres protégés par des indications géographiques de provenance (IGP), selon la terminologie des bureaucrates de l'Union européenne.

Cidres, fromages, lentilles du Puy, calissons d'Aix, agneau de lait des Causses de l'Aveyron... Tout cela fleurit bon le terroir, à quelques jours de l'ouverture, dimanche 25 février à Paris, du Salon international de l'agriculture, dont la partie de bravoure est traditionnellement la remise des prix du concours général agricole. Pour la première fois cette année, à côté des vaches, bœufs, bœufs et autres animaux magnifiques, auront le droit de participer à la compétition les huîtres d'Arcachon et l'huile de nob.

François Grosrichard

## La photographie s'installe dans ses meubles



JEAN-LUC MONTEROSSO

FAUT-IL OFFRIER à la photographie un lieu à soi seul, avec le risque d'en faire un ghetto, ou bien vaut-il mieux la faire vivre dans les musées, centres d'art et espaces divers, pour la mélanger avec les autres expressions artistiques ? La question divise toujours le monde de la photographie. Le fait que l'image fixe ait du mal à trouver une vraie place dans les musées a contribué à voir naître à Paris la Maison européenne de la photographie. 90 millions de francs ont été investis par la municipalité dans la rénovation et l'agrandissement d'un hôtel particulier du Marais. La Maison est ouverte, mais le projet d'agrandir à 3 500 m², une collection de 12 000 images, une bibliothèque, un auditorium, une vidéothèque.

A la tête de ce vaisseau, on trouve Jean-Luc Monterosso, quarante-sept ans, « M. Photographie » à la municipalité, à qui l'on doit déjà la photo « Mois de la photo à Paris ». Cet autodidacte et fin diplomate devra relever un nouveau pari: imaginer des expositions et manifestations à la hauteur d'un lieu prestigieux.

Lire page 27

International	2	Aujourd'hui	23
France	6	Agenda	25
Société	17	Abonnements	26
Culture	18	Météorologie	26
Horaires	15	Culture	27
Économie	16	Conjonction	28
France-Québec	31	Radio-Télévision	31

## Le communisme ou l'avenir d'une illusion

LES « EX » se bousculent pour l'élection présidentielle en Russie, et le tour décisif risque de se jouer entre deux hommes grands dans l'histoire: L'un, Boris Eltsine, fort de ses états de service dans la démolition du système soviétique, se présente cependant comme le meilleur rempart contre les communistes, tandis que le second, Guennadi Ziouganev, chef du PC russe, n'a rien renié de sa formation. Ses chances ne sont pas minces, si les urnes lui sont aussi favorables en juin qu'elles l'ont été pour son parti en décembre 1995.

De Vilnius à Sofia, en passant par Varsovie ou Budapest, les communistes sont revenus au pouvoir. Qu'on se rassure: ce retour n'est pas synonyme de retour au communisme. Lech Walesa, qui sait de quoi il parle puisqu'il a été battu par un de ces ex-communistes rebaptisés sociaux-démocrates, pousse même plus loin le paradoxe: c'est parce que les gens sont sûrs que le communisme est mort, dit-il, qu'ils n'ont plus peur de voter pour les communistes !

Etrange retournement, pourtant. Dans la nuit du 23 au 24 février 1956, dans une séance à huis clos du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti

communiste de l'Union soviétique, Khrouchtchev avait présenté un rapport dénonçant les crimes de Staline et le culte de la personnalité. C'était le premier ébranlement sérieux venu de l'intérieur dans la mythologie totalitaire du système communiste. Il préfigurait le coup fatal que la perestroïka gorbatchévienne porterait quelque trente ans plus tard, et au communisme et à son bastion, l'Union soviétique. Et voici que les rejetons glorieux ou honteux du régime déchu relèvent la tête et profitent d'élections libres pour se propulser démocratiquement dans les gouvernements; après la guerre, en Europe centrale, il leur avait fallu avoir recours au putsch ou à un coup de pince de l'armée rouge pour y accéder.

Evidemment, les temps ont changé. A Varsovie, Budapest, Vilnius, etc., les dirigeants néo-communistes ne sont plus des apparatchiks formés à l'école des cadres de Moscou, mais une nouvelle génération qui a voyagé en Occident et se méfie de toute idéologie.

Daniel Vernet

Lire la suite page 19

JEAN D'ORMESSON

PRESQUE RIEN SUR PRESQUE TOUT

roman



GALLIMARD



هكذا من الجمل

**ESPAGNE** Arrêté mercredi 21 février près de Bilbao, Jon Idigoras, le dirigeant du mouvement Herri Batasuna, considéré comme l'aile politique de l'organisation

terroriste basque ETA, a été incarcéré. Il est accusé de collaboration avec une bande armée. ● LA POPULATION BASQUE supporte de plus en plus mal le terrorisme de

l'ETA, organisation qui s'était constituée sous le franquisme. ● APRÈS L'IMMENSE manifestation de Madrid, lundi, au cours de laquelle près d'un million de per-

sonnes avaient défilé contre le terrorisme, les polémiques entre dirigeants politiques ont repris à propos de la lutte contre la violence. ● LE FUTUR GOUVERNE-

MENT, qui sera issu des élections législatives du 3 mars, devrait s'attacher à poursuivre l'évolution des institutions espagnoles vers encore davantage de fédéralisme.

## L'incarcération d'un dirigeant basque place le terrorisme au cœur des élections

Alors que José Maria Aznar estime que le gouvernement a échoué dans sa lutte contre les indépendantistes, Felipe Gonzalez accuse la droite d'exploiter la violence

**BILBAO**  
de notre envoyé spécial  
Les indépendantistes basques ont répondu, mercredi 21 février, à l'incarcération, en fin de soirée à Madrid, de Jon Idigoras, le « patriarche » de Herri Batasuna, l'aile politique de l'ETA, par une série de rassemblements plus ou moins violents. Les incidents les plus remarquables se sont déroulés à Vitoria, où des groupuscules se sont affrontés à la police, ont brisé des vitrines et brûlé des poubelles. A Bilbao et à San Sebastian, d'autres groupes ont brièvement bloqué les autoroutes. Selon Herri Batasuna (HB), plusieurs centaines de personnes ont protesté dans le vieux quartier de Bilbao et dans « de nombreuses » autres localités du Pays basque espagnol.

Si l'incarcération de Jon Idigoras a été approuvée par le Parti socialiste et le Parti populaire (droite) du Pays basque, elle a été accueillie avec scepticisme par les partis nationalistes basques modérés. Selon eux, l'arrestation de M. Idigoras à dix jours des législatives du 3 mars revient à faire une « campagne gratuite » pour HB. « Que veut de plus Herri Batasuna pour se présenter de nouveau comme une victime ? », a demandé le porte-parole du Parti nationaliste basque (PNV), qui a également affirmé qu'il n'était pas possible de prouver les « liens organiques » entre HB et l'ETA. Plus mordant, Carlos Garaikoetxea, le président d'Eusko Alkarta-

suna (EA, Solidarité basque), s'est insurgé contre « ces messieurs de Madrid qui cherchent à obtenir huit à neuf sièges de députés de plus en affichant une ligne dure ». Quant à Floren Aioz, un des vingt-six membres de la direction collective de Herri Batasuna, il a ironisé sur « l'état espagnol qui veut se donner une image de forteresse alors que cette arrestation démontre, au contraire, qu'il est plus faible que jamais ».

Mardi, plusieurs commandos indépendantistes avaient perturbé une réunion électorale du Parti socialiste en Navarre, agressé des militants au siège du PNV à Pamplune et interrompu, à coups d'insultes et de jets d'œufs, un meeting d'Eusko Alkartasuna à Renteria. Cibles symboliques puisque ces trois partis forment la coalition gouvernementale de la région.

### LEVÉE DE BOUCLIERS

Les récents attentats de l'ETA, suivis de l'imposante manifestation contre le terrorisme, lundi, à Madrid, et, maintenant, de l'incarcération de Jon Idigoras ont clairement placé la « question basque » au cœur de la campagne électorale. Malgré les appels à l'unité lancés au lendemain du meurtre, la semaine dernière, de Francisco Tomas y Valiente, la trêve politique aura été de courte durée. José Maria Aznar, le dirigeant du Parti populaire (PP), donné vainqueur des élections, a provoqué



une levée de boucliers au Pays basque en déclarant, lors d'un meeting dimanche à Bilbao, qu'il [fallait] d'abord être démocrate, et ensuite nationaliste. Le président du PNV, Xabier Arzalluz, lui a séchement rétorqué qu'il n'avait pas de leçons de démocratie à recevoir de la part de quelqu'un qui s'est accommodé du régime franquiste, ajoutant même qu'il y avait encore de nombreux « fachas » (fachos) au sein du PP de M. Aznar.

Ce dernier a de nouveau relancé la polémique, mardi, en tentant d'exploiter la manifestation de

Madrid, à la tête de laquelle il avait défilé aux côtés de Felipe Gonzalez, en déclarant qu'elle avait surtout démontré l'échec de la lutte contre le terrorisme. « Il est triste qu'après treize ans, a-t-il dit, le gouvernement achève son mandat par une manifestation qui est la preuve palpable que les choses ne vont pas bien. » Sans nommer M. Aznar, Felipe Gonzalez a répliqué, mercredi soir, lors du meeting électoral du Parti socialiste à Bilbao, en dénonçant les « propos indignes d'un responsable politique » qui cherche à « utiliser le thème du

terrorisme pour obtenir des votes ». Peu avant, le président du gouvernement avait commencé son intervention devant les cinq mille militants rassemblés dans le palais des sports en citant une phrase de Willy Brandt : « Nous ne serons pas vaincus par les difficultés, mais plutôt par nos propres résignations. » Sous un tonnerre d'applaudissements, le chef du gouvernement, faisant allusion à l'ETA, a évoqué « ce groupe de fascistes qui veut faire la guerre contre la liberté et la démocratie ».

Le meeting avait débuté par une minute de silence « pour toutes les victimes de l'ETA, pour la paix et la tolérance ». Plongé dans la pénombre, le palais des sports a soudain été illuminé par les flammes de milliers de briquets. Derrière la tribune, des centaines de jeunes ont levé leurs mains peintes en blanc, un geste devenu le signe de ralliement de tous les opposants à la violence depuis l'assassinat de Francisco Tomas y Valiente. Autre moment d'émotion lorsque les cinq mille participants ont longuement applaudi, debout, l'arrivée d'Enrique Mugica, l'ancien ministre de la justice, dont le frère, Fernando, a été froidement abattu dans les rues de San Sebastian au début du mois. Le pas un peu lourd mais visiblement touché par l'accueil, il a salué la salle par un vibrant « Vive la démocratie ! ».

A plusieurs reprises, dès que les orateurs ont évoqué le nom de l'ETA ou de Herri Batasuna, ils ont

été interrompus par des cris de rage venus des tribunes : « Fascistes, fascistes ! », suivis d'applaudissements enthousiastes. Mais le ton a changé lorsque Ramon Jauregui s'est emparé du micro. Le secrétaire général des socialistes basques a imposé le silence avec des propos qui sont allés droit au cœur de l'assemblée. « Après chaque attentat, nous nous posons toujours les mêmes questions : Comment cette folie est-elle encore possible dans notre pays ? Qu'est-ce qui s'est passé pour que des gamins s'engagent dans la voie d'un nationalisme manichéen ? Où nous sommes-nous trompés ? »

### APPEL SOLENNEL

En guise de réponse, il s'est lancé dans un plaidoyer pour l'engagement civique et a exhorté l'assistance à ne pas « détourner les yeux » après les assassinats car, a-t-il insisté, « ce n'est pas vrai que le terrorisme est un problème entre les Basques et l'Espagne. C'est avant tout un problème à résoudre entre nous, les Basques ». Et de conclure par cet appel solennel : « N'ayez pas peur, la dignité et le courage sont contagieux. Ne restez pas passifs et fuyez ce que vous dicte votre conscience. Agissez de manière à être fiers de vous-mêmes pour, ensuite, pouvoir raconter à vos enfants que vous étiez au rendez-vous du combat de la liberté et de la dignité en Euskadi. »

Yves-Michel Riols

### Jon Idigoras est accusé de collaboration avec une organisation armée

Le juge Baltasar Garçon a décidé, mercredi 21 février dans la soirée, d'écrouer Jon Idigoras, leader historique de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna (HB, la branche politique de l'ETA), pour collaboration avec une organisation armée. Arrêté mercredi près de Bilbao pour avoir refusé de se présenter devant le juge, qui l'avait cité à comparaître, M. Idigoras a été conduit à la prison Alcala-Meco, à 30 km au nord-est de Madrid. Il pourra sortir s'il verse une caution d'environ 12 millions de francs. M. Garçon a décidé d'écrouer M. Idigoras après que ce dernier eut refusé de répondre à ses questions à propos de la diffusion, dans des meetings d'HB, de cassettes vidéo montrant trois hommes masqués et armés défendre les thèses de l'ETA.

## De l'antifranquisme aux attentats, histoire d'une cause dévoyée

### MADRID

de notre correspondant  
La naissance officielle du nationalisme basque date de plus d'un siècle avec la création, le 31 juillet 1895, du Parti nationaliste basque (PNV). Trois ans plus tard, son fondateur, Sabino Arana, entrait au Parlement provincial. En 1936, cette formation accède au gouvernement du Pays basque. C'est pendant la période noire du franquisme qu'apparaît l'ETA. Le noyau fondateur se constitue en 1952, à partir de jeunes nationalistes dissidents du PNV, qui sont rapidement rejoints par l'organisation de jeunesse de cette formation et créent une revue intitulée *Ekin* (Agir) dans laquelle ils affirment que « la lutte armée est nécessaire ». Le groupe radical rompt définitivement avec le PNV le 31 juillet 1959, pour former Euzkadi Ta Askatasuna (ETA) : Pays basque et liberté.

Les premières actions violentes ont lieu en 1961. Deux charges explosives sont déposées dans l'as-

censeur du gouvernement civil de Vitoria et au siège de la police à Bilbao sans faire de victime. Au cours de sa première assemblée, en 1962, l'ETA se définit comme « une organisation révolutionnaire clandestine ». En 1963, les principes de la « guerre révolutionnaire » sont officiellement adoptés. Jusqu'en 1968, année au cours de laquelle se produit le premier assassinat commis au nom de l'ETA (un policier), l'organisation se fortifie, s'implante et mobilise dans la population. En décembre 1970, c'est le procès de Burgos : seize *etarras* (combattants) sont condamnés, dont six à la peine de mort. L'opinion internationale s'émue et proteste contre la répression franquiste. Des divergences apparaissent sur l'orientation marxiste-léniniste et sur les méthodes de lutte. Elles provoquent une scission en 1974 avec, d'un côté, l'ETA militaire, tournée entièrement vers la lutte armée, et, de l'autre, l'ETA politico-militaire, qui combine la

guérilla sélective avec l'action de masse. Le 20 décembre 1973, le nom de l'ETA devient célèbre dans le monde entier avec l'assassinat, en plein cœur de Madrid, de l'amiral Luis Carrero Blanco, président du gouvernement de Franco.

### FAÇADE LÉGALE

La mort du dictateur, le 20 novembre 1975, ne change rien aux revendications de l'organisation nationaliste. Au contraire, les attentats se multiplient pour que l'autodétermination soit accordée au Pays basque : 88 morts en 1978, 119 en 1979, 123 en 1980, un maximum. La Constitution adoptée par référendum en 1978 est rejetée par la gauche abertzale (basque) et le PNV a prôné l'abstention. Celle-ci atteint 55 % en Biscaye, 56 % en Guipuzcoa et 40 % en Alava, les trois provinces (départements) constituant le Pays basque.

En revanche, le statut d'autonomie voté par le Congrès des députés de Madrid en 1979 est adopté

par référendum, le 25 octobre 1980 par 90 % de « oui », avec une participation de 60 %. L'ETA et Herri Batasuna (HB, l'unité populaire), sa façade légale - créée le 27 avril 1978 pour regrouper diverses organisations relais du front nationaliste -, avaient invité leurs militants à l'abstention et condamné le statut. Ce statut, dit de Guemica, accorde une autonomie proche de celle d'un Etat fédéré, en tout cas la plus importante jamais concédée à une région espagnole. Malgré cela, et malgré la loi d'amnistie qui permet aux victimes de la répression franquiste de rentrer dans leurs foyers, l'ETA ne renonce pas.

Son objectif demeure la construction d'un « Etat indépendant, réuni » [avec la Navarre et le Pays basque français, Euzkadi-Nord] et bascophone. Elle réclame l'ouverture de négociations avec le gouvernement espagnol sur la base des six points de l'alternative KAS (coordination patriote socialiste) : libération des prisonniers, légalisation des partis indépendantistes, départ des « forces d'occupation », amélioration des conditions de vie ouvrières, renforcement du statut d'autonomie et reconnaissance du droit à l'autodétermination. KAS est une nébuleuse illégale qui regroupe toutes les organisations appartenant au mouvement séparatiste, que ce soit la jeunesse (Jarrai), un syndicat (LAB), toute la mouvance liée au Mouvement de libération national basque (MLNV). Ses responsables ne sont pas connus mais appartiennent pour la plupart à HB, qui apparaît de plus en plus comme le véritable centre nerveux de l'organisation.

En 1989, l'ETA politico-militaire renonce à la guerre et se saborde. L'ETA militaire en revanche poursuit l'offensive : 58 morts en 1985, puis 41 l'année suivante et 55 en 1987. C'est l'époque de la « sale guerre », du contre-terrorisme en direction des sanctuaires français. Le 19 juin 1987, une voiture piégée cause la mort de 21 personnes dans un supermarché de Barcelone. Comment arrêter le massacre ? Des contacts secrets sont pris. Le 8 janvier 1989, l'ETA déclare une trêve. Des négociations commencent à Alger. Le 4 avril, le dialogue s'interrompt en raison

des exigences jugées exorbitantes des représentants de l'organisation séparatiste. Les attentats reprennent.

Il n'ont pas cessé depuis, bien que leur nombre ait considérablement diminué ces trois dernières années. Au total, 830 personnes ont péri depuis 1968. Environ deux cents terroristes ou collaborateurs sont morts, tués par la police ou victimes de leur bombe. Au 10 janvier 1996, 511 *etarras* étaient incarcérés dans les prisons espagnoles. Tout le peuple basque et de nombreuses familles non basques ont été touchés par cette violence.

En mars 1992, la direction de l'ETA est arrêtée en France, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Elle est remplacée. HB fait campagne pour renouveler ses deux représentants au Congrès des députés de Madrid, où ils n'ont jamais fait acte de présence. Au fil des élections, la vitrine officielle de l'ETA perd du terrain mais obtient néanmoins 14,4 % aux législatives de juin 1993 et 16,3 % aux élections régionales d'octobre 1994 (165 000 voix). Herri Batasuna reste malgré tout la principale force politique de la province de Guipuzcoa. Ce qui ne veut pas dire que tous ses électeurs soutiennent la violence. On estime que plus de 50 % la désapprouvent. Mais l'organisation bénéficie d'un esprit de fidélité à la cause basque.

En quelques années cependant, la mouvance indépendantiste a perdu une grande partie de son poids. Les enlèvements ne sont plus tolérés, pas plus que la pression sociale que fait peser le nationalisme extrémiste. Les meurtres suscitent la répulsion. L'impôt révolutionnaire n'est plus accepté. Une étude confidentielle de la police autonome basque (Ertzaintza) a révélé que l'ETA avait besoin de 15 millions de pesetas (600 000 francs) chaque jour pour maintenir ses structures, soit plus de 2 milliards de francs par an. Ce qui entraîne forcément une pression financière et psychologique pour « la cause » de plus en plus mal supportée. Après vingt-huit ans de meurtres, le Pays basque, dans sa très grande majorité, aspire à vivre en paix.

Michel Boile-Richard

## Certaines régions jouissent d'autonomies de plus en plus importantes

### MADRID

de notre correspondant  
Si, les armes à la main, l'ETA, l'organisation terroriste, réclame le droit à l'autodétermination pour le Pays basque, les autres mouvements indépendantistes de la Péninsule ont renoncé à la violence. Si les attentats des derniers jours ont supplanté le débat démocratique sur la manière de consolider le fédéralisme espagnol, les controverses sur ce sujet entre les partis politiques se poursuivent néanmoins dans la perspective des élections du 3 mars. « Si vous me demandez s'il est vrai que les nationalistes catalans et basques étaient plus à l'aise dans la dernière législature que ce qu'ils le seront si le PP (Parti populaire) obtient la majorité, la réponse est oui », avait indiqué, le 6 février, José Maria Aznar, le chef de l'opposition. Quatre jours plus tard, à Saint-Jacques-de-Compostelle, le même José Maria Aznar indiquait qu'il avait l'intention de mener à terme le processus d'autonomie au cours des deux prochaines législatures et d'implanter l'administration unique, chère

au père fondateur du parti, Manuel Fraga Iribarne. C'est-à-dire une complète décentralisation administrative corroborée par le transfert de compétences. « L'Espagne est une nation plurielle et un régime d'autonomies profondes reste le meilleur », avait-il précisé, tout en faisant remarquer que si les dix-sept communautés autonomes qui composent le pays disposaient de plus de moyens, cela impliquait qu'elles devaient « assumer plus de responsabilités ».

José Maria Aznar va-t-il, s'il arrive au pouvoir, compléter le processus de décentralisation des autonomies, qui a profondément bouleversé la structure institutionnelle du pays ? En dépit des promesses électorales, Catalans et Basques, qui sont les plus maximalistes, craignent que l'arrivée au pouvoir de la droite, plus nationaliste et plus centraliste, entraîne un ralentissement de l'évolution. Jordi Pujol, président de Catalogne, a déjà mis en garde José Maria Aznar et Xavier Arzalluz, président du PNV (Parti nationaliste basque), a averti que le transfert de compétences de

l'Etat devait se poursuivre. En 1992, le Parti socialiste et le Parti populaire avaient signé un pacte pour l'autonomie permettant aux communautés retardataires de rattraper leurs désavantages par rapport aux mieux loties. Ce pacte prévoit le transfert de trente-deux compétences, notamment l'enseignement, alors que la santé, l'éducation, reste exclue. Sur les dix-sept communautés autonomes, quatre, dites historiques (Andalousie, Galice, Catalogne et Pays basque), bénéficient d'un régime particulier prévu par la Constitution. Trois des treize autres (Canaries, Navarre et Valence) sont en avance sur les dix dernières parce qu'elles sont soumises au régime de « la voie rapide ». Il s'agit donc d'opérer un certain nivellement entre toutes selon la fameuse formule « café pour tous ».

Mais où s'arrêtera le processus de décentralisation ? Certains domaines comme l'armée, le pouvoir de battre monnaie, les affaires étrangères sont considérés comme intransférables. Le Pays basque et la Galice disposent d'une police auto-

nome. La Catalogne est en train de la mettre sur pied. Seuls à avoir le droit de lever l'impôt, la Navarre et le Pays basque font des envieux. Une dynamique est donc en marche sans que l'on sache véritablement vers quel modèle se dirige l'Espagne de demain. Ce sera la tâche du futur gouvernement. La voie est étroite afin de concilier les impératifs de l'Etat et les exigences territoriales.

Il faut aussi trouver des formules de coopération entre les différentes communautés afin de ne pas accroître les disparités. La décision, prise en 1993, de céder 15 % de l'impôt sur le revenu à l'administration communautaire avait soulevé de violentes polémiques de la part des plus pauvres. Jordi Pujol n'a jamais caché que son objectif était d'obtenir 40 % de cet impôt. Catalans et Basques veulent être maîtres chez eux, mais il faut aussi garantir la solidarité entre chacune des composantes du royaume afin d'éviter la création de déséquilibres et de permettre que cette nation plurielle reste une.

M. B.-R.



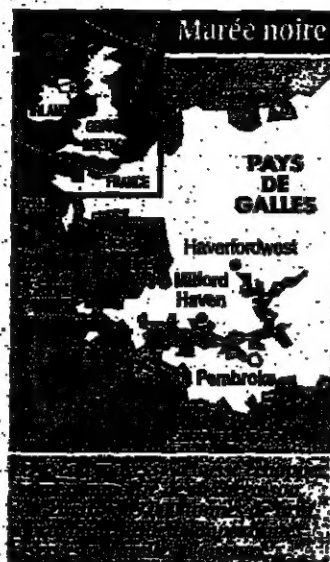
## Le pétrolier « Sea Empress » a été remorqué au large du pays de Galles

Le pompage du brut va pouvoir commencer

MILFORD HAVEN

Les Gallois ont peine à en croire leurs yeux : ce jeudi 22 février, le Sea Empress est enfin à quai au terminal pétrolier de Milford Haven, amarré à l'ancienne jetée de la compagnie Esso. Il aura suffi d'une accalmie pour que les douze remorqueurs appelés à la rescousse finissent par arracher le navire à son rocher, à la faveur d'une marée haute. Une fois de plus, ce sont les équipes de la société néerlandaise Smit Tak qui ont mené le remorquage à bon port.

« They made it » (ils ont réussi), répète-t-on dans les conversations. Les riverains n'y croient plus, après une semaine de valeurs tentatives où ils voyaient les équipes de secours embarquer et débarquer sans le moindre résultat. Tout le monde craignait le pire, à commencer par les pêcheurs qui n'arrivent déjà plus à écarter leurs crabes et leurs langoustes vers l'Europe - Espagne et France surtout. L'association des hôtels et restaurants de Pembrokeshire, le comté le plus touristique de la côte, voyait déjà anéantie la saison et surtout l'intense campagne de promotion qu'elle avait menée pour attirer les étrangers. Car ce Finistère gallois, dont le littoral est classé parc national, demeure un espace relativement sauvage et préservé, en dehors du terminal pétrolier. Les amateurs d'oiseaux apprécient surtout les deux îles sanctuaires de



Skomer et Skokholm où prolifèrent guillemots, cormorans, fous de Bassan et macareux moines. L'île de Skokholm, classée réserve naturelle dès 1933, est même historiquement le premier site de Grande-Bretagne réservé à l'observation des oiseaux.

On peut s'étonner du choix d'un site pareil pour l'arrivage des pétroliers. Car il en arrive à jet continuel pour approvisionner Birmingham, Nottingham et Manchester. Toutes les grandes compagnies ont leur raffinerie : en dehors d'Esso, installée dès 1960 et repliée depuis 1982 à Southampton, on trouve BP, Gulf, Texaco, Amoco et même Elf, qui a pris une part dans la raffinerie d'Amoco. « Il n'y avait pas d'autre rade assez profonde pour accueillir les super-tankers sur la côte ouest », explique-t-on ici.

Roger Caris

### Des dégâts limités

Le Sea Empress aura finalement laissé échapper en mer la moitié de sa cargaison de brut léger, soit environ 65 000 tonnes de pétrole. Jusqu'ici, les dégâts écologiques sont limités, notamment parce que les oiseaux sauvages tels que les macareux, les milliers des îles proches du lieu où s'est échoué le pétrolier, n'ont pas encore commencé leur nidification. Seulement 7 oiseaux ont été retrouvés morts alors que quelque 500 autres volaient en ce plumage souillé par le pétrole.

## Les Serbes de Bosnie vont renouer le contact avec la force de paix de l'OTAN

LES SERBES de Bosnie ont annoncé mercredi 21 février qu'ils allaient reprendre les contacts avec l'OTAN, la force de paix de l'OTAN, interrompus le 6 février, après l'arrestation de deux de leurs officiers soupçonnés de crimes de guerre par les autorités bosniaques et leur transfert au Tribunal de La Haye. Cette rupture bloquait la mise en œuvre de l'accord de paix, qui prévoit des consultations régulières à tous les niveaux entre les ex-belligérants et l'OTAN. Lors de la rencontre qui s'est tenue à Rome en fin de semaine dernière sous le patronage de Richard Holbrooke, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, et les re-

### Les adieux de Richard Holbrooke

Les dirigeants américains ont fait mercredi leurs adieux à Richard Holbrooke, maître d'œuvre de l'accord de Dayton. Le secrétaire d'État pour les affaires européennes a démissionné pour retourner à New York où il devait rejoindre dès jeudi la banque américaine CS First Boston. La personnalité de cet homme souvent décrit comme arrogant et parfois brutal, ne lui a pas toujours valu que des sympathies, notamment parmi les Européens, mais son efficacité auprès des dirigeants de l'ex-Yugoslavie n'est contestée par personne. Il sera remplacé au département d'État par John Kornblum qui était son adjoint et qui sera assisté par Robert Gallucci.

présentants des Serbes de Bosnie avaient décidé la reprise immédiate des contacts avec l'OTAN. Les militaires serbes avaient cependant boycotté la réunion prévue lundi. Les autorités serbes de Bosnie ont décidé de rétablir une pleine coopération avec les représentants de la communauté internationale, conformément à l'accord de Dayton et aux résultats de la réunion de Rome, a indiqué un communiqué, qui « exige » toutefois la libération des officiers serbes détenus à La Haye.

Peu avant cette annonce, le commandant de l'OTAN, l'amiral Leighton Smith, a déclaré que les Serbes de Bosnie avaient rempli les obligations prévues par l'accord de Dayton, ce qui ouvre la voie à la levée des sanctions économiques qui leur restaient appliquées. Cette promesse de levée des sanctions avait été obtenue à Rome par les dirigeants serbes.

L'OTAN a démenti que certains de ses membres du contingent italien aient été forcés de faire demi-tour par des combattants serbes, alors qu'ils tentaient de pénétrer, mercredi, dans l'enceinte du « parlement » de Pale où se trouvait Radovan Karadzic. Des journalistes avaient fait état d'un tel incident.

Une relative détente était perceptible mercredi à Mostar, où la police mixte a patrouillé, sans incident notable, dans un secteur réduit. Mais les passages de civils entre les secteurs croate et musulman de la ville ont été rares, en dépit du principe de la libre circulation décrété à Rome. Enfin, l'exode des Serbes de Sarajevo se poursuit, ralenti seulement par les intempéries. Ce départ des habitants se fait à l'insistance des chefs

## La conjoncture en Europe pourrait cesser de se dégrader si la baisse des taux d'intérêt à court terme se confirmait

La croissance est mieux distribuée dans le monde

Aucun signe évident de reprise n'apparaissant en Allemagne ou en France, les économistes continuent de s'interroger sur la conjoncture eu-

ropéenne, qui a été mauvaise à la fin de 1995. Cependant, l'activité demeure soutenue dans le reste du monde malgré le ralentissement

américain, les prévisions restent relativement optimistes. Le marasme européen épargne pour l'essentiel les pays du nord et du sud de l'UE.

ON NE PEUT sûrement pas parler de reprise ni même de frémissement, mais l'activité en Europe pourrait cesser de se dégrader. Tel est le sentiment général que viennent d'exprimer des économistes de l'OCDE, du FMI, de l'Union européenne au cours d'une journée d'étude de la conjoncture organisée à Paris par le GAMA (Groupe d'analyse macroéconomique appliquée).

Pour Joaquin Ferraz, représentant du FMI à Paris, les perspectives de l'économie mondiale « restent favorables ». En taux de croissance, les résultats pour 1996 et 1997 seront probablement supérieurs à la moyenne des vingt dernières années, qui s'était située à 3,3 %. L'Europe dans son ensemble réaliserait un taux de 2 à 2,5 %, et le Japon connaîtrait « une reprise significative ».

Cet optimisme relatif s'explique par une bonne distribution de la croissance à travers le monde : amélioration de la situation en Afrique, où le revenu réel par habitant pourrait enfin augmenter ; redressement en Amérique latine, qui a souffert de la crise mexicaine mais qui devrait croître en 1996-1997 à un rythme de 4 %, supérieur à celui enregistré en moyenne au cours des vingt dernières années.

Les pays de l'Est en transition continueraient, quant à eux, sur leur lancée, et la Russie pourrait elle-même, pour la première fois depuis la fin du communisme, renouer cette année avec la croissance. Les conditions sont donc réunies, malgré le ralentissement en cours de l'économie américaine, pour que le monde connaisse des taux d'expansion plus élevés. Raymond Courbis, directeur du GAMA, prévoit qu'il y ait une croissance moyenne de 2,3 % cette année et en 1997 pour les sept pays les plus industrialisés (G7).

### RÉSULTATS MÉDIOCRES

Le point d'interrogation reste pourtant l'Europe, a souligné Stephen J. Potter, de l'OCDE, qui a rappelé que notre continent restait de facto divisé en deux tendances : un noyau dur, constitué essentiellement par l'Allemagne et la France, où l'activité est faible et a même connu un recul au quatrième trimestre 1995 ; une zone au nord (Danemark, Suède, Finlande) et au sud (Espagne et Italie) de ce noyau où la situation est meilleure. Selon Stephen Potter, il n'y a actuellement « pas de signe de reprise en France et en Allemagne ».

Mais le déstockage en Europe devrait prendre fin, et si la baisse des taux d'intérêt à court terme se poursuit, la confiance devrait revenir. Cependant, compte tenu de la médiocrité des résultats enregistrés à la fin de 1995, qui pèsent sur 1996, les taux de croissance pour cette année seront en moyenne nettement plus faibles que ceux qui avaient été retenus il y a quelques mois, a averti M. Potter. Et ce même dans l'hypothèse où la reprise se révélerait au cours des mois à venir, plus vigoureuse que prévu. C'est ainsi que le GAMA, qui table sur une reprise des investissements en France cette année, prévoit tout de même un taux de croissance faible, de l'ordre de 1,1 % pour 1996, l'amélioration ne se traduisant en moyenne annuelle qu'en 1997, qui enregistrerait un taux de croissance de 2,9 %.

La hausse des taux d'intérêt en 1994 et les variations de taux de change - intra-européens plus que celles du dollar par rapport aux autres monnaies - ont probablement pesé lourd sur l'activité en 1995, a rappelé Ludwig Schubert, de la Commission européenne. Cela a sapé la confiance. Heureusement, la détérioration des anticipations semble maintenant

stoppée, ce qui n'allait pas de soi, malgré « des fondamentaux qui sont les meilleurs que nous ayons connus depuis les années 60 ». Ludwig Schubert n'exclut pas de bonnes surprises, du fait notamment d'une reprise des investissements, rappelant le pessimisme excessif qui avait prévalu en 1987, année où presque tous les experts multipliaient les sombres pronostics alors que le monde entraînait dans une phase de croissance très rapide. Bien évidemment, 1997 sera une année « primordiale » puisque ce sont ses résultats qui seront pris en compte pour la décision de passer ou non à l'Union monétaire européenne.

Pour Ludwig Schubert, il est clair que l'Europe n'a pas de choix en matière de politique budgétaire et qu'il faut poursuivre sur la voie de l'austérité. Cela pourrait peser sur la croissance en Europe, ce qui rend d'autant plus vitale la reprise des investissements cette année, une reprise qui sera d'autant mieux assurée que la rentabilité des firmes, déjà bonne, se renforcera. Il faudra donc, a estimé M. Schubert, que les distributions de salaires réels restent inférieures aux progrès de la productivité.

Alain Verhulst

## Parlementaires français et allemands multiplient les échanges sur les questions européennes

LES DÉBATS sur la monnaie, la défense et les préparatifs de la Conférence sur la réforme des institutions de l'Europe sont l'objet en ce moment d'un intense travail de réflexion en commun entre Paris et Bonn, non seulement au niveau des gouvernements mais également des parlementaires. Alors que le président Chirac s'apprête à préciser ses orientations sur l'Europe et que tous les grands partis français, UDF, RPR et PS, prévoient de réunir fin mars leurs assemblées pour arrêter leurs positions, les députés allemands se succèdent actuellement à Paris pour venir s'informer de l'état des discussions françaises.

La commission des affaires étrangères du Bundestag y est venue le 13 février ; Norbert Wiecek, président de la commission des affaires européennes, expert économique du SPD, lui a succédé pour préparer la visite que le président du Parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, doit effectuer début mars pour rencontrer Lionel Jospin. Mercredi 21 février, le groupe de travail parlementaire constitué en 1995 par le RPR et les chrétiens-démocrates allemands s'est réuni à l'Assemblée nationale. Les discussions étaient conduites côté français par Michel Péricard, président du groupe RPR, et Pierre Lehoucq ; du côté allemand par le président du groupe parlementaire de la CDU/CSU, Wolfgang Schäuble, numéro deux du régime allemand, qui avait été reçu il y a deux semaines par le président Chirac, et Karl Lamers, responsable pour les relations extérieures, qui avait rencontré la veille Alain Juppé.

Ces allées et venues témoignent, alors que l'Europe s'approche de son heure de vérité, de la reconnaissance par les élus nationaux

que les relations franco-allemandes ne peuvent plus être laissées aux seuls exécutifs. Ils permettent à chacun de tenir compte, dans le cours des débats, de l'état d'esprit du partenaire, de dissiper les malentendus. Les différences de sensibilité apparaissent souvent d'une manière plus crue qu'entre hauts fonctionnaires. Ainsi, à propos de la discussion sur l'accompagnement social et politique de l'Union monétaire, les Allemands de la CDU ne cachent pas mercredi leur irritation devant ce qu'ils considèrent être la tentation permanente au sein du RPR de tout vouloir régler de manière dirigiste, soupçonnant les Français de ne pas vraiment accepter l'indépendance de la future banque centrale européenne.

Pour finir, gaullistes et chrétiens démocrates se sont entendus, dans un communiqué, pour souligner que la future monnaie, l'euro, impliquerait « un projet politique commun qui respecte les nations, et notamment conserve aux gouvernements démocratiquement élus le contrôle de leurs politiques écono-

miques et budgétaires tout en respectant l'indépendance de la banque centrale européenne ». Ils ont marqué leur volonté de la réaliser « dans le respect du calendrier, ainsi que dans les conditions prévues par le traité de Maastricht ».

Cette réaffirmation revient maintenant de manière incantatoire dans les discours. Comme Alain Juppé la veille à l'Assemblée nationale, le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a défendu, lors du traditionnel rassemblement de la CSU bavaroise, le mercredi des Cendres, à Passau, l'importance de respecter les délais prévus. Leon Brittain, le commissaire britannique pour les relations commerciales de l'UE, s'est déclaré persuadé que la monnaie unique verrait le jour comme prévu au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Pour accélérer les choses, Robert Pandraud (RPR), président de la Délégation pour l'Union européenne de la chambre, a repris à son compte l'idée d'établir le plus vite possible « une parité fixe entre le franc et le deutschmark ».

H. de B.

## OLIVER SACKS



Pourquoi telle maladie a-t-elle choisi telle personne ? Oliver Sacks relate avec un talent de conteur exceptionnel sept récits de patients atteints de troubles neurologiques.

Roland Jaccard/Le Monde

Les anormaux ne sont peut-être pas ceux que l'on croit... Bien plus qu'une somme d'observations médicales, ce livre étrange et fascinant est un recueil de nouvelles. Par le brillant auteur de l'homme qui prenait sa femme pour un chapeau. Michèle Gazier/Télérama

Editions du Seuil



هكذا من الإهل

## « Accord de principe » sur un prêt du FMI à la Russie

MOSCOU. Le ministre russe des finances, Vladimir Poutine, a annoncé le 22 février à Moscou la conclusion d'un « accord de principe » avec les responsables du FMI, dont son directeur-général, actuellement présent dans la capitale russe, sur l'octroi d'un prêt de facilité renforcée (stand-by) dont le montant reste à déterminer. Celui-ci avait été initialement prévu à hauteur de 9 milliards de dollars mais certains sources moscovites faisaient état d'un montant pouvant atteindre 12 milliards. Dans un entretien paru le même jour dans le quotidien Izvestia, M. Poutine indiquait que les responsables du FMI voulaient d'abord « n'avoir aucun doute sur les intentions du partenaire », avant de donner le feu vert à l'octroi de ce crédit. — (AFP)

**EUROPE.**  
■ **GRANDE-BRETAGNE** : l'année républicaine irlandaise a confirmé, mercredi 21 février, que Edward O'Brien, le jeune homme de 21 ans tué par l'explosion d'une bombe dimanche soir dans un autobus de Londres, était l'un de ses membres, « en service commandé ». — (AFP Reuters)  
■ **GRÈCE** : le premier ministre grec, Costas Karamanlis, a entamé, mercredi 21 février, une tournée européenne pour convaincre ses partenaires de l'Union du « bon droit » d'Athènes dans la querelle qui l'oppose à la Turquie à propos d'un flot de la mer Égée. Lors d'une visite à Bruxelles, il a notamment menacé de perturber l'accord douanier entre l'Union européenne et la Turquie si cette dernière n'assouplissait pas sa politique à l'égard d'Athènes. — (AFP Reuters)  
■ **ALLEMAGNE** : un nouvel incendie vraisemblablement d'origine criminelle a fait, mercredi 21 février, trois blessés — dont un grave — dans un foyer de demandeurs d'asile de Hambourg. — (AFP)

**ASIE**  
■ **CORÉE DU NORD** : le régime a proposé, jeudi 22 février, l'ouverture de discussions avec les États-Unis, dans le cadre d'un « plan de paix en trois points » afin d'éviter les risques de guerre dans la péninsule coréenne. Selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA, la proposition prévoit un système « inspiré » d'armistice et la création d'une commission militaire conjointe. — (AFP)  
■ **INDONÉSIE** : un géologue français, Frédéric Pitre, et un collègue indonésien ont été enlevés, dans la nuit de mardi 20 à mercredi 21 février, dans la province d'Irian Jaya, puis libérés quelques heures plus tard. L'Organisation de la Papouasie libre, auteur présumé de cet enlèvement éphémère, dément toujours depuis le 8 janvier douze otages, dont 6 scientifiques occidentaux. — (AFP)

**PROCHE-ORIENT**  
■ **ARABIE SAOUDITE** : le roi Fahd, rétabli, va reprendre ses activités et en a informé le prince héritier Abdallah, qui gère les affaires de l'État, a rapporté, jeudi 22 février, l'agence officielle SPA. Le roi était en convalescence depuis décembre 1995, après avoir été victime d'une embolie cérébrale d'après des sources médicales et diplomatiques. — (AFP)  
■ **IRAQ** : le retour en Irak du gendre du président Saddam Hussein est une « surprise totale », a déclaré mercredi 21 février un porte-parole du département d'État américain. « Je ne crois pas que quiconque s'imaginerait qu'il s'agit d'une mise en scène montée par Saddam Hussein », a-t-il ajouté. — (AFP)  
■ **QATAR** : Paul Barril, ancien capitaine de la gendarmerie française, figurait au nombre des « mercenaires » qui devaient participer au coup d'État avorté de la semaine dernière au Qatar (Le Monde du 22 février), ont indiqué des sources politiques. Selon elles, les conjurés se sont réfugiés à Bahreïn et en Arabie saoudite. Le gouvernement s'est borné à indiquer que l'ancien émir, cheikh Khalifa ben Hamad Al Thani, avait commandité le putsch et avait eu recours à des « étrangers ». — (AFP)

**MAGHREB**  
■ **TUNISIE** : M. Aliya Sharif-Chammari, épouse de M. Khemais Chammari, député de l'opposition, membre du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), a été légèrement blessée, samedi 17 février, à Tunis, dans un accident de voiture, apparemment provoqué par un véhicule des services de sécurité, vient d'annoncer l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT). — (AFP)

**AFRIQUE**  
■ **BÉNIN** : trois personnes ont été tuées, mercredi 21 février, lors d'affrontements entre des gendarmes et des militaires en fuite accusés d'avoir participé à une tentative de coup d'État. L'incident a eu lieu à Taniguet, au nord du pays, dans le fief de l'ancien président Mathieu Kérékou. L'intervention de la gendarmerie a déclenché une émeute, la population s'en prenant aux bâtiments officiels. — (AFP)  
■ **AFRIQUE DU SUD** : accusé de corruption, le ministre des affaires sociales, Abe Williams, a présenté sa démission mercredi 21 février. Dans la journée des agents du service de la répression des fraudes avaient perquisitionné chez lui. M. Williams était membre du Parti national de Frederick de Klerk, dont il a également démissionné. — (AFP)

**ÉCONOMIE**  
■ **UKRAÏNE** : plusieurs millions de salariés ont débrayé, mercredi 21 février, par solidarité avec les mineurs en grève pour obtenir le relèvement du salaire minimum, le paiement des arriérés, l'amélioration de la protection sociale, et protester contre la hausse des loyers. — (AFP)  
■ **Washington** va apporter à l'Ukraine une aide économique de 1,2 milliard de dollars (230 millions de dollars, notamment pour la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl), et 860 millions de crédits a annoncé mercredi 21 février la Maison Blanche. — (AFP)

## La convention de Schengen devra préciser les règles d'extradition

LA HAYE. A la demande de l'Espagne, qui avait protesté avec véhémence contre le refus de la justice belge d'extrader deux membres présumés de l'organisation terroriste basque ETA, le comité exécutif du groupe des pays Schengen s'est réuni d'urgence, mercredi 21 février, à La Haye, pour désamorcer la crise entre Madrid et Bruxelles. Ce refus avait incité l'Espagne à menacer de suspendre sa coopération judiciaire avec la Belgique. Après avoir « condamné avec la plus grande fermeté toute forme de terrorisme », les participants ont décidé « d'étudier avec urgence » l'application de l'article 60 de la convention, qui traite de l'extradition dans l'espace Schengen, afin d'en préciser les termes. — (corresp.)

sessions tout au long de l'année

**SALARIÉS**

prenez au

**CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION**

et suivez le

**CYCLE DE MANAGEMENT SPÉCIALISÉ**

3<sup>e</sup> cycle de l'Institut Supérieur de Gestion

CONTACTER MARION DE LA TAILLE :  
8, RUE DE LOTA - 75116 PARIS - (01-41 53 70 70 05)  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

## Les Nations unies souhaitent réorienter l'aide au développement vers les villes

L'inéluctable croissance urbaine au centre des travaux de la prochaine conférence Habitat II

Dans dix ans la majorité de la population mondiale vivra dans les villes, notamment en Afrique et en Asie, où se forment des agglomérations

géantes. Pour les animateurs de la prochaine conférence internationale Habitat II, il est vain de vouloir contrecarrer cette croissance. Au contraire,

il faut concentrer davantage de moyens, publics ou privés, à l'aménagement des villes, moteurs du développement économique et social.

**NEW YORK**  
de notre envoyé spécial  
L'aventure du monde se joue dans les villes. Cette conviction constituera le socle de la conférence des Nations unies, Habitat II, à Istanbul en juin. Les débats de la dernière assemblée préparatoire, à New York, du 5 au 16 février, ont laissé prévoir l'émergence du pouvoir des maires de grandes agglomérations et montré une tendance à réorienter l'aide au développement du rural vers l'urbain.

Alors qu'un humain sur dix seulement vivait en ville en 1900, le seul historique de 50 % de citadins va être franchi à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Entretemps, la population urbaine aura été multipliée par vingt, et les villes géantes se seront multipliées. En 2015, parmi les dix plus grandes agglomérations, une seule, Tokyo, sera située dans un pays développé. Pauvreté et calamités accompagnent souvent ces accélérations : 600 millions de personnes vivent dans des logements insalubres et dix millions de citadins meurent chaque année du fait de la mauvaise qualité des logements, de l'eau et de l'hygiène.

Pourtant cette croissance est inéluctable et prétendre la contrecarrer est un leurre dangereux, affirment les promoteurs de la conférence Habitat II, ne serait-ce que parce qu'elle provient désormais de la population même des villes et non de l'exode rural.

L'urbanisation, creuset d'innovation technique, support de l'éducation et lieu d'ouverture sur le monde, apparaît comme une condition du développement et une source de ralentissement démographique. « Les villes ne sont pas seulement des lieux de catastrophe sociale ; ce sont aussi des en-

droits où se joue notre survie », affirme Wally N'Dow, le Gambien qui dirige la préparation de la conférence d'Istanbul. « La ville est le destin du monde », insiste, lyrique, Georges Cavallier, coordonnateur de la mission française pour Habitat II.

Cette analyse conduit les experts de l'ONU, convaincus que « les pauvres sont moins pauvres en ville qu'à la campagne », à mettre en

des Nations unies pour les établissements humains de Nairobi. Pour rendre les villes plus vivables et plus respirables, la conférence d'Istanbul devrait tourner le dos aux remèdes centralisés et planificateurs prônés, voici vingt ans à Vancouver, lors de la première conférence Habitat. La décentralisation, les initiatives locales pour l'emploi et l'environnement, la participation démocratique, s'an-

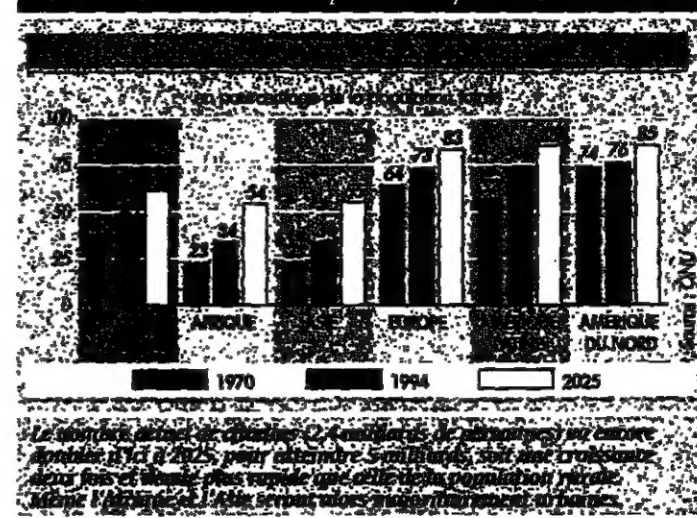
nouvelles. L'émergence de réseaux de villes plus puissantes que le pouvoir central leur permettra de rechercher des financements directement sur le marché », assure Jorge Wilhelm, secrétaire général adjoint d'Habitat II.

**LE « DROIT » AU LOGEMENT**  
La présence de grandes entreprises mondiales de BTP et d'aménagement à Istanbul, des ONG et des maires eux-mêmes aux côtés des représentants des États entend ainsi préfigurer ce « partenariat » local unanimement célébré et même, à l'échelle mondiale, les nouvelles forces sur lesquelles pourraient se reposer l'ONU pour reconstruire l'habitat et financer. Mais il y a loin entre la vision américaine ultra-libérale de ce partenariat et la conception européenne, plus sociale. Ainsi les États-Unis refusent de retenir le principe du « droit au logement » pourtant souvent proclamé, arguant des conséquences péculaires pour les États si ce droit venait à être actionné devant des juridictions. Les Européens, eux, n'y voient qu'une obligation de moyens, traduisant l'exercice d'un droit humain fondamental.

Quant aux pays du Sud, ils font de la renégociation de leur dette et de l'augmentation de l'aide des préalables à un traitement efficace des questions de violence, de pollution et de logement dans leurs villes. S'ils ne contestent pas la nécessité d'investir dans un développement maîtrisé, ils voient dans la crise financière que connaît l'ONU, avec ses 2,5 milliards de dollars de contributions non rentrées, un mauvais présage dans le ciel de la solidarité mondiale.

Philippe Bernard

Une croissance deux fois plus forte qu'en milieu rural



cause les circuits actuels de l'aide publique au développement « aux mains des agronomes et de politiciens adeptes du discours ruraliste ». « La vision romantique d'un tiers-monde agricole et autarcique, qu'il faudrait préserver des méfaits du modernisme, est à l'origine des politiques erronées qui ont conduit à la stagnation, voire à la régression (...) de nombreux pays, notamment en Afrique », explique Daniel Blau, chargé de la coopération au Centre

Philippe Bernard

## En Mauritanie, la famine menace des camps de réfugiés maliens

**BASSIKOUNOU**  
(frontière sud-est de la Mauritanie)  
de notre envoyé spécial

Les apparences sont trompeuses. Les réservoirs ne manquent pas d'eau potable. Les robinets sont si nombreux, le long de la canalisation, que les femmes et les enfants n'ont plus besoin de faire la queue pour remplir leurs bidons. Il y a deux distributions par jour. Autour des entrepôts de vivres, aucune effervescence ne règne. Attelés aux charrioles, les ânes font la sieste en attendant la prochaine livraison.

Deux cents familles d'anciens nomades ont même découvert le maraîchage. Les arrosoirs vont et viennent entre les rangées de tomates, d'aubergines et de salades arrachées à quelques arpents de désert. La plupart des enfants sont à l'école. On les entend chanter dans les cubes en pisé bâtis alentour. Un peu plus loin, leurs mères et leurs grandes sœurs suivent des cours de couture ou de teinture.

Les deux camps de Bassikounou et de M'Berra semblent devenus des villages tranquilles sous la protection du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et des organisations non gouvernementales. La présence de ces réfugiés maures et touarèges venus du Mali, il y a quatre ans (Le Monde du 31 janvier), fait la prospérité des usagers et des boutiquiers mauritaniens du vieux marché

de Bassikounou. Mais tout cela n'est qu'un mirage.

Sous les tentes des deux dispensaires de Médecins du monde et de Médecins sans frontières, des enfants au regard éteint sont en train de mourir. Il n'y a plus assez à manger pour les 35 374 personnes recensées dans ces deux camps, le 31 décembre 1995. Le nombre des enfants victimes de malnutrition augmente de manière alarmante. Les vivres ne parviennent plus jusqu'ici, au bout de la piste, à un millier de kilomètres de Nouakchott.

**CANDIDATS AU RETOUR**

Il y a bien du lait en poudre, du sucre, de l'huile, mais les stocks de céréales et de légumineuses sont épuisés. En octobre, la ration de légumineuses (lentilles ou haricots) était encore de 60 grammes par personne et par jour ; en novembre, elle n'était plus que de 30 grammes ; elle a disparu depuis décembre. Les stocks de mil, de riz, de lentilles et de haricots, fournis en principe par le Programme alimentaire mondial (PAM), n'ont pas été reconstitués. En janvier, 43 % seulement de la population des camps a reçu une ration complète.

Les médecins craignent le pire. « Trente enfants souffrant de malnutrition sévère ont été admis dans les vingt premiers jours de janvier au

lieu de dix environ par mois depuis le mois de septembre, note le docteur Michel Janssen, responsable de MSF en Mauritanie. A cette situation alimentaire précaire s'ajoute une recrudescence des diarrhées et des dysenteries depuis décembre. »

Le délégué du HCR à Nouakchott, Michel Gaudé, a alerté, lui aussi, les responsables du PAM. Il affirme que les « absences répétées de certains produits » et les « retards quasi systématiques dans les distributions mensuelles » contribuent à l'« aggravation de la malnutrition » des réfugiés. Il estime que cette situation risque de compromettre la continuation des opérations de rapatriement, qui ont été suspendues. Sept convois — au total 867 réfugiés — ont déjà quitté M'Berra et Bassikounou pour retourner au Mali.

Mais le départ du huitième convoi a été différé, à la fois après un regain de tension au Mali et faute aussi de pouvoir donner des provisions pour trois mois à chaque famille candidate au retour. Quant au bureau du PAM en Mauritanie, il invoque les mauvaises récoltes, les aléas du marché et la difficulté de trouver des fournisseurs pour essayer de justifier ce que, sur le terrain, ses propres partenaires jugent injustifiable.

Alain Rollat

## Le Zaïre interdit les activités humanitaires en faveur des Rwandais

LE GOUVERNEMENT zairois a pris, mercredi 21 février, plusieurs mesures afin d'accélérer les rapatriements de réfugiés rwandais présents sur son territoire. Il s'agit d'abord de « l'arrêt des activités du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et des organisations non gouvernementales dans les camps à fermer ». Il s'agit des sites de Kibumba et de Nyangezi-Mulwa, qui groupent environ 230 000 réfugiés, près de la frontière avec le Rwanda.

Dans tous les camps, les « agences humanitaires qui s'illustrent par leur hostilité au rapatriement » seront interdites. La « fermeture administrative » de Kibumba et Nyangezi-Mulwa avait été décidée, le 13 février, par le Zaïre et le HCR, et s'était accompagnée de leur bouclage par l'armée et de la fermeture des commerces dans les camps. Mais,

à ce jour, quelques centaines de réfugiés seulement ont regagné le Rwanda. Par ailleurs, les dirigeants du Rassemblement pour le retour des réfugiés et la démocratie (RDR) seront arrêtés et expulsés. Le RDR est la principale organisation politique de réfugiés rwandais et ses activités avaient déjà été interdites en Tanzanie, où se sont aussi réfugiés de nombreux Rwandais.

**AMNESTY ACCUSE LE HCR**

Par la voix du ministre des affaires étrangères, Gérard Kamanda Wa Kamanda, le gouvernement zairois s'en est également pris, mercredi, aux autorités rwandaises, les accusant de « dresser des obstacles au retour (des réfugiés), telle l'instauration d'un tribunal populaire pour juger les personnes présumées coupables de génocide ». La veille, Amnesty International avait pourtant ac-

cusé le HCR de complicité avec le Zaïre dans l'organisation de retours forcés de réfugiés. Lors d'une conférence de presse organisée à Genève, l'organisation de défense des droits de l'homme a estimé que « en tolérant et dans une certaine mesure, en organisant le retour imposé des réfugiés, le HCR compromet ses principes fondamentaux » qui garantissent le caractère volontaire de tout rapatriement et la sécurité des réfugiés à leur retour. Selon l'un des membres de la délégation d'Amnesty International qui a enquêté au Zaïre, Carina Tersakian, « une escalade spectaculaire » du nombre d'arrestations arbitraires au Rwanda est à craindre en cas de retour massif de réfugiés. Selon le HCR, les 15 000 réfugiés qui avaient été expulsés du Zaïre, en août 1995, se sont réinstallés dans des conditions acceptables. Enfin, entre 2 500 et 3 500 réfu-

giés rwandais sont revenus, ces derniers jours, du Burundi, selon le HCR qui attribue le relatif succès de cette opération à l'implication du gouvernement rwandais qui a envoyé plusieurs ministres dans les camps au Burundi afin d'inciter les réfugiés au retour. — (AFP Reuters)

Photos & coordonnées

**Les cabinets ministériels de Juppé 2**

Le 1<sup>er</sup> volume du Guide du Pouvoir 98

Éditions Jean-François Doumic  
T<sup>1</sup> (1) 42 46 58 10



## En Israël, le nouveau chef du Shin Beth devra restaurer l'image de son service

La mort d'Yitzhak Rabin a ébranlé l'organisme chargé de la sécurité intérieure

Un nouveau responsable a été désigné à la tête du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien. Rompant avec une longue tradition de

secret, l'ancien amiral Ami Ayalon a pris officiellement ses fonctions, le 18 février, en présence de la presse. Il devra restaurer l'image d'effica-

ciété et de sérieux d'un service dont la réputation a été ternie par les défaillances qui ont permis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 5 novembre 1995.

### JERUSALEM

D'ordinaire, les cérémonies de passage de pouvoirs entre directeurs sortant et entrant, dans le monde du renseignement, se font dans la discrétion. Depuis sa création, en même temps que l'Etat juif en 1948, le Shin Beth, connu aussi sous son acronyme hébreu « Shabak », fait du secret l'alpha et l'omega de son mode opérationnel. Mais le séisme provoqué par l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, a changé les règles.

### UN « PROFANE »

Pour la première fois dans l'histoire du pays, des journalistes très sur le volet ont donc assisté à la petite cérémonie convoquée, dimanche 18 février, en présence des chefs de l'armée et de la police, dans le bureau du premier ministre et ministre de la défense, Shimon Pérès. Pour la première fois, des clichés de l'ancien et du nouveau patron du Shabak, ont été publiés à la une des quotidiens. Fin d'une censure imposée depuis quarante-huit ans. Le secret d'Etat, qui n'était plus, depuis longtemps, qu'un secret de polichinelle, n'existe plus.

C'est la première « révolution » imposée au Shin Beth, la première conséquence de ses tragiques erreurs dans l'une de ses plus importantes missions, la protection des personnages éminents de l'Etat, à commencer par le chef de l'Exécutif. La seconde « révolution » est plus profonde. Pour la première

fois de son histoire, le service de renseignements le plus fermé d'Israël - avec le Mossad, qui s'occupe de l'espionnage extérieur - est désormais dirigé par un profane, un militaire qui n'appartient pas au sécrétisme et n'a pratiquement aucune expérience dans le renseignement.

Décoré de la médaille de la valeur, la plus haute distinction militaire israélienne, pour bravoure au combat, cet homme de cinquante et un ans, marié et père de trois garçons, et qu'il est possible d'apercevoir dans le Shin Beth, s'appelle Ami Ayalon. Homme d'action d'abord, mais aussi administrateur éprouvé, l'amiral de réserve Ayalon était commandant en chef de la marine militaire depuis juillet 1992, lorsqu'il a été nommé, le 1<sup>er</sup> janvier, ses droits à la retraite.

Né de parents originaires de Transylvanie, Ami Ayalon, taille moyenne, crâne déformé et belle prestance, a rejoint les commandos de marine à l'âge de dix-huit ans, pour ne plus les quitter. Officier chez les nageurs de combat, l'homme a commandé des opérations, en 1969, contre l'Égypte, des missions navales plus classiques, en 1973, en mer Rouge, puis des opérations punitives clandestines contre des bases palestiniennes, en 1974, au Liban.

Avant le directeur sortant, Carmi Gullon, un intellectuel du sécrétisme, était un patron loquace - à la faveur d'un accès contre les islamistes du Hamas, il avait même réuni, en août 1995, la première conférence de presse en date d'un chef du Shin Beth - avant son successeur ne hait rien plus que le bruit. « On ne parle jamais de nous dans la presse », se ré-

joussait-il il y a quelques mois dans l'hébergement de l'armée *Bahamaneh*, c'est un signe de notre succès. » Signe qui n'avait pas échappé à Rabin : l'ancien général avait proposé, au début de 1995, à l'amiral, qui l'avait alors refusé, le fauteuil qu'il occupait aujourd'hui.

### QUERELLES INTERNES

La mission ne sera pas facile. Avec ses milliers d'agents - le nombre des effectifs est classé secret-défense -, son budget conséquent (2,5 milliards de francs conjointement réservés au Shin Beth et au Mossad dans le budget 1996, selon *Haaretz*), le service de sécurité intérieure ne s'est pas encore remis du plus grand échec de son histoire.

La commission d'enquête d'Etat, chargée de faire, à huis clos, la lumière sur les erreurs commises dans la protection du premier ministre, continue son travail et ne remettra ses conclusions que d'ici à deux mois. Elles risquent d'être accablantes. Invité par les juges à prendre, avec cinq de ses adjoints, un avocat, l'ancien directeur savait qu'il ne ferait pas long feu à la tête de son service.

Trois jours avant de présenter, pour la troisième fois, sa démission à M. Pérès, qui l'a acceptée « avec regret », Carmi Gullon avait tenu à restaurer au Shin Beth un minimum de son crédit perdu en conduisant, le 5 janvier, à Gaza, l'élimination de Yehia Ayache, l'officier du Hamas. L'opération a approuvée cette opération à 80 %. Mais le Shabak reste un service en crise, affaibli par les rumeurs et les querelles internes entre les « arabistes » chargés de la lutte contre le nationalisme palestinien et ceux

qui avaient pour tâche de surveiller les extrémistes juifs.

« Le Shin Beth, résumait, dimanche, M. Pérès, autorité suprême en la matière puisque le service lui est directement rattaché, travaille dans la contradiction permanente. » Il doit lutter « contre le terrorisme islamiste », « développer un réseau de bonnes relations » avec les hommes de Yasser Arafat, « à la lumière des nouvelles réalités de la région », et « déraciner une poignée de mauvaises herbes dans la population juive ». L'amiral Ayalon s'est contenté de remercier laconiquement le premier ministre pour sa confiance. « Il est écrit : sache d'où tu viens, où tu vas et à qui tu dois des comptes. Je sais que c'est à vous, monsieur le premier ministre. » Un personnage tout droit sorti d'un roman de John Le Carré entre dans le monde de l'ombre.

Patrice Claude

Les élections générales israéliennes anticipées ont été fixées au 29 mai. Elles auront lieu en novembre, mais le premier ministre, Shimon Pérès, a décidé de les avancer. La date du 29 mai a été retenue lors d'une réunion extraordinaire à la Knesset de représentants des principaux partis en lice, mardi 20 février, avant d'être proposée au vote des députés. Les Israéliens vont être leurs députés à la proportionnelle, mais aussi, pour la première fois, leur premier ministre au suffrage direct. Ce scrutin prévoit deux tours espacés de deux semaines si le candidat arrivé en tête au premier tour n'a pas obtenu la majorité absolue. (AFP)

## La Nouvelle-Zélande engrange les fruits d'une décennie de politique monétariste

Les conservateurs relâchent la pression fiscale

### AUCKLAND

Douze ans après le début de réformes draconiennes de l'économie, les Néo-Zélandais vont « engranger les premiers fruits tangibles » de ces années d'efforts, selon le premier ministre conservateur, Jim Bolger. Des allègements d'impôt devraient en effet augmenter de plus de 20 % en deux ans le revenu disponible de certains ménages : le premier interviendra le 1<sup>er</sup> juillet. Cette réduction, autorisée par la bonne santé de l'économie néo-zélandaise (5 % de croissance en 1995, une inflation inférieure à 2 %, un taux de chômage de 6 %), a pourtant été immédiatement dénoncée par les principaux partis d'opposition. Seules en bénéficieront, en effet, les familles qui disposent de revenus d'activité, mais pas celles qui vivent d'allocations : chômeurs, parents isolés, retraités.

Cette sélection est conforme à la philosophie économique du gouvernement, qui, dans la tradition ultra-libérale de l'ancien ministre des finances travailliste, Roger Douglas, veut « responsabiliser » les individus : diminuer ou ne pas augmenter les allocations de chômage doit « inciter les gens à chercher du travail ».

Le gouvernement a toutefois consenti un geste en faveur des revenus de transfert. Ainsi vont être assouplies les conditions d'attribution du *Domestic Purpose Benefit*, principalement destiné aux parents isolés. Une nouvelle allocation - 50 francs par semaine et par enfant - sera accordée aux familles qui ne bénéficient pas d'autre allocation sociale.

Le niveau de vie restant relativement bas en Nouvelle-Zélande, inférieur à celui de l'Irlande, il est peu probable que les sommes disponibles seront épargnées. « Les gens ne vont pas recevoir le quart de tout ce qu'ils ont payé depuis cinq ans. Les fruits de santé, d'école, de logement n'ont fait qu'augmenter », estime Peter Harris, économiste au conseil des syndicats. La plupart des foyers modestes, très endettés, préféreront les utiliser pour rembourser leurs emprunts. Selon une étude de l'université de Victoria, près d'un ménage sur cinq vivrait au-dessous du seuil de pauvreté, le logement étant souvent le principal problème, en raison du changement de la gestion du logement social.

Malgré son coût social, la transformation de l'économie néo-zélandaise, qui, dans les années 70, était ultra-étatisée, fascine certains observateurs, en raison même de l'étendue des changements conduits en si peu de temps : démantèlement total des subventions agricoles, dérégulation du marché de l'emploi qui exclut de facto les syndicats des négociations salariales, contrôle de l'inflation confié à la Banque centrale, décentralisation de la gestion imposée aux écoles et aux hôpitaux publics, transformation de la fiscalité, privatisation de pans entiers du secteur public. Mais, à l'approche des élections, prévues à la fin de 1996, le gouvernement, qui avait jusqu'à maintenant prôné la rigueur, a décidé de relâcher la pression fiscale. Il promet déjà de doubler les réductions d'impôts en 1997.

Florence de Chénay

On a donc eu l'idée  
de faire un radiotéléphone  
qui s'utilise sans fil  
et sans aiguille.

GSM SAGEM. 21 mm d'épaisseur pour respecter vos poches, 25 heures d'autonomie\* pour respecter votre confort. Il y avait les minces qui ne tenaient que quelques heures. Il y avait ceux qui tenaient longtemps, mais pas dans la poche. Désormais, il y a le GSM SAGEM qui réunissent les deux qualités essentielles que l'on attend d'un téléphone portatif : offrir une grande autonomie tout en restant extra-plat.



**SAGEM** Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.

ent réorienter  
vers les villes

la prochaine conférence Habitat

à l'occasion d'un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

un séminaire de mise  
au point, d'aménagement des villes  
développant l'économie et le social

Les cabinets  
ministériels  
de Juppé



هكذا من لامل

## FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

**STRATÉGIE** La réforme du système de défense décidée par le président de la République, et qu'il présentera au cours d'un entretien télévisé jeudi 22 février, va engager

la politique de la France pour de nombreuses années. ● LE SERVICE NATIONAL sera profondément réorganisé. M. Chirac souhaitant une professionnalisation des armées, qui ne pourra

se mettre en place que progressivement. Un abandon de la conscription est contesté par une partie de la droite, la gauche étant elle aussi divisée. ● LE COÛT d'une armée de mé-

tier serait compensée par la réduction des effectifs de l'armée de terre, qui entraînerait, d'après un rapport parlementaire, une économie brute de 14 milliards de francs par an.

● CETTE RESTRUCTURATION militaire aura des conséquences pour les villes où sont implantées des garnisons ou des usines travaillant pour l'armement (lire aussi pages 8 et 9).

# Jacques Chirac veut préparer la défense de la France du XXI<sup>e</sup> siècle

Le chef de l'Etat doit confirmer la professionnalisation progressive des armées, la nouvelle organisation du service national et la restructuration des industries d'armement. Les élus des villes qui seraient privées de garnison et d'usines s'inquiètent

CONVOQUÉ pour le jeudi 22 février à l'Elysée, un conseil de défense - l'instance constitutionnelle en charge des grandes orientations stratégiques - doit examiner, sous la présidence de Jacques Chirac, une série de projets majeurs sur le nouveau dispositif français de sécurité. Le chef de l'Etat devra rendre ses arbitrages sur la base de travaux élaborés, depuis juillet 1995, par un comité stratégique animé par le ministre de la Défense, Charles Millon. A l'issue de ce conseil de défense, le président de la République, qui est, de par la Constitution, le chef des armées, a prévu d'expliquer le sens de son action, au cours d'un entretien à TF1 et France 2.

Le lendemain de ce conseil de défense, M. Millon a invité, dans l'amphithéâtre de l'Ecole militaire, à Paris, près de cinq cents cadres (officiers et sous-officiers) des trois armées, de la gendarmerie et des services communs dans le but de leur commenter les décisions arrêtées. Parce qu'il est tout à fait exceptionnel, un tel rassemblement, depuis les généraux titulaires des grands commandements jusqu'aux « présidents de sous-officiers » - le délégué de cette catégorie dans chaque formation militaire - donne une idée de l'ampleur des réformes décidées. Tous les aspects de la défense sont concernés, le chef de l'Etat voulant aller assez vite sur ces

différents chantiers de façon à élargir, au moins sur la durée de son septennat, la mise en œuvre progressive des options retenues.

● Les missions des armées : l'idée qui prévaut est la mise sur pied de « forces projetables » - aéroportées, hélicoptères et aéro-maritimes - hors des frontières nationales pour, le cas échéant, protéger des intérêts jugés essentiels à la sécurité de la France. La menace principale, celle de l'ancien bloc de l'Est, s'est effacée, alors qu'apparaissent des risques plus diffus, polymorphes et pratiquement planétaires. Apparemment, la France distingue mal les cas où elle serait directement et la seule agresseur. D'où la perspective de missions de plus en plus souvent accomplies en coalition, ce qui implique des forces combinant une souplesse d'emploi à la capacité à s'insérer dans un dispositif allié, qu'il soit strictement européen ou atlantique. C'est en somme le pari pris en faveur de ce que les spécialistes appellent la « stratégie d'action », plus dynamique, voire « musclée », et mobilisant les forces classiques, par opposition à une « stratégie de dissuasion », plus statique et volontiers réservée à la protection du donjon national.

● Le budget militaire : le gouvernement, devant la nécessité de réduire les dépenses publiques, a considéré que les armées se devaient, elles aussi, de participer à l'effort collectif. Des économies leur seront donc demandées dans le cadre d'un budget annuel qui, durant la période d'application de la future loi de programmation (de 1997 à 2002), devrait rester au-dessous de la barre des 185 milliards de francs. Dans la mesure où les réformes envisagées entraîneront des dépenses nouvelles de fonctionnement, ce sont les crédits d'équipement qui risquent d'être sollicités à la baisse, ce qui aura pour effet de réduire les possibilités de commandes de matériels.

● La dissuasion : l'arsenal nucléaire devrait demeurer l'outil majeur, notamment avec les sous-marins stratégiques lance-missiles, mais il subira des aménagements et sera conçu pour permettre « une dissuasion concertée », avec les alliés de la France qui le voudront. Si, de ce fait, les missiles stratégiques sol-sol fixes du plateau d'Albion - symboles du sanctuaire national - ne seront pas modernisés, comme tout le laisse croire, et si les batteries Hades de missiles sol-sol semi-

mobiles préstratégiques sont condamnées, la dissuasion de l'an 2000 a besoin, à côté des sous-marins, d'une seconde « composante », dite aéroportée, c'est-à-dire d'avions armés d'un missile nucléaire air-sol. C'est déjà le cas avec le Mirage 2000-N et avec le Super-étendard, bientôt embarqué sur le porte-avions Charles-de-Gaulle. Le Mirage 2000-N reste en service. La question se pose de savoir si la version d'attaque du Rafale aura, en l'an 2005, une mission de dissuasion dans l'armée de l'air et la marine.

● Le format des armées : le chef de l'Etat n'a pas caché son désir de voir les trois armées - la gendarmerie est déjà un corps de métier - prendre l'option de la professionnalisation, d'une façon, décrite par le ministre de la Défense, comme devant être « progressive et contrôlée ». La majorité et l'opposition sont divisées devant le principe même d'une telle perspective. Un débat apparaît aussi sur la procédure et les délais d'un tel changement. Le dilemme est double. D'une part, chacun s'accorde à admettre qu'une armée de professionnels, avec des engagements volontaires qu'il faut savoir attirer et conserver, coûte globalement plus cher - un tiers - à effectifs constants, que la conscription. D'autre part, l'armée de terre de-

va, plus que la marine et l'aviation, supporter des amputations très sensibles de ses effectifs, de l'ordre du tiers à la moitié de ses régiments en fin de réorganisation. A terme, cela peut remettre en question son aptitude à s'engager loin de ses arrières et à remplir toute la gamme des missions qui lui sont confiées.

● Le service national : dès lors que les armées seront davantage, dans un premier temps, et entièrement ensuite, professionnalisées, l'objectif est de créer une « conscription civique », selon l'expression de M. Millon, qui répondra à trois besoins : le premier, qui gardera une signification militaire par certains de ses aspects, consiste à édifier un service de sécurité gé-

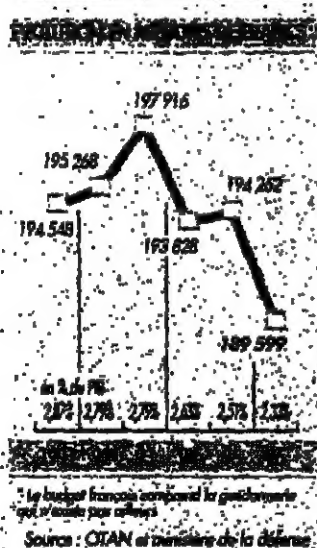
néral qui gèrera la gendarmerie (avec la police et les sapeurs-pompiers) ; le second est un service de solidarité nationale, qui reprendra à son compte certaines des tâches d'intérêt général que le service civil assure déjà dans sa configuration actuelle (santé publique, ville, environnement, etc.) ; le troisième besoin a trait à la coopération internationale, au sens large du terme (assistance technique à l'étranger et commerce extérieur, comme c'est déjà le cas). Dans cette optique, dont tous les aspects seront soumis à une commission, désignée par le premier ministre, la question devra être tranchée de savoir s'il s'agit d'un service civique obligatoire (auquel cas, il faudra convaincre les autorités de Bruxelles de ne pas

l'assimiler à une forme de « travail obligatoire », qui est interdit en Europe) ou volontaire, et s'il est accessible aux femmes.

● L'industrie de défense : c'est une réflexion à plus long terme - jusqu'à deux ans pour un rapprochement entre Dassault et Aérospatiale - mais dont le cadre sera indirectement dicté par le contenu de la loi de programmation militaire. L'ambition du gouvernement est de parvenir « à des solutions dans la concertation », explique le ministre de la Défense, autour, d'abord, de « pôles » de regroupement d'entreprises françaises, puis d'alliances avec les sociétés du même secteur en Europe (Allemagne, Royaume-Uni et Italie, principalement). A l'Elysée, on attend « un effet fédérateur » au niveau européen. Le pouvoir de décision de l'Etat est fonction de la nature et du niveau des commandes qu'il peut passer avec les groupes industriels impliqués, à la condition, d'autre part, que la France s'emploie à obtenir de ses partenaires « une européanisation de la demande », obligeant les États-majors à coordonner et à harmoniser leurs besoins au préalable. Mais l'idée même que se bâtit un marché européen de l'armement est loin d'être acquise à ce jour.

Jacques Isnard

### Le budget



Selon l'OTAN les dépenses militaires représentèrent, en 1995, 3,9% du PIB aux États-Unis ; 3,1% en Grande-Bretagne et 1,7% en Allemagne.

## Issoire craint la fermeture de son école de sous-officiers

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

La réorganisation de l'armée de terre aura-t-elle une incidence directe sur l'avenir de l'Ecole nationale technique des sous-officiers d'active (ENTSOA), installée à Issoire, dans le Puy-de-Dôme ? Bien que n'ayant pu obtenir aucune réponse concrète, le maire de cette ville, député et membre de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, Pierre Pascalion (RPR), ne déborde pas d'optimisme, à tel point qu'il n'a pas hésité à prendre la présidence de l'Association pour la Défense, la promotion et l'avenir de l'ENTSOA. Le 24 février, une journée « ville en veille » est organisée en faveur du maintien de cette école militaire créée par Pierre Messmer, du temps où il était ministre des armées. A Issoire, qui compte 13 528 habitants, l'inquiétude va grandissant.

L'école accueille, après sélection, des élèves entrant en phase terminale et les prépare en deux ans au baccalauréat dans les séries F 1 (génie mécanique), F 2 (génie électronique) et F 3 (génie électrotechnique). Ayant satisfait aux épreuves du baccalauréat, les élèves effectuent une année de stages en vue de l'obtention du certificat militaire du premier

niveau (CM1), qui leur confère le rang de sous-officier, et du certificat technique du premier niveau (CT1), qui en fait des techniciens de l'armée de terre. L'école recrute également des bacheliers et les prépare à ces deux certificats militaires. Tous doivent souscrire une période de cinq ans d'engagement. Cette année, 802 élèves sont inscrits dans cet établissement dont l'effectif est de 649 personnes au total (enseignants, administratifs, ouvriers et cadres militaires). « Dans l'hypothèse d'une dissolution de régiments, observe un enseignant, l'aménagement du service militaire ne suffit pas pour atteindre l'objectif souhaité. Il nous faut donc supprimer un régiment sur deux revient à supprimer une école sur trois. »

### LA CONCURRENCE DE SAINT-MAIXENT

Si tel doit être le cas, les décideurs auront à tenir compte de l'existence de formations de techniciens similaires à Bourges, Draguignan et Rennes. Ils devront également prendre en considération l'école des sous-officiers d'active (ENSOA) à Saint-Maixent (Deux-Sèvres). C'est surtout la concurrence de cette dernière qui inquiète. Le député de la circonscription où elle est installée, la so-

cialiste Ségolène Royal, a su plaider sa cause auprès de Jacques Chirac lors du voyage de celui-ci dans les Deux-Sèvres, fin janvier. Ceci d'autant que l'hypothèse d'une formation technique des sous-officiers dans des « écoles d'armes » attachées aux composantes de l'armée de terre (matériel, génie, etc.) pourrait être envisagée.

Aujourd'hui, M. Pascalion, membre de la commission de Défense à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans la nécessité d'une réorganisation militaire, entend bien jouer toutes les cartes en faveur du maintien de l'école dans sa cité. « La fermeture de l'école constituerait pour nous un troisième désastre, après la fermeture des mines de charbon dans le bassin et la disparition plus récente de Ducllet, qui a engendré la suppression de 1 200 emplois. La ville, rappelle-t-il, accuse un taux de chômage de plus de 16 %, et celui-ci est de 20 à 22 % dans le bassin. Or, en cas de fermeture de l'école, ce ne sont pas moins de 2 500 personnes qui quitteraient Issoire. Pierre Pascalion, qui menace de démissionner, demande donc que la décision prenne « en compte la réalité propre à l'aménagement du territoire ».

Jean-Pierre Rouger

## La guerre froide est aujourd'hui bien finie

AVEC l'effondrement du bloc soviétique, l'intégrité territoriale de la France n'est plus directement menacée ; celle de ses partenaires et voisins immédiats dans l'Union européenne non plus.

En revanche, la stabilité du Vieux Continent risque d'être mise à mal par des conflits locaux, religieux ou ethniques, loin des frontières françaises. Telles sont les deux données fondamentalement nouvelles de l'après-guerre froide qui avaient amené Jacques Chirac, dès son premier grand discours de politique étrangère, en tant que candidat à la présidence de la République, en mars 1995, à proclamer « la nécessité pour la France de repenser l'ensemble de sa politique étrangère et de défense ».

C'est une véritable révolution, dont les conséquences se feront sentir pendant des décennies. Les prémices remontent au début des années 90 ; les guerres du Golfe et des Balkans ont accéléré une réflexion qui a trouvé un premier

écho dans le Livre blanc sur la Défense, publié en 1994. Mais ce texte, qui parlait déjà en termes inédits des rapports de la France avec ses partenaires européens ou atlantiques, des nouveaux dangers et des moyens d'y faire face, portait la trace des compromis, inhérents à une période de cohabitation entre un président socialiste qui ne voulait pas être accusé de brader l'héritage gaulliste, et un premier ministre qui ne voulait de polémiques ni avec le chef de l'Etat ni avec une majorité divisée.

L'élection de M. Chirac a fait sauter les derniers verrous. La nouvelle politique de défense s'appuie sur trois piliers : la dissuasion nucléaire, la professionnalisation, la composante européenne. Malgré la disparition de la menace soviétique directe et massive, la dissuasion garde aux yeux des responsables de la Défense française toute son importance. C'est pourquoi, écoutant les experts favorables à la reprise des essais, M. Chirac a rompu le moratoire décidé par son prédécesseur en 1992, et fait procéder à six tests entre septembre 1995 et janvier de cette année. Il en allait,

selon lui, de la crédibilité, aussi bien politique que technique, de la force de dissuasion. Il ne s'agit pas de mener une bataille nucléaire, mais de décourager toute agression contre les intérêts vitaux de la France, indissociables des intérêts vitaux de ses partenaires européens. La signification du nucléaire a certes diminué depuis la disparition de l'URSS ; elle n'en demeure pas moins, car nul ne sait quels seront demain l'évolution politique de la Russie, le sort des arsenaux dans les Républiques issues de l'Union soviétique ou l'avenir des ambitions des candidats au club nucléaire.

D'où la deuxième composante de la politique nucléaire de la France : contribuer à la lutte contre la prolifération, œuvrer pour l'interdiction totale de tous les essais nucléaires - y compris ceux de faible puissance, a précisé le président de la République, qui se trouve en quelque sorte libéré par la fin de la campagne de tirs sur les polygones polynésiens.

Le deuxième pilier de la nouvelle stratégie française est la professionnalisation de l'armée, annoncée comme, « à terme, inéluctable » par M. Chirac dans son

discours-programme. Cette professionnalisation est la conséquence des nouveaux types de conflits auxquels la France, avec ses alliés, doit faire face depuis la fin de la guerre froide. Dans une guerre comme celle de la Bosnie, avec les insuffisances qu'elle a révélées, mais aussi les perspectives de coopération qu'elle a confirmées (avec les Britanniques, notamment), seuls des soldats de métier ou des appels volontaires faisant un service long pouvaient être envoyés.

### Trois piliers :

dissuasion nucléaire, professionnalisation, composante européenne

Le troisième pilier est la coopération européenne, pour des raisons à la fois économiques - aucun Etat européen n'a les moyens de faire face seul à ses nouvelles responsabilités - et politiques -

avec les progrès de l'intégration, le développement d'une politique commune de sécurité et de défense est indispensable. Elle ne pourra être que progressive et pragmatique ; les quinze n'y participeront pas tous ensemble, en même temps ; les projets trop ambitieux d'armée européenne sont voués à l'échec. En revanche, des coopérations limitées sont plus faciles à mettre en place.

L'Eurocorps, que M. Chirac qualifie de « vitrine de cette indispensable politique d'harmonisation européenne », mais aussi le Corps d'action aéro-maritime sont les premiers exemples de ces unités multinationales. Dans quelle mesure seront-elles affectées par la nouvelle politique française ? Le ministre de la Défense, Charles Millon, a reconnu qu'il y aura des « incidences ». Les consultations avec nos partenaires commenceront seulement après que les décisions auront été prises, pour répondre aux interrogations, voire aux inquiétudes qu'elles ont engendrées.

La dimension européenne ne concerne pas seulement les forces conventionnelles ; elle doit englober aussi bien l'industrie de l'ar-

mement, dans le but de créer des groupes capables de soutenir la concurrence des géants américains, que le nucléaire. La France a proposé à ses partenaires de discuter d'une « dissuasion concertée » et affirmé que « la dimension collective » devait être « un facteur constitutif de notre doctrine » (Alain Juppé en septembre 1995). Aussi la normalisation des rapports entre Paris et l'OTAN est-elle le complément indispensable à cette ouverture européenne. Après avoir tenté, pendant des décennies, d'amener nos partenaires à créer des structures de défense européennes en dehors de l'OTAN, M. Chirac et ses conseillers ont admis qu'il faut coopérer avec eux, là où ils sont, c'est-à-dire dans l'organisation atlantique, si possible renouée.

Telles sont les différentes pièces qui vont s'assembler peu à peu au cours des prochains mois et des prochaines années, pour donner à la doctrine de sécurité française des contours bien différents de ceux dessinés par de Gaulle au début des années 60.

Daniel Vernet





**Malgré les nuages  
qui s'accumulent,  
l'inquiétude  
se cultive ici  
sur un mode discret.**

Les nouveaux sacrifices d'Europe-  
copter ne semblent pas avoir créé  
de nombreux partisans. Le groupe  
communiste des plans sociaux, sans  
craie marquée, depuis sa création  
en 1992. Malgré les misères qu'il accumule  
dans le secteur de l'armement  
comme dans celui de l'armée.  
L'inquiétude se cultive ici sur un  
mode discret. Comme si la classe  
politique s'acharnait à se faire ou-  
blier, en espérant que les restric-  
tions frappent seulement chez les  
voisins. « Ce n'est pas qui l'on traite  
la menace par-dessus la jambe, mais  
la menace ne sera pas la première  
région touchée », estiment les colla-  
borateurs de Jean-Claude Gaudin  
(UDF-PR), maire de Marseille et  
président du conseil régional.

Les ministres qui accompagneront les prochaines restructurations, Charles Millon espère bien trouver un appui auprès des collectivités locales. Mais son invitation à signer une convention avec le ministre de la défense ne suscite pas l'enthousiasme au conseil régional. « Est-ce de notre compétence ? En d'autres termes ? ». Dans : quelles conditions ? » - ces interrogations de l'ami Colin cachent un légitime souci. Avant de parler de mariage, la Provence voudrait savoir ce que l'Etat entend mettre dans le mariage.

Sur la base d'un coût individuel

**SERVICE NATIONAL VOLONTAIRE**  
Le parlementaire admet cependant que ce calcul doit être pondéré du fait qu'une dépense probable supplémentaire de 8 milliards de francs serait nécessaire pour permettre aux armées de recruter quelque 40 000 engagés, dont le coût moyen individuel varie entre 195 000 et 215 000 francs par an selon la na-

En conclusion, le rapporteur de la commission des finances se prononce en faveur du maintien d'un « service national volontaire, militaire et civil » comme gage d'un passage « harmonieux » de l'armée de conscription à l'armée professionnelle. La durée de la phase de transition – entre cinq et huit ans – est l'une des questions majeures et des plus complexes à trancher. « En toute hypothèse, avertit Patrick Balkany, l'opération qui consiste à supprimer 200 000 emplois, à recruter 30 000 à 40 000 engagés, à redéfinir les missions, à réorganiser le format global, à réformer les modalités de situation, à fermer des dizaines de sites, à licencier d'autres, à rapatrier des troupes, et des matériels d'Allemagne ou d'Afrique est nécessairement difficile ».

**I. I.**

**Saab 900. Offrez-vous tout Saab pour 1996 F<sup>(1)</sup> par mois.**

Compris :  
**Contrat Saab Excellence**  
 (entretien, garantie, assistance)  
 3 ans ou /ou 80 000 km.



Tout Saab sur 3615 Saab. (1:29 F43 min).

**Martine Valo**



# La France va se doter d'une base industrielle et technologique de défense

Avec l'Europe comme objectif, les restructurations en chantier s'inspirent du modèle américain pour mieux le concurrencer. Un premier pôle, aéronautique, sera constitué avec Aérospatiale et Dassault. Un second, électronique, sera formé autour de Thomson privatisé

L'industrie française de l'armement arrive à son heure de vérité. Après les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, la France doit tirer les conséquences de la baisse des crédits militaires. Ce mouvement de restruc-

turation s'annonce difficile, alors que l'industrie de défense est plongée dans une atonie du marché en France comme à l'exportation. Du côté des pouvoirs publics, le but est d'adosser ce secteur à des réseaux d'al-

liances en Europe les plus solides possible pour faire face au potentiel des États-Unis. Un premier pôle aéronautique civil et militaire sera constitué avec le rapprochement d'Aérospatiale et Dassault. Un second pôle

« sera constitué autour de Thomson privatisé », a annoncé le premier ministre, Alain Juppé, mercredi 21 février, à l'Assemblée nationale. Matra ne cache pas ses intentions de jouer un rôle actif dans la privatisation du

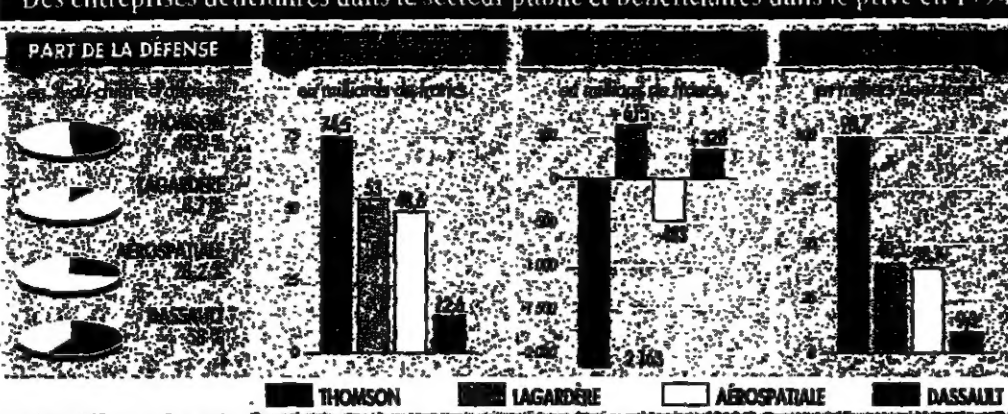
groupe d'électronique de défense, même si ses moyens financiers sont limités. GEC, qui s'est vu interdire par le gouvernement britannique un rapprochement avec British Aerospace, est aussi sur les rangs.

AU DÉBUT des années 90, aux États-Unis, est apparu le concept de base industrielle et technologique de la défense, à partir duquel les Américains ont entendu s'adapter à la baisse, toute relative, des crédits du Pentagone. Par cette expression, les experts ont voulu attirer l'attention des décideurs sur les risques d'une trop forte réduction de l'outil de défense et sur le danger de ne pas maintenir des compétences technologiques et des capacités industrielles, indispensables à une défense efficace et crédible.

La base industrielle et technologique de la défense n'est que le moyen, pour les États-Unis, de conserver – et le cas échéant de développer – une supériorité dans les secteurs-clés de la sécurité, de produire des armements au meilleur coût, de tirer parti de la dualité entre activités civiles et militaires et de réagir au mieux à toute évolution de la menace qui serait déstabilisante, en demandant aux bureaux d'études d'être à l'affût de toute innovation.

Le concept a, depuis, franchi l'Atlantique. La Grande-Bretagne, puis l'Allemagne, s'en sont inspirés. La première a décidé de faire confiance à une industrie privée, qu'elle vise à concentrer davantage encore en soutenant la recherche et qu'elle encourage par le moyen de coopérations pragmatiques avec les États-Unis comme avec l'Europe. Le second pays a joué la « synergie » entre les marchés civils et le secteur militaire ; il a établi un lien étroit entre les industriels eux-mêmes et le pouvoir, fédéral ou régional, et s'est lancé dans des productions transnation-

Des entreprises déficitaires dans le secteur public et bénéficiaires dans le privé en 1994



Le rapprochement entre Aérospatiale et Dassault permet d'exploiter les activités civiles et militaires des deux sociétés. Le groupe Lagardère réalise une forte part de son chiffre d'affaires dans la défense.

nales assez diversifiées. Avec un certain retard, la France vient de découvrir le concept de base industrielle et technologique de la défense, sous la contrainte de la crise qui s'est amorcée, en réalité, depuis cinq à six ans, dans un secteur de l'armement longtemps choyé par les politiques.

## RATIONALISATION

Dans les années 80 et 90, elle avait déjà modelé le paysage industriel avec l'instauration d'un grand constructeur par métier : la DCN pour la construction navale, GIAT Industries pour les blindés et l'artillerie, Dassault pour les avions de combat, la Snecma pour les réacteurs, Aérospatiale pour les hélicoptères et les appareils de transport. Cette rationalisation a épargné l'espace, la « missileerie » ou l'électronique de défense, sec-

teurs dans lesquels cohabitaient Thomson-CSF, Aérospatiale, Dassault Electronique, Alcatel ou Matra. Progressivement, le rationnement des crédits budgétaires, plus ou moins compensé par des succès réels à l'exportation, la confusion dans les responsabilités de l'État (actionnaire, tuteur, donneur d'ordres et client), les querelles de personnes – fréquentes dans ces milieux – et leurs ambitions, les dysfonctionnements quasi institutionnels (souvent créés ou entretenus par les interventions de la délégation générale pour l'armement) ou les incohérences dans certains besoins exprimés par des états-majors jaloux de leurs prérogatives ont fini par brouiller le paysage industriel.

L'État a perdu son rôle d'arbitrage qu'il en ait dit.

L'exemple le plus révélateur est sans doute celui de GIAT Industries, le constructeur du char Leclerc qui connaît une crise majeure. L'État actionnaire n'a pas les disponibilités financières pour venir à son secours. L'État client pratique une politique contradictoire, en réclamant des baisses de prix du matériel et en réduisant, dans le même temps, le volume de ses commandes. Enfin, l'État contrôleur, en dernier ressort, s'oppose à une clarification de la gestion en interdisant à GIAT Industries – par souci de ne pas entraver sa politique d'aménagement du territoire et sa politique de l'emploi – de rentabiliser sa production en fermant des sites.

Les lois de programmation militaire, de moins en moins respectées faute de crédits annuels pour les appliquer, ont, sans aucune ex-

ception, perdu de leur raison d'être. Les écarts entre les engagements pris et la réalité des commandes passées sont tels – même dans le secteur nucléaire protégé – que l'équilibre de l'ensemble du système industriel en est affecté. Cette tendance a été, dans un passé récent, accentuée par la brutalité des réductions budgétaires d'une année sur l'autre et des gels ultérieurs de crédits survenant en pleine exécution de la loi de finances annuelle.

Aujourd'hui, c'est l'heure de vérité. La difficulté vient de la nécessité d'opérer à chaud : il faut renouer avec le mouvement des restructurations alors que l'industrie de défense est plongée dans une atonie du marché, en France comme à l'exportation. Du côté des pouvoirs publics, le but est d'adosser ce secteur à des réseaux d'alliances en Europe les plus solides possibles pour faire face au potentiel des États-Unis.

## SANS TABOUS

Au ministère de la défense, qui exerce la tutelle du secteur, on explique qu'il s'agit d'être sans tabous et de saisir les occasions de maintenir l'intégrité du capital industriel, technologique et humain des entreprises en cause. Le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, a insisté, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 21 février, sur la volonté des pouvoirs publics de « voir se constituer dans l'industrie des secteurs aéronautique et électronique, deux grands groupes, l'un avec le rapprochement Dassault – Aérospatiale, l'autre autour de Thomson ».

Fin 1995, le groupe français Aé-

rospace et Dasa, filiale du groupe allemand Daimler-Benz, ont rapproché leurs activités dans les satellites et les missiles. C'est au cours de l'été 1996 que les deux filiales communes (European Satellite Industries, basée à Munich, et European missile systems, basée à Paris) devraient devenir opérationnelles. A terme, chacun devrait apparaître comme le chef de file européen, dans les secteurs concernés, devant Matra Marconi Space.

## LE REMÈDE AU MORCELEMENT

Avant toute éventuelle solution européenne, le gouvernement veut d'abord Dassault Aviation et Aérospatiale à fusionner et a annoncé, mercredi, la privatisation de Thomson, à charge pour le nouveau PDG, Marcel Roulet, d'étudier toutes les possibilités de rationalisation du secteur de l'électronique de défense. Pour l'instant, dit-on au ministère de la défense, l'industrie du moteur d'avion n'est pas sur la sellette. L'objectif serait plutôt de renforcer la liaison avec un constructeur américain pour être présent en force sur le marché civil.

Nul ne dissimule que, à l'instar de ce qui s'est passé aux États-Unis, c'est à l'échelle de l'Europe qu'on trouvera, à terme, la pertinence du concept de base technologique et industrielle de la défense. C'est en dépassant le cadre national que les gouvernements favoriseront l'émergence de cet outil européen et remédieront au morcellement de la demande et de l'offre.

Jacques Isnard

## Les Britanniques n'ont pas achevé leurs restructurations

OUTRE-MANCHE AUSSI, l'industrie de la défense s'interroge sur son avenir. On prêtait encore, il y a quelques jours, au principal constructeur aéronautique, British Aerospace (BAe), et au principal électronicien, General Electric Company (GEC), des velléités de rapprochement de leurs activités de défense. Les rumeurs étaient si insistantes que le ministre britannique de la défense avait rappelé dans un document confidentiel, selon le Financial Times du 15 février, « qu'il s'opposerait à toute tentative de rapprochement entre les unités de défense des deux sociétés britanniques », au nom du principe de saine concurrence.

Premier client de l'industrie britannique de l'armement, le gouvernement britannique, qui a entrepris depuis dix ans déjà une réduction des budgets militaires, a veillé à entretenir la compétition entre ses principaux fournisseurs, nationaux et étrangers, afin de réduire ses dépenses. Il a notamment privatisé nombre d'entreprises publiques d'armement et d'arsenaux militaires : Rolls Royce, British Aerospace, Royal Ordnance, British Shipbuilders, Royal Ordnance Factories (ROF).

Au-delà des apparences, il n'est pas sûr que le rapprochement entre BAe et GEC soit définitivement enterré. Au siège de British Aerospace, on affirmait, mercredi 21 février, que « les projets de rapprochement ou de fusion n'étaient pas d'actualité mais que GEC et British Aerospace étaient en relation permanente, en raison des nombreux programmes élaborés en commun ». Lord

Weinstock, le président de GEC, n'a quant à lui jamais dissimulé son désir d'établir des liens rapprochés avec BAe.

Une prise de conscience récente en Grande-Bretagne pourrait bien changer les termes du débat. Une étude de l'Office of Science and Technology mettait en lumière, il y a peu, l'érosion de la base technologique britannique. « Depuis que les principaux acteurs de la défense et de l'aéronautique opèrent sans objectifs nationaux clairement définis et que les seules forces du marché façonnent l'industrie », un signal d'alarme que semble avoir entendu le premier ministre, John Major, qui déclarait récemment qu'« il ne fallait pas réduire davantage les capacités de l'industrie de défense britannique ».

Un rapprochement entre les deux grands de l'aéronautique et de l'électronique de défense permettrait de consolider l'industrie britannique de l'armement, avec un ensemble qui pèserait environ 150 milliards de francs de chiffre d'affaires. Il présenterait surtout l'avantage d'adosser une société à la santé financière encore fragile (British Aerospace) à un groupe puissant (GEC). La privatisation de Thomson, premier européen devant GEC-Marconi, pourrait toutefois redonner l'avantage à un rapprochement horizontal entre Electroniciens, plus logique en termes de synergies industrielles. C'est en tout cas le schéma que défendait Alain Gomez dans les heures qui ont précédé son départ.

C. J.

## Dassault et Aérospatiale formeront « un pôle fédérateur »

« TOUS LES DIX ANS : 1976, avec Raymond Barre ; 1986, avec Jacques Chirac, et 1996, avec Alain Juppé, le premier ministre demande à Dassault-Aviation et à Aérospatiale de se rapprocher », ironise un responsable du constructeur du Rafale, membre de la direction du groupe privé chargé de préparer, d'ici au 30 juin, les négociations avec la direction du groupe nationalisé sur « les modalités d'un rapprochement stratégique, industriel et financier ». Cette observation, on la retrouve dans la note interne que Serge Dassault a adressée à ses collaborateurs pour leur signifier que ces discussions seront menées avec la volonté de préserver « les intérêts et les cultures » de chacun en dehors de la volonté gouvernementale, cette fois-ci, de ne pas former qu'un « pôle fédérateur aéronautique » dans les deux ans à venir.

Le premier ministre a fixé un délai maximum de deux ans pour que la fusion – car, à terme, c'est le sens de l'initiative annoncée – soit effective. L'opération qui commence n'est que

la première phase d'une privatisation totale de l'ensemble, ce qui enlève des arguments à Dassault, allergique, depuis des décennies, à toute idée de nationalisation, accusée d'entretenir les déficits. Le gouvernement a dans sa manche un atout de poids, avec le soutien qu'il peut ou non apporter, par des commandes des armées françaises ou par des aides à l'exportation, au programme majeur de Dassault, l'avion Rafale.

Séparément, ni Dassault, dont les bénéfices s'amenuisent au fil des ans, ni Aérospatiale, qui manque de fonds propres, ne sont en mesure d'assurer le financement de leur développement. Il leur faut donc réaliser, par une fusion à moyen terme, une rationalisation de leurs moyens industriels et des économies de gestion importantes.

Mais l'objectif poursuivi par le gouvernement est autrement plus ambitieux. Il s'agit de constituer un groupe « qui, dit-on au ministère de la défense, peut jouer la dualité ou la mixité », à l'instar de ces entreprises européennes de taille comparable au

projet français, comme British Aerospace (au Royaume-Uni) ou Dasa (en Allemagne), qui allient productions militaires et civiles. En se mariant, Dassault et Aérospatiale peuvent offrir une gamme assez complète, depuis les appareils militaires (Rafale, Mirage 2000 et Atlantique 2) jusqu'aux avions de ligne (familles Airbus et ATR), en passant par les avions de liaison ou d'affaires (Falcon). Dassault était bloqué dans le jeu d'alliances militaires et industrielles en Europe face à l'eurogroupe.

Selon les experts qui ont suggéré cette fusion, il fallait préparer ce secteur militaire à des alliances européennes, règle absolue de demain. Face à des Boeing, des Lockheed Martin ou à des Northrop Grumman aux États-Unis, il est vraisemblable que ne devrait subsister à plus long terme en Europe qu'un seul « avionneur ». Avec le risque pour les États de pouvoir difficilement maîtriser un tel « géant ».

J. L.

## Le limogeage d'Alain Gomez, quinze minutes pour une opération commando

C'EST un problème d'arithmétique. Une de ces histoires d'écoulement où les robinets de la goutte coulent goutte à goutte, où les trains s'arrêtent inopinément entre les



gares. Industriels, à vos crayons ! Surpris, incrédule, pris de court, on s'est beaucoup amusé dans certains couloirs ministériels, mercredi 21 février. « Sachant qu'Alain Gomez est resté quatorze ans à la tête de Thomson-CSF, soit 500 milliards de francs de chiffre d'affaires cumulé ; sachant que la commission des politiques est généralement de 1 % sur les contrats d'armement, soit 5 milliards de francs de versement ; combien de temps va-t-il s'écouler avant que Gomez n'éclabousse tout le monde ? » La devinette s'est taillée un franc succès, du moins parmi les hauts fonctionnaires.

Alain Gomez aime « l'effacement ». Cela tombe bien, Alain Juppé aussi.

L'entretien a été lapidaire. Il aura suffi de quelques minutes. Reçu à Matignon, mercredi à 9 heures, avant le conseil des ministres, M. Gomez n'était plus patron de Thomson à 9 heures 15. Une note coupée sans préavis. Le décret de privatisation de Thomson SA allait être pris, lui a-t-on fait savoir. Comme les règles de nomination lui en offrent la possibilité, l'État actionnaire ne souhaitait pas confirmer plus avant l'ancien officier parachutiste, le « centurion » de l'industrie française, comme se sont plu, un temps, à l'appeler les quotidiens anglo-saxons. Alain Gomez a choisi d'être « démissionnaire » de Thomson SA, la maison-mère du groupe, et de Thomson-CSF, son fleuron en électronique de défense.

Le couperet est tombé, brutalement, après avoir été armé dans le secret de l'Élysée et de deux cabinets, celui de Charles Millon, ministre de la défense, celui de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Une cellule spéciale s'y était consacrée, mettant au

point ce très chirurgical « travail de clarification ». Elle y travaillait depuis plusieurs semaines. Des visiteurs du soir réguliers, tel Noël Forgeard, PDG de Matra Défense Espace, y ont tenu assidûment leur rôle. « Comment réorganiser l'industrie de défense dans la concertation alors qu'un acteur, Thomson, nous est franchement hostile ? » ont plaidé, bonnes âmes, les équipes de Jean-Luc Lagardère. Les deux groupes en sont à se déchirer devant les tribunaux. « Alain Gomez n'était pas neutre », explique aujourd'hui l'entourage de M. Millon.

## DÉLAI ZÉRO

Tout a été soigneusement préparé. « La seule chance d'avoir Gomez, c'est de s'assurer d'un délai zéro entre l'annonce de son départ et la réalisation ». Elle a été appliquée avec une rigueur toute militaire. Edith Cresson à Matignon, puis Gérard Longuet, puis Jean-Luc Lagardère, s'y étaient cassés les dents. Lâché par l'Élysée, Alain Gomez avait été une ultime fois sauvé par Charles Pasqua en 1994, au cours

d'une partie de poker restée épique.

Le délai zéro. C'est qu'il s'agit d'éviter les fuites, les opérations de contre-lobbying. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, et à ce titre un petit peu concerné par l'évolution du groupe Thomson, ne découvrira pas de la journée. « Ils » ne l'ont pas mis dans la confidence. « Il est à cran, c'est à cause de l'affaire », s'excusera un conseiller auprès de visiteurs perplexes.

Mardi 20 février, veille du jour fatidique, se sont tenus deux conseils d'administration, le matin celui de Thomson SA, l'après-midi celui de Thomson-CSF. Le délégué CFDT prend la parole. Il interroge le président et les représentants du gouvernement. « Qu'on nous donne des éclaircissements sur l'avenir de Thomson dans les restructurations en cours ! », Alain Gomez, délégué, sûr de son fait, développe de nouveau son point de vue. « L'industrie de défense au niveau franco-français, c'est complètement dépassé. Il faut une vision, des alliances européennes. Matra ? Alcatel ? Le

président de Thomson l'a toujours dit : ce sont des nains en matière de défense ! Pourquoi voudrait-on dépecer son groupe, le numéro un, au profit d'acteurs dont le poids dans le paysage mondial de l'armement reste marginal ! Le représentant du ministère de la défense ne bronche pas.

Alain Gomez est plutôt serein. C'est que, tout seul, dans son coin, parce qu'il vaut mieux présenter à la tutelle un projet tout bouclé, à sa main, plutôt que de se voir imposer un schéma qu'on juge contre-nature, il a noué des négociations approfondies avec le britannique GEC. Et puis, on débarque rarement un président en cours d'alliance.

Il a été pris de vitesse. Le 18 février, Marcel Roulet, ancien président de France Télécom, est, comme de coutume, dans ses Alpes natales. Il doit rentrer précipitamment à Paris. Il sera reçu à l'Élysée pour se voir proposer la présidence de Thomson SA. Il est chargé par le gouvernement « de mener les travaux préparatoires à la privatisation ». A soixante-cinq ans, Marcel Roulet n'est forcément là que pour assurer la transition. Grand commis de l'État, il a fréquenté Alcatel et Matra, fournisseurs privilégiés de l'opérateur de télécommunications. Jacques Chirac, à l'époque, lui a confié la présidence de France Télécom. Lors d'un rocambolesque feuilleton, au cours de l'été 1995, le président de la République et son chef de gouvernement ne l'avaient-ils pas assuré de leur complet soutien en juillet pour le remplacer en septembre ? Au centurion va succéder le curateur.

Les pièces du puzzle sont en place. Mercredi, il est 11 h 20 quand, à l'issue du conseil des ministres, un communiqué de Matignon annonce la nouvelle. Les salariés de Thomson le découvriront grâce aux téléécrans. Les syndicats préviennent toutes leurs équipes. « C'est cavalier ! », « Désormais, on peut tout imaginer ». L'ombre de Matra flotte très fort, dans les esprits, au-dessus des sites du groupe.

Caroline Mognot



## logique de défense

pour mieux le concurrencer.  
Orné autour de Thomson privé

Le groupe d'électronique de défense, ses moyens financiers sont limités. L'État a vu interdire par le gouvernement un rapprochement avec le groupe, est aussi sur les rangs.

Le groupe d'électronique de défense, ses moyens financiers sont limités. L'État a vu interdire par le gouvernement un rapprochement avec le groupe, est aussi sur les rangs.

## LE REMÈDE AU MORCELEAU

Le groupe d'électronique de défense, ses moyens financiers sont limités. L'État a vu interdire par le gouvernement un rapprochement avec le groupe, est aussi sur les rangs.

## ont un pôle fédéral

Le groupe d'électronique de défense, ses moyens financiers sont limités. L'État a vu interdire par le gouvernement un rapprochement avec le groupe, est aussi sur les rangs.

## commando

Le groupe d'électronique de défense, ses moyens financiers sont limités. L'État a vu interdire par le gouvernement un rapprochement avec le groupe, est aussi sur les rangs.

C'EST LA GUERRE CONTRE LES ÉTATS-UNIS, LA RUSSIE, LA CHINE, LE JAPON...



ÉCONOMIQUE ! LA GUERRE ÉCONOMIQUE !



ÉCONOMIQUE ! LA GUERRE ÉCONOMIQUE !



## Le gouvernement entend conduire « dans la transparence » la privatisation de Thomson

L'ÉPILOGUE se veut courte et sobre. « Alain Gomez a bien conduit Thomson. Mais l'homme qui a mené le groupe pendant sa période de nationalisation ne peut mener sa privatisation. Il fallait un homme neuf », explique un proche du dossier au gouvernement. Avec la sortie d'Alain Gomez, premier fin tous les scénarios imaginés par l'ancien président pour le développement du groupe Thomson, spécialisé dans l'électronique de défense et l'électronique grand public. Ni scission ni démantèlement : « Il n'y a aura pas de partition de Thomson », a assuré le premier ministre, Alain Juppé, devant les députés.

Seul souci du gouvernement sur ce dossier complexe : que la privatisation de Thomson, menée à bien d'ici à la fin de l'année, soit incontestable. « Nous ne voulons pas que l'on puisse tenter un procès d'intention au gouvernement. Plusieurs industriels ont manifesté leur intérêt pour Thomson, ce qui correspondait à une sorte d'ORA infernale. Nous préférons que cela se fasse dans la transparence », affirme-t-on au ministère de la défense. C'est au nouveau président de Thomson, Marcel Roudier, choisi pour ses qualités « de serviteur de l'État », à l'écouter plutôt qu'à le faire sans « avoir ni armement ni culture à l'égard des différents acteurs de l'industrie », selon un famil-

lier du dossier, d'étudier les différents scénarios possibles pour l'avenir de Thomson. Il doit rencontrer tous les candidats intéressés et faire ses propositions au gouvernement d'ici deux à trois mois. Celui-ci lui a simplement fixé trois objectifs : valider au mieux le patrimoine de l'État, veiller à préserver l'indépendance nationale - ce qui pourrait amener l'État à prévoir une golden share -, contribuer à la restructuration de l'industrie de défense européenne.

## UN NEUVEAU MONTAGE

A partir de là, tous les scénarios sont envisageables : vente de gré à gré, offre publique de vente, échanges de participations. Au-delà de cette affirmation de principe, le jeu risque d'être beaucoup plus restreint que ne l'affirme le gouvernement. Les conditions de marché ne se prêtent guère à une privatisation classique pour Thomson SA, d'autant que la situation financière du groupe est peu brillante. Bercy ne se fait aucune illusion : la privatisation de Thomson lui rapportera peu. Fin 1994, Thomson affichait un endettement de plus de 20 milliards de francs pour des capitaux propres négatifs de 900 millions. En juillet dernier, Alain Gomez avait déclaré devant la commission des finances du Sénat qu'il avait besoin d'une aug-

mentation de capital d'au moins 10 milliards de francs, en raison notamment des déboires de Thomson Multimedia. La filiale spécialisée dans l'électronique grand public, détenue à 100 %, souffre d'un endettement de plus de 12 milliards. Elle a vu son redressement s'arrêter brutalement en Europe en 1995. RCA, la filiale américaine dont dépend toute la réussite de Thomson Multimedia, frappée à son tour par la mauvaise conjoncture, devrait voir son chiffre d'affaires reculer de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) pour 1995.

Thomson-CSF, qui figure au premier rang européen et au troisième rang mondial de l'électronique de défense, avec un chiffre d'affaires de 36,3 milliards de francs, est en meilleure santé. Mais elle doit poursuivre sa politique de croissance externe pour atteindre une taille critique. Alain Gomez voulait atteindre 10 % du marché du marché mondial, contre 4 % actuellement. En Bourse, Thomson-CSF, qui a 42 % de son capital dans le public, est actuellement valorisé à 14 milliards de francs. Le marché prend toutefois en compte les 17,7 % que détient Thomson-CSF dans SGS-Thomson (composants), valorisés à 4,7 milliards de francs. Malgré l'intention du gouvernement de préserver l'intégrité de

## PIERRE PÉAN



Pierre Péan signe une nouvelle biographie sulfureuse... En retraçant par le menu l'itinéraire tortueux de Genoud, son biographe plonge le lecteur dans le monde interlope du nazisme, de la collaboration et du terrorisme international.

Jean-Claude Buhner, Le Monde

Pierre Péan prend plaisir au rôle de grand confesseur crépusculaire... Il livre de riches informations sur les complicités et reclassements de l'après-guerre.

Eric Conan, L'Express

Au terme d'une enquête intransigeante, Pierre Péan dévoile la vie de François Genoud, ami des nazis, exécuteur testamentaire de Hitler, de Bormann et de Goebbels et compagnon de bien des aventures terroristes de ces trente dernières années. Stupéfiant.

Paul Guéret, Le Point

Pierre Péan aurait dû être romancier. Il est fasciné par les clairs-obscurs, les complots et les monstres. Juger n'est pas son affaire. Ce qui l'intéresse est plutôt de montrer qu'il n'est jamais d'ombre sans lumière, comme il est rarement de lumière sans ombre.

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

FAYARD

## Matra veut devenir leader européen de l'électronique de défense

JEAN-LUC LAGARDÈRE, patron de Matra-Hachette et de Lagardère Groupe, entend jouer un rôle de dans les restructurations de l'industrie de la défense. Il ne cache pas son ambition de mettre la main sur les activités de défense du groupe Thomson, dont le gouvernement a annoncé la privatisation. Le départ d'Alain Gomez de la présidence de Thomson, avec lequel M. Lagardère a une solide amitié, devrait faciliter ses projets.

Cette ambition peut surprendre. Dans la défense, Matra fait figure, selon ses détracteurs, de PME. Le groupe, qui a enregistré en 1995 un chiffre d'affaires de 52,5 milliards de francs, en a réalisé entre le tiers et le quart dans la défense et l'espace - 16 milliards de francs selon Matra, 12 selon ses concurrents. Il est trois fois plus petit que Thomson-CSF (36,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994), filiale à 56 % de Thomson, spécialisée dans l'électronique de défense. L'objectif serait précisément de constituer un grand pôle français d'électronique de défense, dont Matra serait l'opérateur. Noël Forgeard, président de Matra Défense-Espace, déclarait le 14 février, au Sénat, que la stratégie de regroupement dans les industries de défense françaises imposait de « constituer un pôle capitalistique français pour créer ensuite des joint ventures avec nos partenaires britanniques et allemands, tout en préservant la position dominante de la France ». Et d'évoquer « l'opportunité de procéder à deux

opérations simultanées », estimant que « ce serait une erreur de privilégier une forte structure française ».

Selon un schéma rêvé par les équipes de Matra, la défense européenne devrait se structurer autour de trois pôles : outre l'électronique de défense, fédérée par Matra, un deuxième pôle, spécialisé dans les avions civils (DASA, Airbus, etc.), finirait sous influence allemande. Le troisième, spécialisé dans les avions militaires (Dassault, Aerospatiale, Bristol Aerospace), reviendrait aux Britanniques. La France pourait en effet difficilement imposer son leadership dans toutes les industries de défense.

## UNE OCCASION UNIQUE

Pour parvenir à ses fins, Lagardère Groupe veut se positionner technologiquement : « voir, décider, agir » sur le champ de bataille. Il s'est ainsi spécialisé dans les satellites, les télécommunications militaires et les missiles. Matra est notamment le leader européen des missiles mais aussi des satellites, grâce à sa participation de 51 % dans Matra Marconi Space, créée en 1990.

Lagardère Groupe a considérablement assaini sa situation financière depuis la débacle de La Cinq en 1991 et a progressivement échappé à la demi-tutelle sous laquelle l'avaient placé ses banquiers. Il affirme avoir 6,5 milliards de francs de trésorerie, et peut recourir à l'endettement. La société a aussi émis des bons de souscription

d'actions permettant de lever près de 3 milliards de francs à partir de janvier 1997, à condition que le cours de l'action Lagardère Groupe repasse au-dessus de 150 francs (il était de 126,5 francs mercredi 22). Dernier avantage, l'entreprise est certaine de pouvoir résister à toute offre publique d'achat hostile, la société étant une commandite par actions, ce qui n'est pas pour déplaire au gouvernement. Fort de cette assise financière, Jean-Luc Lagardère espère distancer ses concurrents, notamment Alcatel-Alsthom, en pleine restructuration.

Le rôle exact de Matra dépendra du mode de privatisation choisi par le gouvernement. Il n'est officiellement pas question de démanteler le groupe Thomson. Matra pourrait-il reprendre la totalité de Thomson SA, y compris sa filiale à 100 % Thomson Multimedia, fortement sous-capitalisée, alors qu'il n'est officiellement intéressé que par Thomson-CSF ?

Prendra-t-il une simple participation dans un futur nouveau dur de Thomson SA, quitte à lui apporter ses propres activités de défense ? Rien n'est exclu. Matra ne veut pas manquer l'occasion unique de devenir un grand de la défense. Mais Jean-Luc Lagardère devra veiller à ne pas épuiser toutes ses ressources au détriment de sa filiale Hachette, qui doit gagner le pari de l'explosion du multimédia.

Arnaud Leparmentier

## Le CEA va fermer deux centres d'études après l'arrêt des essais nucléaires

LA DIRECTION des applications militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) va devoir, après la fin des essais nucléaires en Polynésie, se séparer de plus d'un millier de personnes d'ici à 2000 et fermer deux de ses trois centres d'études installés en région parisienne. Le directeur de la DAM, Jacques Bouchard, en a informé, mardi 20 février, la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale.

Aux députés, M. Bouchard a expliqué que la baisse du plan de charge de la DAM et le passage à la simulation obligeaient à revoir l'organisation d'un secteur du CEA qui emploie aujourd'hui quelque 5 600 salariés. La réduction des effectifs devrait être de 20 % sur les quatre ans à venir. En

l'an 2000, la DAM devrait occuper 4 500 personnes. Selon le « patron » de la DAM, les départs envisagés devraient devenir effectifs dans le cadre de la pyramide existante des âges, à cet effet, pourant, qu'il faudra procéder à des embauches de quelques spécialistes.

M. Bouchard a précisé que la DAM devrait fermer son centre de Vaujours (Seine-Saint-Denis), où l'on a procédé à des activités expérimentales de détonique (étude des composés explosifs), et celui de Limell-Brevannes (Val-de-Marne), où est installé le laser Phébus. Le centre de Bruyères-le-Châtel (Essonne), le plus ancien de tous, devrait rester l'unique centre de la DAM en région parisienne. Le laser Phébus sera vraisem-

blement déplacé au Bary (Gironde), où le CEA va installer, dans une première étape, en 1999-2000, un laser prototype à huit faisceaux - d'une puissance cinq à dix fois supérieure - avant d'y implanter le laser mégajoule définitif pour la simulation en laboratoire des essais nucléaires. Les importants moyens de calcul, à Vaujours, pourraient être transférés à Moronvilliers (Marne), où sont réalisés des tirs à froid, sans engagement d'énergie nucléaire, dans le cadre du dispositif Atrix (générateur de rayons X) pour la simulation.

En ce qui concerne le futur traité d'interdiction des essais (CTBT), en discussion à Genève, M. Bouchard a rappelé que le projet contient une clause générale de retrait dans le cas où des chan-

gements géopolitiques profonds interviendraient. Les États-Unis ont indiqué qu'ils voulaient que le traité CTBT prévoit une clause dite de « doute insoutenable », leur permettant de réaliser de nouveaux essais souterrains, en vraie grandeur, si leurs recherches donnaient des résultats non satisfaisants. Le directeur de la DAM a considéré que la récente campagne de six essais à Mururoa et à Fangataua lui avait permis de mieux maîtriser le développement des amorces des bombes nucléaires et que les résultats obtenus laissent entrevoir la possibilité pour la France d'aller vers l'« option zéro » (interdiction totale des essais) sans obstacle majeur.

J.L.



Marc Blondel, secrétaire général de FO

## « Quand on s'attaque aux protections conquises par de dures luttes, à Force ouvrière, nous résistons ! »

Force ouvrière réunit son congrès du 27 février au 1<sup>er</sup> mars à Paris. Marc Blondel, secrétaire général de la confédération depuis 1989, est candidat à un nouveau mandat

de trois ans, qui lui est contesté par Jacques Mairé, secrétaire de l'union départementale FO de Paris. M. Mairé a déclaré lui-même, le 20 février, lors d'une réunion pu-

blique à Paris, qu'il n'a « aucune chance d'être élu ». Deux mois après la mobilisation des salariés des entreprises publiques contre le plan Juppé pour la Sécurité so-

ciale, M. Blondel estime que les syndicats ont obtenu la victoire sur un tiers de leurs revendications (la préservation des pensions des fonctionnaires et des régimes spé-

ciaux de retraite des services publics), et perdu sur un autre tiers (le contrôle du Parlement sur les comptes sociaux). Le tiers restant est l'objet des discussions en-

cours. Exprimant sa vision du syndicalisme, il met en avant la défense, contre le libéralisme, des « protections conquises par de dures luttes ».

« Quelle analyse faites-vous de la contestation sociale de l'automne 1995 ? Sur quoi vous fondez-vous pour dire que FO a dirigé le mouvement ?

« Le 15 novembre, Alain Juppé va devant le Parlement et veut, au travers de sa réforme de la Sécurité sociale, régler le problème budgétaire. Il explique, en fait, que les marchés financiers nous y contraignent. Il veut intégrer les régimes sociaux dans les comptes publics et, de ce fait, les traiter comme des budgets annexes. Il donne donc compétence au Parlement sur ces régimes : si le financement est assuré par un impôt, il est normal, en effet, que les députés s'en emparent. Mais cela revient à nationaliser la Sécurité sociale.

« La spécificité française, c'est trois choses : l'école laïque, le SMIC et la Sécurité sociale. Si l'on touche à l'un de ces piliers, ça explose. Le gouvernement précédent avait touché à l'école laïque, on a vu ce que cela a donné. Sur le SMIC, avec le CIR, on n'avait pas eu de mal à mobiliser. Avec la Sécurité sociale, le gouvernement a rassemblé beaucoup de monde contre lui.

« Le 28 novembre, sur mandat du comité confédéral national, FO mobilise fortement et de manière interprofessionnelle. A la fin de la manifestation, nous sentons bien que les gens sont déterminés. Je reste avec eux un moment. J'ignore cependant, à ce moment-là, que l'on va vers une grève de vingt jours. Ce sont les salariés qui en décident ainsi, soutenus par l'opinion publique. Ce sont les gens descendus dans la rue qui font le succès.

« Quelle est votre analyse de ce qui s'est passé entre l'élection de Jacques Chirac et l'automne ?



MARC BLONDEL

« Dans les propositions du candidat Chirac, il y avait, en matière de Sécurité sociale, certains thèmes de nos positions. Ensuite, l'élection présidentielle a eu lieu. Je me suis permis de lui suggérer de ne pas donner l'impression d'être une instance d'appel par rapport au gouvernement. Celui-ci s'est mis au travail. Des conversations, je dis bien des conversations, ont eu lieu.

« Jamais nous n'avons été informés de l'ampleur du plan. Lorsque j'ai eu l'occasion d'en discuter avec le président de la République, j'ai été partiellement rassuré, car ce qu'il m'a dit me donnait en partie satisfaction : l'Etat, en prenant à sa charge 230 milliards de francs, reconnaissait sa « dette » vis-à-vis de la Sécurité sociale. Cela étant, j'ai fait la grimace sur le RDS. Le Remboursement de la dette sociale.

« Nous avons eu, ensuite, quelques conversations avec le gouvernement et nous avons réellement découvert le plan le 15 novembre. En fait, comme les médias l'ont rapidement expliqué, ce plan avait été préparé en petit comité, sans réelle concertation. J'ajoute que nombreux furent ceux qui considéraient qu'on repassait ainsi, pour des raisons

économiques et financières, sous la coupe des marchés, la « pensée unique », en quelque sorte.

« Quel bilan faites-vous, au total, de ce conflit social ?

« 30 % de réussite, 30 % d'échec et 30 % à négocier. L'échec, c'est le contrôle du Parlement. Même si les partenaires sociaux étaient des gérants théoriques, même si le gouvernement fixait les taux de remboursement et le taux de prélèvement, nous étions sous tutelle, mais nous restions libres de la gestion. Nous pouvions contrôler que cet argent-là était bien utilisé au sein pour lesquels il était prélevé.

« Les 30 % que nous avons gagnés, c'est le blocage du plan Juppé par rapport aux contraintes économiques : l'Etat reste dans l'obligation de payer les pensions des fonctionnaires, et les régimes particuliers du secteur public sont sauvegardés. Les 30 % qui se négocient, ce sont les discussions en cours, dans le cadre des « ateliers », sur la maîtrise des dépenses, sur les conseils d'administration. C'est une part délicate, celle qui touche au paritarisme. Reste le problème de la fiscalisation du financement, dont l'expérience nous a montré qu'elle n'est pas une garantie (rappelez-vous la vignette !). Reste, aussi, la lourdeur des différents prélèvements.

« Les cadres et les militants de FO n'ont-ils pas la nostalgie de l'époque où leur syndicat était un interlocuteur privilégié du pouvoir ?

« Cette « lecture » me plaît bien... Pendant la période des Trente Glorieuses, il a été possible, par le contrat collectif, de faire évoluer les acquis des salariés, parfois par la négociation, parfois par le rapport de forces. Aujourd'hui, il n'y a plus d'interlocuteurs. Il n'y a plus de « grain à

moudre », comme le disait Robert Bottherau, et cela change tout. Nous sommes toujours fidèle à cette politique, mais expliquons-moi quand et avec qui je négocie ? Toutes les fois où nous négocions avec le patronat sur le plan général, il se dégage complètement de ses responsabilités en expliquant que l'emploi n'est plus son problème, mais relève de la politique économique suivie par le gouvernement. Sur le fond, d'ailleurs, il n'a pas complètement tort.

« Une exception, cependant :

### M. Bergeron désavoué par le bureau confédéral

Le bureau confédéral de FO a accusé, mercredi 21 février, André Bergeron, secrétaire général de FO de 1963 à 1989, d'avoir tenté « de troubler les délégués », avant le dix-huitième congrès, qui s'ouvre le 27 février. Dans un entretien publié lundi par *Le Figaro*, M. Bergeron avait approuvé la réforme constitutionnelle sur la Sécurité sociale.

« La déclaration d'André Bergeron ne peut être interprétée que comme un soutien à l'orientation gouvernementale et un désaveu pour ceux qui, en novembre et décembre 1995, ont lutté pour la défense de leurs régimes sociaux », estime le bureau confédéral. Les déclarations de M. Bergeron avaient été critiquées par l'Union départementale FO de Loire-Atlantique, qui avait accusé l'ancien secrétaire général de « s'associer » aux « ennemis » de FO. Jacques Mairé, candidat au poste de secrétaire général de FO contre Marc Blondel, juge ces accusations « consternantes » et « lamentables ».

quand nous avions, d'un commun accord, manifesté la volonté de nous réapproprier le dialogue social, sur notre insistance, nous avons conclu l'accord du 6 septembre 1995 sur les cessations anticipées d'activité.

« Vos adversaires, dans le débat du prochain congrès, vous reprochent une alliance privilégiée avec la CGT lors du mouvement social.

« Il n'y a pas d'alliance privilégiée avec la CGT et il n'y a, d'ailleurs, pas d'alliance du tout. Une évolution du paysage syndical ne

politique. Je trouve que mon rival...

« Jacques Mairé...

« C'est vous qui le nommez ! Mairé, donc, use de droits exorbitants. Ses partisans ont organisé sa candidature comme une campagne à l'américaine. Au nom de quoi lui ouvrirai-je le journal confédéral ? Il y a trente-cinq membres de la commission exécutive, treize membres du bureau confédéral... Tous ont quelque chose à dire pour annoncer leurs candidatures ! Au demeurant, le journal confédéral n'a pas, non

plus, annoncé la mienne...

« Ne laissez-vous pas à la CFDT et à Nicole Notat le rôle de syndicat « responsable » qui fut autrefois tenu par FO ?

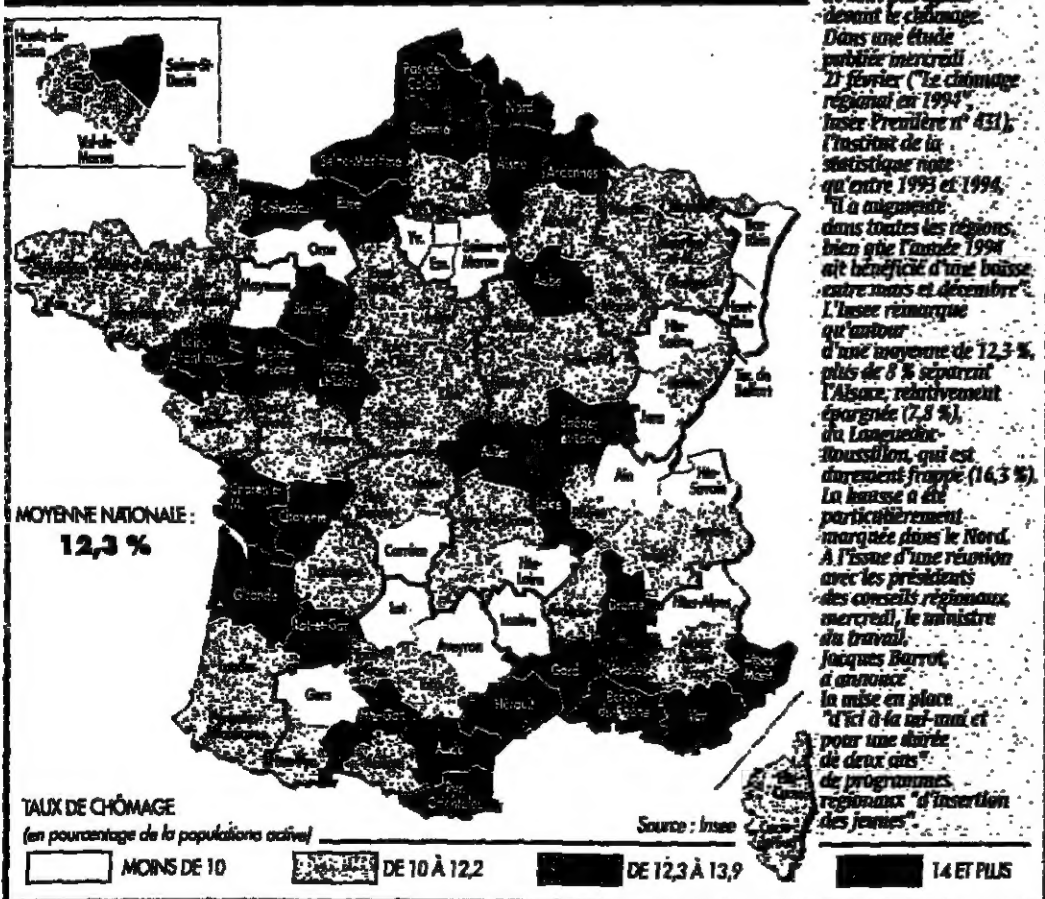
« La frontière est toujours délicate entre l'action revendicative corporative et le poulidisme. A faire de la revendication sociale systématique, on pourrait le froter. Mais ce ne peut être le cas d'une organisation syndicale confédérée, interprofessionnelle, rassemblant privé et public, salariés actifs, chômeurs et retraités.

« Je ne donne pas qualité aux syndicats de prendre en charge l'intérêt général, qui relève des élus politiques. C'est à eux d'arbitrer dans ce sens. Le secrétaire général de FO défend des intérêts particuliers, tout comme M. Gandois défend des intérêts particuliers lorsqu'il demande des baisses de charges sociales.

« Lorsque FO se bat pour relancer l'activité économique, elle fait plus contre le chômage que la CFDT quand elle prétend prendre en charge les exclus. Le mouvement syndical ne consiste pas à se substituer au rôle de l'Etat. Il a pour vocation de donner des droits, non de se transformer en mouvement caritatif. Ça, ça ne marche pas. Le modèle européen et le modèle français sont battus en brèche par des financiers qui s'expriment à travers les « marchés » et qui veulent en revenir aux relations individuelles entre l'entreprise et le salarié. Or, la Sécurité sociale est l'exemple même d'une structure solidaire et collective. Quand on s'attaque aux protections conquises par de dures luttes, à FO, nous résistons ! »

Propos recueillis par  
Alain Beauvieux-Méry  
et Patrick Jarreau

### Chômage : Fortes disparités dans les régions en 1994



Les régions françaises ne sont pas égales devant le chômage. Dans une étude publiée mercredi 21 février (*Le Monde* n° 431), l'Institut de la statistique note qu'entre 1993 et 1994, « il a augmenté dans toutes les régions bien que l'année 1994 ait été marquée par une baisse entre mai et décembre ». L'essor remarquable qu'ont connu d'un taux moyen de 12,3 %, plus de 8 % se sont vu réduire l'année dernière (7,8 %).

La hausse a été particulièrement marquée dans le Nord. A l'inverse d'une réunion avec les présidents des conseils régionaux, mercredi, le ministre du travail, Jacques Barrot, a annoncé la mise en place d'un « pacte de deux ans » pour une durée de deux ans de programmes régionaux d'insertion des jeunes.

### Le PCF présente des « mesures d'urgence » pour l'emploi

« ULTRALIBÉRALISME » : le nouveau mot-fétiche de Robert Hue, qui sert à définir la nouvelle politique économique, après le « virage » entrepris par Jacques Chirac lors de son intervention télévisée du 26 octobre 1995, a mis son contre-programme. Constatant que la hausse des salaires — une des principales mesures réclamées par le secrétaire national lors de sa campagne présidentielle — fait aujourd'hui débat, y compris au sein de la majorité, le Parti communiste, soucieux de « ne pas assister en spectateur désintéressé à un nouvel enfoncement du pays dans la crise », a présenté, mercredi 21 février, une série de « mesures d'urgence pour l'emploi et les salaires et une relance efficace ».

Le « plan » propose une série de mesures pour augmenter les salaires et lutter contre l'emploi précaire. M. Hue préconise un SMIC à 7 500 francs, comme lors de la campagne présidentielle, mais propose cette fois de l'augmenter immédiatement de 1 000 francs, comme tous les salaires inférieurs à 15 000 francs. Le plan prévoit également la titularisation des contrats emploi solidarité (CES) et la revalorisation de 1 500 francs du revenu minimum d'insertion. Autre nouveauté : la création, pour

les jeunes de moins de 25 ans, d'une allocation de recherche d'un premier emploi équivalente au revenu minimum d'insertion (RMI). M. Hue réitère enfin son souci de la réduction du temps de travail : trente-cinq heures, sans réduction de salaire.

#### TESTER LE PARTI SOCIALISTE

Pour prouver la « cohérence » de son plan, M. Hue a détaillé ses trois principales sources de financement : relèvement de l'impôt sur les sociétés à 50 %, imposition des produits financiers des entreprises, également relevée de 50 %, quadruplement de l'impôt sur la fortune. Par souci d'efficacité, ces taxes, et d'autres — professionnelles, etc. — seront modulées par secteurs et entreprises. La création d'un « fonds de coopération pour un développement moderne », sur le modèle du fonds de développement économique et social de la Libération, trouverait quant à elle, ses ressources dans un prélèvement de 0,5 % sur les opérations financières.

« Chaque fois qu'il fallait mouiller sa chemise, le PCF l'a fait », a indiqué le secrétaire national. Revendicant sur le mouvement social de décembre 1995, M. Hue, qui avait répété pendant le conflit social de décembre que la gauche n'était pas

prête pour l'alternative, a indiqué que le PCF ne pouvait pas « continuer à dire à ces millions d'hommes et de femmes : attendez que l'alternative se construise ». « Nous n'attendrons pas sans rien dire ni rien faire la fin de la politique de la droite en espérant en tirer dans deux ans un bénéfice électoral », a-t-il ajouté en faisant une claire allusion au Parti socialiste.

Comme le Mouvement des citoyens (MDC), qui a présenté il y a quelques jours un volumineux programme pour le plein-emploi à ses délégués (*Le Monde* du 20 février), le PCF entend disposer d'une plate-forme pour participer « au débat sur la perspective à construire » à gauche. « Pour que fonctionne bien le pluralisme, sans hégémonie de l'un ou de l'autre », a indiqué M. Hue en glissant une nouvelle allusion au PS, « il faut que chacun travaille ». Avec ce programme, le PCF espère aussi donner un nouvel élan à ses forums, qui tournent souvent court en raison des divergences entre les socialistes, qui défendent la monnaie unique, et les autres forces non socialistes, qui lui sont farouchement hostiles. Une manière de tester, pied à pied, l'anti-libéralisme du Parti socialiste...

Arlette Chemin

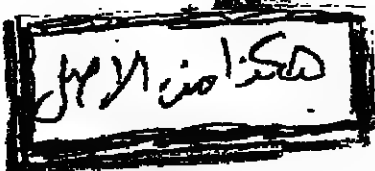
Vendredi 23 février

Charles MILLON en direct sur Europe 1

- 7h45 avec Alain DUHAMEL et Olivier de RINCQUESEN
- 8h20 avec Catherine NAY et Jean-François RABILLOUD

**EUROPE 1**





FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 11

Par de dures luttes

Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés. Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés. Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés.

d'urgence pour le

Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés. Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés. Les services de la police ont été renforcés sur les axes de circulation les plus fréquentés.

Europe 1  
OPE1

## André Rossinot (Parti radical) candidat à la présidence de l'UDF

LA COMPÉTITION ouverte à l'UDF par l'élection du prochain président de la confédération, le 31 mars, s'enrichit d'un nouveau prétendant. Après Alain Madelin et François Léotard, le président du Parti radical, André Rossinot, devait annoncer à son tour, jeudi 22 février, qu'il est candidat à la succession de Valéry Giscard d'Estaing. M. Rossinot espère obtenir une meilleure représentation des radicaux dans la prochaine organisation de l'UDF et maintenir l'unité du Parti radical. Entre M. Léotard et M. Madelin, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, et prédécesseur de M. Rossinot à la présidence du Parti radical, ne cachait pas son penchant pour l'ancien ministre de l'économie.

En revanche, les Adhérents directs, associés depuis plusieurs mois avec le Parti radical, mais divisés entre partisans de M. Madelin, soutiens de M. Léotard et défenseurs de l'idée d'un « troisième homme », ont préféré se donner un délai de réflexion avant de se prononcer. Simone Veil, membre des Adhérents directs, a indiqué qu'elle « soutiendra très clairement » M. Léotard.

**DÉPÊCHES**  
■ **SALAIRES** : le salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés a progressé de 0,4 % d'octobre 1995 à janvier 1996, et de 2,1 % sur douze mois (de janvier 1995 à janvier 1996), a annoncé, jeudi 22 février, le ministre du travail. Le pouvoir d'achat du salaire mensuel a progressé de 0,3 point l'an dernier, compte tenu d'une hausse des prix (tabac exclu) estimée à 1,8 %.

■ **DE VILLIERS** : Alain Madelin, candidat à la présidence de l'UDF, indique, dans un entretien au *Nouvel Observateur* (daté 22-28 février), avoir « une certaine sympathie » pour Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, qui, selon lui, « représente la France de la longue mémoire, enracinée dans un certain nombre de traditions ».

■ **BUDGET** : Edouard Balladur demande au gouvernement, dans un entretien à *L'Expansion* (daté du 22 février au 7 mars), de présenter au Parlement « un collectif comprenant des économies substantielles ». L'ancien premier ministre estime qu'il faut « commencer tout de suite » la réforme de la fiscalité, « même si sa application doit prendre plusieurs années ».

■ **MUNICIPALES** : une nouvelle élection aura lieu à la suite de la démission de Jean-Pierre Chevènement, le 17 et 24 mars, a indiqué, mardi 20 février, la préfecture de l'Hérault. Cette élection, remportée en juin 1995 par le député Yves Marchand (UDF-FD) avec 74 voix d'avance sur la liste d'union de la gauche conduite par François Libert (PCF), avait été annulée, le 15 décembre, par le tribunal administratif.

■ **CORSE** : le gouvernement n'accepte « aucun compromis, aucune concession » à propos de la Corse, a affirmé Alain Juppé, mercredi 21 février, à l'Assemblée nationale en répondant à José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud. Il a indiqué que l'Etat n'accepterait « pas que l'Etat de droit soit bafoué » dans l'île.

■ **BUDGET** : le conseil régional de Haute-Normandie a rejeté, mercredi 21 février, par 25 voix contre 22, le budget 1996 d'un montant de 2,8 milliards de francs présenté par son président, Antoine Rufenacht (RPR), maire du Havre. Ce dernier, qui a jusqu'au 31 mars pour présenter une nouvelle motion de son budget, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de modifier son projet. En 1995, le budget de cette région avait été rejeté à deux reprises et son élaboration avait été contrainte, comme le prévoit la loi, au préalable après avis de la chambre régionale des comptes.

## Les députés adoptent la proposition de loi sur les mandataires financiers

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté en première lecture, mercredi 21 février, la proposition de loi de Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois, tendant à préciser la portée de l'incompatibilité entre la situation de candidat dans un scrutin de liste et la fonction de membre d'une association de financement électoral ou de mandataire financier personne physique, et à permettre aux candidats aux élections municipales de juin 1995 qui l'avaient mal interprétée d'échapper à l'inéligibilité. La majorité RPR et UDF a voté pour le texte tel qu'il était issu de la commission des lois (*Le Monde* du 22 février), le PC et le MDC ont voté contre, les socialistes se sont abstenus. Jacques Toubon, ministre de la justice, a indiqué que le gouvernement « adhère complètement » aux objectifs de la proposition de loi.



Le gouvernement « adhère complètement » aux objectifs de la proposition de loi.

## Rétablissement d'un dispositif sur la transmission d'entreprises

LA COMMISSION DES FINANCES de l'Assemblée nationale a examiné, mercredi 21 février, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (*Le Monde* du 8 février). La commission a, notamment, adopté un amendement visant à rétablir l'article 9 de la loi de finances pour 1996, qui institue un régime fiscal favorable à la transmission d'entreprises, en tenant compte de l'avis du Conseil constitutionnel, qui l'avait annulé. L'amendement, présenté par MM. Méhaignerie et Aubergier, président et rapporteur de la commission des finances, réserve, en conséquence, le bénéfice du dispositif aux donations, tout en obligeant l'un des donateurs, pour une durée de dix ans, à conserver les biens transmis et à exercer une fonction dirigeante au sein de l'entreprise.

■ **OFFICES** : l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, mercredi 21 février, les deux propositions de loi visant à créer deux offices parlementaires d'évaluation des politiques publiques et de la législation. La majorité RPR-UDF a voté pour, le PS s'est prononcé contre, le PCF s'est abstenu. Les députés ont rétabli l'essentiel des dispositions qu'ils avaient adoptées en première lecture, et que les sénateurs avaient profondément amendées.

■ **EUROPE** : la majorité RPR et UDF du Sénat a apporté, mercredi 21 février, un soutien sans faille au gouvernement pour la mise en œuvre de la monnaie unique, lors d'un débat sur l'union économique et monétaire. Toutefois, Jean-Pierre Fourcade (R), président de la commission des affaires sociales, a fait part de ses préoccupations sur les futures relations entre l'euro et les autres monnaies. De même Christian Poncelet (RPR), président de la commission des finances, a proposé de redéfinir un « nouveau système monétaire européen autour de la monnaie européenne avec des marges de fluctuation réduites de 15 à 7 % ou 8 % ».

■ **AVORTEMENT** : la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 21 février, un amendement au projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire qui doit être examiné en séance publique le 14 mars. Déposé par Christine Bournin (UDF-FD, Yvelines), cet amendement vise à autoriser toute association de « défense du droit à la vie » à se porter partie civile en ce qui concerne les infractions de provocation à l'avortement, prévues par le code pénal.

## L'Etat se dote d'un nouvel instrument d'aménagement du territoire

Le conseil des ministres de mercredi a décidé une expérimentation sur cinq sites

Le ministre de l'aménagement du territoire, Jean-Claude Gaudin, a proposé au conseil des ministres du mercredi 21 février le lancement des

cinq premières directives territoriales d'aménagement (DTA), prévues par la loi Pasqua de février 1995. L'Etat va renforcer sa tutelle sur des

zones particulièrement sensibles ou soumises à de fortes pressions. Cette charte contraignante s'imposera à tous les documents d'urbanisme.

LA CÔTE D'AZUR, les Alpes du Nord, l'estuaire de la Seine, celui de la Loire et l'aire métropolitaine de Marseille pourraient être bientôt l'objet prochain d'intenses négociations. Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, vient en effet de proposer au conseil des ministres du mercredi 21 février que ces cinq sites expérimentent les premières directives territoriales d'aménagement (DTA), créées par la loi Pasqua du 4 février 1995.

Avec ce nouvel et puissant instrument, qui vise à concilier « perspectives de développement, de protection et de mise en valeur

des territoires », l'Etat va pouvoir fixer, dans des zones déterminées, ses propres orientations en matière d'aménagement.

Le sonci de l'environnement - et peut-être celui de répondre à la montée des pressions écologistes -, a été clairement affiché dès le début de l'élaboration de la loi Pasqua : les services du ministère de l'équipement soulignent l'intérêt de cette nouvelle procédure, dans des régions aussi fortement peuplées et au sol aussi convoité que le littoral méditerranéen, par exemple.

Autre illustration : les directives territoriales d'aménagement pourraient aussi se révéler effi-

caces pour protéger des sites particulièrement fragiles, où l'Etat s'appropriait à implanter une grande infrastructure de transports.

**DIPLOMATIE ET AUTORITÉ**  
Les préfets qui coordonneront l'élaboration de ces DTA auront à choisir entre diplomatie et autorité. Car, décentralisation oblige, la loi prévoit une consultation des élus des régions, départements, communes importantes concernées. Elle envisage même de « modifier éventuellement les directives » pour tenir compte de leur avis. Mais il est clair qu'il s'agit, pour l'Etat, de reprendre en main

des dossiers difficiles. « L'Etat doit dire clairement ce qui est essentiel, ce qui est le point de départ obligé des politiques des autres acteurs », ainsi Catherine Bersani, directrice de l'architecture et de l'urbanisme, définit-elle les DTA. Une fois approuvées par décret en Conseil d'Etat, ces directives s'imposent à tous les documents d'urbanisme, notamment aux plans d'occupation des sols (POS). En cas de litige, elles serviront de référence devant les tribunaux.

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille et président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est bien placé pour faire avancer le projet de DTA dans l'aire métropolitaine phocéenne. Pour le secteur des Alpes du Nord, la réflexion sur le développement touristique, économique et le respect de l'environnement n'en est qu'à ses débuts. Le périmètre lui-même n'est pas encore défini.

Dans l'estuaire de la Seine, à cheval sur la Haute et la Basse-Normandie (*Le Monde* du 3 février), comme dans celui de la Loire, ce sont les projets d'extension des installations portuaires qui justifient l'intervention de l'Etat.

Dans la Loire-Atlantique, depuis des années associations de protection de la nature, élus locaux, et responsables du port autonome, se disputent pour savoir où installer de nouvelles infrastructures portuaires, entre Nantes et Saint-Nazaire, tout en préservant les oiseaux, qui apprécient ces zones humides.

## Un code de l'environnement va regrouper tous les textes de droit existants

LE MINISTRE de l'environnement, Corinne Lepege, a présenté au conseil des ministres du 21 février un projet de loi instituant un code de l'environnement. Il se trouve en effet que ce domaine de l'action gouvernementale, officiellement créé en 1971 avec un ministère ad hoc, ne disposait pas d'un arsenal législatif propre, au même titre que le code rural ou le code de l'urbanisme.

Il avait donc été décidé, en 1988, lorsque Michel Rocard, alors premier ministre, avait relancé la politique de codification, de préparer un code propre à l'environnement. Le premier schéma avait été approuvé par un conseil des ministres en 1992.

Il s'agit de regrouper en un seul texte tous les textes de réglementation et de lois concernant la protection de l'environnement. Les plus anciens, portant sur la loutellerie, remontent à l'époque de Napoléon III, et le plus récent, la « loi Barnier », date de 1995. Figure dans ce code toute la législation concernant l'eau, les déchets (y compris nucléaires) et l'air (la future loi sur

l'air y sera incluse lorsqu'elle sera votée par le Parlement, au printemps prochain). Quant à la faune et la flore sauvages, la chasse, la pêche en eau douce et les espaces protégés, ils sont enlevés au livre II du code rural et introduits dans ce code de l'environnement.

**APPROBATION DU PARLEMENT**  
En revanche, plusieurs domaines touchant à l'environnement resteront dans leur code d'origine. C'est le cas de la forêt (code forestier), des sols (code minier, forestier ou rural), de l'attachement publicitaire (droit commercial) ou de l'aménagement, qui dépend de la santé comme tout ce qui touche à l'air intérieur.

Le Parlement va devoir approuver le projet de loi créant ce code, mais le principe de la codification consiste à y procéder à droit constant, c'est-à-dire de ne pas en profiter pour modifier la législation existante.

Roger Cars

Martine Valo

## LE CONSERVATEUR

# Assurance-vie : AREP

## TAUX 1995 : 7,80 % NET

Créé il y a plus de 150 ans, en 1844, LE CONSERVATEUR propose à sa clientèle un des meilleurs contrats d'assurance-vie du marché : "L'AREP".

L'AREP, avec un taux de rendement net de 7,80 % en 1995, de 8,25 % en 1994 et de 9,35 % en 1993, se place résolument dans le groupe de tête dans ce secteur.

Les autres produits du CONSERVATEUR connaissent, eux aussi, d'excellents résultats :

La TONTINE affiche un rendement annuel moyen sur les 20 dernières années de 9,82 % (pour un contrat souscrit à 45 ans).



Les BONS DE CAPITALISATION au porteur "Capi 8" ont eux aussi, connu en 1995 une excellente performance : 7,30 %.

L'expérience plus que centenaire des Assurances Mutuelles LE CONSERVATEUR et les résultats obtenus avec chacun de ses produits sont pour vous la meilleure garantie de leur capacité à défendre vos intérêts, à gérer et à protéger votre épargne à long terme, et ce, quelles que soient les circonstances ou les conjonctures.

## DEMANDE D'INFORMATION

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, une information complète sur :

LE CONSERVATEUR LA TONTINE LES BONS DE CAPITALISATION

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

COULEUR : \_\_\_\_\_

TELEPHONE : \_\_\_\_\_

PROFESION : \_\_\_\_\_

DATE D'EMBAUCHE : \_\_\_\_\_

DATE DE DÉPART : \_\_\_\_\_

DATE DE RÉTRAITE : \_\_\_\_\_

DATE DE DÉCÈS : \_\_\_\_\_

DATE DE VIEillesse : \_\_\_\_\_

DATE DE MORTALITÉ : \_\_\_\_\_

DATE DE SURVIE : \_\_\_\_\_



هكذا من الإصل

12

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

**INTEMPÉRIES** Du fait du froid et de la neige, plusieurs régions de France ont été en partie paralysées depuis le mardi 20 février. Pourtant, si la nuit du 21 au 22 février a

été la plus froide depuis le début de l'hiver, Météo-France souligne que l'on reste loin des records de la mi-février. ● MERCREDI, toute la journée, les transports ont été per-

turbés, essentiellement dans l'ouest du pays. En Normandie et en Bretagne, la circulation était rétablie jeudi matin sur les axes principaux. ● À PARIS, DAL et le Comité

des sans-logis ont repris leurs opérations « coup de poing » en attendant, mercredi 21 février, d'établir un campement sur le parvis de la mairie du 15<sup>e</sup>. Ils s'estiment vic-

times d'une « discrimination », notamment les familles qui adhèrent à ces deux associations, sont systématiquement écartées des demandes d'HLM.

# Le froid a paralysé une grande partie de l'ouest de la France

Du fait de fortes chutes de neige, l'activité a été fortement perturbée en Normandie et en Bretagne. Selon Météo-France, on est loin des records de froid enregistrés à la mi-février

L'HIVER, qui s'est imposé dans toute sa rigueur sur l'ensemble de l'Hexagone depuis mardi 20 février, n'en finit pas de surprendre. « Pourtant, la situation n'a rien d'exceptionnel, soulignent, un rien amusés, les ingénieurs de Météo-France. Certes, il fait froid, et l'on se situe bien en dessous des moyennes saisonnières, mais on est également très loin des records. A Paris par exemple, il faisait - 5 degrés ce matin, contre + 2 ou + 3 degrés habituellement en février, mais le record de froid à la mi-février est de - 15 degrés ! On avait simplement oublié ce qu'est l'hiver... » La nuit de mercredi

à jeudi a été la plus froide depuis le début de la saison hivernale.

L'ensemble du pays a connu des gelées, et l'on a relevé des températures de - 13 degrés à Charleville-Mézières (Ardennes) et à Metz (Moselle), de - 10 degrés à Limoges (Haute-Vienne) et à Châteauroux (Indre). Dix à vingt centimètres de neige sont tombés dans le Nord et en Normandie, « où cela n'est pas chose fréquente », reconnaissent les ingénieurs de Météo-France, qui poursuivent : « Ce qui est un peu plus exceptionnel, c'est l'association d'un froid intense et de la neige. D'habitude, lorsqu'il neige de façon

importante, les températures sont plutôt proches de zéro degré. »

Jeudi, une perturbation venant de l'Atlantique devait apporter encore de la neige en Bretagne le matin et sur l'île-de-France dans l'après-midi. « Mais vendredi marquera la fin de ce grand épisode de froid : le redoux viendra par l'Ouest et finira par se généraliser à l'ensemble de la France au cours du week-end ». En attendant cette très prochaine arrivée du redoux, l'on dresse les premiers bilans de la vague de froid. Deux personnes sont décédées à Rouen (Seine-Maritime), l'une après une chute sur une plaque de neige verglacée et l'autre, un sans-abri, des suites d'une pneumonie. À 42 ans, il était retourné dans une maison en travaux qu'il occupait depuis quelques jours. Un jeune conducteur de vingt-deux ans a trouvé la mort mercredi 21 février sur une route enneigée de Seine-et-Marne, après avoir perdu le contrôle de son véhicule. Le même jour, un homme de cinquante ans, découvert inanimé dans une rue proche de chez lui, décédait des suites d'une hypoth-

mie à Deauville (Calvados). Mardi, trois automobilistes avaient trouvé la mort dans l'Oise, et un pompier avait été tué en Picardie après que son camion eût dérapé sur une plaque de verglas.

La neige a continué, mercredi 21 février, de perturber les transports dans plusieurs régions de France. Des retards d'une demi-heure à une heure ont été enregistrés sur certains vols intérieurs à l'aéroport d'Orly, en raison des opérations de dégivrage des appareils. A Roissy, les retards étaient d'une heure à une heure et demie. Le trafic ferroviaire a lui aussi connu des retards sur l'ensemble du réseau. Soixante voyageurs d'un train effectuant la liaison Rouen-Amiens sont restés bloqués mercredi pendant près de six heures en rase campagne. Sur les douze allers et retours prévus quotidiennement entre la France et la Grande-Bretagne, la SNCF a décidé de supprimer quatre Paris-Londres et cinq Londres-Paris. Des retards importants ont par ailleurs été enregistrés dans le trafic banlieue en Île-de-France ainsi que dans la région de Rouen.

En Seine-Maritime, la circulation était rétablie jeudi matin sur les axes principaux, mais restait très délicate sur les routes secondaires, en raison de la persistance des congères. Les poids lourds ne pouvaient pas utiliser le pont de Normandie pour se rendre dans le Calvados, leur circulation (de même que celle des bus scolaires) restant interdite jusqu'à jeudi midi dans l'ensemble de ce département, confronté à une situation particulièrement délicate.

### Vendredi marquera la fin de ce grand épisode de froid

Le préfet de la Manche avait lui aussi interdit la circulation des poids lourds et transports scolaires durant la journée de mercredi, et « fortement » recommandé aux particuliers de ne pas utiliser leur véhicule, notamment aux abords de

Caen, totalement paralysée. La circulation restait difficile sur les routes secondaires de la Manche, du Nord, de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes-d'Armor. En revanche, la frontière franco-espagnole, qui avait été fermée mercredi à Bidart (Pyrénées-Atlantiques) après que de fortes chutes de neige sur le Pays basque espagnol eurent bloqué des centaines de camions à la frontière, a été réouverte mercredi en début de soirée.

La production dans les usines automobiles de Renault de Sandouville (Seine-Maritime) et de Flins (Yvelines) était arrêtée, et l'usine Citroën de Rennes ne devait pas fonctionner jeudi, en raison de difficultés d'approvisionnement liées aux intempéries.

La neige aura pourtant fait des heureux : il y a foule à la station de ski de fond d'Ohain, dans le Pas-de-Calais, qui vient à peine d'ouvrir : la plus basse station de France, située à 165 mètres, dans les monts d'Artois, offre une neige digne des grandes stations de montagne.

Pascal Krémer

## Caen, citadelle de la neige

La ville s'est trouvée encerclée par la tempête

CAEN

de notre correspondant  
« Mardi soir, j'ai passé une deuxième journée de bureau dans ma voiture ! Parti à 16 h 15 de l'usine Renault Véhicules Industriels de Blainville-sur-Orne, je suis rentré à 23 h 30 à la Folie, à Caen. Environ cinq kilomètres. » Si des milliers de Caennais ont mis cinq à six heures pour rentrer chez eux mardi 20 février, plusieurs centaines d'autres n'ont pas eu cette « chance » et ont dû passer la nuit de mardi à mercredi dans leurs voitures. Prioritaires, un millier de personnes ont trouvé refuge dans sept centres d'hébergement, ravitaillés par les pompiers.

En quelques heures, mardi en fin de journée, Caen s'est retrouvée encerclée, paralysée par une très violente tempête de neige et de vent. « Le phénomène s'est circonscrit à une dizaine de kilomètres autour de Caen, explique Jean-Louis Dupressoir, de la direction départementale de l'équipement du Calvados. Poussée par le vent, la neige s'est accumulée sur la route. Elle brève alors un dénivelé, s'y installe, forme de petits tourbillons qui se transforment très vite en congères. Là où nous intervenons, un quart d'heure après, le travail était à reprendre. Un vrai blizzard. »

PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ

Camions en travers de la route, voitures abandonnées par leurs occupants : tous les accès de Caen, le périphérique nord de l'agglomération, l'axe vers la Bretagne, ont été vite paralysés et de nombreux

axes secondaires impraticables. L'école militaire de défense, nucléaire, bactériologique et chimique de Brétreville-sur-Odon a ouvert ses portes et abrité environ quatre cents personnes. Les gymnases de la ville de Caen ont logé des centaines de collégiens... et des touristes venus visiter le Mémorial de Caen. « Impossible de rentrer à la maison, j'ai retrouvé mon mari chez des amis communs. Nous avions songé à la même solution ! », raconte une jeune femme.

La solidarité a fonctionné à plein. Les hôtels ont souvent été complets. Mille cinq cents foyers ont été privés d'électricité jusqu'à mercredi soir. Grues et blindés ont été réquisitionnés pour dégager les axes principaux.

Jeudi matin, la circulation était encore extrêmement difficile. Cars scolaires et transports en commun ne fonctionnaient pas. La circulation des camions de plus de 6 tonnes restait interdite dans le département du Calvados jusqu'à jeudi midi, les services de gendarmerie ont organisé des convois permettant aux poids lourds de se dégager vers Paris ou vers Cherbourg.

Caen, citadelle de la neige, a annulé tous ses spectacles mercredi soir, ainsi que le match de Coupe de France de vendredi soir, Caen-Sochaux. A Aunay-sur-Odon, les gendarmes mobiles ont eu recours à un véhicule blindé pour ouvrir la voie à une habitante du Plessis-Grimoult près d'accoucher.

Jean-Jacques Lerossier

## DAL dénonce les « discriminations » dont seraient victimes ses adhérents en attente d'HLM

LA MISE EN PLACE du « plan Périssol » sur les logements d'urgence et d'insertion avait fichté Droit au logement (DAL) et le Comité des sans-logis (CDSL) à faire preuve de « bonne volonté », en décrétant une « pré » des occupations d'immeubles à Paris. Depuis près d'un an, les deux associations de défense des sans-abri n'avaient pas procédé à des installations illégales, et le récent rélogement des squatters de la rue du Dragon a été, selon Jean-Baptiste Eyraud, président de DAL, « globalement satisfaisant ». Mais les autres revendications des deux associations, comme l'extension des réquisitions ou « une plus grande justice » dans les attributions de HLM, n'ayant pas été, jusqu'à présent, prises en compte par les autorités, DAL et le CDSL ont décidé de reprendre leurs actions coups de poing en envahissant, le 9 février, un immeuble situé 14, rue Béatrice-Dussane, dans le quinzième arrondissement, où douze ménages ont été provisoirement installés.

Les militants ignoraient alors que le principal créancier de cet immeuble était la compagnie d'assurances GAN. Or, depuis l'occupation, en mars 1995, du 37, boulevard Malesherbes (17<sup>e</sup>), un bâtiment qui appartient également à GAN, DAL est en pourpours avec la compagnie d'assurances : cette dernière a « promis » le relogement des cent soixante squatters du boulevard

Malesherbes, mais cette opération traîne en longueur. Aujourd'hui, DAL dénonce un « chantage » du GAN, qui aurait mis, dans la balance des négociations, l'évacuation de l'immeuble de la rue Béatrice-Dussane.

INTERVENTION POLICIERE

Pourtant, les occupants de ce dernier immeuble étaient décidés, ces jours derniers, à cesser leur action pour faciliter les transactions. La majorité de droite du conseil d'arrondissement du 15<sup>e</sup> ayant, d'autre part, souhaité l'intervention de la force publique pour déloger les squatters, les douze ménages, accompagnés de militants de DAL et du CDSL, avaient résolu, mercredi 21 février, de quitter la rue Béatrice-Dussane, d'établir un campement sur le parvis de la mairie du XV<sup>e</sup> et d'y passer la nuit dans un froid glacial.

La police s'y est opposée, interpellant même, dans la soirée de mercredi, vingt-sept personnes, qui ont été relâchées après un contrôle d'identité. Les douze ménages sont donc retournés au 14, rue Béatrice-Dussane, et, pour DAL et le CDSL, la balle est maintenant dans le camp du conseil d'arrondissement. Certes, le maire du 15<sup>e</sup>, René Gely-Dejean (RPR), a reçu, mercredi après-midi, une délégation des deux associations, mais il lui a seulement indiqué qu'il allait « examiner les demandes, cas par cas ».

D'une façon générale, DAL et le CDSL s'estiment victimes d'une « discrimination » : en raison de leur comportement revendicatif, les familles qui adhèrent à ces deux associations et qui représentent, selon Jean-Baptiste Eyraud, environ 10 % des quelque 60 000 personnes en attente d'une HLM à Paris, ne seraient pas leurs dossiers quitter le dessous de la pile... Par exemple, très peu d'entre elles ont bénéficié jusqu'à présent des réquisitions de logements décidées par le gouvernement. Témoin ce peintre en bâtiment, qui, malgré ses demandes renouvelées – voilà dix-neuf ans qu'il a déposé un premier dossier –, vit avec sa femme, qui travaille également, et ses trois grands enfants dans un appartement de 24 mètres carrés. « Ce ne sont pas, affirme-t-il, mes conditions de ressources qui sont en cause. »

La situation est donc bloquée rue Béatrice-Dussane, et l'on voit mal la police venir déloger les douze ménages en cette période de grand froid. Un exemple provincial doit, en tout cas, conforter les occupants : le tribunal de grande instance d'Orléans, a, mercredi 21 février, déclaré « irrecevable » l'assignation en référé de DAL par les soins du Bon-Pasteur, qui réclamait l'évacuation d'une de leurs maisons, inutilisée et envahie par une dizaine de sans-abri.

Michel Castaing

## La prise en charge médicale d'un violeur devant la cour d'assises de Paris

Luc Rigole, placé sous contrôle judiciaire, a suivi une psychothérapie et un traitement chimique inhibiteur de la libido

LA LOURDE MACHINE judiciaire peut acquiescer une extraordinaire souplesse lorsqu'elle est placée en de bonnes mains. Au-delà de la rigueur des textes et des mécanismes pesants des institutions, il y a les hommes, et, lorsque leurs qualités convergent, la plus froide des administrations retrouve un visage humain. Luc Rigole, quarante-six ans, violeur récidiviste, ne pouvait rien espérer d'autre qu'un long enfermement dans une prison où les détenus eux-mêmes ajoutent leur propre sanction en rossant les « pointeurs ». Mais un médecin chef de l'administration pénitentiaire, un psychologue, un juge d'instruction et un substitut ont peut-être fait basculer ce destin. Traité par un psychologue, Luc Rigole a pris conscience de la gravité des quatre viols et des deux tentatives qu'on lui reproche. A tel point que, dans un courrier adressé à son avocat, M<sup>re</sup> Françoise Cottat, il demandait qu'elle trouve un moyen pour qu'il puisse subir une castration.

Consulté, le professeur Jean-Pierre Luto, chef du service d'endocrinologie-métabolisme de

l'hôpital Cochin (Paris), décida de prescrire un traitement à base de cyproterone (Androcur), un médicament habituellement prescrit dans des cas d'hirsutisme féminin et de cancer de la prostate, mais

poursuivre son traitement. Il s'est présenté il y a quelques jours à la prison pour comparaître dénué, comme l'impose la loi, devant la cour d'assises de Paris.

A la barre, le professeur Luto

### L'avis du Comité national d'éthique

Dans un avis concernant la prescription de produits hormonaux à des personnes condamnées pour des « infractions à caractère sexuel », rendu public le 7 décembre 1993, le Comité national d'éthique, répondant à une demande de l'inspection générale des affaires sociales, avait analysé les conditions dans lesquelles peuvent être prescrits l'Androcur et un produit aux effets similaires, le Décapeptyl (Le Monde du 8 décembre 1993).

« Il existe d'assez nombreuses publications étrangères concernant l'utilisation, en milieu non carcéral, d'Androcur pour prévenir les récurrences d'infraction à caractère sexuel, indiquant alors le comité. Dans l'ensemble, les résultats paraissent favorables, en particulier lorsque les personnes bénéficient d'un soutien psychiatrique. L'utilisation du Décapeptyl est beaucoup moins documentée. L'efficacité et la tolérance à long terme de ces produits sont insuffisamment connues. »

ayant également des effets inhibiteurs sur la libido. Le 16 avril 1993, après une détention provisoire d'un peu plus de deux ans, le magistrat instructeur décidait de remettre Luc Rigole en liberté en lui imposant un contrôle judiciaire strict. De retour en Belgique pour

expliquer le mode de fonctionnement de l'Androcur, en notant que ce produit est incontestablement efficace à partir de 100 milligrammes par jour.

A ce spécialiste, Luc Rigole avait dit après quelques mois de traitement : « Je suis transformé et

j'ai retrouvé la paix. » Le professeur Luto n'en fait pas un produit miracle : « C'est un traitement très prolongé, et seul le temps nous permettra de juger. » « Tant qu'ils sont sous Androcur, on ne connaît pas de récidive », insistait pour sa part Michel Dubec, expert psychiatrique.

La récidive est, à l'évidence, au centre des préoccupations du jury, de l'avocat général et des avocats des victimes. S'il n'y en a pas, comment être sûr que le « patient » suit bien son traitement ? Présenté sous forme de comprimés, l'Androcur ne permet pas un contrôle réel de la prise.

Mais au fur et à mesure que le débat avançait, il est apparu que la solution était moins simple. « Les endocrinologues ne peuvent pas être seuls. Nous sommes seulement une aide pour passer un moment difficile. Je suis toujours intervenu après un travail de préparation par un psychologue », indiquait le professeur Luto. Cette psychothérapie, Luc Rigole l'a suivie scrupuleusement à la cadence de deux séances par semaine depuis sa libération. Et même si les effets de l'Androcur étaient indésirables au début

du traitement, il semble que la psychothérapie ait eu ensuite un rôle majeur. Car Luc Rigole, après avoir constaté des douleurs à la poitrine et des insomnies, a diminué les doses d'Androcur pour en arriver à 12,5 milligrammes par jour. Pour le docteur Patrick Zulard, chargé par le juge d'instruction de contrôler le traitement, « cette dose est totalement inefficace. Les raisons de l'amélioration évidente sont à rechercher dans le traitement psychiatrique ».

DES BRICOLEURS

Le docteur Dubec était moins catégorique : « Nous sommes des bricoleurs, des cuisiniers. Peu importe les belles théories si on constate que l'addition de plusieurs éléments est efficace. En somme, il faut de l'Androcur, une psychothérapie de soutien et une vie sociale valorisante. » Son confrère, le docteur Lauzel, jugeait que Rigole « a de bonnes garanties pour l'avenir. Il y a de très bonnes chances pour qu'il n'y ait pas de récidive ». Mais, à ses yeux, la psychothérapie n'est pas plus miraculeuse que l'Androcur. « Si on mettait tous les pervers sexuels en psychothérapie, on aurait des ré-

sultats chez 10 % d'entre eux. » Cependant, si Luc Rigole semble pouvoir être placé dans cette catégorie, le regard des jurés laisse percer une douloureuse interrogation sur la réponse judiciaire qu'il leur faudra apporter dans le verdict qui sera rendu jeudi 22 février.

A ce propos, le docteur Dubec leur expliquait : « Les techniques de psychothérapie actuelles visent à faire prendre au pervers sexuel le deuil de sa guérison. Il faut qu'il se méfie de lui-même. Une lourde peine avec sursis d'au moins dix ans avec une longue période probatoire lui fait prendre conscience que la perspective judiciaire ne le quitte pas. » Mais il ajoutait en soupirant : « Les temps de mise à l'épreuve sont trop courts. »

En effet, malgré les multiples demandes des magistrats de cours d'assises, les réformes successives n'ont jamais intégré des peines avec sursis supérieures à cinq ans. Enfermé dans la loi, le jury parisien sera le dernier maillon d'une chaîne où chacun a cherché à trouver la solution la moins mauvaise.

Maurice Peyrot







هكذا من الرجل

DISPARITIONS

Bob Shaw

Un talentueux auteur de science-fiction

L'ÉCRIVAIN irlandais Bob Shaw est mort, le 11 février, à Warrington, au nord de Londres, à l'âge de soixante-quatre ans.

Né le 3 décembre 1931 à Belfast, Robert Shaw a travaillé comme ingénieur, puis comme chargé des relations publiques dans l'industrie et enfin comme journaliste, avant de devenir, en 1975, écrivain « à plein temps ». Il avait fait paraître sa première nouvelle de science-fiction dès 1954 dans *Nebula Science Fiction*, une revue à laquelle il collabora à plusieurs reprises avant de cesser d'écrire pendant plusieurs années. Son retour à l'écriture, en 1965, précéda de peu la publication de sa nouvelle la plus célèbre, *Light of Other Days*, dans laquelle il imaginait le concept d'un « verre lent » que la

lumière peut mettre plusieurs années à traverser, dormant ainsi accès à des scènes du passé. En 1972, il regroupa trois nouvelles utilisant les effets de cette invention sous la forme d'un roman intitulé *Other Days, Other Eyes*.

Son premier roman, *Night Walk* (1967), racontait l'histoire d'un homme rendu aveugle et condamné au bûche, qui inventait des prophéties capables de lui rendre la vue par le biais du regard d'autres personnes ou d'animaux, et qui parvenait ainsi à s'évader pour regagner la Terre (*Une longue marche dans la nuit*, « Présence du futur » n° 215).

Le deuxième roman, *The Two-Timers* (1968), était une variation assez remarquable sur le thème des univers parallèles associé à une intrigue policière. Il fut publié en

France sous le titre *L'autre Présent*, avec la traduction d'*Other Days, Other Eyes* (*Les Yeux du temps*), dans Le Club du livre d'anticipation en 1973. Le volume fit impression : pour les lecteurs français, un nouvel auteur britannique de première magnitude était né.

Les traductions qui suivirent ont conforté cette première impression, révélant une large palette qui allait du pamphlet pacifiste (*Le Jour où la guerre s'arrêta*) à la pochade antimilitariste (*Qui va là ?*), en passant par l'histoire de l'exploration d'un gigantesque artefact extraterrestre (*Orbitsville*, premier roman d'une trilogie dont la suite est restée inédite en France : *Orbitsville Departure* et *Orbitsville Judgment*).

Mais l'édition française est loin

d'avoir rendu justice au talent de Bob Shaw. Elle n'a publié ni *The Palace of Eternity* (1969) ni *One Million Tomorrows* (1970), un bon roman sur le thème de l'immortalité, ni *A Wreath of Stars* (1976), que la critique anglaise considère comme son roman le plus original, ni la trilogie écrite entre 1986 et 1989, *The Ragged Astronauts*, *The Wooden Spaceships* et *The Fugitive Worlds*, qui le retrouve au meilleur de sa forme et de sa verve. Bob Shaw a aussi écrit nombre de nouvelles réunies en quelques recueils. La revue *Cyberpunk* (n° 4) venait de le rappeler au souvenir des amateurs français de S-F en publiant son très beau *Dark Night in Toyland* et appelait à la redécouverte.

Jacques Baudouin

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

SUR PROPOSITION du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 21 février a nommé Bernard Larvaron, actuel préfet de l'Aube, au poste de préfet de l'Eure. Il remplace à Evreux François Seiller, qui avait été nommé dans les Yvelines lors du conseil du 7 février.

Pierre-Albert Brisset, actuellement hors cadre, a été nommé préfet de l'Aube, en remplacement de Bernard Larvaron.

[Né le 26 mai 1943 à Moulins (Allier), Bernard Larvaron est au ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA, en 1968. D'abord directeur du cabinet du préfet de la Creuse (1969), puis du préfet de la région Bretagne (1972), il est ensuite chargé de mission à la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur (1974), avant d'être nommé sous-préfet de Compiègne (1977), chef de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées (1980), et secrétaire général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées (1982). Il occupe ensuite les postes de secrétaire général de la préfecture de la Loire (1982), sous-préfet de l'arrondissement de Gasse (1985), sous-préfet de Falaix (1987). Après avoir été directeur des stages à l'ENA, il a été nommé préfet de l'Aube le 5 mai 1993.]

[Né le 22 novembre 1933 à Paris, Pierre-Albert Brisset est diplômé de sciences politiques. Il commence sa carrière au ministère de l'Intérieur (1960), avant de devenir chef du cabinet du préfet de la Seine (1961), sous-préfet de Châteauneuf (1966), et directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne (1968). Il est nommé chef du cabinet de Pierre Duhamel, secrétaire d'État aux affaires sociales (juillet 1968-juin 1969), puis au même poste auprès de Marcel Aurillac, secrétaire d'État au tourisme (juillet 1969-janvier 1971). Il est ensuite secrétaire général de la préfecture de l'Aube (1971), puis de l'Ain (1973), avant de devenir directeur du cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur (1978). Il devient secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis (1983), préfet délégué pour la police de la région Nord-Pas-de-Calais. Il est nommé en 1990, il est secrétaire général de l'Institut d'études politiques de Lille (1991), puis directeur général des services administratifs du département des Hauts-de-Seine depuis 1993.]

ENVIRONNEMENT

Jean-Marie Balle, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, a été nommé directeur de l'Office national de la chasse, par le conseil des ministres du mercredi 21 février, sur proposition de Corinne Lepage, ministre de l'Environnement. Il remplace Christian Mary.

[Né le 25 décembre 1943 à Angoulême, Jean-Marie Balle a fait presque toute sa carrière à l'Office national des forêts (ONF), successivement au centre d'Alençon (Orne), Saint-Avé (Morbihan) et enfin au département de la faune sauvage et de la protection de la nature, qu'il dirige de 1980 à 1986. Après un passage au ministère de l'Environnement, en 1986-1987, où il est conseiller technique au cabinet d'Alain Carignon, il est nommé directeur régional de l'ONF à Nantes. Depuis 1991, il était directeur régional pour la Bretagne et les Pays de la Loire.]

ÉPISCOPAT

Le Père Hippolyte Simon a été nommé, jeudi 22 février, évêque de Clermont-Ferrand par le pape Jean Paul II. Il était vicaire épiscopal du diocèse de Coutances et succède à M. Jean Dardel, atteint par la limite d'âge (soixante-quinze ans). C'est la première nomination d'un évêque depuis l'arrivée en France du nouveau nonce apostolique, M. Tagliarini.

[Né le 25 février 1944 à Saint-Georges-de-Rouley (Mayenne), Hippolyte Simon a fait ses études à Amboise et au grand séminaire de Coutances. Ordonné prêtre en 1970, il a obtenu des maîtrises de philosophie, à Paris-Claude-Bernard et à l'Institut catholique de Paris, sur le thème (sur la Mission d'Élie, dont il est parolier) de l'« affirmation chrétienne » après Marc et Hégl, dans le sillage de la théologie de Karl Barth. Il a été vicaire épiscopal de Clermont-Ferrand, en 1990, vicaire épiscopal du diocèse de Coutances, chargé de la formation permanente, du diocèse, de la recherche sur les spiritualités et de l'œcuménisme. Il a rédigé un document concernant pour la conférence des évêques de France sur les vocations sacerdotales (*Document-Épiscopat*, 1992) et il était membre du groupe de travail qui a rédigé le rapport Dages, destiné à la conférence épiscopale sur le thème : « Proposer l'écclésiologie ».]

JOURNAL OFFICIEL

An Journal officiel du mercredi 22 février 1996.

● **Établissements nationaux** : un décret fixe les modalités d'intégration du personnel de surveillance et du personnel de maintenance du Muséum national d'histoire naturelle dans

les corps des personnels techniques de recherche et de formation du ministère de l'Éducation nationale.

● **Démissions** : trois décrets, relatifs aux statuts de l'Établissement public de l'Éducation nationale, à la composition de son conseil d'administration, ainsi qu'à la nomination du président de ce conseil.

AU CARNET DU « MONDE »

Adoptions

Jacques et Geneviève FAULLE, ont la très grande joie d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de la petite sœur de Jessica.

My Nhan-Jade,

née le 26 décembre 1995 à Rach Gia, dans le delta du Mékong, Vietnam.

6 bd Dura,  
91200 Palaiseau.

Anniversaires de naissance

Styly tout exuberant...

Arnold David WEITZ,

Son of Rose and Leo Weitz,  
Married to Anne Matthews-Weitz,  
Father of Andrew Jacob Weitz and Katherine Claire Weitz,  
is proud to celebrate his fifthth Anniversary in the city of Paris.

His family and friends wish him many  
Healthy and Happy more.

Décès

- Abidjan, Lametque, Gironde.

Antonia Berche,  
son épouse,  
Jean Dramante et Marie Aimée,  
ses enfants.

Tous ses collègues et amis de la coopération franco-ivoirienne du projet  
« Santé Abidjan »,  
ont la douleur de faire part du décès de

Thierry BERCHE,

médecin de santé publique  
et anthropologue,  
directeur des recherches  
du projet Santé Abidjan,

survenu brutalement à Abidjan le  
10 février 1996.

Il reposera, entouré des siens, à  
Lametque.

- M. Alain Erlende-Brandenburg,  
directeur des Archives de France,

a la tristesse de faire part de la disparition de

M. Pierre CAULET,

conservateur en chef honoraire  
aux Archives nationales.

Une messe sera célébrée le vendredi  
23 février, à 15 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard.

Jean PÉRUS,  
chevalier de la Légion d'honneur  
professeur honoraire à l'université  
de Clermont-Ferrand,  
professeur à l'Ensad,  
docteur en lettres et sciences humaines,  
ancien résistant.

s'est éteint le 13 février 1996 à l'âge de  
quatre-vingt-huit ans.

Suivant ses vœux, les obsèques ont eu  
lieu dans l'intimité familiale, le 20 février.

Cet avis tient lieu de faire part.

- La président de l'université Blaise-Pascal (Clermont-II),  
Le doyen de la faculté des lettres,  
Les enseignants du département  
d'études slaves,  
Ses anciens étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean PÉRUS,  
professeur à l'université Blaise-Pascal,  
fondateur du département d'études slaves  
de la faculté des lettres,  
médecin de la Résistance,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier des Arts et Lettres,  
officier des Palmes académiques,

survenu le 13 février 1996, dans sa quatre-  
vingt-huitième année.

- L'association Études Jean-Richard  
Bloch  
a la tristesse de faire part du décès de

Jean PÉRUS,  
président de son comité d'honneur.

64, rue Stendhal,  
75020 Paris.

(Lire ci-dessus.)

- Anne, Isabelle, François  
et Denis,  
ses enfants,  
Théo,  
son petit-fils,  
Amis, Brigitte et Elisabeth,  
ses sœurs,  
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard RÉAL,

survenu le 19 février 1996, à l'âge de  
cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
23 février, à 10 heures, en la salle de cé-  
rémonie du centre funéraire tumonuminal  
à La Tronche (Isère).

Condamnation sur registre.

Cet avis tient lieu de faire part.

- Marguerite Darna,  
sa grand-mère,  
Jack et Josiane Darna,  
ses parents,  
Laurent,  
son frère,  
Hélène,  
sa sœur,  
Bénédicte,  
sa belle-sœur,  
Nicolas et Clément,  
ses neveux,  
ses parents et amis de France et de l'étran-  
ger,  
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Rémi DARNÉ,

emporté par le sida dans sa trente-  
cinquième année.

- Pomme-lès-Dijon, Lyon, Saint-Jean-  
de-Tri (Savoie-et-Lain).

M. et M<sup>me</sup> Georges Vidiani,  
M<sup>me</sup> Thérèse Vidiani,  
ses enfants,  
Viviane, Christiane et Lionel,  
ses petites-filles,  
Les familles Garrigues, Guignard,  
Perricaudet, Béteygey,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Colette VIDIANI,  
née Suzanne POCHERON,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier des Palmes académiques,  
agrégée de l'Université,  
directrice honoraire de lycée d'État,

survenue le 18 février 1996, à Basse-  
ville-lès-Dijon, dans sa quatre-vingt-  
deuxième année.

rapportée à Dijon le 18 février 1996, à Basse-  
ville-lès-Dijon, dans sa quatre-vingt-  
deuxième année.

veuve de

Monsieur Colette VIDIANI,  
départ-estime.

arrêté par le Geste le 3 février 1993,  
dispensé d'un camp d'extermination de  
Natzweiler-Struthof le 25 juillet 1943.

La cérémonie religieuse a été célébrée  
le mardi 20 février 1996, à 15 heures, en  
l'église de Saint-Jean-de-Tri.

Cet avis tient lieu de faire-part et de  
remerciements.

Notre amitié et nos actions-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
de « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous transmettre leur  
numéro de référence.

- M. et M<sup>me</sup> Bernard du Chayla,  
son frère et sa belle-sœur,  
ont la tristesse de faire part du décès de

S.E. M. Armand de CHAYLA,  
ancien ambassadeur,  
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 20 février 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 23 février 1996, à 10 heures,  
à Paris, à 14 heures, suivie de l'inhumation  
dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

- M<sup>me</sup> Elise Guio, son épouse,  
M<sup>me</sup> Yvonne Guio, sa sœur,  
Collette et Noël Alexandre,  
Monique et Jacques Guio,  
Thérèse et François Houdier,  
Claire et Pierre Louche,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants et arrière-petits-en-  
fants,

Les familles Grethen-Romano, Lucie  
et Boucay,  
ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Gérard GUIOT,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
cavalier de guerre 1914-1915,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
officier et ancien chef du service  
de neurochirurgie de l'Hôpital Foch,

survenu le 21 février 1996, à l'âge de  
quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église des Minimes (Essonne), le sa-  
med 24 février, à 10 heures, suivie de  
l'inhumation aux Minimes.

4, rue Mario-Nikis,  
75015 Paris,  
5, rue des Piquettes,  
91470 Les Minimes.

Anniversaires de décès

- Il y a dix ans, le 23 février 1986,

Mathieu GALEY

quintu à sa famille et ses amis.

Que ceux qui l'ont connu et aimé tiennent  
ce jour une pensée pour lui.

- Absent et pourtant présent.

Mathieu GALEY,

est mort le 23 février 1986.

Conférences

- Sous le haut patronage de M. Marcel

REIBSTEIN-BLANCHET,

Armand GUILBERG

présentera son livre, *Exilés pour les*

sauteurs, par M. Jean-Philippe BÉGIN,  
de l'Académie française, le lundi 26 fé-  
vrier 1996, à 19 heures, au Centre israé-  
lite de Montrouge, 27, rue du Chevalier-de-  
la-Barre, angle 16, rue Lamarck, Paris-16<sup>e</sup>.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

Conférences

- Sous le haut patronage de M. Marcel

REIBSTEIN-BLANCHET,

Armand GUILBERG

présentera son livre, *Exilés pour les*

sauteurs, par M. Jean-Philippe BÉGIN,  
de l'Académie française, le lundi 26 fé-  
vrier 1996, à 19 heures, au Centre israé-  
lite de Montrouge, 27, rue du Chevalier-de-  
la-Barre, angle 16, rue Lamarck, Paris-16<sup>e</sup>.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
75009 Paris.

Journée d'études : « La controverse et  
les débats de la modernité », le mardi 27 fé-  
vrier 1996, à 17 h 30 (TAP). Remerciements : 42-80-  
35-00.

- Alliance israélite universelle, col-  
lege des études juives, 45, rue La Bruyère,  
750



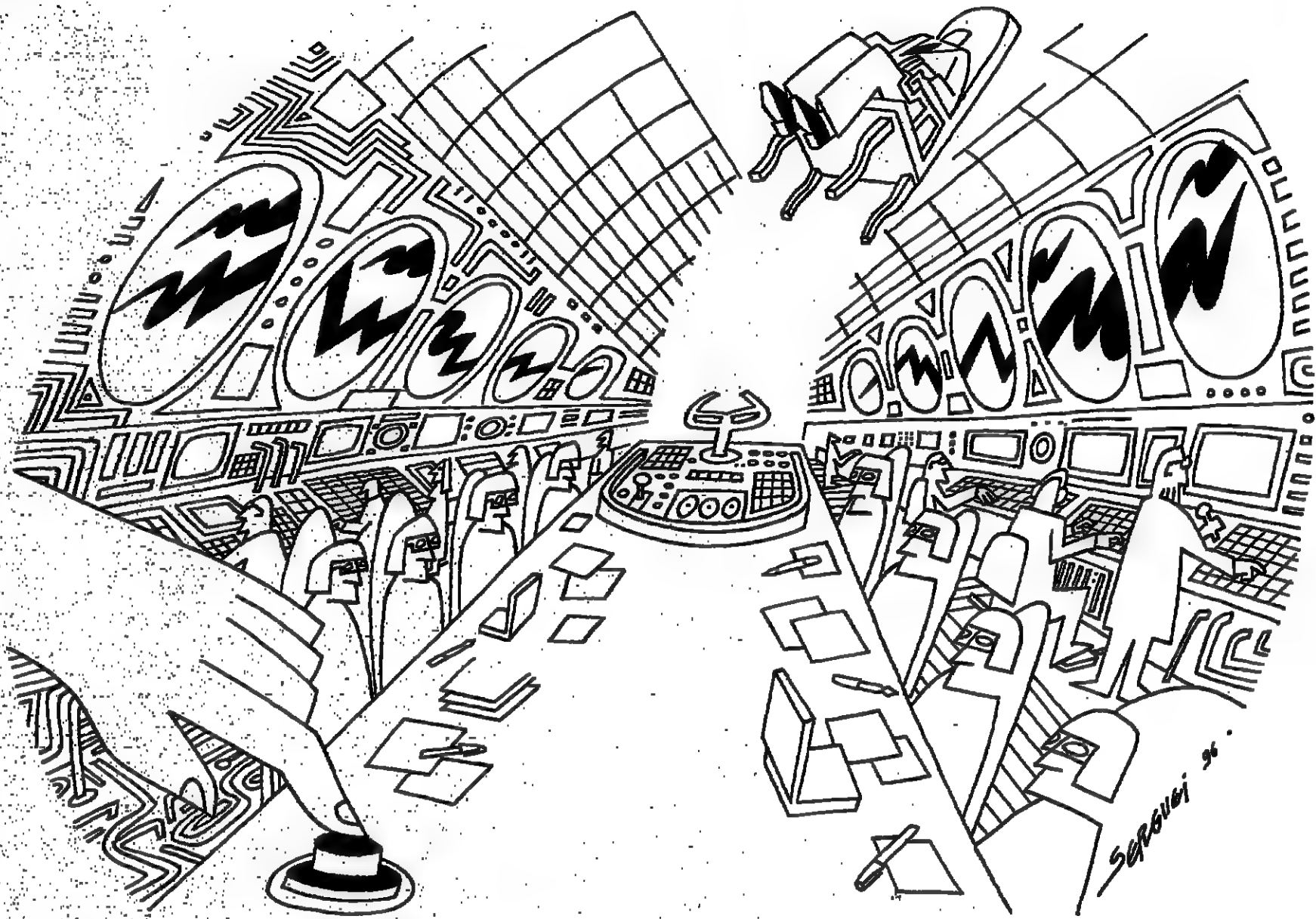
السلامة

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 15

## HORIZONS

PORTRAIT

# Alain Gomez, jacobin d'industrie



**Après avoir passé quatorze ans à la tête de Thomson, qu'il a réussi à placer parmi les plus grands de l'électronique, le PDG adepte des opérations-commandos a été brutalement remercié par son employeur, l'Etat, au nom de la privatisation du groupe**

Le PDG d'Alain Gomez, jacobin d'industrie, a été remercié par son employeur, l'Etat, au nom de la privatisation du groupe Thomson. L'homme de la nationalisation ne pouvait être celui de la privatisation, explique l'actuel ministre de l'Industrie, qui veut vendre le groupe spécialisé dans les télévisions et l'électronique de défense « avant la fin de 1996 ».

Quatorze ans ! Un double septennat, parallèle à celui de François Mitterrand, qui ne l'appreciait pourtant guère, passé à servir une entreprise d'Etat. Alain Gomez ne doit pas y croire lui-même. Formé au management à l'américaine, convaincu depuis le début que les pouvoirs publics n'ont rien à faire dans l'industrie, y compris celle des radars, le PDG a passé quatorze ans à batailler contre son propriétaire. Pour réussir - faire de Thomson « un grand » dans ses métiers -, il a passé des arrangements, manœuvré, changé d'avis. On lui reprochait de l'oublier. Mais il se débattait avec ce paradoxe : devoir obéir à un actionnaire qu'il savait inconstant, ignorant des contraintes industrielles et, in fine, désagréable. Plus que tous les autres PDG de nationalisés, parce que Thomson fabrique de l'électronique et des armes, Alain Gomez est le symbole - ou la victime - de ce mal particulièrement français et d'actualité qui veut que l'Etat reste encore celui dont tout procède tout en étant quasi impuissant.

**Séducteur, drôle, brillant, intellectuel, il a l'art de se faire beaucoup d'ennemis**

«...seuls les gros survivent. D'autres industriels ne partagent pas cette foi dans le « big is beautiful » et préfèrent vivre sur des spécificités. Mais, par exemple, candidat à la privatisation de Thomson. Mais Alain Gomez n'est pas du genre à se contenter de « niches ». Sa nature, sa culture, son histoire, de l'ENA au Ceres et à Saint-Gobain, le poussent au large. Il aime la géostratégie autant qu'il méprise la politique.

Séducteur, drôle, brillant, intellectuel, il est peu commun hors des milieux d'affaires en 1982 mais affiche un parcours flatteur. Lorsque naît Alain, le 18 octobre 1938 à Paris, son père, autoritaire, termine les études de médecine qu'il se paie lui-même grâce à de petits boulots. Son grand-père était un anarchiste espagnol qui a fui son pays lors de la première guerre mondiale. En 1949, la famille part pour Oran, où l'adolescent se révèle excellent élève. Le bac en poche à seize ans, il passe

une année au lycée français de Londres, en hypokhâgne, avant de débarquer à Paris et de s'inscrire en faculté de droit et à Sciences-Po. Il prend parti d'un moment pour l'Algérie française, ce qui n'empêche pas qu'à Oran le cabinet de son père soit plâtré par l'OAS.

Reçu à l'ENA - promotion Stendhal -, il retourne en Algérie avec un uniforme de parachutiste. Il en revient doté d'un goût prononcé pour le style commando mais avec des idées de gauche. Rien d'étonnant à ce qu'il fasse partie du groupe « Fauroux et associés », qui tente d'associer le nationalisme et la gauche. Avec son ami Paul Calandra (aujourd'hui directeur des ressources humaines de Thomson), il entre en 1964 à la SFIO de Guy Mollet, qui regarde d'un œil perplexe le débarquement de ces « jeunes

gens ». Rue des Saint-Pères, Alain Gomez se lie d'amitié avec Jean-Pierre Chevènement et, accompagné de Didier Motchane, les « jeunes gens » fondent le Ceres (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), mouvement pro-union de la gauche et anti-atlantiste. Les membres du Ceres rallient le PS d'Alain Savary, mais Alain Gomez s'en écarte pour entrer - choix raté - à l'époque - dans l'industrie. Roger Martin et Roger Fauroux, qui font venir auprès d'eux, à Saint-Gobain, de beaux esprits, tantôt de Polytechnique, tantôt de l'ENA, se risquent à penser que cet inspecteur des finances sulfureux fera un bon directeur financier adjoint. L'enarque démissionne de l'inspection des finances dès 1971.

ment. Son style convient à la tâche : Roger Fauroux le surnomme « l'éboueur ». Entre-temps, le « bel Alain » a épousé Françoise Le Royer, héritière des styles Waterman, rattachée à la piscine Deigny, où il avait pris pour une dactylo, racontera Le Nouvel Economiste (5 janvier). Sa femme le surnomme son « Béguet de la supériorité » et Roger Fauroux s'amuse à le voir arriver en taxi, une grande écharpe au cou, aux réunions des séides dirigeants de Saint-Gobain.

Ses amis socialistes et son expérience de gestion en feront l'un des rares patrons disponibles pour les groupes nationalisés. Thomson emploie 130 000 personnes, dix fois plus qu'il n'en avait sous sa responsabilité à Saint-Gobain. Il ne connaît ni l'électronique ni les ventes d'armes. Sa première tâche est de s'imposer sans tout casser. Il y parvient avec une lenteur qui surprend de sa part, laissant leur autonomie à nombre de directeurs de filiale. Mais il se rend vite compte que derrière sa belle façade, Thomson est malade. Technologiquement, le groupe a perdu pied et, financièrement, il prend l'eau de toutes parts. Dès le mois de mai, Alain Gomez annonce un déficit de 180 millions de francs pour l'exercice 1981 - le premier de l'histoire de l'entreprise, fondée en 1893. Le retour aux bénéfices ne viendra qu'en bout de quatre ans d'efforts, en 1985.

**A**LAINE GOMEZ va tout modifier. Promettant que « le sang va gicler sur les murs », selon son style fleur, il rage de devoir, en style fleur, à plus près des possibilités politiques et sociales. Conformément à sa conviction qu'il faut « la taille critique » pour survivre dans l'économie mondialisée, il engage un recadrage de son groupe. De « vingt-deux activités » en 1982, il passera à trois aujourd'hui : activité militaire, grand public (rebasé Multimedias) et composants. Cette dernière - SGS-Thomson - devait d'ailleurs être

vendue à son tour l'an prochain. L'ampleur de cette série de cessions (les lampes, les connecteurs, la céramique, les produits blancs puis les télécommunications civiles en 1983 et la radiologie en 1987) impressionne négativement : Gomez n'est-il finalement qu'un éboueur ? Les syndicats crient, Alain Gomez les rabroue durement, mais Pierre Cabanes, secrétaire général, les écoute. Comme tous les grands groupes, Thomson réduit ses effectifs et y parvient sans grand heurt (100 000 à la fin 1994).

Les obstacles politiques sont plus rudes : la Compagnie générale de radiologie (CGR) ne pourra être cédée sous le premier gouvernement Mauroy du fait de l'opposition du ministre communiste de la santé. « A quoi servent les nationalisations, sinon à conserver en France une capacité industrielle dans les sciences ? », demande-t-on au PDG, qui réplique : « L'Etat ne m'en donne pas les moyens ». La CGR perd 500 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards. Le débat est celui d'une puissance moyenne qui doit en rabattre. L'amputation émet les politiques, pas Alain Gomez. Le PDG doit néanmoins patienter jusqu'en 1987. Jack Welch, le PDG sans état d'âme du groupe américain General Electric dont il a fait son modèle, reprend la CGR en échange des téléviseurs de RCA. Thomson perd ses scammers mais devient le numéro deux mondial de l'électronique grand public. La taille, toujours la taille.

Même débat rugueux en 1983, lorsque le groupe veut abandonner le téléphone. Les PIT, qui ont besoin de maintenir un concurrent face à la Compagnie générale d'électricité (devenue Alcatel Alsthom), s'y opposent. Gagnant l'appui des autres ministères et d'Alain Boublil, le responsable des affaires industrielles à l'Elysée, Alain Gomez emporte la décision et... allonge la liste de ses ennemis.

Composants et électronique grand public font, en permanence, l'objet de rumeurs de vente. Alain

Gomez hésite dans ces secteurs, approche des candidats (Toshiba), avant d'annoncer des opérations surprises. En 1983, son ami Jean-Pierre Chevènement était devenu ministre de l'Industrie, il négocie une reprise conjointe de l'allemand Grundig avec Philips. Les gouvernements néerlandais, allemand et français déniaient la grande alliance contre l'envahisseur nippon. Subrepticement, le vieux fondateur Max Grundig vend le tout à Philips. Ce pourrait être la déconifure, mais Alain Gomez annonce, dès le lendemain, le rachat de Telefunken en Allemagne, opération qu'il avait négociée en grand secret. Le style commando a payé, même si le parcours sinueux est manifeste. Les composants, après des péripéties diverses, seront mariés à l'italien SGS, pour leur plus grand bonheur d'ailleurs, puisque la firme connaît aujourd'hui un succès remarquable.

Ces cessions, ces « coups » et ces allers-retours alimentent les critiques sur le manque de stratégie globale de Thomson. Armes et téléviseurs ont désormais une « taille » convenable à l'échelle mondiale, mais ce sont deux secteurs en recul, note-t-on au début des années 90. Et les critiques vont plus loin : l'expansion vendra tout, sauf l'armement.

L'armement et ses retombées stratégiques passionnent visiblement plus Alain Gomez que le reste. Thomson-CSF, devenue en 1982 la risée de tous pour ses retards dans la livraison du nouveau radar des avions Mirage, avait d'ailleurs besoin de soins attentifs. Trop de produits, là aussi, et une gestion des années 60. Alain Gomez, qui souffre de voir son volontarisme contrecarré dans les activités civiles, s'approprie la direction du militaire. Et ce secteur lui apporte de rapides satisfactions. Le contrat RTIA d'équipement en communications de l'armée américaine le propulse à la « une » des magazines américains. Le contrat Shahine 2 (« ceil de faucon ») de défense aérienne « clés en main » de l'Arabie saoudite, conclu en janvier 1984 mais négocié avant

son arrivée, remplit les caisses de 4 milliards de dollars. Et cette même année de voir au moment où l'on doute du retour du groupe aux profits et de la stratégie Gomez.

**D**E L'OR et de nouveaux tracas. Jean-François Hérin, un banquier de trente-huit ans formé sur le tas et embauché à la direction financière, propose de rassembler les trésoreries dispersées du groupe. Il y ajoute bientôt les milliards de Shahine avec, comme objectif, de « couvrir » les contrats contre les fluctuations du dollar. Mais bientôt, il change : Jean-François Hérin, qualifié de « Mozart de la finance » par le patron, joue d'investissement : 8 milliards de francs entre 1984 et 1988 gagnés sur le Matif et reversés au groupe. Alain Gomez est accusé de jouer « la finance contre l'industrie » et devra sa réhabilitation en 1989 à la revente de Thomson Finance au Crédit lyonnais, en échange de 20 % du capital de la banque. Episode fâcheux, puisque Thomson devra ensuite assumer 20 % des effrayantes pertes du Lyonnais.

La liste des mécontentes est alors si longue que les confirmations successives d'Alain Gomez à son poste apparaissent comme suspectes. Les plus méchantes rumeurs disent qu'il finance les partis politiques (tous !), mais sans qu'il y ait le moindre début d'indice. Il doit plus sûrement sa survie au fait qu'il a beaucoup d'ennemis mais pas de rival. Son éviction provient, elle, d'une divergence de fond concernant sa privatisation : l'Etat songe à des opérations franco-françaises, Alain Gomez avait préparé un mariage avec le britannique GEC. En quatorze ans, malgré les « je t'aime moi, non plus » avec l'Etat, Alain Gomez est parvenu à mener Thomson où il voulait : au deuxième rang mondial de l'électronique grand public et à la troisième place dans l'électronique de défense. Il espérait bien continuer.

Eric Le Boucher



هكذا من الإهل

Publicité

http://www.banellon.com  
United Colors of Benetton. Every part of the image is composed of Group Benetton SpA. Idee, Concept et photo: O. Tassari



Christian - 24  
Etudiant

Carlo - 52  
Directeur de la Production

Massimo - 28  
Etudiant

Andrea - 26  
Etudiant

Sabrina - 22  
Etudiante

Gilberto - 54  
Vice-Président

Barbara - 26  
Etudiante

173  
Tassari  
Tassari  
Tassari



البنetton

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 17



UNITED COLORS  
OF BENETTON.

Carlo - 24  
Consultant Financier

Ghiliana - 58  
Directrice du Style

Daniela - 26  
Projet Undercolours

Paola - 37  
Directrice du Produit

Mauro - 33  
Directeur Marketing

Luciano - 60  
Président

Alessandro - 31  
Président Formule 1

Rossella - 30  
Fondation Culturelle



# Violence et télévision

par Monique Dagnaud

**P**ÉRIODIQUEMENT, la violence sur les écrans surgit comme sujet de controverses passionnées. Un nombre croissant de téléspectateurs a le sentiment que la télévision française diffuserait de plus en plus d'images traumatisantes (meurtres, viols, agressions diverses), sans d'ailleurs que des études comparatives entre hier et aujourd'hui puissent confirmer cette impression (au contraire, le Conseil supérieur de l'audiovisuel est amené à intervenir moins souvent qu'auparavant auprès des chaînes sur ce thème).

On peut supposer que le développement de la délinquance des jeunes, et même des pré-adolescents, engendre cette réaction de rejet des images d'agression. Le corps social réagit comme si aux facteurs identifiés de l'insécurité ne devaient pas s'ajouter les modèles proposés par le petit écran.

De l'autre côté, producteurs et diffuseurs s'engagent dans le débat. Arguant de leur sens des responsabilités, ils s'élèvent contre toute mesure de censure qui briderait la création culturelle et la liberté d'information. Ils font valoir à juste titre que, pour l'essentiel, la violence urbaine émane d'autres causes. Et de citer le chômage, la drogue, l'effondrement de l'autorité parentale, la perte des valeurs.

Ce débat se déroulant à l'aveugle entre victimes potentielles et boucs émissaires, chacun se tourne alors vers ceux censés apporter la lumière : les chercheurs. Un argument accroît alors la confusion, hélas : en la matière ces derniers n'auraient jamais rien démontré.

Certes, sur de nombreux sujets les effets des médias ont été mesurés, en dépit de la difficulté à isoler « la télévision » comme une variable indépendante parmi les causalités de comportement. Les campagnes publicitaires font monter les courbes de vente de telle ou telle lessive, la télévision produit et renforce des stéréotypes, façonne l'image des hommes politiques et influence électeurs et consommateurs. Les résultats d'études peuvent stigmatiser ou relativiser l'influence des médias audiovisuels, jamais ils ne les contestent.

La recherche sur l'impact de la violence médiatisée, en revanche, ne serait qu'un échec de fils qu'on dévide à l'infini sans jamais en atteindre le bout. La multitude de chercheurs qui ont consacré des années à travailler sur ce sujet apprécieront.

En réalité, la violence cathodique a autant inspiré la communauté scientifique que d'autres aspects des médias. Ces travaux ont suscité controverses et lynchages théoriques entre chercheurs, révélant là encore combien le thème est passionnel. Pourtant leurs résultats, dans leur ensemble, ne permettent pas d'affirmer l'innocuité des scènes violentes sur les comportements et le psychisme. Ils invitent au contraire à la prudence dans la diffusion de telles

images, tant leurs retombées peuvent être néfastes dans certains cas. L'interprétation la plus optimiste établie dans les années 70, celle de la libération émotionnelle (catharsis) permise par le spectacle de la violence à la télévision, n'a pas été validée par des recherches ultérieures et a engendré de nombreuses critiques.

Les autres études sur la violence médiatisée se scindent en deux groupes. Le premier examine directement la télévision dans le développement de certaines attitudes (celles liées aux sentiments de « victimisation », celle de mimétisme), le média étant en quelque sorte un bain culturel (acculturation) auquel il est difficile de résister, en particulier pour les enfants.

Le second désigne une interaction plus subtile entre les images de crimes et d'agressions et le contexte dans lequel elles sont re-

**La brutalité télévisuelle prospère surtout dans la production américaine - plus de 50 % de la fiction diffusée sur nos écrans -, bien davantage que dans la fiction française, qui, de ce point de vue, se révèle plutôt édulcorée**

images, tant leurs retombées peuvent être néfastes dans certains cas.

L'interprétation la plus optimiste établie dans les années 70, celle de la libération émotionnelle (catharsis) permise par le spectacle de la violence à la télévision, n'a pas été validée par des recherches ultérieures et a engendré de nombreuses critiques.

Les autres études sur la violence médiatisée se scindent en deux groupes. Le premier examine directement la télévision dans le développement de certaines attitudes (celles liées aux sentiments de « victimisation », celle de mimétisme), le média étant en quelque sorte un bain culturel (acculturation) auquel il est difficile de résister, en particulier pour les enfants.

Le second désigne une interaction plus subtile entre les images de crimes et d'agressions et le contexte dans lequel elles sont re-

l'écrit, dans un quartier ou dans l'univers familial. Ainsi, si les tensions sociales ne seraient évidemment être imputées à la télévision, il semble que la violence médiatisée peut accompagner ou accentuer des pathologies collectives ou individuelles. Par exemple, dans les familles où, en conclusion, le média audiovisuel est surconsommé et fonctionne comme une référence quasi unique.

Plus généralement, les effets des médias révèlent toujours une double face, une ambiguïté (la persuasion, mais aussi la capacité du public à établir de la distance ; le lien social mais aussi l'atomisation et l'isolement ; l'évasion, mais aussi l'effet narcotique du média, etc.). La violence médiatisée n'échappe pas à cette ambivalence.

Les recherches pourtant désignent plutôt l'angoisse et l'acculturation qu'elle peut susciter en

cas d'expositions longues et répétées que les délices du défoulement. Dès lors, si l'on sait, pourquoi se retrancher derrière un constat d'ignorance sur le sujet ?

La première raison est, bien entendu, l'attachement très fort qui existe dans ce pays à la liberté d'expression et de création. La violence contenue dans les images télévisuelles ne ferait que refléter celle qui habite la réalité. En interdire ou en limiter la représentation serait liberticide. De plus, détecter le moment où une scène de violence cesse d'être utile à un déroulement ou à une démonstration et cède à la complaisance est difficile.

La seconde raison est plus économique : la violence télévisée prospère surtout dans la fiction américaine, bien davantage que dans la fiction française qui, de ce point de vue, se révèle plutôt édulcorée. Téléfilms et séries américaines constituent plus de 50 % de la fiction diffusée sur nos écrans. Evoquer la violence télévisuelle conduit à mettre sur la sellette les productions de Hollywood. Cette industrie créative et florissante s'est développée aux États-Unis en s'inspirant d'une société qui puise dans la criminalité et la violence certains de ses mythes fondateurs. Et elle représente l'essentiel des ventes de fiction dans le monde.

Bien entendu, parmi ces productions une partie est composée de comédies familiales « tout public », mais environ la moitié comporte des scènes de crimes et d'agressions (chiffres de Gerbner). La question est là : peut-on évoquer les effets de la violence sur les écrans sans toucher à ce sujet vital pour les États-Unis (l'industrie des images est le second pôle d'exportation après l'aéronautique), avec son lot de soutiens et de détracteurs ?

Par ce chemin, la question de la violence médiatisée rejoint celle de l'exception culturelle. La bouche est alors bouchée : la polémique repart le combustible supplémentaire qui lui assure un embrasement.

**Monique Dagnaud** est sociologue, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

## Quel statut pour Jérusalem ?

par Gérard Ignasse

**L'**HISTOIRE des villes est souvent une histoire de rapports de force, une histoire sanglante. Plus que toute autre, sans doute, Jérusalem répond à cette dialectique de la diversité, souvent transformée en affrontements.

En 1947, les Nations unies, qui proposaient la division de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe, voulaient faire de Jérusalem une entité séparée placée sous l'égide du Conseil de tutelle des Nations unies. L'idée de l'internationalisation de la ville ne résista pas à la guerre qui suivit la proclamation de l'État d'Israël. Le cessez-le-feu du 3 avril 1949 voit la ville coupée en deux : Jérusalem-Ouest est occupée par Israël ; la Jordanie prend la vieille ville et le secteur Est.

En 1967, par la guerre de six jours, Israël conquiert et annexe Jérusalem-Est. L'annexion est condamnée par le Conseil de sécurité de l'ONU en tant que violation du droit des Palestiniens et du droit d'occupation. En 1980, le Parlement israélien, la Knesset, proclame dans une loi fondamentale que Jérusalem, y compris dans ses parties annexées, est la capitale éternelle d'Israël, « une et indivisible ». Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU déclarent la nullité de cette loi. En 1988, la Jordanie renonce à sa souveraineté potentielle sur la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Le roi Hussein accepte l'idée d'un État palestinien. En 1988 encore, le Conseil national palestinien (CNP) proclame l'établissement de l'État de Palestine avec Jérusalem comme capitale. L'État de Palestine devrait inclure la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza.

A priori, les positions des Israéliens et des Palestiniens sur Jérusalem telles qu'elles s'expriment à la fin des années 80 sont absolument antagoniques. Cependant, le processus entamé par la Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre 1993 laisse entrevoir des possibilités de négociations.

Premier aspect : la question de Jérusalem est expressément mentionnée dans l'article 5 de la déclaration de 1993 qui porte sur le statut permanent. Par là même, l'idée d'un statut quo n'est plus acceptable. En outre, les habitants palestiniens de Jérusalem-Est ont voté et ont été élus lors des élections du 20 janvier 1996. Même si la réalisation des élections a connu des difficultés, personne ne conteste leur représentativité au sein du Conseil palestinien.

Dans la recherche d'un statut pour Jérusalem, un premier modèle est celui d'une ville divisée avec une frontière, pour séparer les deux secteurs. Jérusalem-Ouest serait la capitale d'Israël et Jérusalem-Est celle de la Palestine. Cette hypothèse renvoie peu ou prou à la situation de Jérusalem entre 1949 et 1967.

L'autre « référence » de cette situation, si l'on ose dire, est le statut de Berlin entre la fin de la seconde guerre mondiale et sa réunification. L'évocation des deux cas suffit à montrer qu'il n'y a là rien de bien encourageant.

Dans une conception totalement différente, on pourrait au contraire chercher à créer une sorte de confédération israélo-palestinienne, voire un État fédéral, dont Jérusalem serait la capitale. C'est la conception générique qui est mise en avant, par exemple, par le violoniste Yehudi Menuhin, qui a toujours cherché à rapprocher les points de vue israélien et palestinien. Selon lui, « la seule solution est de garder intact le territoire (sous-entendu de la Palestine du mandat)

et de créer une fédération, d'autoriser les gens à vivre là où ils l'entendent, ensemble ou séparément. Et Jérusalem serait capitale des deux, comme Berne est la capitale de la Suisse allemande, de la Suisse française... » (citation du film de Bruno Monsiegeon, 1994). Sans aller aussi loin, un groupe de réflexion réunissant des représentants des deux parties, le Centre israélo-palestinien pour la recherche et l'information (Israel-Palestine Center for Research and Information - IPCRI) a proposé un plan pour le futur de Jérusalem autour de l'idée de « souveraineté dispersée » (scattered sovereignty), tenant compte de l'interaction des populations.

Dans cette perspective, une charte de Jérusalem, acceptée par les Israéliens et les Palestiniens, réglerait le statut de la ville qui serait administrée aussi bien par les Israéliens que par les Palestiniens, un gouvernement municipal unique ou en deux municipalités, chacune étant responsable de son propre secteur. Actuellement, la réalisation de ce plan semble très difficile.

**On pourrait envisager dans un premier temps de délimiter un territoire dans Jérusalem-Est qui puisse devenir la capitale du nouvel Etat palestinien**

L'écrivain israélien Amos Oz, qui fut l'un des dirigeants du mouvement La paix maintenant, a, lui, déclaré : « Nous pourrions accepter une situation dans laquelle les Palestiniens établissent sur une des collines qui ceinturent la ville une sorte de campus et lui donneraient le nom d'Al-Quds, capitale de la Palestine » (Le Monde du 26 février 1995).

La conception d'Amos Oz est évidemment restrictive. Mais les traditions universitaires impliquent cependant qu'un campus bénéficie d'un statut de quasi-souveraineté et donc, dans le cas présent, échappe à la loi israélienne.

Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne, a plusieurs fois évoqué la situation de Rome, comme référence d'une ville, capitale de deux États, l'Italie et le Vatican. Or, comme on le sait, la Cité du Vatican est en fait une aire spécifique de la ville de Rome, qui bénéficie d'un statut d'extraterritorialité par rapport à l'Italie, depuis les accords de Latran de 1929. Sans doute la Cité du Vatican ne représente-t-elle qu'une portion de la ville de Rome, mais sa souveraineté n'est pas contestée.

On pourrait donc envisager dans un premier temps de délimiter un territoire dans Jérusalem-Est qui puisse devenir la capitale du nouvel État palestinien. L'élément symbolique et politique serait déterminant et ne réglerait pas tous les problèmes de la population palestinienne, mais permettrait de donner une assise juridique et pratique au nouvel État palestinien. Telles sont quelques-unes des options qui sont ouvertes pour les négociations qui devraient commencer prochainement.

**Gérard Ignasse** est maître de conférences à la faculté de droit et de science politique de Reims.

## Pourquoi j'ai démissionné

par Isabelle Massin

**M**ES comptes de campagne ont été rejetés. Deux de mes collègues faisaient partie de l'association de financement de ma campagne, sans qu'ils aient eu aucune fonction effective dans cette association. Aucune remarque n'a été formulée, tant sur les dépenses que sur les recettes de ma campagne. Leur montant est très largement inférieur au plafond autorisé.

Avant le jugement du tribunal administratif, j'ai décidé de démissionner. J'ai voulu faire un geste fort face à une situation que je vis comme insupportable. C'est une décision difficile, certains la comprennent, d'autres pas. Certains l'acceptent, d'autres pas.

Je veux m'en expliquer, convaincre que d'autres choses sont et étaient possibles, mais convaincre aussi que le mien a un sens aujourd'hui dans notre société telle qu'elle est, telle qu'elle fonctionne.

C'est une décision difficile. Pour une équipe qui s'est soudée d'abord autour d'un projet, d'une ambition pour Cergy, mais aussi autour d'une personne. Pour des habitants qui ont voté en faveur d'un programme, d'une équipe mais aussi d'une tête de liste. Pour des jeunes qui nous ont soutenus activement, heureux le jour de la victoire et qui aujourd'hui ne comprennent pas. Pour moi enfin qui me suis battue avec beaucoup d'amis pour « continuer ». Nous étions convaincus que l'expérience acquise pendant les six années de notre premier mandat devait s'enraciner. Nous voulions consolider les actions lancées, mais aussi tirer les leçons à la lumière du concret et agir pour Cergy, ville solidaire, chaleureuse, plus sûre, où chacun ait sa place, spécialement les jeunes si nombreux dans notre ville. Et pourtant cette démission -

définitive, je le précise - je l'ai remise à M. le préfet du Val-d'Oise, le lendemain du jour où nous avons voté le premier budget de ce second mandat. Je l'ai remise parce que je veux crier ma révolte contre les difficultés grandissantes de l'engagement civique, associatif aujourd'hui. Je l'ai remise avec l'espoir d'interpeller, de participer au sursaut qui me semble être une impérieuse obligation pour le respect de ceux, où

On mélange tout : celui qui a dépassé le plafond des dépenses autorisées pour sa campagne et celui qui a utilisé des fonds publics sans traités de la même manière par la commission des comptes de campagne que celui qui, comme nous, n'a fait que laisser deux collègues administrateurs de son association de financement. Il n'a, pourtant, fait en cela que suivre l'interprétation donnée au texte par le ministre de l'Intérieur, in-

**Mes comptes de campagne ont été rejetés. On mélange tout, sans voir que ces amalgames, ces soupçons nous atteignent moralement**

qu'ils soient, qui prennent des risques pour agir dans et pour la vie sociale.

Je veux que les choses bougent. Je me suis engagée en politique pour une société en mouvement. Je voulais agir sur les choses. Aujourd'hui, je veux contribuer à lancer un débat. Les textes qui nous régissent doivent encourager l'initiative, l'engagement civique et ne pas les stériliser. Il fallait des textes clairs pour interdire le financement de la vie publique par les entreprises. Il fallait des sanctions lourdes pour ceux qui enseignaient cette règle ou qui utilisaient les moyens publics dont ils disposaient pour fausser le débat démocratique. Avec un texte mal fait, appliqué à la lettre, on mélange tout, on détruit les repères, on incite au repli sur soi. La situation inique dans laquelle nous nous trouvons à Cergy comme ailleurs, avec le rejet de notre compte de campagne pour les raisons déjà énoncées, n'est que le reflet d'une situation plus générale.

terprétation différente de celle donnée au même texte par la commission des comptes de campagne !

On détruit les repères. Sans doute, d'une manière ou d'une autre, une issue sera trouvée à notre situation cocasse : plusieurs dizaines de têtes de listes de villes de plus de 10 000 habitants menacées d'illégalité et susceptibles de devoir interrompre le mandat issu du suffrage universel pour des raisons purement formelles ! Plusieurs dizaines de têtes de liste menacées de jugements différents pour des faits identiques, selon le ressort de la juridiction dont elles relèvent !

Personne ne peut imaginer que les choses resteront en l'état. Sans doute une loi sera prochainement votée. Quoi qu'il en soit, des dégâts, eux irréparables, auront été commis. Le doute aura été jeté, même si l'intégrité des élus concernés n'est pas mise en cause pour des raisons basement politiques - on m'a dit qu'il existait

aussi des oppositions dignes. Dans le monde où nous vivons, peu de gens cherchent à comprendre les raisons du rejet d'un compte. Pour l'homme de la rue, il ne peut pas l'être pour des raisons purement formelles.

Hier, en faisant mes courses, j'ai rencontré un jeune issu d'un lot sensible. Il m'a dit : « Allée Madame Massin, cela va s'arranger, il faut rester ». J'ai alors été partagée entre l'émotion suscitée par sa démarche chaleureuse, spontanée et l'anxiété engendrée par la prise de conscience des difficultés à lui parler, ultérieurement, du respect nécessaire des règles de la vie collective. Derrière son « ça va s'arranger », il y avait une solide confiance dans le fait que la justice « passerait l'éponge » sur des fautes commises. Pour lui, il y avait bien eu faute.

Pour être crédibles auprès des jeunes, nous devons avoir une image de solidité et d'intégrité parfaites. Ces amalgames, ces soupçons nous atteignent moralement. Un mandat d'élus locaux, c'est formidable. On met concrètement en œuvre des projets qui nous tiennent à cœur, on met des gens en relations, on sent le poids de nos villes. Mais un mandat d'élus locaux, c'est aussi beaucoup de temps passé, beaucoup d'attaques encaissées, une vie familiale à ajuster. Alors attention... ne décourageons pas par des actes irresponsables ceux qui veulent s'engager.

Si on n'y prend pas garde, senis s'engageront les cyniques, les déshabillés. Mais peut-on bien gérer une ville si on n'aime pas ses habitants ? L'engagement collectif donne un sens à la vie. Laissons-le s'épanouir... et nous épanouir.

**Isabelle Massin** est ancien maire (div. g.) de Cergy (Val-d'Oise).

**CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES**

50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
300 000 livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

**3615 LEMONDE**



**Le Monde** est édité par la **SARL MONDÉ**  
Président du directeur, directeur de la publication :  
**Jean-Marie Colombini**  
Directeur : **Jean-Marie Colombini** / Rédacteur Adjoint, directeur général :  
**Michel Jean Baptiste**, directeur général adjoint :  
**Jean**  
Directeur de la rédaction : **Robert Fosse**  
Directeurs adjoints de la rédaction :  
**Thomas Fosse**, **Robert Sol**  
Rédacteur : **Jean-Marie Colombini**

[illegible]

... de la ...

Rendormez-le, il est  
essais on peut adapter  
différent, sans en changer  
mises ont été adaptées à  
programmation, à la  
nient multidimensionnel  
valant la France par  
out faire — une dissem-  
une arme classique, de  
les chers, des missiles  
per sans propres tonnes  
s'écrou, Jacques Chirac  
s'écrou, depuis de Chirac  
de tout remettre en chan-  
de plus grands moyens  
non plus à grandir l'ar-  
elle est l'élément de  
le président s'apprête  
ma la devise : l'infinité  
le desin du pays : l'infinité  
miser à l'ère par le droit  
mier champ d'industriali-  
dimension de l'outil lui  
lité à une ressource —  
nous di maintenant que  
(même si la reprise des  
elle explique qu'il n'est  
revient par le danger d'  
Elle est surtout destinée  
de l'histoire, par les res-  
mises, désormais des res-

[illegible][illegible]

fisent les grands combinats, à de

Les uns viennent de l'aire occidentale qui avait pu se constituer à l'intérieur des PC dans les dernières années du « socialisme réel », comme le premier ministre hongrois Gyula Horn ; d'autres ont adhéré jadis au Parti communiste par opportunisme, parce que c'était alors le meilleur moyen de faire carrière, tel le nouveau président polonais Alexander Kwasniewski. Beaucoup n'ont eu aucun mal à troquer les privilèges ou les prébendes de la nomenclatura contre les retombées lucratives du commerce capitaliste. Le communisme « à visage affaibli » avait peut-être d'ailleurs été l'épave communisme « à visage humain » de la Tchécoslovaquie soviétique-induite.

Les nouveaux socialistes d'Europe centrale se prononcent pour l'économie de marché, la libre entreprise, le pluralisme politique, l'adhésion à l'Union européenne et même à l'OTAN. Mais ne se souviennent-ils pas de la révolution

rythmée il est vrai différents, selon les pays ; ils engagent des programmes d'austérité qui ne leur valent pas toujours le soutien de leur propre électorat ; ils participent aux Océas des troupes de l'Alliance atlantique à la force de maintien de la paix en Bosnie. Gyula Horn avait acquis ses lettres de noblesse avant même la fin du communisme ; mais les affaires étrangères à l'été 1989, il avait ouvert la frontière occidentale de la Hongrie aux Allemands de l'est qui étaient le « premier flot des ouvriers et des paysans sur le sol allemand », première brèche dans le Mur qui devait s'étendre à l'effondrement du système soviétique.

Après quelques années de chambardement des habitudes sociales de baisse du niveau de vie que ne compense pas, pour la grande majorité de la population, la liberté d'expression ou de voyage, les socialistes des ex-communistes s'ennuient. Les Sécrétats ont besoin de trouver une cause : ils n'ont pas

nostalgie du communisme en tant que système idéologique et policier : ils rêvent de l'Etat paternaliste qui assurait la prise en charge de tous. Ils courent le risque d'être déçus car la dose de solidarité sociale et d'intervention étatique sera de toute façon limitée dans une économie de marché ouverte ; mais ils auront la possibilité de faire jouer l'alternance, puisque personne ne saura plus à l'intérieur les autres factions politiques. Les partis néo-communistes, quel qu'ils soient, ne vont pas se soumettre, ils vont dominer et se sont affranchis, sont devenus des partis comme les autres. Tout au plus cherchent-ils à placer leurs hommes aux postes stratégiques pour tenter de garder le pouvoir, mais leurs homologues des vieilles démocraties ne procèdent pas ainsi.

la Douma. Contrairement aux partis d'Europe centrale, il ne rassemble pas les anciens réformistes, mais au contraire les communistes du PC de l'Union soviétique qui s'étaient opposés à la perestroïka de Gorbatchev, dont tous les putschistes de 1991.

En Russie, les anciens apparatchiks occupent les postes importants dans l'administration plus encore dans les régions qu'à Moscou. Dans les entreprises, les « directeurs rouges » continuent à manœuvrer pour toujours les subventions de l'État. Beaucoup ont rompu avec le communisme, mais tous sont issus du sérail : le nouveau ministère des privatisations, Vladimir Kacninev, en est un exemple presque caricatural.

À cinquante-deux ans, M. Ziouganov est, lui, un produit typique de l'appareil soviétique, dont il fut un fidèle serviteur. Il se réclame de la tradition communiste et de la grande dette passée de l'Union soviétique, dont la Russie devrait être l'héritière. Le XIX<sup>e</sup> congrès ne l'a pas convaincu de l'existence des pures staliniennes : « Il y a plus de prisonniers politiques aujourd'hui que sous Staline, et à-t-il récemment déclaré au magazine allemand *Der Spiegel*. Dans mon village, avant 1953, il n'y a

ou que deux ou trois arrestations, et c'étaient des criminels... Pourtant, au contraire de l'époque révolutionnaire, le PC russe n'est plus le parti des bâilleurs, mais celui des laissés-pour-compte. Son électorat se recrute chez les retraités, les familles nombreuses, les fonctionnaires, enseignants, militaires, policiers, qui n'ont pas beaucoup de moyens, mais qui ont des salaires des entreprises qui ont manqué le tournant de l'économie concurrentielle.

Le communisme ne peut pas s'appuyer sur un mythe fondateur. Comme l'écrit François Furet dans *Le passé d'une illusion*, « ce qui est mort avec l'Union soviétique de Gorbatchev englobe toutes les versions du communisme, des principes révolutionnaires d'Octobre jusqu'à son histoire, et jusqu'à l'ambition d'en humaniser le cours dans des conditions plus favorables ».

S'ils arrachent le pouvoir à Moscou, Guennadi Ziouganov et les siens pourront revenir sur les privatisations, censurer la presse, donner carte blanche aux services de sécurité, et, d'ailleurs, se sont refait une belle santé sous Boris Eltsine ; mais ils ne pourront pas rétablir un système totalitaire. Il leur manque le support idéologique du marxisme-léninisme, d'un universalisme révo-

lutionnaire porteur de la vérité comme du sens de l'histoire. Ils ne servaient plus de référence suprême à un mouvement communiste international, voué à défendre la « patrie du socialisme ». Ce mouvement avait sombré avant même la fin de l'URSS, à tel point que le secrétaire général du PCF doit aller en Chine pour avoir l'occasion de se faire photographier avec des camarades au pouvoir. Mais les Chinois eux-mêmes sont l'exemple de ce national-communisme qui a remplacé depuis longtemps l'internationalisme prolétarien.

« Tout anticomuniste est un chien », disait Sartre au temps manichéen de la guerre froide. A la lutte des classes a succédé la pensée unique libérale. Les ex-communistes d'Europe centrale confirment leur conversion à la social-démocratie si l'Europe occidentale suit s'ouvrir à eux. Quant aux communistes russes, ils cultivent un mélange d'autoritarisme, de populisme et de nationalisme qui ne les rend pas moins dangereux, mais qui ne les qualifie pas pour guider le monde. Quarante ans après le rapport Khrouchtchev, l'œil de Moscou s'est refermé.

Daniel Vernet

## Le Monde

# La France, l'euro et les autres

**E**n proposant la création d'un nouveau système monétaire européen autour de l'euro, Alain Juppé confirme la détermination européenne de l'exécutif français. Cette proposition de « super-SME » vise à attirer au noyau européen les pays qui — comme l'Italie, la Grande-Bretagne ou l'Espagne — ne seront pas prêts pour participer, dès 1999, à l'Union monétaire. En réponse à l'activisme allemand, la France prend ainsi une initiative d'une grande importance politique.

Sur le difficile chemin qui doit conduire à la monnaie unique, l'Allemagne a multiplié en effet les propositions. Après avoir obtenu le logo de la banque centrale européenne — qui est à l'échelle la plus concrète des Quinze, en décembre à Madrid, d'abandonner l'écu pour l'euro. Dernière idée allemande en date, le « pacte de stabilité ». Le ministre des finances, Theo Waigel, a proposé, à l'automne, que soit défini, entre les États de la monnaie unique, un ensemble de règles du jeu précises. Le projet est perennel : le traité de Maastricht n'est rien sur les relations que devront entretenir entre eux les pays du noyau dur.

La question des relations entre les États (les

**« in » et les exclus (les « out ») de l'euro est cependant aussi importante — sinon plus — que celle des liens entre pays membres du club de l'euro. Il est désormais acquis que l'Europe monétaire se fera en plusieurs étapes. Mais le risque existe d'un divorce entre un premier groupe de pays — ceux qui satisfont dès 1997 les critères de convergence —, et les autres. Le danger serait que l'UEM ne conduise à une « super-nation » marquée par la France, les autres pays de l'Union européenne abandonnant la perspective de rejoindre l'euro et jouant de fait un jeu dangereux des dévaluations compétitives.**

Paris veut écarter ce scénario catastrophique, qui constituerait une menace pour le marché unique et mettrait en cause l'ensemble de la construction européenne, politique et économique. Si l'Europe doit s'appuyer sur

un axe franco-allemand fort, elle ne peut se résigner à ce seul couple. Il lui faut intégrer dès aujourd'hui les pays qui souhaitent participer à l'euro mais n'y sont pas encore prêts. A quel bon une Europe sans l'Italie, membre fondateur du marché commun, sans l'Espagne, grande puissance méditerranéenne, et sans la Grande-Bretagne, le pays de la City ?

Telle est l'idée du « super-SME » avancée par Alain Juppé. Elle repose sur deux hypothèses. Les pays candidats à l'euro qui n'auront pu réussir leur examen de passage la première fois devront s'engager à poursuivre leurs efforts de convergence de manière à pouvoir rejoindre, au plus vite, le club de l'euro. En contrepartie, les pays membres de l'UEM devront accepter de soutenir ainsi ceux appelés à soutenir, si nécessaire, leur monnaie en cas de crise de change, comme dans l'ancien mécanisme de change. En fait, Paris demande à Bonn d'accepter un effort de solidarité en faveur des pays qui pourraient avoir quelque difficulté à satisfaire, dans les délais prévus, les critères de Maastricht. C'est une bonne initiative. Elle devrait conditionner l'acceptation par Paris d'un « pacte de stabilité » proposé par Bonn.

**Match nul** - **Leider**

Match nul par letter



\_\_\_\_\_

# REVUE DE PRESSE

## FINANCIAL TIMES

■ Faire fusionner des entreprises moyennes perdant de l'argent pour les transformer en de plus grandes perdant également de l'argent n'est pas une réponse suffisante à l'émergence des Léviathans de l'industrie de défense des Etats-Unis. (...) Mais, à tout le moins, la France a agi, ce qui n'est pas le cas du reste de l'Europe. A travers le continent, les politiques de commandes publiques ne sont pas de nature à donner aux industries une vision claire de l'objectif à atteindre. Il existe pourtant des domaines concrets où l'on pourrait faire bouger les choses. Ainsi, la Grande-Bretagne devrait avaler son orgueil et accepter les spécifications franco-allemandes du futur blindé polyvalent, et la France se plier à l'idée d'une compétition pour déterminer qui construira ce « taxi du champ de bataille ». Concernant l'aviation de transport militaire futur, les trois pays devraient s'entendre sur un produit commercial construit par Airbus. Le programme de développement d'un nouveau missile pour équiper l'Eurofighter et le Rafale français devrait être mené en commun.

**LIBÉRATION**  
**Gérard Dupuy**

■ Dessaint, la vieille fille tyrannique du régime, sera mariée de force à l'Aéropatiale : Papa a passé ! Thomson sera privatisée, prétexte à d'autres noces. C'est un remariage, mais une révolution : confrontés à des problèmes industriels, les dirigeants politiques en restent à la bonne vieille pratique du « Meccano technocratique » (si l'on peut se permettre d'user de gros mots). Mais cet exercice régalien, où l'Etat est propriétaire presque exclusif et client à peu près unique, y pourtant ses derniers jours. La raison en est triviale : l'autosuffisance militaire, comme la polyculture agricole, entraîne des coûts de revient si élevés que loin d'être une garante d'indépendance, elle est un facteur de ruine.

**FRANCE-INTER**  
**Pierre Le Marc**

■ L'intervention de jeudi soir sera pour le président un moment délicat. Il va devoir en effet faire comprendre la vision, les logiques, la nécessité qui inspirent sa réforme. Il va devoir aussi en faire comprendre la progressivité, car on risque de lui reprocher à la fois d'aller trop vite et pas assez. (...) Rassurer, mais sans masquer la difficulté de la véritable révolution qu'il initie, et sans céder aux lubies. Car, dans cette affaire, c'est sa crédibilité et celle de sa fonction qu'il engage.



53 من الإجمالي

# ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

**PDG** Il n'existe pas de modèle européen de patrons : c'est la conclusion de l'étude menée par deux sociologues du CNRS, Bénédicte Bertin-Mouroit et Michel Bauer, qui se sont

penchés sur la carrière de deux cents dirigeants de grandes entreprises en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. ● **DANS L'HEXAGONE** comme en Allemagne ou en Grande-

Bretagne, le patron n'est jamais une patronne. Il y a peu de dirigeantes « non nationales ». ● **L'ÂGE MOYEN** des PDG est identique dans les trois pays, de même que l'âge moyen de

nomination au poste de numéro un et celui d'entrée dans l'entreprise dirigée. ● **POUR EDITH CRESSON**, membre de la Commission européenne, « le système de crise qui par-

ticipe, dans presque tous les cas, en France à la nomination des grands patrons ne correspond pas à ce que devrait être la gestion d'une entreprise moderne ».

## L'Europe ne fabrique pas ses patrons sur le même modèle

Six cents « spécimens » ont été passés au crible par une équipe du CNRS : si le profil européen n'existe pas, tous ces dirigeants présentent certaines similitudes. L'efficacité économique de chacun des trois portraits-types qui ressortent de cette étude est très difficile à juger

L'EUROPE n'est-elle, pour les grandes entreprises, qu'un « marché commun » ou se traduit-elle par l'apparition progressive d'un système socio-économique original, caractérisé notamment par un « modèle européen de dirigeants » ? C'est la question que se sont posés Bénédicte Bertin-Mouroit et Michel Bauer, deux sociologues du CNRS, observateurs familiers du monde des élites et de leur système de reproduction. Dans leur étude, publiée le 22 février, ils se sont penchés sur la carrière des deux cents dirigeants de grandes entreprises (groupes industriels, distribution, banques, assurances) en France (1985-1996), en Allemagne (1989-1994) et en Grande-Bretagne (1992).

Réponse : le « patron européen »

n'existe pas. « L'enracinement social et historique des trois modèles nationaux rend très difficile la production, même progressive, d'un modèle européen », expliquent Bénédicte Bertin-Mouroit et Michel Bauer. « La logique sociale de classe dirigeante pèse plus que la logique économique et politique » : ce constat est confirmé par la grande stabilité des modèles en France et en Allemagne. Alors que 70 % des dirigeants allemands ont changé de 1989 à 1994 et 80 % des dirigeants français de 1985 à 1996, leur profil ne s'est pas modifié.

La pérennité française est remarquable : elle fait à des années, comme des régimes politiques. Les patrons d'aujourd'hui, dont beaucoup ont été nommés par

MM. Chirac et Balladur à la tête des grandes entreprises, pour les privatiser entre 1986 et 1988 ou depuis 1993, sont la réplique fidèle de ceux de 1985, choisis par le gouvernement socialiste pour gérer les grandes entreprises que la nationalisation de 1982 avait conduites dans le giron de l'Etat.

Si les alternances de 1986, de 1988 et de 1993, ont fait « valser » les PDG, elles n'ont pas entamé l'omniprésence des polytechniciens ou des inspecteurs des finances. Quant à la voie royale que constitue le passage en cabinet ministériel avant d'être parachuté à la tête d'un grand groupe, elle n'a jamais cessé d'être empruntée, à gauche comme à droite. Tout dernièrement encore, le directeur adjoint de cabinet du premier ministre, lassé des

plaisirs de Matignon, envisageait sans états d'âme - et avec la bénédiction d'Alain Juppé - de prendre la présidence du CIC, banque filiale du GAN.

### PARTICULARISMES

Si « le » patron européen n'existe pas, la population des deux cents dirigeants des grandes entreprises de chacun des trois pays présente cependant certaines similitudes - qui ne sont pas toujours flatteuses. Le patron français, allemand ou britannique, n'est jamais une patronne. Il y a peu de dirigeantes « non nationales » : 1,25 % en Grande-Bretagne, 2,5 % en France et 2,75 % en Allemagne. L'âge moyen des dirigeants est identique dans les trois pays (56 à 58 ans), de même que l'âge moyen de nomination au

poste de numéro un (autour de 50 ans) et celui d'entrée dans l'entreprise dirigée (37 ou 38 ans).

Particularité française : plus de la moitié des patrons n'ont passé que zéro à quatre ans dans les entreprises qu'ils dirigent. Ce qui en dit long sur la connaissance qu'ils peuvent en avoir. « Plus significatif encore, soulignent les deux sociologues du CNRS, est le niveau d'entrée dans l'entreprise dirigée. Près des deux tiers arrivent directement à la présidence, sinon à la direction générale. Cela explique le phénomène de distance sociale et les tensions qui peuvent en résulter ».

Au travers de ces particularismes, se dessinent trois modèles très typés. Le rétrograde valorise l'expérience professionnelle et reconnaît aux entreprises une fonction primor-

diale : elles « fabriquent » les deux tiers de leurs dirigeants alors qu'un quart sont issus des familles possédantes. Le saxon repose sur deux logiques : une logique d'entreprise, qui assure la moitié de la production des patrons et, pour l'autre moitié, une logique d'« establishment » marquée par l'appartenance à une famille possédante et le passage dans l'une des vingt « public schools » les plus cotées du royaume.

Enfin, le modèle hexagonal accorde aux « grands corps de l'Etat » un rôle prédominant, ce que les auteurs de l'étude appellent « une véritable tyrannie du diplôme initial ». Cette tyrannie assure une autorité légitime à plus de 40 % des patrons dans un vivier extrêmement réduit (quatre-vingt élèves de la « boîte » de l'X et de l'ENA chaque année). L'appartenance à une famille possédante impose un tiers des dirigeants. L'entreprise active bonne dernière, en n'en produisant qu'un quart.

Difficile de juger de l'efficacité économique de chacun des modèles. En revanche, Bénédicte Bertin-Mouroit et Michel Bauer constatent qu'ils ont une influence sur la nature de la stratégie menée. « Quand la légitimité du pouvoir vient de l'extérieur, la priorité est donnée à la croissance externe. Avec tous les risques qu'elle comporte ».

C. B.

Edith Cresson, commissaire européen à la science, la recherche et le développement

### « La sélection des élites pérennise ce qui existe »

« Malgré la mondialisation de l'économie et la dynamique de la construction européenne, l'étude de Bénédicte Bertin-Mouroit et de Michel Bauer sur la « fabrication » des dirigeants en France, Allemagne et Grande-Bretagne, montre qu'il n'y a pas de modèle européen de patron. Cela vous étonne-t-il ? »

« La sélection des élites est un système très national. Tout le système est fait pour pérenniser ce qui existe. On reste entre soi pour les postes dirigeants. Le pouvoir est très lié à la nation ».

« Cela joue-t-il contre la construction européenne ? »

« S'il y avait plus de fluidité entre les dirigeants des sociétés européennes, ce serait bien meilleur. Les exemples de grands patrons « non nationaux », comme le français Daniel Goeudevert, qui fut numéro deux chez Volkswagen, de l'espagnol José Ignacio Lopez, qui lui a succédé, ou du britannique Lindsay Owen-Jones à la tête de L'Oréal, sont bien trop exceptionnels pour qu'on puisse établir une loi. Ils sont d'ailleurs souvent considérés comme des transiges ou comme des personnages très particuliers ».

« Aucun système ne donne la première place à une femme »

« C'est extrêmement choquant. Le pouvoir est considéré comme l'apanage des hommes. Il a un caractère sacré, il faut donc que les femmes en soient éloignées. Avec 0 % de femmes, on a éliminé la moitié de la population. A partir de là, on a son système national, très réducteur dans le cas français. C'est extrêmement primitif et évidemment anti-démocratique ».

« En France, le passage par la haute administration et les cabinets ministériels reste toujours la voie royale pour parvenir à la tête des grands groupes. Quel est l'impact sur la gestion de l'entreprise ? »

« Ces parachutages suscitent une frustration certaine à l'intérieur des entreprises où la direction estime, à juste titre, qu'aucun de ses membres ne pourra jamais accéder à la première place. En outre, les parachutés doivent faire leurs preuves rapidement vis-à-vis des pouvoirs publics. Curieusement, ils ne font l'objet d'aucun contrôle réel. Ils ont donc tendance à privilégier la croissance externe plutôt que la croissance interne qui repose, elle, sur l'histoire, la culture et la connaissance de l'entreprise. Cette croissance externe, et dans certains cas, une profonde ignorance du monde des affaires, conduisent à des imprudences et à des résultats parfois catastrophiques ».

« Le système de crise qui participe, dans presque tous les cas, en France à la nomination des grands patrons ne correspond pas à ce que devrait être la gestion d'une entreprise moderne. Un chasseur

de têtes français me racontait, par exemple, qu'on ne lui avait jamais demandé de trouver des candidats pour être membre d'un conseil de surveillance français. A l'étranger, cela se fait couramment ».

« Les systèmes anglais ou allemands évitent-ils ces écueils ? »

« En Grande-Bretagne le système est fondé sur une reproduction de classe. Mais cela offre un éventail plus large que la reproduction « à la française » d'un modèle intellectuel unique, ou plutôt d'un modèle de comportement. Aucun système n'est parfait. Mais un système qui a une base trop étroite, par définition, ne peut pas être bon ».

« Dans le système allemand, tout le monde sait, au moins un an à l'avance, qui sera le futur PDG. Lui-même a le temps de connaître les différentes branches de l'entreprise, ses filiales étrangères, ses clients, ses fournisseurs, ses concurrents. Cela donne une image tranquille, pacifiée, raisonnable ».

« La situation pourrait-elle évoluer en France ? La tentative récente de parachutage d'un proche conseiller d'Alain Juppé à la tête d'une banque publique, le CIC, pourrait en faire donner ».

« Beaucoup de responsables ont un désir très sincère de changement. Les gens ont envie de légitimité. Les « raccourcis » par les cabinets ministériels, auxquels tous les gouvernements ont sacrifié, sont de moins en moins bien supportés. Le service de l'Etat n'apparaît plus, comme autrefois, la vocation unique et première de la haute administration. D'où les protestations entendues sur le sujet que vous évoquez, et que l'on aurait probablement pas entendues il y a dix ans ».

### « Le système allemand apparaît comme légitime »

« Quel modèle de sélection des patrons est le plus efficace ? »

« Certainement pas le système français où on ne cherche pas le candidat qui correspond le mieux à la fonction. Ce système donne le sentiment qu'une catégorie dirigeante a acquis une sorte de droit sur la France. Quand on dit qu'un système est fondé sur la méritocratie, il faut savoir si c'est le mérite du diplôme ou le mérite de l'efficacité issue de l'expérience. En France, on privilégie le premier, en Allemagne le second. Cela me paraît préférable. C'est d'ailleurs un élément de la construction du consensus chez les Allemands ».

« Le système allemand apparaît comme légitime. Quelle que soit l'origine de l'individu, y compris s'il vient de l'apprentissage, il peut espérer que ses qualités seront re-

connues. Un sondage récent montrait que les jeunes Allemands privilégient à 55 % un emploi dans une entreprise moyenne contre 19 % pour l'administration. Les jeunes Français, à 39 %, préfèrent l'administration. C'est très révélateur ! »

Propos recueillis par Claire Blandin

## Ford présente ses excuses à quatre de ses ouvriers noirs

LE GÉANT AUTOMOBILE Ford, pourtant rodé aux principes du « politically correct » américain, a enfreint la sacro-sainte règle de la discrimination raciale. A l'occasion du lancement en Grande-Bretagne d'une campagne publicitaire pour ses nouveaux produits de financement, le groupe de Detroit a utilisé une photo sur laquelle les visages et les mains de quatre ouvriers noirs avaient été repeints en blanc. Prise en 1991 dans les ateliers de l'usine anglaise de Dagenham (est de Londres), cette illustration était à l'époque censée vanter la diversité ethnique de la main-d'œuvre du constructeur au Royaume-Uni.

Mais elle avait entre-temps servi en Pologne, où la population est exclusivement blanche. Afin de ne pas heurter le sentiment national polonais et de donner une image fidèle de sa population, le numéro deux mondial de l'automobile avait préféré masquer l'origine de ses modèles. Quand la photo de 1991 a été récupérée pour une nouvelle campagne publicitaire en Angleterre, c'est la version polonaise des hommes

et femmes de Ford qui a été choisie, et non pas l'original.

L'erreur est imputable à l'agence de publicité Ogilvy & Mather. Mais la direction de la publicité de Ford n'a sûrement pas manqué de voir la brochure publicitaire avant sa diffusion. Si l'erreur ne leur a pas sauté aux yeux, elle est en revanche apparue évidente aux quatre ouvriers noirs - trois hommes et une femme - ainsi travestis. Choqués, ces derniers ont immédiatement alerté le syndicat des travailleurs généraux et des transports (TGWU).

La direction de Ford a immédiatement retiré tous les prospectus de la circulation et s'est empressée de reconstruire l'histoire pour trouver l'origine de l'erreur. Elle s'est confondue en excuses auprès des modèles défigurés. Et a décidé, à titre de dédommagement du préjudice subi, de verser 1 500 livres (environ 11 600 francs) à chacun d'eux.

V. Ma.

## La compagnie britannique Cable and Wireless récompense ses ex-dirigeants pour mauvaise gestion

LONDRES de notre correspondant dans la City

« L'un des épisodes les plus bizarres dans la vie des affaires de ces dernières années » : le Financial Times a eu recours à cette litote, art très britannique grâce auquel on dit les choses sans employer les mots, pour décrire la générosité dont a fait preuve la compagnie Cable and Wireless envers ses deux anciens dirigeants licenciés en novembre pour... gestion catastrophique. Respectivement président et ex-directeur général du deuxième opérateur britannique de téléphone, Lord Young et James Ross ont reçu une montagne de *share options*, ces plans de participation par achat d'actions, dont la vente devrait rapporter 2 millions de livres (environ 15 millions de francs) au premier et 965 000 livres au second. On imagine la réaction du personnel de la société, plongée aujourd'hui dans le marasme, appelé par la nouvelle direction à se serrer la ceinture.

L'énorme tapage médiatique entourant cette affaire souligne combien la limitation des *share options*, une sorte de complément de salaire, est devenue un sujet brûlant en Grande-Bretagne, en raison des récents abus commis par

les grands patrons en matière d'octroi de primes et d'augmentation de rémunérations.

L'allègement, en 1984, du régime fiscal frappant les gratifications destinées à accroître la motivation des cadres supérieurs a entraîné l'explosion de cette forme de revenus. On estime à 15 milliards de livres la valeur globale des *share options* détenues en Grande-Bretagne par les cadres et les directeurs, dont 350 millions de livres rien que pour une poignée de patrons des anciennes sociétés des services publics.

### PRESSION DES INVESTISSEURS

Pour leurs défenseurs, les *share options* stimulent l'état-major et ne coûtent rien aux compagnies. Pour leurs détracteurs, bien plus nombreux, en revendant trop rapidement ces actions, consenties à bas prix, pour empêcher de gros bénéfices aux cours du marché, les responsables peuvent déstabiliser le capital de leurs firmes. De surcroît, ce dispositif a le désavantage de séparer la performance générale des sociétés et la plus-value réalisée lors de la cession.

Constituée dans la foulée de la polémique sur les hausses de salaire démesurées que s'étaient octroyées bon nombre de patrons britanniques, la commission

Greenbury, dont le rapport a été publié en 1995, a recommandé une réduction de ce genre de primes dans un souci de transparence des rémunérations. Sous la pression des investisseurs institutionnels, inquiets de la contre-publicité que l'image des entreprises dans lesquelles ils avaient placé leurs fonds, le ministère des finances est revenu sur sa politique non interventionniste (« C'est aux actionnaires de contrôler les salaires des patrons ») pour tenter de supprimer certains avantages fiscaux dont bénéficient les détenteurs de *share options*. Mais, face à la levée de boucliers des cadres moyens, qui profitent eux aussi de ces à-côtés, le chancelier de l'échiquier a dû faire marche arrière en août 1995.

« Ces jours-ci, la mode n'est plus aux *share options* mais plutôt aux plans d'incitation à long terme, davantage liés aux résultats de l'entreprise et dont l'objectif est d'accroître la loyauté des dirigeants », souligne Sir William Probie, directeur du cabinet de consultants financiers MN & K. Certains groupes britanniques, parmi les plus importants, ont d'ailleurs cessé récemment d'octroyer des *share options* à leurs dirigeants.

Marc Roche

■ VOLVO : 2 260 emplois vont être supprimés chez Volvo Car, la branche automobile du groupe suédois souffrant d'une faible rentabilité. Grâce au résultat record dégagé par sa branche camions, Volvo a pourtant dégagé un résultat net en hausse de 30 % à 9,2 milliards de couronnes. Le constructeur a annoncé la vente du fabricant d'allumettes et de briques Swedish Match.

■ PHILIPS : la multinationale néerlandaise va investir 2 milliards de francs et créer 1 400 emplois dans ses sites de Dreux (tubes et téléviseurs), Caen (semi-conducteurs) et Le Mans (téléphones). Les aides de la France devraient s'élever à environ 160 millions de francs.

■ EDF-GDF : les cinq fédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC, qui ont quitté ensemble le 20 février la négociation sociale ouverte par les directions d'EDF et de GDF, devraient se rencontrer prochainement pour demander des bases plus concrètes de discussion. Après les grèves de décembre, la première réunion entre syndicats et direction a tourné court. Selon les dirigeants d'EDF-GDF il ne s'agit que d'une « étape ». Pour la CGT, organisation majoritaire, les directions n'ont « manifestement pas pris la mesure des exigences » issues du conflit.

■ DELMAS : le groupe maritime, filiale de Bolloré, a décidé de regrouper ses activités françaises et européennes au Havre (environ 500 emplois) en deux ans. Le projet en retour 3,2 % du capital de Finansa, holding de contrôle d'AXA, et investira 200 millions de francs dans d'autres sociétés du groupe d'assurances.

■ CARNAUDMETALBOX : le groupe d'emballage franco-britannique, racheté par l'américain Crown Cork, a enregistré un recul de 15 % de son bénéfice net en 1995, à 805 millions de francs, pour un chiffre d'affaires en recul de 1,1 % à 24,6 milliards de francs.

■ AXA : l'assureur français vient de prendre une participation de 1,6 % au capital de la banque espagnole BBV. Cette dernière prendra en retour 3,2 % du capital de Finansa, holding de contrôle d'AXA, et investira 200 millions de francs dans d'autres sociétés du groupe d'assurances.

LES TALE





LE DOLLAR était pratiquement stable jeudi sur le marché des changes de Tokyo malgré l'intervention de la Banque du Japon, s'échangeant à 105,22 yens contre 105,16 yens la veille.

L'OR a ouvert en baisse jeudi à Hong-kong après plusieurs jours chahutés par la fête du Nouvel An chinois. L'once s'échangeait à 402,20-402,50 dollars, contre 403,50-403,80 le 16 février.

LE FRANC était stable, jeudi 22 février, au cours des premiers échanges entre banques. Il s'échangeait à 3 446,2 francs pour 1 mark contre 3 445,5 francs la veille.

ALAN GREENSPAN, président de la Fed, a estimé que les taux d'intérêt à long terme baisseraient si de réels progrès étaient réalisés pour rééquilibrer le budget fédéral.

WALL STREET a récupéré mercredi une partie importante du terrain perdu au cours des quatre séances précédentes. L'indice Dow Jones a gagné 1,05 %, à 5 515,98 points.

## LES PLACES BORSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
↑	↓	↑	↑
Cote	1 mois	1 an	1 an

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCKFORT
↑	↑	↑	↑
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

### Nouvelle hausse à Paris

LA BOURSE DE PARIS était en hausse jeudi 22 février, dans le sillage du marché américain, dopé par les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Après avoir ouvert sur un gain de 0,23 %, le CAC 40 affichait une hausse de 0,83 %, à 1 953,10 points vers 12 h 45.

Le Matif était également en hausse de 49 centimes à 120,58, tandis que le Bund allemand progressait de 0,11 % à 97,50. L'obligataire européen a profité de la bonne tenue du marché américain, où le taux des emprunts d'Etat à trente ans a décliné à 6,38 % contre 6,40 %, après les propos du président de la Fed. M. Greenspan avait laissé entendre mardi devant le Sénat américain que de nouvelles baisses des taux directeurs américains étaient possibles si l'inflation reculait et si un accord budgétaire se réalisait, alors que la veille, devant la Chambre des représentants, il avait semblé exclure la poursuite de la détente monétaire et prévo-

### Unibail, valeur du jour

BONNE SEANCE, mercredi 21 février, à la Bourse de Paris pour la fondrière Unibail. L'action a terminé à 531 francs (+2,3 %), son plus haut niveau de l'année, dans un volume de 49 000 pièces. Unibail a annoncé mercredi avoir réalisé un bénéfice net consolidé part du groupe à 265 millions de francs (+9,6 %) en 1995. En outre, la marge brute d'autofinancement est abondante (+34,8 %) à 388,4 millions de francs, les fonds propres confortables (5 milliards), et l'endettement

reste sous contrôle (4,6 milliards dont 2 milliards d'obligations convertibles). L'actif net réévalué par action ressort à 601 francs.

di matin la plus forte hausse de la cote (4,6 %) après l'annonce la veille par le gouvernement du projet de sa fusion d'ici deux ans avec le groupe public Aérospatiale.

Unibail sur 1 mois

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

BAISSES, 12h30

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

SEANCE, 12h30

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

SEANCE, 12h30

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

### Modeste repli à Tokyo

LES INCERTITUDES sur les changes et les taux d'intérêt ainsi que l'absence d'éléments nouveaux ont pesé sur la Bourse de Tokyo, qui a terminé en modeste repli jeudi 22 février. L'indice Nikkei a perdu 31,29 points, soit -0,15 %, à 20 340,94 points; celui du terrain pour la semaine suivante est négatif. Les cours de clôture sont restés en dessous de ceux du début de la semaine précédente, les investisseurs ayant, semble-t-il, achevé leurs ajustements de positions.

La veille, Wall Street a récupéré une partie importante du terrain abandonné au cours des dernières séances, grâce à des commentaires d'Alan Greenspan estimant possibles de nouvelles baisses des taux directeurs américains si l'inflation reculait. L'indice Dow Jones a gagné 57,44 points, soit 1,05 % à

5 515,98 points. En Europe, la reprise de Wall Street et la probabilité de nouvelles baisses de taux d'intérêt ont profité à la Bourse de Londres. L'indice Footsie a gagné 11 points à 3 725,6 points, soit un gain de 0,3 %. En Allemagne, la prudence était de mise en attendant la publication de M3. L'indice DAX de la Bourse de Francfort a terminé sur un gain de 0,36 % à 2 391,32 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

FRANCKFORT Les valeurs du Dax 30

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2202	2102
LOLA	2202	2102
Dassault Aviation	472	472
Labor	214	214
Sordex	1006	1006
Pechiney Ind	109	109
Carry Contraint	107	107
Colson	700	700
Crédit Local Psa	400,30	400,30
Industria Belgica	802	802
BIS	460	460

## LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCKFORT	FRANCKFORT
↑	↑	↑	↑	↑	↑
1 jour	10 ans	1 jour	10 ans	1 jour	10 ans

### Reprise du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse jeudi 22 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 32 centimes à 120,42 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 6,71 %, soit un écart de 0,39 % par rapport à celui du titre

d'Etat allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère hausse. Le rendement de l'emprunt à trente ans s'était détendu de 6,44 % à 6,36 %.

Les opérateurs n'attendaient pas de geste de la Banque de France à l'issue de son conseil, qui se réunissait jeudi matin.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
21/02	21/02	21/02	21/02
1 mois	4,31	4,31	4,31
3 mois	4,36	4,36	4,36
6 mois	4,42	4,42	4,42
1 an	4,47	4,47	4,47

MATIF

Échéance	21/02	21/02	21/02	21/02
NOTIONNEL 10 %	120,42	120,42	120,42	120,42
Mars 96	120,42	120,42	120,42	120,42
Sept 96	120,42	120,42	120,42	120,42
Dec 96	120,42	120,42	120,42	120,42

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance	21/02	21/02	21/02	21/02
NOTIONNEL 10 %	120,42	120,42	120,42	120,42
Mars 96	120,42	120,42	120,42	120,42
Sept 96	120,42	120,42	120,42	120,42
Dec 96	120,42	120,42	120,42	120,42

## LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	F/Y
↑	↑	↑	↑	↑
5,0140	1,6392	105,1300	9,4468	7,7215

### Stabilité du dollar

LE BILLET VERT était stable, jeudi matin 22 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1 450,55 mark, 105,12 yens et 4 997,5 francs. Durant la nuit, à Tokyo, la Banque du Japon était intervenue pour acheter des dollars. Ce qui avait permis à la monnaie américaine de remonter jusqu'à un niveau de 105,65 yens.

Mais le dollar reste pénalisé par la faiblesse des obligations américaines et par les craintes d'un resserrement de la politique monétaire japonaise. Le franc regagnait un peu de terrain, jeudi matin, vis-à-vis de la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3 446,2 francs pour 1 deutschemark. La lire italienne était elle aussi orientée à la hausse, à 1 085 liras pour 1 mark.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES

Cours	21/02	21/02	Cours	21/02	21/02
Allemagne (100 dm)	344,6500	344,6500	Allemagne (100 dm)	344,6500	344,6500
Ecu	6,5315	6,5315	Ecu	6,5315	6,5315
Italie (100 li)	16,7540	16,7540	Italie (100 li)	16,7540	16,7540
Yen (100 ¥)	307,9600	307,9600	Yen (100 ¥)	307,9600	307,9600
France (100 F)	3,1835	3,1835	France (100 F)	3,1835	3,1835
Grande-Bretagne (100 £)	89,1200	89,1200	Grande-Bretagne (100 £)	89,1200	89,1200
Canada (100 C\$)	7,0500	7,0500	Canada (100 C\$)	7,0500	7,0500
Suisse (100 Sfr)	2,0800	2,0800	Suisse (100 Sfr)	2,0800	2,0800
Autriche (100 S)	13,7600	13,7600	Autriche (100 S)	13,7600	13,7600
Portugal (100 esc)	4,8800	4,8800	Portugal (100 esc)	4,8800	4,8800
Espagne (100 pes)	166,6400	166,6400	Espagne (100 pes)	166,6400	166,6400
Canada 1 dollar ca	3,6952	3,6952	Canada 1 dollar ca	3,6952	3,6952
Japon (100 yens)	105,1200	105,1200	Japon (100 yens)	105,1200	105,1200
Finlande (mark)	111,0200	111,0200	Finlande (mark)	111,0200	111,0200

PARITES DU DOLLAR

Cours	21/02	21/02	Cours	21/02	21/02
FRANCKFORT: US/DM	1,6392	1,6392	FRANCKFORT: US/DM	1,6392	1,6392
TOKYO: US/Yens	105,1300	105,1300	TOKYO: US/Yens	105,1300	105,1300

### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 21/02

Taux	21/02	21/02	Taux	21/02	21/02
France	4,18	4,18	France	4,18	4,18
Allemagne	3,38	3,38	Allemagne	3,38	3,38
Grande-Bretagne	7,22	7,22	Grande-Bretagne	7,22	7,22
Italie	10,18	10,18	Italie	10,18	10,18
Japon	0,38	0,38	Japon	0,38	0,38
Euro-Union	5,15	5,15	Euro-Union	5,15	5,15

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT			
	Taux au 21/02	Taux au 20/02	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,66		100,02
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,25		99,64
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,61		99,66
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,79		99,40
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,44		98,67
Obligations françaises	7,02		99,26
Fonds d'Etat à TME	10,08		100,58
Fonds d'Etat à TME	11,29		100,76
Fonds d'Etat à TME	11,44		99,94
Obligat. franc. à TME	10,93		99,72
Obligat. franc. à TME	10,23		100,02



55 من الامل

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 22 FÉVRIER  
Liquidation : 22 février  
Taux de report : 4,38  
Cours relevés à 12h30

CAC 40  
PARIS  
+0,87 %  
CAC 40 : 1953,77

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include EDF, BNP, Caisse d'Alloc. Fam., Renault, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include L'Oréal, Sanofi, Bouygues, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

JEUDI 22 FÉVRIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include BPF, Caisse d'Alloc. Fam., etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

JEUDI 22 FÉVRIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 21 février

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

HORS COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30

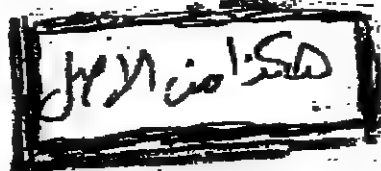
JEUDI 22 FÉVRIER

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. (1). Rows include Aérospatiale, Alcatel, etc.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT  
3615 LEMONDE





LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 23

## AUJOURD'HUI

SPORTS

**SKI ALPIN** Marc Girardelli a remporté, mercredi 21 février, lors de la descente, le titre de champion du monde de combiné. C'est la troisième fois que le Luxembourgeois,

agé de 32 ans, obtient ce titre, lui qui a toujours gagné une médaille depuis ses premiers championnats du monde, en 1985. **● LASSE KJUS**, le Norvégien, qui s'est adjugé le

meilleur temps en descente, termine deuxième. Le Français Yves Dimier, troisième du slalom, mardi, ne s'est classé que dixième. **● MARIO REITER**, qui a pris la quatrième place,

avait fait sensation en remportant le slalom du combiné. L'Autrichien se place parmi les favoris pour le slalom messieurs qui aura lieu dimanche. Celui-ci, comme celui des

dames, sera difficile, car disputé sur une piste verglacée. **● SON TRACÉ** correspond à l'évolution de la discipline. Il devrait favoriser les slalomeurs les plus puissants.

# Le slalom des championnats du monde privilégiera les skieurs de fort gabarit

Après l'avènement des piquets à rotule, l'évolution de la discipline s'est poursuivie vers une technique plus exigeante physiquement. Sur la piste gelée et difficile de Sierra Nevada, les meilleurs spécialistes seront à armes égales

**PRADOLLANO**

de notre envoyé spécial

Après la parenthèse de trois jours accordée aux polyvalents du combiné, les techniciens s'entraînent en scène, jeudi 22 février.

D'abord : les géantistes hommes et femmes, jeudi et vendredi ; les slalomeurs

se samedi. Puis, dimanche, les championnats du monde seront traditionnellement clos par le slalom messieurs.

Pour bon nombre des concurrents, qui ne sont jamais venus en Sierra Nevada, les épreuves techniques des combinés ont donné quelques indices sur la piste. Et un aperçu du travail accompli. Si la descente de Sierra Nevada fut mo-

notone, le slalom sera, lui, parfaitement dans la norme de l'époque. Il faudra être fort et puissant pour monter la glace et terminer sur le podium. Les organisateurs ont voulu une piste dessinée sur un miroir, belle et difficile. Une demande, travail sans relâche. Dès que le matin, quand le froid attend encore entre -20 et -15, la piste est arrosée. Parfois, les traceurs se contentent d'attendre que le soleil la réchauffe dans l'après-midi avant que la nuit ne la fige à nouveau dans la glace.

En quinze ans, le slalom a pris un tour nouveau. Il y a eu la révolution de 1980, lorsque la fédération internationale décida d'introduire le piquet articulé à rotule. « En quelques mots, le mouvement a entièrement changé, explique Karl Schranz, ancien champion de slalom. Dans les années 60, nous contourner les portants. Aujourd'hui, les skieurs sont

comme des haches qui rentrent dans avec leurs pieds, leurs genoux, leur épaules et leurs mains ». La technique, spectaculaire, est contestée par les puristes et les anciens. Certains gémirent de moins en moins ce jeu de l'embouteillage qui reste au slalom toute sa philosophie de sport d'obstacles.

**LA DOUBLE PÉRIODE**

Le mouvement s'est passé à un chaloupage plus offensif, le ski s'organise. Les industriels inventent des casques à arceaux protecteurs, des protège-tibias, des gants et des épaulettes renforcées. Le Slovéne Jure Kosir descend, lui, avec un protège-dents. Les rotules des piquets se font plus souples et les piquets de plus en plus durs. A court terme, on cherche des pentes plus vertigineuses et on verglace. Pour les garçons, l'espace entre les portes aug-

mente, le chemin entre les portes encore plus tourmenté. A ce jeu, la violence s'accroît.

A l'exemple d'Italien Alberto Tomba (92 kilos pour 1,82 m), le grand champion de la technique, pionnier en la matière, les slalomeurs ont grandi et ont pris du muscle. Ainsi Mario Reiter, l'Autrichien premier du slalom du combiné. Même un peu petit, il possède une belle carrure, 74 kilos pour 1,74 m. Mieux, le Français Sébastien Amiez. Solide prétendant à la Coupe du monde de slalom cette année, et l'un des prétendants au titre mondial, il affiche 80 kilos pour 1,80 m. Son compatriote Yves Dimier, troisième, mardi, du slalom du combiné annonce 86 kilos pour 1,82 m. « Nous avons progressé en précision et en engagement physique, estime le skieur. Dans la première série (les quinze meilleurs, ndr), les gars sont devenus vraiment costauds.

Il faut plus de force pour creuser sa trajectoire et ne pas commettre de faute. »

Encore à l'exemple d'Alberto Tomba, le style du slalom évolue. Au début des années 90, l'Italien apporta au slalom une technique venue du slalom géant appelée « la double pendule ». Ce mouvement pendulaire des jambes, supportant un corps compact assis, permet au slalom de skier avec plus de précision. La technique consiste également à sortir plus vite de la zone du piquet pour mieux revenir à l'attaque sur la porte suivante.

Les skis changent aussi en fonction. « Ils connaissent une évolution permanente, note Philippe Petitjean, préparateur, chez Rossignol, des skis de Sébastien Amiez et Yves Dimier. Les fabricants recherchent sans cesse de nouveaux matériaux, et les skieurs sont des observateurs qui nous aident beaucoup. Pour les garçons, les skis rapetissent un peu, de 2,05 m à 1,98 m. Pour les filles, nous pallions le manque de physique par une plaque anti-vibration. Le ski bouge moins. »

La fédération est en train de s'interroger sur l'attitude à adopter

pour les slalomeuses. « Avec la rotule et la rigidité des piquets, le choc en retour, quand on pousse, est dur, parfois traumatisant, dit Gilles Breiner, chef des skieuses françaises. Les garçons n'ont pas l'apprentissage du contact ; les filles, elles, font abstraction du piquet plutôt que l'attaquer. Pour elles, il faudrait imaginer un piquet plus fixe qui ne revienne pas si vite et si fort. Peut-être aussi plus léger. »

En Sierra Nevada, garçons et filles se réjouissent du slalom : « C'est une forme de tracé où les mains se trouvent toujours devant, dit Lella Piccard. Nous nous sentons assez protégées. » « Ce sera un tracé offensif et beau », a annoncé Mario Reiter, facile premier du slalom du combiné. Tous les favoris se régaleront d'avance. Ils affirment à l'unanimité : « La course sera une course juste pour les plus forts. Il n'y aura pas de gagnant hasardeux. »

**Bénédict Mathieu**

Championnats du monde  
Combiné (messieurs)  
1. M. Girardelli (Lux.), 3 min 31 s 95 ; 2. L. Kjus (Norv.), 3 min 32 s 20 ; 3. G. Mader (Aut.), 3 min 32 s 99 ; 4. M. Reiter (Aut.), 3 min 33 s 99 ; 5. H. Kone (Slo.), 3 min 33 s 42 ; 10. Y. Dimier (Fra.), 3 min 36 s 22.

## Marc Girardelli, champion inoxydable

**LE SKI COMMENÇAIT** à frouler. Dans les airs d'arrivée, les speakers demandaient au public d'applaudir ce grand champion. Certes, il avait été quelqu'un, ce Marc Girardelli. Mais depuis le début de cette saison, l'homme de toutes les disciplines aux quarante-cinq victoires, six fois vainqueur de la Coupe du monde entre 1985 et 1993, n'était qu'un pâle souvenir de lui-même. A trente-deux ans, il avait oscillé entre des quatorzièmes et des treizièmes places. Furieux, Marc avait rompu son contrat avec Dynastar en décembre pour choisir Blizzard. Le cirque blanc entier avait ri. Cette ténacité ne le rejoindrait pas.

C'était oublier le monstre de travail, présent sur le circuit depuis dix-sept ans. C'était oublier qu'à force de blessures et de mauvais coups sur la tête, Girardelli était devenu un endurance, un arrogant, un teigneux, un champion inoxydable. C'était oublier qu'il venait enfin de remporter une victoire, en janvier, dans le combiné de Veysonnaz. Et mardi, dans le brouillard et les bourrasques de neige, dans son ski fluide, il avait arraché la deuxième place du slalom du combiné derrière l'Autri-

chien Mario Reiter : « Une épreuve à l'aveuglette, a-t-il bougonné. Je me suis battu, comme d'habitude. »

**UN CAPRICE**

La carrière de Marc Girardelli est marquée par une profonde rupture. En 1978, parce que son fils n'est pas sélectionné pour les championnats du monde juniors avec l'équipe de son pays, l'Autriche, Helmut Girardelli se fâche et fait ses valises avec Marc dans son sillage. Une licence luxembourgeoise en poche, mais sans passeport, Marc Girardelli ne peut disputer les championnats du monde de Schladming et surtout les Jeux olympiques de Sarajevo en 1984. « J'étais déçu, raconte-t-il. Cette année-là, j'étais numéro un mondial de slalom et numéro trois en slalom géant. » Depuis, il n'a toujours pas été champion olympique, mais il affirme, sincère, que ce n'est pas grave. « Je ne considère pas les rendez-vous à médailles comme aussi importants que les autres skieurs. J'ai toujours remporté une médaille, depuis mes premiers championnats du monde en 1985. C'est formidable, mais ce sont des courses d'un jour. »

Lui, préfère le témoignage de la régularité. Les bonnes bagarres tout au long de la saison. Il s'est frotté au Suédois Ingemar Stenmark et, dans les années 80, au Suisse Pirmin Zurbriggen. Girardelli s'enorgueillit d'avoir gagné toutes les formes de course, contrairement au Suédois, et d'en avoir gagné beaucoup plus que la Suisse. Il a couru la difficulté en s'entraînant seul. « J'ai parfois eu du mal à rester un moderne. »

A trente-deux ans, il s'offre un caprice. Le 1<sup>er</sup> avril, le Luxembourgeois partira en expédition dans l'Himalaya pour s'attaquer à l'ascension du Shisha Pangma, qui culmine à 8 021 mètres. Il devrait atteindre le sommet fin avril. Et réaliser un rêve : descendre alors les pentes du « 8000 » pour arriver vers 5 700 mètres. Une prétraite dorée ? « Personne ne m'a proposé un autre boulot. Je dois continuer si je suis que je peux avoir plus de victoires. Cette médaille, aujourd'hui, me remet en selle pour la prochaine saison et pour les championnats du monde 1997. »

**B. M.**

## Le professeur Aimé Jacquet cherche des formules

France-Grèce a permis de tester plusieurs combinaisons tactiques

**MINES**

de notre envoyé spécial

Ce fut une leçon de tableau noir. Un cours du soir administré là, en direct de Nîmes, mercredi

21 février, par Aimé Jacquet, le sélectionneur de l'équipe de France. Une séance de travaux pratiques

avant le grand oral de l'Euro 96. Le match amical entre la France et la Grèce ne fut pas magistral, a admis bien volontiers le professeur de football. A l'écouter, il se révéla néanmoins riche et instructif.

Aimé Jacquet n'avait jamais caché que ce match était avant tout un petit plaisir égoïste qu'il se faisait, un voyage personnel et tout intérieur. « Les matches de préparation, ça sert à ça. L'argument est indiscutable. L'intitulé de cette rencontre à thème aurait pu être ainsi énoncé : avec onze joueurs sur le terrain et quatre remplaçants, chacun d'eux ayant sa vocation, ses prédispositions, ses prédispositions, combien est-il possible d'établir de combinaisons tactiques ? »

Un nombre tellement grand que cela en devient lassant, semblaient répondre, bousculés, les 22 000 cancanes du stade des Costières. Il n'est pas certain que les spectateurs et les téléspectateurs dépourvus de diplôme d'entraîneur aient tous apprécié la subtilité du propos tenu mercredi. A l'œil peu exercé, la partie a paru bien triste, même si la victoire (3-1) a porté à dix-neuf, record du sélectionneur Michel Platini éga-

lé, la série de matches sans défaite.

La première mi-temps surtout fut d'un médiocre niveau. Même les joueurs n'ont pas été outre mesure empressés de donner leur corps à la science. La défense expérimentale Angoloni-Thuram-Dessilly-Petit fut prise de la fébrilité du premier rendez-vous, ce dont profita Alexandros Alexandris (4<sup>e</sup>). Le mariage arrangé Lamouchi-Djorkaeff-Pedros-Loko ne fut guère plus convaincant. Il n'accoucha de rien de bon si ce n'est un but malin de la dernière cité (30').

**SYNDROME DEEP BLUE**

La rentrée, après la pause, de Zinedine Zidane à la place de Youri Djorkaeff et de Patrick Lebour à la place de Jocelyn Angoloni (Lilian Thuram passant de la défense centrale à l'aile droite) offrit une solution plus probante. La France produisit vingt minutes de jeu vif et inspiré. Moins de cinq suffirent pour assurer le score final de la partie (Patrice Loko, 44<sup>e</sup> sur penalty ; Zinedine Zidane, 49').

Mais la récréation fut de courte durée. Le professeur Jacquet avait encore à réfléchir. Le remplacement du droitier Sabri Lamouchi par le gaucher Pierre Leigle, puis de l'arrière Emmanuel Petit par l'attaquant Cyrille Pouget marquèrent la reprise des grandes manœuvres. L'intrigue devenait si complexe que les acteurs eux-mêmes finissaient par s'y perdre.

Au bout du compte, ce France-Grèce fut atteint du syndrome Deep Blue. L'ordinateur d'échecs censé battre Garry Kasparov a échoué parce qu'il lui manquait le

plus élémentaire : l'instinct du jeu. A force de calculer, de multiplier à l'infini les combinaisons possibles, Aimé Jacquet a finalement vidé ce match de sa substance. L'enthousiasme, la qualité qu'il cultive et chérit pourtant le plus, celle qui avait valu cette superbe prestation face aux Portugais en janvier, avait disparu dans ce monde virtuel, désincarné. « C'était le jour pour essayer », justifiait encore et toujours le sélectionneur national. Hélas, comme avec le « tas de ferraille » d'IBM, il y eut beaucoup de coups d'essai, mais peu de coups de maître.

Des enseignements qu'il a tirés, le deux ex-machina n'a bien sûr rien voulu dévoiler. Les murs pourraient avoir des oreilles, roulement, bulgares ou espagnols. « J'essaie d'établir de nouvelles relations entre les joueurs, expliquait simplement Aimé Jacquet. Il faut tenter d'avoir à l'esprit plusieurs possibilités de jeu. »

Le match a surtout rendu évident le poids considérable du tandem Djorkaeff-Zidane. Aimé Jacquet s'est livré à une démonstration de petit chimiste en dissociant les deux éléments, leur accordant chacun une mi-temps. La conclusion s'est imposée d'elle-même : séparés, ces deux-là perdent beaucoup de leurs propriétés. L'équipe de France a encore quatre matches amicaux – le prochain est prévu le 27 mars en Belgique – pour mener d'autres études de laboratoire, chercher d'éventuels produits de substitution. Après, il faudra avoir trouvé la bonne formule.

**Benoît Hopquin.**

## Eric Millot patine à égalité avec Philippe Candeloro

Il est le seul Français au Trophée des champions

**LA PETITE MARIE** a troqué une partie de l'après-midi au bord de la patinoire où son père, Eric Millot, s'entraînait avec quatre autres « finalistes » du Trophée des champions

qui aura lieu à Bercy du 23 au 25 février. Mais, jeudi 22 février, en véritable professionnel, il a détesté le domicile conjugal de Saint-Maur,

dans la banlieue parisienne. « Pour faire de vrais maîtres, explique le doyen des patineurs français (vingt-sept ans), car Marie fait ses dents. Avec pour adversaires Elvis Stojko, le Canadien champion du monde en titre, les Russes Alekseï Umanov, champion olympique à Lillehammer, et Ilia Kulik, champion d'Europe 1995, ou Viatcheslav Zagorodnikov, son successeur ukrainien sacré à Sofia le mois dernier, Millot n'a pas droit à l'erreur. »

A un mois du mondial d'Edmonton (Canada), le seul patineur français en lice – blessé en début de saison, Philippe Candeloro ne s'est pas qualifié pour cette finale – aimerait signifier au gotha du patinage qu'il faut compter avec lui. Il a mal digéré sa huitième place à Sofia. « J'étais à côté de mes parents, admet-il. Malade depuis la mi-décembre, je ne tenais pas plus de vingt minutes à l'entraînement. Ça m'a mis en colère car je veux un titre européen, et j'avais fait un bon début de saison (3<sup>e</sup> au Skate Canada et 2<sup>e</sup> au Trophée de France – NDLR).

Le Rémois avait onze ans et était fier de judo, lorsqu'il a accompagné sa sœur à la patinoire. Il s'est immédiatement « découvert une passion ». De tests en compétitions, il s'est retrouvé dans le gym d'Amick et Di-

dier Gallaghet, au centre d'entraînement de Champigny-sur-Marne. Didier promut au rang de directeur des équipes de France, Eric est resté fidèle à Amick : « Nous avons évolué ensemble, mêmes motivations, mêmes objectifs. Je respecte ses compétences techniques et c'est une amie. » Avec eux, il a remporté quatre fois les championnats de France (de 1990 à 1993) et a régulièrement progressé au niveau mondial (8<sup>e</sup> aux championnats du monde 1992, 7<sup>e</sup> en 1993, 5<sup>e</sup> en 1994 et 1995). L'amitié et la fidélité sont pour lui des valeurs primordiales. Depuis 1989, Jean-Claude, le père de son épouse, prend des vacances pour l'accompagner, à ses propres frais, en déplacement. « On a développé une complicité enrichissante car il ne connaît rien au patinage. »

La maturité a appelé à Eric à canaliser son énergie. Aujourd'hui, il n'a plus « le sentiment de jouer (sa) vie à chaque compétition ». En vieux sage, il observe, se concentre. Il ne prend pas ombrage de la popularité d'un Philippe Candeloro, millionnaire grâce au contrat passé avec TF1 et vedette de spots publicitaires : « Je me sers sur un pied d'égalité avec lui, même si j'ai

ressenti au départ une certaine injustice, dit-il. Philippe a su saisir sa chance quand la télévision a mis sur le patinage et que les médias ont afflué. »

Partenaire depuis un mois de la compagnie d'assurances Athena GPA, Eric Millot patine l'esprit libre. Entre ce contrat d'un an reconductible et les gains des épreuves du Grand Prix, il fait vivre « à peu près » sa famille. Président de l'Association nationale des patineurs née sous son impulsion en juin, représentant des athlètes auprès de la Fédération des sports de glace (FFSG), il œuvre pour l'amélioration du statut et du quotidien des patineurs. « C'est un combat car les gens découvrent que les patineurs pensent, dit-il, mais nous commençons à être écoutés car nos critiques sont constructives. » A l'évocation de la mise en cause de la gestion de la FFSG par son président, Bernard Goy (Le Monde dans 18-19 et du 22 février), Eric Millot reste prudent : « On a envie d'une fête propre qui ne jette pas de discrédit sur notre discipline, mais tant qu'elle peut justifier ses actions, nous sommes derrière elle. »

**Patricia Jolly**

## Vers un circuit de Coupe du monde

Pour que le patinage artistique ne reste pas « le seul sport au monde dans lequel les professionnels, techniquement et athlétiquement moins forts, gagnent davantage d'argent que les amateurs », cinq fédérations (France, États-Unis, Canada, Allemagne et Japon) ont réagi. En association avec la Fédération internationale de patinage (ISU), elles ont créé la Série des champions, un circuit regroupant cinq événements internationaux répartis dans chaque pays débouchant sur une finale – le Trophée des champions –, dotée de 3,4 millions de francs. Sa première édition aura lieu du 23 au 25 février, au Palais omnisports de Paris Bercy (POBB). « Il s'agit de créer un véritable circuit ressemblant à une sorte de Coupe du monde, explique Didier Gallaghet, directeur des équipes de France, qui permettrait aux patineurs de gagner suffisamment d'argent pour éviter les gains qui les tourmentent énormément qui gênent la préparation. »



## La navette Columbia va tenir en laisse un satellite italien

En 1992, une première tentative de déploiement du TSS s'était soldée par un échec

Les navettes américaines et les fusées européennes Ariane nous avaient habitués à larguer des satellites de plus en plus gros qui, ensuite,

rejoignaient en solitaire leur orbite de travail. Avec le Tethered Satellite System (TSS), proposé par les équipes de l'Agence spatiale italienne,

les astronautes devraient désormais promener certains de leurs satellites au bout d'une longue laisse de 20 kilomètres de long.

IL RESSEMBLE un peu à un yo-yo spatial, ce satellite italien. Son déploiement par la navette américaine Columbia, qui devait être lancé, jeudi 22 février, depuis le centre spatial de Cap Canaveral (Floride), n'aura pourtant rien d'un jeu d'enfant : il y a quatre ans, lors d'une première mission, il avait donné... du fil à retordre à l'équipage d'Atlantis, qui n'avait pas réussi à l'éloigner de plus de 260 mètres de la navette, au terme d'une « partie de pêche » homérique (*Le Monde* du 6 août 1992).

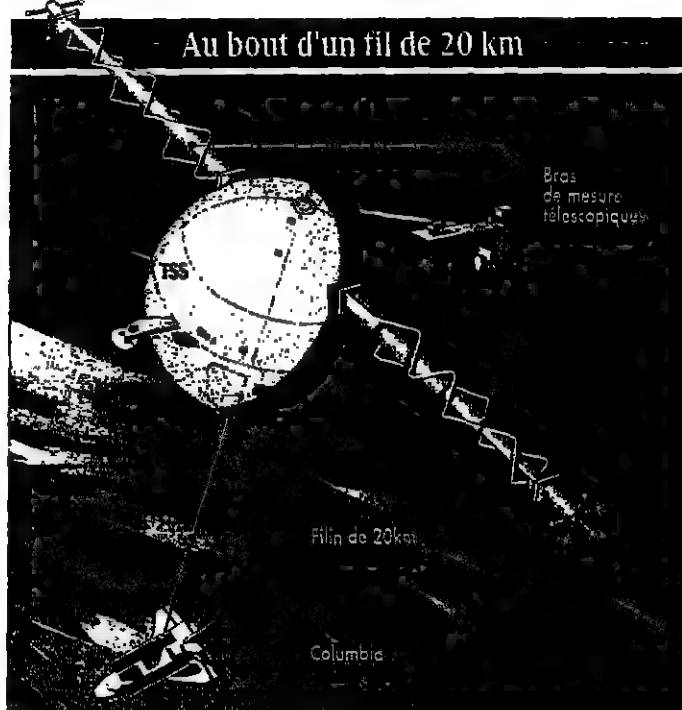
La NASA a donc décidé de donner une seconde chance à ce TSS (Tethered Satellite System) récalcitrant, mis au point par l'Agence spatiale italienne, et qui constitue la principale expérience embarquée à bord de Columbia. Cette sphère de 518 kg, hérissée de trois antennes et bourrée d'instruments de mesure, doit en principe être remorquée par la navette américaine, en orbite à 296 km d'altitude, au bout d'un fil de 2,5 mm de diamètre et long de 20 km. Pour prendre ses distances pendant 48 heures, le satellite est doté de trois petits moteurs-fusées destinés à tendre le mince cordon ombilical qui le relie à la navette mère.

Il y a quatre ans, le système de déroulement du fil s'était écorché après quelques dizaines de mètres seulement, coupant court à l'expérimentation. Celle-ci consiste à étudier les phénomènes électromagnétiques générés par le passage du fil dans l'ionosphère, la couche supérieure de l'atmosphère où évolue la navette. Les ingénieurs espèrent que le déplacement du fil conducteur dans le champ magnétique terrestre permettra de produire un courant électrique de 5 000 volts. Il y a quatre ans, les 260 mètres de fil avaient permis de générer 361 volts...

### MATÉRIEL EN ORBITE

TSS devrait ainsi permettre d'évaluer l'utilité du fil dans l'alimentation électrique d'un engin spatial, en complément des panneaux solaires. Certains rêvent aussi d'utiliser des fils pour en faire des « passe-plats » reliant différents engins spatiaux entre eux. De tels câbles pourraient également servir à tracer des instruments de mesure depuis l'espace dans la haute atmosphère, entre 80 et 130 km d'altitude.

Les sept astronautes – quatre Américains, trois Européens, dont



Le TSS (Tethered Satellite System) devra s'étirer de la navette Columbia d'une vingtaine de kilomètres. Les ingénieurs s'attendent à cet effet de trois moteurs-fusées pour tendre le fil, qui pourrait être sectionné en cas de problème.

deux de l'Agence spatiale européenne (ESA) et un de l'Agence spatiale italienne –, mèneront également une série d'expériences portant principalement sur la microgravité. L'une d'elles, baptisée *Meplisto*, a été proposée conjointement par le Centre national d'études spatiales (CNES) et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) français. Ce « Matériel pour l'étude des phénomènes intéressants

la solidification sur Terre et en orbite », utilisé pour la troisième fois, aura pour but de caractériser, par défaut, le rôle de la convection au cours de la solidification de certains alliages.

Dans l'espace, la quasi-absence de gravité a en effet pour conséquence de supprimer les formes de convection qui, sur Terre, influent, par le brassage qu'elles entraînent, sur la formation des alliages. *Meplisto*, constitué de deux fours, dont l'un est mobile, sera cependant soumis à de petites accélérations causées par de faibles coups de moteurs de Columbia.

Ces secousses devraient en principe influer sur la cristallisation des échantillons d'étain et de bismuth, et permettre de mesurer plus exactement l'impact de la gravité sur leur structure. Quant aux applications de telles recherches, « elles ne sont pas encore clairement identifiées », répond-on au CEA, même si l'on espère pouvoir mieux maîtriser à l'avenir certains types de soudures.

Columbia, qui effectue là sa 19<sup>e</sup> mission, devrait revenir sur Terre le 7 mars.

Hervé Morin

## Des physiciens produisent le plus gros atome jamais observé

UNE ÉQUIPE de physiciens internationaux allemands, russes, slovaques et finlandais a réussi à créer pendant une fraction de seconde un nouvel élément, le plus lourd jamais identifié jusqu'à présent, à 4-00 approuvé mercredi 21 février auprès de l'Association de recherche sur les ions lourds (GSI) à Darmstadt. Ce nouvel élément porte le nombre atomique record de 112 dans le tableau périodique de Mendeleïev. Il a été obtenu en bombardant une feuille de plomb avec des atomes de zinc au sein d'un accélérateur de particules. La plupart de ces éléments super-lourds, hélas instables, ont été créés par des équipes du GSI qui ont mis en évidence le Neisbohium (élément 107), le Hassium (108) et le Meitnerium (109). Les deux plus récents, les éléments 110 et 111, avaient été mis en évidence à la fin de 1994. Au-delà du plaisir éphémère de produire de tels nouveaux-nés aux profils bien exotiques, il y a la tentative de la part des physiciens de créer artificiellement un de ces éléments inconnus sur Terre qui, contrairement à ceux qui l'ont récemment précédé, aurait le bon goût de rester bien stable. A en croire les théoriciens, l'objectif est pour bientôt à la condition de savoir produire l'élément 114.

## Découverte d'un nouveau « mirage gravitationnel »

UN NOUVEAU « mirage gravitationnel » donnant lieu à deux images très proches d'un même objet astronomique, un quasar, vient d'être découvert par trois astronomes belges dans une constellation du ciel austral. Observées par Jean-François Claessens, Jean Surdej et Marc Rémy, de l'Institut d'astrophysique de l'université de Liège, ces images de J0313, situées à une dizaine de milliards d'années-lumière de la Terre, dans la constellation de l'Hydre, constituent la septième lentille gravitationnelle – vraisemblablement une galaxie inconnue – découverte en sept ans par l'Observatoire européen austral (ESO).

■ ESPACE : la sonde américaine NEAR (Near Asteroid Rendez-Vous) a été lancée, samedi 17 février à 15 h 43 heure locale (21 h 43 heure de Paris) par une fusée Delta-2 depuis le centre spatial Kennedy de Cap Canaveral (Floride). L'engin, dont le tir avait été retardé de vingt-quatre heures en raison de problèmes techniques a entamé un voyage de trois ans vers l'astéroïde Eros (*Le Monde* du 17 février). – (AFP)

■ NUCLÉAIRE : les trois enceintes de confinement du réacteur à neutrons rapides Superphénix ont été simultanément ouvertes par erreur pendant une demi-heure, le 3 mai 1995, ont révélé les inspecteurs de la DRIRE de Rhône-Alpes, au cours d'une conférence de presse tenue récemment à Lyon. Le réacteur étant à l'arrêt, le cœur ne dégageait qu'une puissance résiduelle très faible et « les spécifications d'exploitation n'imposaient l'intégrité que d'une seule de ces barrières », a cependant précisé Philippe Gelger, chef de la division des installations nucléaires de la DRIRE de Lyon. L'incident a néanmoins été classé au niveau un de l'échelle de gravité, en raison du non-respect des prescriptions techniques par l'exploitant.

■ Des heurts se sont produits entre la police et des écologistes allemands qui s'opposaient au transfert, lundi 19 février, de 235 barres de combustible de la centrale allemande de Greifswald vers celle de Paks (Hongrie), via la République tchèque. Greenpeace affirme que la centrale de Paks, de construction soviétique (comme celle de Greifswald, fermée en 1990), ne satisfait pas aux exigences de sécurité occidentales. Le train transportant le combustible a gagné la frontière tchèque sous la surveillance de huit cents policiers et garde-frontières. – (AFP)

■ La production du réacteur n° 2 de 1 300 mégawatts de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) a dû être interrompue, mardi 20 février à 0 h 16, à la suite d'une avarie survenue sur la partie non nucléaire de l'installation. Le transformateur principal associé au turboalternateur de ce réacteur a connu une défaillance qui a conduit aussitôt à l'arrêt. Les réparations nécessaires devraient prendre trois à quatre semaines. En 1995, ce même transformateur avait connu un semblable incident. – (AFP)

■ INTERNET : des abonnés du câble à Metz auront accès à Internet à la fin de l'année, a annoncé, le 20 février, Jean-Charles Bourdier, délégué général de Metz-Interactive, structure chargée de mettre en place la plate-forme messins des autoroutes de l'information. Un site test, un quartier de Metz offrira ce service à 2 500 abonnés au dernier trimestre. Metz-Interactive proposera également, au deuxième trimestre 1997, un service de vidéo à la demande en partenariat avec TF 1, France Télécom, TDF, le *Républicain lorrain* et la ville de Metz, à l'initiative M. Bourdier. Un certain nombre de foyers seront concernés par l'expérience. Metz possède l'un des réseaux câblés les plus performants de l'Hexagone, avec un taux de pénétration record de 36 000 abonnés pour 61 227 prises. – (AFP)

## Neandertal fit un bout de chemin avec Cro-Magnon

LONGTEMPS il fut considéré comme une brute épaisse. Avec sa mâchoire proéminente, son « chignon » crânié et son bouclier sus-orbitaire, l'homme de Neanderthal, dont le premier squelette fut découvert en 1856 dans une grotte du val Neander (Neander Thal), près de Düsseldorf (Allemagne), ne méritait pas de compter parmi nos proches parents. Après plus d'un siècle et de multiples travaux, la communauté des anthropologues a dû pourtant se rendre à l'évidence : malgré ses rudes dehors, Neanderthal était des nôtres. Certes pas un moderne, un élégant ou un *Homo sapiens sapiens*, mais tout de même un *sapiens neanderthalensis*.

Après être entré dans la famille comme un lointain cousin, Neanderthal sera-t-il reconnu comme un frère ? En tout cas, on lui refait une réputation. Les Neanderthaliens ne sont plus ni une version nouvelle et améliorée d'*Homo erectus* ni un grossier prototype d'*Homo sapiens* moderne, mais les « précurseurs d'une nouvelle biologie humaine ».

Il formaient « l'un des groupes d'humains les plus particuliers et les plus fascinants qui aient jamais enrichi notre album de famille », comme le démontrent deux chercheurs américains, Erik Trinkaus et

Pat Shipman, qui leur consacrent un livre passionnant dont la version française vient de paraître au Seuil.

Pour faire revivre *Les Hommes de Neandertal*, ces deux anthropologues semblent s'être inspirés du conseil d'André Leroi-Gourhan, qui affirmait qu'il faudrait étudier l'homme préhistorique « non en fonction des faits, qui sont minces, mais à travers les biographies des préhistoriens ». De l'époque victorienne à nos jours, du temps des premiers fossiles à celui de l'analyse génétique, leur ouvrage relate par le menu l'extraordinaire controverse que fit naître, en Europe comme aux États-Unis, la question des origines et de la place des Neanderthaliens dans l'évolution. Un débat qui est loin d'être clos, même si l'on admet désormais que ce groupe d'humains, biologiquement distinct mais anatomiquement très proche du nôtre, constituait probablement une lignée parallèle à celle d'*Homo sapiens sapiens*.

### COHABITATION

Entre – 100 000 ans et – 30 000 ans, les Neanderthaliens occupèrent d'immenses espaces en Europe et en Asie du Sud-Ouest. Pourquoi disparaissent-ils ensuite en quelques milliers d'années, laissant le champ libre aux hommes de Cro-Magnon ? On ne dispose encore d'aucune réponse satisfaisante. Mais les paléontologues en sont maintenant

persuadés : avant que notre ancêtre direct ne l'emporte, Neandertal et Cro-Magnon ont cohabité à diverses reprises dans de multiples régions d'Europe. Entre – 40 000 et – 30 000 ans notamment, ils peuplaient tous deux la péninsule ibérique, comme l'attestent de toutes récentes datations effectuées sur les sites de Zafarraya (Espagne), Columbeira et Figueira Brava (Portugal). Sans doute se disputaient-ils les mêmes territoires de chasse, peut-être ont-ils partagé la même culture. Leurs industries lithiques étaient en tout cas similaires, ainsi que leurs pratiques funéraires.

Comment penser alors que Madame Cro-Magnon et Herr Neandertal – à moins que ce ne soit l'inverse – ne se soient jamais rencontrés ? Ces deux lignées étaient-elles si différentes que leur union restait stérile ? Ou bien, la chose fut-elle possible ? Dans ce cas, nous aurions dans notre patrimoine quelques gènes neanderthaliens. Trinkaus et Shipman restent prudents sur ce point, mais une chose est certaine : sur l'arbre généalogique des hominidés, la branche où est assis « l'homme fossile le plus maltraité de l'histoire de la paléontologie » – le mot est d'Yves Coppens – touche la nôtre.

Catherine Vincent

★ *Les Hommes de Neandertal*, d'Erik Trinkaus et Pat Shipman. Éditions du Seuil, 428 p., 149 F.

Quand **Je** L'aime belle  
BONNE quelques fois **PAS** en  
habitude Comme Mer  
**NE ME** Javanaise La  
MUSIQUE À mourir MOTS  
est QUITTE Le indien Chanteur  
**MONDE** d'île autre

**Vous avez jusqu'à 20h45 vendredi pour découvrir les 10 plus belles chansons françaises avant qu'elles ne passent dans Flashback.**

Vendredi soir dans Flashback, Laurent Boyer vous dévoile les 10 chansons préférées des français. Sans oublier comme à chaque fois la pub, le ciné, l'actualité jetés en pâture à une bande d'invités déchaînés. Qu'on se le dise, ce Flashback spécial chansons françaises, diffusé simultanément et en stéréo sur Europe2 et M6, n'aura pas la mollesse de l'accordeon.



Flashback vendredi 20h45

Diffusé simultanément sur





iciens produisent  
gros atome jamais obse

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

erte d'un nouveau  
e gravitationnel

Les physiciens de l'Université de Californie ont annoncé la découverte d'une nouvelle forme d'onde gravitationnelle, celle dite « mode mixte ». Cette découverte, qui confirme les prédictions de la relativité générale d'Einstein, ouvre de nouvelles perspectives pour l'étude de l'univers.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

Le géophysicien allemand, Hans-Joachim Gertz, a découvert une fraction de l'atome de l'hydrogène, le plus léger des éléments, qui se comporte comme un atome de l'élément 118, le plus lourd des éléments connus. Cette découverte, publiée dans la revue *Nature*, ouvre de nouvelles perspectives pour la physique fondamentale et la chimie.

## L'UCPA donne le ton des vacances sportives

Pour séduire les jeunes, l'association a su se moderniser et renouveler ses équipements

L'HOMMAGE n'est pas lié au respect que l'on doit aux anciens. Tous les spécialistes des vacances sportives le reconnaissent. C'est l'UCPA qui montre la voie. Trente ans après sa création, l'association au nom démodé (Union nationale des centres sportifs de plein air) donne le ton chez les voyageurs spécialisés. On s'inspire de ses méthodes d'enseignement, on essaie de s'aligner sur ses tarifs, on tente de retrouver son esprit pour donner satisfaction aux amateurs de loisirs sportifs.

Belle revanche pour l'association créée pour démocratiser la pratique du sport par Maurice Herzog quand il était secrétaire d'Etat du général de Gaulle. Les chambres, les solaires autour des feux de camp, les corvées de plumes et de vaisselle ont longtemps suscité l'indignité et occulté les longueurs d'avance prises par l'UCPA dans son approche du sport. Là où on ne voyait que boy-scoutisme surarmé étaient mis au point les techniques et les matériels les plus performants pour l'enseignement d'une discipline sportive.

Depuis toujours, l'UCPA a innové. Elle a imposé les nouvelles pratiques : le surf des neiges, la planche à voile... Elle a contribué à sortir le tennis et le golf de leurs ghettos. Elle a osé parler sur l'équitation en mai 68. L'UCPA est devenue le principal initiateur pour le parachutisme et la plongée. Guido Magagnoli, son directeur technique jusqu'en 1980, avait inventé le concept de « stade vertical » et de mur d'escalade. Il a fallu près de vingt ans pour que l'idée fasse son chemin.

Cinq millions de « stagiaires » ont été séduits depuis trente ans par l'approche évolutive des sports les plus techniques. Parmi eux, étudiants et lycéens ont toujours été les plus nombreux, mais les jeunes de vingt-quatre à vingt-neuf ans sont plus de 35 % et les plus de trente ans constituent près d'un quart des stagiaires. Ils ont été 600 000 à partir avec l'UCPA en 1995, cinq fois plus qu'aux premières années de l'association.

La crise économique a permis à l'UCPA d'opérer une réflexion salutaire sur ses objectifs. « Notre vocation reste le développement du sport et l'ouverture à un maximum de pratiquants », explique Olivier Hindemeyer, le directeur général de l'UCPA.

### L'arc et le coude

Non loin de la tour Eiffel, cette grande dame de fer dont la tête se perd parfois dans les nuages, la passerelle Debilly propose une architecture infiniment plus humble. Au-dessus de ses planches, un peu sonores sous vos chaussures, elle déploie avec légèreté son bel arc métallique d'un gris-bleu clair. Et cet arc léger a la bonne idée d'enlamber la Seine là où elle fait un coude. D'où, pour l'œil, le plaisir d'embrasser doublement le fleuve. On peut le suivre en amont vers le centre de Paris, et, en aval, se perdre avec lui du côté de l'ouest. En amont, à travers les arches d'autres ponts, on arrive à apercevoir celui de la

### VENTES

## L'Empire pour le meilleur

FONCTIONNELS, très classiques, un peu sévères, les meubles Empire ne se démodent pas ; et s'accroissent d'un voisinage harmonieux avec la plupart des autres styles. Les plus beaux, en acajou ou en placage d'acajou, maintiennent en avant les décors naturels des veinages, qui se sont substitués aux marqueteries du siècle précédent. Des bronzes finement ciselés, découpés de motifs d'inspiration romaine ou égyptienne, viennent atténuer la rigueur des fonds unis : palmiers, lotus, girandoles ou trophées rehaussés d'or, atteignent une perfection technique qui s'est perdue depuis.

La carrière architecturale du style Empire s'affirme par l'emploi de colonnes, dites détachées quand elles sont cylindriques, demi-colonnes quand elles forment une sorte de

### Plaisir et innovations

Les temps changent. Plus les stages « marche ou crève ». Le plaisir et la recherche des sensations sont devenus des valeurs de base à l'UCPA. Les nouveaux stagiaires sont confrontés aux éléments et au matériel avant toute présentation théorique. C'est un moyen d'évaluer leur niveau et d'adapter le déroulement du stage aux besoins de chacun. Ainsi, les plongeurs sautent avant d'entendre parler de palmiers. L'UCPA est également devenue un gigantesque banc d'essai et de mise au point des matériels sportifs. Le « Buzz », un nouveau dériveur, a été créé pour ses centres de voile. Les grandes marques de ski lui confient leurs nouveautés avant de les commercialiser. C'est aussi l'UCPA qui a inventé la « sur-selle » pour permettre aux cavaliers débutants d'épargner leur santé dans les premières heures d'équitation. Quant au « flipper », un kayak ouvert, il est chargé de rassurer les amateurs d'eaux vives.

meyer, le directeur général de l'UCPA. « Mais nous devons être plus proches des préoccupations de la jeunesse. Elle n'occupe plus ses journées comme elle le faisait autrefois ».

L'UCPA a fait appel aux méthodes modernes de marketing pour se repositionner depuis quelques années en fonction de l'évolution des goûts du public. Le sport reste, avec la musique, la plus forte demande des jeunes, mais l'approche des monteurs bourgeois, venus de la montagne, n'est plus de saison.

Les programmes de l'UCPA ont été mis à jour. Les responsables des associations adhérentes avaient imposé jusqu'alors leur conception « à la mesure » de l'organisation. Devant la concurrence naissante, et les difficultés provoquées par la



L'AIR DE PARIS

fête. Et ce toit d'ardoises qui émerge dans le fond n'est autre que le Louvre, l'illustration de notre capitale. En aval, bien au-delà du pont d'Iéna et de ses arêtes impériales, un ciel patient, par temps clair, peut entrevoir quelques pans du pont Mirabeau. Il peut aussi, s'il erre dans les lointains, finir par repérer l'Observatoire de Meudon, petite sphère venant coiffer la ligne horizontale que dessine la terrasse. Le viaduc de Passy, de son côté, se laisse voir

Concorde. Le Grand Palais. Là-bas, vous fait signe, ainsi que la grande roue lumineuse du jardin des Tuileries, quand l'heure est à la

marbre à angles vifs (estimation 8 000 à 10 000 francs). Un secrétaire, également en placage d'acajou, est monté de la même manière que la commode, avec colonnes détachées, dessus de marbre et bronze discret (15 000 à 18 000 francs).

Du XVIII<sup>e</sup> siècle, le style Empire a gardé le goût des petits meubles à usages multiples, comme en témoigne une petite table formant coiffeuse en acajou et placage d'acajou, dont le dessus amovible découvre un miroir et des caisses, agrémentées d'un tiroir comportant une écritoire en cuir, un encrier et un plumier, posée sur un piétement à quatre colonnes (8 000 à 10 000 francs).

Autre classique, le guéridon, soit trapézoïde, soit soutenu par un fil central comme ici (1 500 à 2 000 francs à cause du marbre marbré). Le lit-bateau, dit aussi en gondole, présente deux dossiers d'une hauteur égale soutenus par des doubles colonnes détachées, et réunies par un panneau incurvé orné d'un char de la victoire en bronze doré (6 000 à 8 000 francs). Il est accompagné

dans un groupe », insiste Olivier Hindemeyer.

Avec la démocratisation des voyages, l'UCPA offre des destinations dans les DOM-TOM et à l'étranger. Mais les nouveaux centres ne sont ouverts qu'après négociations avec les autorités locales. Celles-ci doivent devenir des partenaires. A Saint-François, en Guadeloupe, les écoliers de la commune utilisent les planches à voile des stagiaires pendant la pause du déjeuner. Les moniteurs sont formés sur place. On sert des plats locaux dans les restaurants des centres. Les transports traditionnels sont privilégiés pour accéder à certaines destinations. Le train est ainsi préféré à l'avion en Thaïlande. L'UCPA préfère éviter les grandes concentrations touristiques et part à la découverte des sites méconnus.

En France, l'accent est mis sur la mobilisation contre l'exclusion. Un département « action locale et politique de la ville » est mis en place. Des opérations de proximité sont organisées dans les quartiers difficiles : chantiers de jeunes, formation d'animateurs de quartier, ateliers sportifs. L'association devient partenaire des collectivités locales pour gérer les bases de loisirs à proximité des grandes villes.

Le savoir-faire de l'UCPA est aujourd'hui reconnu. On admet que sa politique du « tout-compris » est un atout essentiel lorsque les budgets sont limités. Les premiers grignotés par la baisse du pouvoir d'achat. Avec un chiffre d'affaires de près de 700 millions de francs en 1995, l'association emploie 2 600 personnes dont 650 permanents.

Christophe de Chenay

★ UCPA, 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13. Tél : 45-87-45-87. Fax : 45-87-45-88.

sans problème aucun, et le mètre aérien est ce jouet bien qui glisse au-dessus de l'eau, cette miniature qui va peut-être vaciller sous votre souffle de King Kong.

Vous pouvez redevenir humain et descendre les marches vers le quai de Tokyo. Vous pouvez même vous laisser porter par les monnaies et le clapotis du grand fleuve. Aucune plaque ne signale le fait que fit Martine Carol dans l'eau glacée : un amour malheureux l'avait poussée à cette extrémité, mais elle fut finalement repêchée. Vous attendez, en revanche, une plaque à la mémoire du choyen Robert Fulton, le père du bateau à vapeur. C'est le 21 Thermidor de l'an XI, le 9 août 1805, autrement dit, que son « chariot d'eau mit par le feu » effectua sur la Seine ses premières évolutions.

Daniel Percheron

## ESCAPADES

### FAMILIALES

■ CUIR ET CIVILISATIONS. Créée en 1984, l'association La Maison de la peau et du gant de Millau s'attache à la promotion culturelle, technique et économique des métiers et des productions de la peausserie et de la ganterie. Le 30 mars à Millau, un colloque « Cuir et civilisations » doit aborder les questions économiques (industries d'un terroir autant que métiers d'art) et historiques (que nous apprennent parchemins et cuirs anciens). Animé par des gens de métier, des archéologues, historiens et chercheurs, le colloque sera précédé de visites guidées de ganteries et de mégisseries. Un week-end de trois jours est proposé qui, outre la participation au colloque, permettra de découvrir le Vieux Millau et la région des Grands Causses avec la visite des caves d'affinage de Roquefort, du castrum du Larzac. Prix : 1 110 francs par personne en chambre double et pension complète avec transferts.

★ Agence A Venit, 11, avenue Alfred-Mérieux, 12100 Millau (tél. : 65-61-20-77). Pour le colloque, inscription à la Maison de la peau et du gant de Millau, 1, rue Saint-Antoine, 12100 Millau, tél. : 65-61-25-83.

■ UN SALON POUR LA MER. Le quatrième Salon de la croisière se tient à Paris du vendredi 23 au dimanche 25 février sous l'égide de Croisières, une association regroupant la quasi-totalité des compagnies de croisières maritimes et fluviales ainsi que les compagnies de car-femmes. Une cinquantaine d'exposants permettront de découvrir un secteur en expansion. Un Salon qui se déroulera en province avec des antennes à Marseille (du 8 au 10 mars, au Salon régional Aérospatial), à Toulouse (le 20 mars, au Grand Hôtel de l'Opéra, place du Capitole), à Cannes (le 22 mars, à l'Hôtel Martinez, sur la Croisette) et à Lyon (le 23 mars, au Grand Hôtel Concord, 11, rue Croix-Rouge).

★ Salon de la croisière, Palais des Congrès, Porte Maillot, à Paris. Du 10 à 19 heures, 25 francs.

■ JEUNES A PARIS. Destinée aux adolescents, français ou étrangers, qui souhaitent séjourner dans la capitale, le guide « Jeunes à Paris », publié par l'Office de tourisme de Paris, se décline en plusieurs rubriques conçues en fonction de leurs motivations et de leur budget. A un chapitre « Paris mode d'emploi » (banques, change, monnaie, perte ou vol, laveries, magasins, poste, téléphone), succèdent des rubriques concernant les réductions, les transports, l'hébergement, la restauration, les visites suggérées, les sorties nocturnes, les loisirs, etc. Quatre éditions bilingues (allemand, anglais, espagnol et italien) au choix.

★ Bureaux d'accueil de l'Office de tourisme, notamment au 127, Champs-Élysées (tél. : 01-48-52-53-54) et dans les gares.

### SPORTIVES

■ RAQUETTES DANS LE BRIANÇONNAIS. Hors des pistes, mais sans danger, dans une région gâtée par le soleil, Terre d'Aventure organise des séjours de neige qui restent conformes à sa vocation : le voyage à pied. Il s'agit de balades à raquettes, moyen de locomotion traditionnel dans le Grand Nord mais qui commence à faire son apparition dans les Alpes. Moins chère que le ski alpin, convenablement physique, cette activité attire des skieurs las des queues aux remontées mécaniques. Si vous êtes en quête de dépaysement, il est aussi possible de conduire un attelage de chiens. Outre ceux entraînés pour la compétition, une vingtaine d'attelages, plus calmes, glissent aujourd'hui en France, tentant de séduire une clientèle qui garde en mémoire le souvenir de Jack London.

★ Terre d'Aventure, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : 53-73-77-77.

■ REMISE EN FORME. En un week-end ou en une semaine, sous le ciel de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée, au cœur de la France verte ou à l'étranger (Portugal, Maroc, Tunisie, Italie), la nouvelle brochure « Tonique » d'Havas Voyages propose d'en finir avec fatigue et stress grâce à une sélection de vingt-six centres de thalasso et dix établissements de balnéo alliant repos tonifiant, soins et dépaysement. Avec des forfaits qui, sur plusieurs destinations, incluent location de voiture et acheminement aérien de Paris et de province, à des tarifs négociés.

★ Renseignements au 01-41-06-41-06 et Minitel 3615 Havas Voyages.

### ANTIQUITÉS

■ Dampierre (Yvelines), château, cinquante exposants, entrée 30 francs, samedi 24 et dimanche 25 février, de 10 à 19 heures.

■ Cernay (Yvelines), abbaye des Vaux, quarante exposants, entrée 30 francs, jusqu'au mardi 26 février, vendredi de 14 à 20 heures, puis de 10 à 19 heures.

■ Béziers (Hérault), Parc des expositions, cent vingt exposants, entrée 30 francs, jusqu'au dimanche 25 février, de 10 à 19 heures.

■ Auray (Morbihan), centre culturel Athéna, quarante exposants, entrée 25 francs, jusqu'au 25 février, de 10 à 19 heures.

■ Verdun (Meuse), salle Cassin Pré-Félicie, quarante-huit exposants, entrée 20 francs, samedi 24 et dimanche 25 février, de 10 à 20 heures.

■ Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), salle Jean-Moulin, soixante exposants, entrée 15 francs, jusqu'au 25 février, de 10 à 19 heures.

■ Eguzon-Chantonne (Indre), vingt-cinq exposants, entrée 10 francs, samedi 24 et dimanche 25 février, de 9 à 19 heures.

■ Pottiers (Vienne), Salon de l'art ancien, parc des expositions, cent vingt exposants, entrée 20 francs, samedi 24 et dimanche 25 février, samedi de 11 h 30 à 19 heures, dimanche 10 à 18 heures.

### BROCANTES

■ Paris, rue des Pyramides, place Gambetta, soixante exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

■ Chatou (Yvelines), île de Chatou, quatre cents exposants, jusqu'au dimanche 3 mars.

■ Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), cinquante exposants, jusqu'au dimanche 25 février.

■ Remmes (Ille-et-Vilaine), parc des expositions, cent cinquante exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

■ Alès (Gard), salle Jacques-Duclos, soixante exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

■ Le Faou (Finistère), quarante exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

■ Lésigny (Seine-et-Marne), complexe de l'Entre-deux-Parcs, cinquante exposants, samedi 24 et 25 février.

■ Lapaisselle (Ailier), salle la Grenette, trente exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

■ Tours (Indre-et-Loire), La Pléiade à la Riche, trente-sept exposants, samedi 24 et dimanche 25 février.

## Etudes Santé Loisirs

# 1<sup>ER</sup> SALON PROFESSION PARENTS

22-25 février 1996 - Grande Halle de la Villette

En complément de l'information donnée par les exposants :

- 30 débats avec des spécialistes de l'enfance
- Un espace orientation
- Un espace internet
- En avant-première UGC : Week-end en famille de Jodie Foster
- Animations sportives : boxe française, gymnastique...

MAIRIE DE PARIS



EUROPE 1

3 jours en famille pour l'avenir des 6-18 ans







سكانات

27

## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

**INAUGURATION** La Maison européenne de la photographie (MEP) devait ouvrir ses portes, jeudi 22 février, dans l'hôtel particulier Hénault de Cantobre, situé dans le

quartier du Marais. La Ville de Paris a investi 90 millions de francs dans la rénovation et l'agrandissement d'un lieu convivial, entièrement dédié à l'image fixe. Outre des es-

paces d'exposition, la MEP possède des réserves pour y entreposer ses collections, une bibliothèque, un auditorium et d'autres équipements. ● YVES LION, l'architecte à

qui on doit le Musée de Blérancourt et le nouveau palais de justice de Lyon, a pleinement réussi à marier l'ancien et le nouveau bâtiment, en se plaçant au service de la photo-

graphie. ● LE MINISTÈRE de la culture devrait revoir sa politique en matière d'aide à la photographie, prenant en compte ce nouvel équipement spectaculaire.

# La Ville de Paris offre une maison spectaculaire à la photographie

Dans le quartier du Marais, l'hôtel Hénault de Cantobre, rénové, a ouvert ses portes, jeudi 22 février. L'architecte Yves Lion y a dégagé 3 500 m<sup>2</sup> entièrement consacrés à l'image fixe : salles d'exposition, bibliothèque, auditorium, vidéothèque, librairie...

CE N'EST PAS un musée, mais on y retrouve les attributs : salles d'expositions, réserves riches de 12 000 images, auditorium, bibliothèque, cabinet de restauration, librairie, bureaux, café... On retrouve en plus le parfum d'une maison élégante, avec ses pièces conviviales et ses caves historiques, son parquet ciré et ses fenêtres blanches, son hall agrémenté d'objets. La photographie, longtemps méprisée par le monde de l'art, tient enfin son lieu à elle, rien qu'à elle, avec cette Maison européenne (MEP), financée par la Ville de Paris, et ouverte au public jeudi 22 février.

Le cadre est d'ampleur. Un des prestigieux hôtels particuliers du Marais, à l'angle des rues de Fourcy et François-Miron, du nom de Hénault de Cantobre. L'architecte Yves Lion a greffé un bâtiment sur l'ancien, dégageant un ensemble de 3 500 m<sup>2</sup> répartis sur sept niveaux. Coût de l'ensemble, 90 millions de francs et 20 millions de francs de fonctionnement par an, ce qui est un long sur l'ambition d'une Maison qui va faire travailler trente-cinq personnes.

C'est d'abord le bâtiment que l'on remarque. Car, bizarrement, cette Maison n'ouvre qu'à moitié. Et l'on se demande pourquoi on n'a pas attendu quelques mois de plus pour marquer un grand coup. La bibliothèque et l'auditorium ne seront en effet inaugurés que le 17 avril, le café et la librairie en novembre.

### Le programme des expositions

Au-delà de ses multiples activités, la Maison européenne sera jugée sur la qualité de ses expositions. À partir du 17 avril, Jean-Luc Montarossa propose « Une aventure contemporaine », la photographie (1955-1995), qui permettra de montrer la collection rassemblée depuis une dizaine d'années. Pour l'été, sont annoncés « Luciano Castellani et la photographie » et David Seidner. En septembre, la MEP accueillera la rétrospective d'Arnold Claess et le New York de William Klein, puis une rétrospective Pierre et Gilles, le groupe 25/34, Les Friedlander et Jim Dine. En 1997, la MEP reprendra « Le monde à ma porte », de Paul Strand.

Levembre. Les réserves - impeccables - ne sont pas prêtes et l'atelier de restauration viendra plus tard. Les expositions d'inauguration sont d'abord des hommages : à la municipalité, avec la présentation des photographes Grands Prix de la Ville de Paris, à l'Américain Harry Callahan qui a offert cent trente œuvres à la Ville, qui bénéficie d'une salle permanente, et à la collection Polaroid.

La restauration, et l'agrandissement, de l'hôtel Hénault de Cantobre, au cœur d'un quartier malmené par l'histoire, est l'occasion de relire les mille et une façons d'habiter ou d'habiter un lieu, de voir comment on peut vivre ensemble, de voir comment on peut vivre seul. Il y avait là, rue de Fourcy, un vieux relais où l'on pouvait trouver chevaux et calèches. Des années durant, il était resté en l'état avec quelques traces de lettres peintes. Une vivante photo de Paris d'Atget, en somme.

Rue François-Miron, du somptueux hôtel de Beaulieu aux étonnantes caves de l'Association Paris historique (au 44), tout semble interdire de rappeler le caractère intouchable de cette partie du Marais, jusqu'à quelques curieux et récents pastiches. Pourtant, la rue de Fourcy, en devenant la rue des Nonnains-d'Hyères révèle tout ce que ce secteur des bords de Seine a pu subir d'insolence de la part de l'histoire. La moindre n'est pas la restauration de l'hôtel de Sens ; la plus surprenante est le double-



La Maison européenne de la photographie est placée sous l'emblème de Robert Frank, dont le portrait à la mine de plomb signé Jean Hucieux accueille les visiteurs au sous-sol.

ment de l'hôtel d'Aumont, au point que la Maison européenne pourrait consacrer une exposition à l'évolution tumultueuse de ce quartier de Paris.

Selon un principe plus sain que la pratique du pastiche ou de la table rase, l'architecte Yves Lion a cherché à rendre à chacun son dû, au passé comme au présent. Lorsque les démolisseurs sont ar-

vés pour mettre à bas le vieux relais de poste, les Parisiens ont eu le plaisir de découvrir l'hôtel, longtemps resté caché aux passants. Mais beaucoup se sont inquiétés de la forme que prendrait la cicatrice finale. Elle n'est pas fautive, là où le pignon du relais s'insérait avec les pierres nobles de l'hôtel. Mais, comme tout le reste est une réussite assez impressionnante, on

passé, et l'on regarde. Tout sent son XVIII<sup>e</sup> siècle retapé avec pitié. Pour trouver les mètres carrés nécessaires, Yves Lion a rendu un grand mur de pierre, au dessin minimal, encadré d'ouvertures de verre si soigneusement tracées que cette façade paraît flotter dans l'espace chamboulé de Paris. A l'intérieur, il n'y a pas de discontinuité entre les deux constructions, mais

## L'Etat devra revoir son action en faveur de l'image fixe

CHACQUE ANNÉE, la Ville de Paris donne à la seule Maison européenne de la photographie (MEP) plus d'argent que l'Etat n'en donne aux deux principaux lieux de la photographie en France :

20 millions de francs pour la MEP contre 9 millions pour le Centre national de la photographie et 6 millions pour la Mission du patrimoine photographique. L'ouverture de cette maison ambitieuse devrait donc influer sur la politique de la Ville de Paris.

D'abord la question de savoir s'il faut ou non créer un musée spécifique pour la photographie se trouve réglée puisque la MEP joue ce rôle. A l'Etat donc d'imaginer et d'intensifier d'autres actions, moins voyantes mais fort utiles, en faveur de la diffusion de la photographie historique comme contemporaine : aides à la recherche, à la création, aux festivals, à l'acquisition d'œuvres.

L'Etat pourrait aussi repenser ses lieux. Que faire par exemple du Centre national de la photographie (CNP) ? Le fondateur, Robert Delprat, quitte cette institution et emporte avec lui la collection « Photo Poche » (Le Monde du 19 janvier). Reste un espace d'exposition, logé dans l'hôtel de Rothschild (Paris, VIII<sup>e</sup>), pour lequel se sont portés candidats Michel Rizot, Régis Durand et André Rouillé. Mais sur quel programme, pour montrer quels types d'images ? Comment s'insère le CNP - qui n'a pas de collections - par rapport à la MEP, aux musées et aux centres d'art ? Le mi-

nistère n'a pas encore donné sa réponse. Un des grands atouts de la France est également de disposer d'un riche patrimoine photographique, lié à l'invention de Niépce. On y trouve des épreuves des maîtres du XIX<sup>e</sup> siècle mais aussi des auteurs oubliés des années 20-50, à redécouvrir. L'Allemagne et les Etats-Unis surtout l'ont bien compris qui achètent à tour de bras ces épreuves originales. Pendant ce temps, la France laisse partir à l'étranger ces merveilles et se préoccupe peu des fonds inestimables qui croissent dans des musées, bibliothèques, écoles d'art...

### PARADOXE

Car en France - monde à l'envers - on s'attache plus à protéger et à médiatiser les fonds de négatifs que les œuvres elles-mêmes. Ainsi le ministère a confié à une association fortement subventionnée, la Mission du patrimoine photographique, le soin de classer, conserver et gérer des fonds de négatifs à partir desquels elle organise des expositions de retranscriptions d'un intérêt limité. Cette association peu contrôlée, sans comité scientifique, a déserté sa mission - sauver, restaurer, mettre en valeur les œuvres du patrimoine - et va même jusqu'à vendre des retranscriptions comme s'il s'agissait d'œuvres originales. Et, quitte à archiver des négatifs, autant le faire pour les grands maîtres. Or cette Mission classe nombre d'auteurs mineurs (Réaumur, Le Prat) alors que les plaques de verre de Nadar ou d'Atget sont dans un état pitoyable.

Les musées ne plus ne jouent pas bien leur rôle. Orsay pour le XIX<sup>e</sup> siècle et le Centre Pompidou

pour le XX<sup>e</sup> siècle sont les deux musées qui possèdent les plus belles collections en France. Mais leurs espaces permanents d'exposition en disent long sur la façon dont la photographie y est traitée : quelques mètres carrés que l'on offre à des conservateurs comme un os à ronger. D'où une situation paradoxale en France : d'un côté, des lieux qui disposent de riches collections mais sans espace pour les montrer ou pour imaginer de grandes expositions ; de l'autre, des institutions sans personnel scientifique ni collections - monnaie d'échange indispensable pour bâtir des expositions de haut vol - mais qui possèdent ces fameuses salles. D'où la multiplication, depuis les années 80, d'événements « moyens ».

La Maison européenne, qui dispose d'un lieu et de collections, est une réponse à ce casse-tête. Ce n'est pas la seule. Le ministère de la culture a mis en place, en 1989, une Commission nationale de la photographie pour corriger ces difficultés : achats et restauration d'épreuves, mise en valeur de fonds, aides à l'édition, aux festivals, aux expositions, aux jeunes photographes. Mais ses moyens sont fragiles : 870 000 francs en 1994 contre 3 millions de francs en 1993. Le ministère va-t-il donner à cette commission de véritables moyens ? La tentation serait de multiplier les actions spectaculaires, plus proches de la communication que de la culture. C'est payant à court terme. A long terme, c'est la photographie qui s'enlise un peu plus dans la médiocrité.

M. G.

la fluidité d'un nombre impressionnant de cimaises, murs naturels ou de circonstance, un dialogue toujours exact avec la lumière du jour. Et puis pas un geste, pas un « mot » plus haut que l'autre, un étrange souci d'absence qui fait la qualité de son travail.

Yves Lion est le compagnon de route des plus grands, bien que n'ayant pas encore sa carte de Grand Prix. En revanche, il a obtenu l'Équerre d'Argent, en 1989, pour le Musée de Blérancourt, et il vient de terminer le nouveau palais de justice de Lyon, qui a, lui aussi, été à deux ou trois doigts de l'Équerre 95. La démarche de Lion aura été l'inverse de celle de Roland Simounet, qui a transformé l'hôtel Salé en Musée Picasso. Là où Simounet cherchait le dialogue entre l'architecture et l'œuvre, Lion se place en retrait. Il est là pour servir la photographie. Il disparaît - du moins fait-il de le croire - derrière la photographie.

### L'ÉLEGANCE DE L'IMMATÉRIEL

Yves Lion semble toujours rendre devant la fantaisie. Il a quelque chose du dandy british (tel qu'on se l'imagine en France), impeccablement ajusté, n'autorisant pas la surprise. Aussi la bibliothèque et l'auditorium, deux morceaux de bravoure, peuvent-ils apparaître comme des moments privilégiés avec leur mobilier ou leur décor solides et élégants. C'est cependant, comme toujours chez cet architecte, l'immatériel des espaces, ce qui n'est pas à proprement parler visible, qui fait la convaincante réussite de cette Maison de la photographie.

Cette maison, c'est aussi le « bébé » du tandem Henri Chapier (président) et Jean-Luc Montarossa (directeur) qui, depuis dix-sept ans, bataille ferme pour imposer la photographie à la Mairie. Le chemin parcouru est spectaculaire. On leur doit notamment le Mois de la photo, un festival qui attire, tous les deux ans, des centaines de milliers de visiteurs au point d'être co-

plé dans le monde entier. On retrouve surtout dans cette Maison les goûts et le caractère tout en rondeur et en diplomatie de l'éclectique Jean-Luc Montarossa, qui prend les commandes du vaisseau. C'est lui qui a bâti une collection dont on va pouvoir découvrir le contenu. Lui qui a tenu à donner autant d'importance à la photographie accrochée, à celle imprimée dans des livres et au film. Lui qui veut associer toutes les tendances de l'image, de Diezeld à Boltanski, de Depardon à Cindy Sherman. Lui qui a choisi l'Américain Robert Frank - son portrait dessiné par Jean Hucieux trône en sous-sol - comme photographie emblématique d'une Maison qui n'a d'euro-péenne que le nom. Ainsi toutes les actions de cette Maison ont-elles pour date référence 1953, année de publications des *Américains* de Frank.

Restent aux animateurs de la MEP à bien piloter ce bolide. Le premier écueil sera de justifier un lieu spécifique alors que la photographie contemporaine est au cœur de tous les arts, mêlée avec la peinture, le cinéma, la publicité, la vidéo, les nouvelles technologies - pour preuve, les œuvres de Jeff Wall ou John Hilliard. Et puis on ne quitte pas un espace sans être de 400 m<sup>2</sup> pour un hôtel élégant de 3 500 m<sup>2</sup> sans opérer une petite révolution. C'est-à-dire sans s'entourer d'une structure scientifique de haute qualité. Jusqu'ici, les manifestations de la Ville de Paris étaient séduisantes mais parfois trop « politiques », fleurant bon l'occurrence. Jean-Luc Montarossa saura-t-il passer à la vitesse supérieure ? Le « comité de programmation » et le « comité international d'acquisition » n'arrivent pas à convaincre. L'intéressé le sait bien qui assure vouloir faire appel à des personnalités extérieures pour imaginer des expositions et publier des catalogues de niveau international. Attendons.

Frédéric Edelmann et Michel Guerrin

### Les divers espaces

- La collection permanente : constituée de 12 000 photographies réalisées après 1958, la collection sera présentée, dans des accrochages renouvelés, sur des espaces de 550 m<sup>2</sup>. Deux salles permanentes sont consacrées à Irving Penn et à la collection Polaroid.
- Les expositions temporaires : jeunes auteurs, rétrospectives de photographes contemporains, expositions thématiques, événements historiques, les expositions temporaires disposent de 850 m<sup>2</sup> de salles.
- La bibliothèque : constituée à partir du fonds de l'historien Romeo Martinez, elle offre 24 postes de travail et rassemble 12 000 ouvrages, pour la plupart édités après 1958.
- La vidéothèque : plus de 500 films réalisés par et sur des photographes sont consultables sur postes individuels informatisés. Une banque de données, constituée à partir de l'encyclopédie Auer, regroupe

- 4 000 biographies de photographes.
  - L'auditorium : équipé en son Dolby Stéréo avec cabines de traduction simultanée, l'auditorium, d'une capacité de 100 places, offre la possibilité de rencontres, débats, conférences et projections.
  - L'atelier de restauration : dirigé par Anne Cartier-Bresson, cet atelier scientifique de restauration d'épreuves démontre au Musée Carnavalet à la Maison européenne début 1997.
  - Café et librairie : leur ouverture est prévue en novembre 1996.
- ★ Maison européenne de la photographie, hôtel Hénault de Cantobre, 5-7, rue de Fourcy, 75004, Paris. Tél. : 44-78-75-00. Métro Saint-Paul ou Pont-Marie. Ouvert de 11 h à 20 h, du mercredi au dimanche. Entrée : 30 F. Demi-tarif : 15 F. Gratuit le mercredi de 17 h à 20 h. Possibilités d'abonnements.

février - mars 96

Journal de Vasilav

**Nijinski**

par Radjep MITROVITSA

14 février - 17 mars 96

47 42 67 27

Le Dépeupleur

de Samuel BECKETT

par Michel DIDYM

20 février - 16 mars 96

**ATHÉNÉE**

Théâtre Louis Jovet



50 ذامن الإصل

## Vingt ans du Campagnol dans la vie de Jean-Claude Penchenat

Une belle utopie menacée par la réduction des financements

Issu du Théâtre du Soleil, fidèle à la banlieue et grand voyageur dans la mémoire, le Campagnol continue, avec toujours la même séduction, une

histoire nourrie des désirs des années 70. Installée d'abord à Châtenay-Malabry, puis à Corbeil-Essonnes où elle est aujourd'hui, la troupe de

Jean-Claude Penchenat fête ses vingt ans avec la création de *Peines d'amour perdues*, de Shakespeare. Mais son avenir semble menacé.

LORSQUE Jean-Claude Penchenat fonde la compagnie en 1975, il est sur le point de quitter le Théâtre du Soleil auquel il appartenait depuis toujours. A peine un arrachement, les choses suivent leur cours. Le désir de partir - un désir que l'on ne s'avoue pas facilement quand on a vécu ensemble tant d'aventures passionnantes - s'est insinué lentement, il existait avant d'être formulé. C'était après L'âge d'or, dernière création collective du Théâtre du Soleil, et le film *Molière*. Pendant le montage, se pose la question : quoi faire ? Se lancer dans une carrière de comédien indépendant ? Jean-Claude Penchenat tente quelques essais qui le découragent. Ariane Mnouchkine partage la subvention de la troupe en deux : une moitié pour Philippe Caubère qui joue et met en scène *Dom Juan*, de Molière, et l'autre moitié, ainsi que la disposition de la Caroucherie du Soleil, à Jean-Claude Penchenat, qui, à plusieurs reprises, a dirigé les répétitions et monté avec des élèves *Le Triomphe de l'amour*, de Marivaux. Il travaille sur le *David Copperfield*, de Dickens. Le roman a marqué sa jeunesse, et il demande aux quel-ques vingt comédiens réunis de faire comme lui, de voyager dans leur mémoire.

Le succès arrive, un groupe de professeurs propose à Jean-Claude Penchenat de venir, avec quelques autres, parler théâtre dans leurs collèges. Puis de s'installer à Châtenay-Malabry, dans une piscine désaffectée.

« Arriver dans un endroit sans la moindre tradition théâtrale, sans le moindre passé, où tout est à bâtir, c'est formidable »

« Nous avons amené nos débris de décors et de costumes, le chauffage ne marchait pas, je revenais à des années en arrière quand nous répétions La Culstine, de Wesker, à Pelleport, dans un froid polaire, raconte Jean-Claude Penchenat. Nous n'avions pas beaucoup de moyens, juste de quoi nous débrouiller, ce n'était pas mal. Nous avons réparé la chaudière, et une fois en-

core vécu des conditions héroïques.

« C'était formidable et déprimant. Déprimant parce que nous devions nous battre contre tout. Il faut bien le dire, installer une troupe dans une ville apparaît comme une activité contre nature. Sans le désir, sans la volonté de quelques personnes déterminées qui forcent la main des responsables, il n'en serait même pas question. Cependant, arriver dans un endroit sans la moindre tradition théâtrale, sans le moindre passé, un endroit où rien n'existe, où tout est à bâtir, voilà ce qui est formidable. Je retrouvais les premiers temps du Soleil.

« Mais nous avons eu très peur. Pour les habitants de Châtenay, notre théâtre restait une piscine où ils avaient appris à nager. Alors, nous les avons approchés. Nous sommes allés chez eux, nous avons parlé, ensuite ils sont venus. Nous avons connu des moments pittoresques, comme le jour où nous sommes arrivés chez un homme, ce devait être la fête, mais sa femme venait juste de le quitter, et il était là, désespéré, désespéré, sans plus savoir quoi faire.

« Normalement nous comptions sur les étudiants, et ils ont été les plus réticents alors que, dans cette ville sans identité définie, nous avons rencontré des personnages passionnants, ainsi cette vieille dame, qui, dans son enfance, avait assisté à l'enterrement de Louise Michel. Elle se souvenait de la robe qu'elle portait, du corset dans la rue... Nous avons découvert que, pendant la guerre d'Espagne, Châtenay avait accueilli nombre de réfugiés. Nous avons poursuivi et développé un travail amorcé avec David Copperfield : l'exploration de la mémoire. Souvent, par pudeur, on se dit qu'on ne va pas raconter sa vie, casser la tête des enfants avec nos vieux souvenirs. C'est dommage.

« Nous avons traversé de magnifiques moments d'histoire, les mouvements de l'histoire à travers les êtres humains. J'ai compris les contradictions, la complexité des comportements, le va-et-vient du bon et du mauvais. Ils ont compris que nous n'étions pas là pour nous amuser avec leur vie, et la confiance s'est installée. Une confiance réciproque. Nous avons théâtralisé leurs confidences, ils ont suivi notre travail, l'ont commenté, en quelque sorte ils y ont participé. Je suis allé en Italie chez un type extraordinaire qui recensait les gestes oubliés. C'est étonnant comme, plus qu'une sublime reconstitution visconienne, un geste peut faire revivre un souvenir, une émotion.

« Le rapport à l'histoire est à la base de spectacles comme Le Bal, bien entendu, qui, en dehors même du film qu'en a tiré Ettore Scola, se donne toujours dans toute l'Europe. Ou la pièce de Jean-Claude Grumberg En l'honneur de l'Expo, qui raconte la guerre de 14 à travers le Café-Conc'et les comiques troupiers, ou 1, place Garibaldi, dans laquelle

Je me souviens des cinémas de mon enfance nicoise, ou Le Jeu des sept familles, que nous avons créé à Corbeil l'an dernier.

« Nous sommes partis de Châtenay en 1972. Cette fois encore je ne l'ai pas réellement souhaité, mais là,

Serge Dassault baisse la subvention de moitié

Depuis son installation à Corbeil-Essonnes, en 1972, le Campagnol bénéficie d'une subvention à parité de l'État - 7 millions de francs - et de la Ville - 7,215 millions, dont 5,665 pour le fonctionnement, et 1,550 pour les charges du bâtiment. Serge Dassault, le nouveau maire (RPR), qui a succédé en juin 1995 à Marianne Lepage (PC), vient de proposer une nouvelle convention au Campagnol, arrivant au terme de son premier contrat de trois ans en décembre 1995. Selon cette convention, la subvention de la ville serait réduite à 3,7 millions de francs - soit la moitié - et le Campagnol devrait renoncer à l'exclusivité de la programmation théâtrale.

Même si la subvention de l'État n'est pas remise en cause, la coupe claire proposée par la mairie de Corbeil-Essonnes remet en cause l'avenir du Campagnol, tant financièrement qu'artistiquement.

ça devenait trop dur. Nous avions installé un théâtre, créé des spectacles, rassemblé des publics, connu des succès nationaux, et voilà que le maire me demandait de retarder de dix jours une première parce qu'il avait besoin de la salle pour présenter ses vœux à ses administrés. C'était trop, ça a été bref. La ville de Corbeil nous a proposé de prendre en charge un bâtiment épave, très bien aménagé, avec une équipe, une salle de répétitions pour nous ou d'autres compagnies. Une situation de confort toute nouvelle, qui ne nous a pas empêchés de poursuivre notre travail comme à Châtenay.

« Nous allons dans les lieux publics, les cafés, la poste, et nous écoutons, nous rencontrons des gens, nous faisons connaissance... Pour Châtenay, mon seul regret est le délabrement du théâtre, faute de subventions. Mais les théâtres flambent, disparaissent, renaissent, ils changent, c'est leur histoire.

Propos recueillis par Colette Godard

\* *Peines d'amour perdues*, de William Shakespeare, mise en scène Jean-Claude Penchenat. Théâtre du Campagnol, 20-22, rue Marcel Cachin, 91 Corbeil-Essonnes. Tél. : 64-96-63-67. Jusqu'au 3 mars.

## Un Lorin Maazel enthousiasmant avec l'orchestre de Pittsburgh

L'aptitude à revivifier des œuvres rebattues

BAKTOV : Concerto pour orchestre ; BEETHOVEN : Symphonie n° 3 « Héroïque ». Orchestre symphonique de Pittsburgh, Lorin Maazel (direction). SALLE FLEYEL, le lundi 19 février.

L'histoire d'amour de Lorin Maazel avec Pittsburgh a débuté en 1946 : le chef avait seize ans et entra au sein de l'orchestre en tant que second violon. Elle s'achève l'an prochain, quand Maazel cèdera sa place de directeur musical au Russe Mariss Jansons. L'idylle est loin d'être terminée, à en juger par le concert enthousiasmant que l'orchestre et son chef ont donné Salle Fleyel dans le cadre de leur tournée européenne. Fondé voici tout juste un siècle, en février 1896, l'Orchestre symphonique de Pittsburgh ne compte pas parmi les formations légendaires outre-Atlantique, malgré une histoire jalonnée de grands noms (Reiner, Steinberg et Previn furent ses directeurs musicaux). C'est pourtant une formation d'exception, dont la discipline et l'homogénéité sonore remettent en cause une fois de plus la vieille division entre les big five américains et leurs prétendants. Devant ces bois pétillants, ces cuivres brillants sans stridence, ces cordes généreuses, force est de reconnaître que Pittsburgh soutient la comparaison avec les plus grands. Sous la houlette de Maazel, il semble s'être doté d'une sonorité soyeuse, transparente, qui fait tout son charme.

Pour cette halte parisienne, le chef a choisi un programme bien dans sa manière : un chef-d'œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle suivi d'une symphonie classique. Si l'on se console mal qu'il n'ait pas inscrit Sibelius à ce concert - il l'a joué ailleurs au cours de la tournée et en a signé avec l'orchestre des enregistrements de toute beauté (Sony) -, le Concerto pour orchestre de Baktov donne aisément le change. Maazel ne fouille pas les profondeurs de cette partition étrange, composée par un Baktov au soir de sa vie : il peut même manquer un peu de chaleur (la phrase des altos, au début de l'intermezzo). Mais il impose un « concerto pour orchestre » au meilleur sens du terme, coloré et exaltant sans complexité les différents pupitres.

On se laisse griser par les détails qui fusent de toutes parts et que la plupart des interprétations laissent dans l'ombre : on avait rarement entendu, en particulier, une telle variété dans les sonorités

des cordes. Mais ce qui pourrait n'être qu'une interprétation en technicolor est rendu captivant par la concentration de Maazel et surtout son incroyable science du tempo. La façon qu'a le chef d'imprimer de légères fluctuations à un tempo apparemment inflexible pourrait se comparer au résultat obtenu en soufflant délicatement sur un métronome.

MUSIQUE - SUPERLATIF

Reste qu'on se demandait comment les musiciens allaient se tirer de la *Symphonie héroïque*, de Beethoven. Leur interprétation n'allait-elle pas être trop brillante, trop futile, trop américaine en un mot ? Américaine elle le fut, mais au sens où l'étaient Szell ou Reiner - c'est-à-dire dotée de cette grâce impulsive, de cette fluidité rythmique et de cette qualité presque mozartienne des bois dont savaient user ces chefs légendaires. Maazel pratique un Beethoven allant, bondissant. A ce niveau-là, il est vain de parler de style : même si l'approche de Maazel n'est pas la plus « profonde » qui soit, elle est d'une telle cohérence qu'il est impossible d'y résister. A l'heure où tant de chefs ont perdu le secret de cette musique au point d'en paraître égarés, le naturel beethovenien de Maazel fait plaisir à entendre. L'exploit est d'autant plus méritoire qu'il est devenu rare.

Quel chef ? Quel musicien ! Ces banalités sont bonnes à dire quand tant de gens considèrent encore Maazel comme un artificier sans âme. On aura eu, ce lundi soir, la preuve que le chef savait être aussi, et avant tout, un musicien « superlatif », apte à revivifier des œuvres rebattues. Certes, il est élégant, agréable à regarder - ce que certains ne manquent pas de lui reprocher. Mais, chez Maazel, l'élégance ne gâche jamais la rigueur, au contraire : sa rigueur est élégance.

A la fin du concert, l'orchestre paraît prêt à se lancer dans l'importante que l'exploit. Ce seront, en bis, une abrutissante « Farandole » de L'Artésienne et deux *Dances hongroises* de Brahms, que Maazel dirige avec la même ferveur et la même pointe de délectation que son récent Concerto du Nouvel An à Vienne (RCA 09026 48469 2). Entre chaque bis, la salle se lève pour l'applaudir. Depuis quand n'a-t-on pas vu la Salle Fleyel entière debout pour acclamer un orchestre et son chef ?

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

## Bruce Springsteen transforme le Zénith en club chaleureux et attentif

A L'ÉCOUTE de *The Ghost of Tom Joad*, son dernier album, on pourrait être sceptique à l'idée de voir Bruce Springsteen retrancher au Zénith l'intimité de chansons sobriement acoustiques (*Le Monde* du 21 février). Mercredi, accompagné d'une guitare sèche et d'un harmonica, le chanteur américain a pourtant réussi à donner à la grande salle parissienne des allures de club chaleureux et attentif. Il tempère d'entrée l'enthousiasme de ses fans en leur demandant de ne pas se manifester pendant des chansons dont la sensibilité réclame le silence. Dans la bouche d'un autre, l'avertissement pourrait paraître prétentieux mais le ton bon enfant de la rock star redevenue folk singer, son apparence un peu épaissie de col bleu à barbouille en jeans et manches retroussées le rendent vite sympathique.

Son talent surtout impose le respect. Avec une justesse remarquable, il chronique l'Amérique profonde et ses rêves déçus. Excellent conteur, il plante en quelques mots simples les décors et les routes, rend tangibles les odeurs et les bruits, et donne vie à ses personnages, plaçant plus d'une fois quelques mots de français. S'il n'a ni la complexité d'un Neil

Young, ni la verve poétique d'un Dylan, celui qu'on appelle le Boss s'est imposé comme un des artistes majeurs de l'histoire du rock grâce, entre autres, à sa puissance scénique. Même immobile, le bonhomme rayonne d'une présence physique hors du commun qui crédibilise ses textes et ses visions.

Les adaptations de quelques-uns de ses vieux morceaux à cet exercice de dépouillement tournent également à son avantage. *Adam Raised a Cain*, *Darkness on the Edge of Town* ressortent revitalisés par cette cure amaigrissante. *Born in the USA* est attaqué comme un blues abrasif au *bottle-neck* et retrouve son amerume originelle. Dès le premier rappel, le public, debout, oublie les consignes de sagesse et fait un triomphe à l'homme du New Jersey. A nouveau, dès les premiers accords de *Streets of Philadelphia*, on entendrait une mouche voler. Cet étonnant recueillement méritait bien une flambée finale, celle de *The Promised Land*, au rythme fédérateur.

Stéphane Davet

\* Prochain concert : jeudi 22 février, 20 heures.

NOSTALGIE PRÉSENTE

LES 17 PLUS FABULEUSES  
BALLADES A CAPELLA D'UN  
GROUPE DE LÉGENDE

MALICORNE

MALICORNE

VOX

Disponible sur CD et VHS

avec comme invité de prestige le Prince d'Orange, Prince de Parme, les plus célèbres chanteurs de l'époque.

2 NOSTALGIE 3 WMD

NUMÉRO EXCEPTIONNEL

Courrier

ISLAM  
OCCIDENT

L'AFFRONTEMENT

D'Istanbul à New York,  
de Paris à Lagos,  
deux mondes  
entre ignorance  
et méfiance mutuelles

En vente chez votre marchand de journaux 18 F

DROUOT RICHELIEU  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260

Informations téléphoniques au : 48-00-20-17  
ou sur internet, 36-17 Drouot

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.

Régisseur O.S.P. : 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

DEMANCE 25 FÉVRIER

S.7- 14330-IMPORTANTES TABLEAUX XIX<sup>e</sup>, MODERNES ET  
CONTEMPORAINS dans une collection d'appartenance de  
GUYS, une collection de dessins d'André CALLET, une collection  
de tableaux de Georges H. SABBAGH et à divers artistes.  
Expo. à Drouot : le 24-02 11/12h et le 25-02 11/12h.  
Mme LOUMER.

JEUDI 29 FÉVRIER

S.18- Tableaux, bibelots, meubles anciens et style.  
Mme AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.

VENDREDI 1<sup>er</sup> MARS

S.4- Gravures, Dessins, Tableaux modernes. Ventes 1900.  
Mme LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S.5- LIVRES ANCIENS ET MODERNES.  
Documentation, Mémoires, Illustrés modernes.  
Mme AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VIELLET, 32, rue Drouot (75009)  
47.70.61.68

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009)  
42.46.61.16

LOUMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50



# Un Lorin Maazel enthousiasmant avec l'Orchestre de Pittsburgh

Il a revivifié des œuvres re-

La photo de Lorin Maazel, chef d'orchestre de l'Orchestre de Pittsburgh, est une œuvre d'art en soi. Elle capture l'enthousiasme et la passion du chef d'orchestre en train de diriger son orchestre. Le contraste entre la lumière et l'ombre souligne sa silhouette, créant une image puissante et mémorable.

Le thème du pays est souvent plus personnel qu'il n'y paraît. L'Autriche n'est pas le pays prioritaire à découvrir, ce lieu nous a permis de découvrir la présentation d'une photographie plasticienne et conceptuelle qui pourrait rebouter son public traditionnel. D'autant que le moribond et la mort sont partout présents dans un ensemble par trop étouffant. Il n'empêche, on retrouve avec intérêt les actionnistes comme Rainer et Cibulka, fortement marqués

par les tourments du corps. On découvre aussi avec bonheur les masques d'Inge Morath, les portraits de Selich Purya ou le chien de Peter Dressler. En revanche, les recherches post-conceptuelles des photographes d'aujourd'hui dégagent un ennui profond. Seul emerge Manfred Williams, qui « fait du quotidien le plus cru une icône parfaite ».

★ Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> George-V. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 12 heures à 19 heures. Tél. : 53-76-12-32. Jusqu'au 22 avril. 30 F. Catalogue, 164 p., 240 F.

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

Netacha Adas, Asian Dub Foundation. Née de père juif séfardite, elle a grandi à Bruxelles, où elle côtoyait la communauté marocaine. Installée depuis plusieurs années à Londres, elle s'est fait connaître au sein du groupe techno-world Transglobal Underground, avec Jah Wobble et Peter Gabriel ont craqué pour cette femme chanteuse hantée en couleur, amie d'Oum Kalsoum et experte dans le chant oriental. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. 19 h 30, le 22. Tél. : 44-92-45-45. Le 23 à 10 heures, le 24 à 10 heures et le 25 à 10 heures. Talkies. Originaire d'Algérie, il ne chante pas de rap, mais il n'en est pas moins un véritable phénomène de la variété algérienne. En 1986, il fit un tabac avec *Weytaho* (Qu'elle est belle). Sur fond de dance tonique et effrénée, il chante des chansons d'amour et transmet aussi volontiers l'éternel



par les tourments du corps. On découvre aussi avec bonheur les masques d'Inge Morath, les portraits de Selich Purya ou le chien de Peter Dressler. En revanche, les recherches post-conceptuelles des photographes d'aujourd'hui dégagent un ennui profond. Seul emerge Manfred Williams, qui « fait du quotidien le plus cru une icône parfaite ».

★ Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> George-V. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 12 heures à 19 heures. Tél. : 53-76-12-32. Jusqu'au 22 avril. 30 F. Catalogue, 164 p., 240 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Netacha Adas, Asian Dub Foundation. Née de père juif séfardite, elle a grandi à Bruxelles, où elle côtoyait la communauté marocaine. Installée depuis plusieurs années à Londres, elle s'est fait connaître au sein du groupe techno-world Transglobal Underground, avec Jah Wobble et Peter Gabriel ont craqué pour cette femme chanteuse hantée en couleur, amie d'Oum Kalsoum et experte dans le chant oriental. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. 19 h 30, le 22. Tél. : 44-92-45-45. Le 23 à 10 heures, le 24 à 10 heures et le 25 à 10 heures. Talkies. Originaire d'Algérie, il ne chante pas de rap, mais il n'en est pas moins un véritable phénomène de la variété algérienne. En 1986, il fit un tabac avec *Weytaho* (Qu'elle est belle). Sur fond de dance tonique et effrénée, il chante des chansons d'amour et transmet aussi volontiers l'éternel

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

de la culture barbare. Il présente sur scène son nouvel album, *Salomé* (Missin'Night & Day). La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. 20 heures, les 23 et 24. Tél. : 42-23-15-130 R. Jennifer Smith (soprano), Haridas Ghet (piano), Quatuor Paris. Le nom d'Haridas Ghet n'est pas très présent à l'affiche des concerts : raison de plus pour aller découvrir ce musicien de quarante ans formé par Jean Hubert et Luciano Berio, dont les Chants de l'âme s'annoncent comme une belle méditation sur la mort dans l'esprit de la Sérénade de Britten. Programme merveilleusement complété par un minuscule Quatuor avec voix de Milhaud et le Quintette op. 42 de Viéna, avec Ghet lui-même au piano. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 22. Tél. : 49-33-05-07. De 90 F à 200 F.

## GUIDE CULTUREL

LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 29

### ART

**VERNISSAGES**  
Pelnourès de sable des Indes. Itavals : la voie de la beauté. Parc et Grande Halle de la Villette, pavillon Tsuketsu, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. Tél. : 40-03-75-03. De 14 à 20 heures ; dimanche de 12 à 20 heures. Fermé lundi. Du 22 février 1996 au 31 mars 1996. 35 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Magdalena Abakanowicz. Galerie Marwan Host, 12, rue d'Alger, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Tuileries. Tél. : 42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 30 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
L'Age d'or du petit portrait. Musée du Louvre, aile Sully, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Palais-Royal, Louvre. Tél. : 40-20-53-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 22 avril 1996. Billet d'accès au musée : 45 F de 9 à 15 heures ; 26 F après 15 heures et dimanche ; gratuit pour les moins de 18 ans et pour tous tous les premiers dimanches du mois.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> George-V. Tél. : 53-76-12-32. De 12 à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 avril 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Art brut et compagnie. Halle Saint-Pierre, Musée en herbe, 2, rue Ronsard, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. Tél. : 42-58-72-89. De 10 à 19 heures. Jusqu'au 30 juin 1996. 40 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
L'Art trompeur. Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Sévres-Babylone. Tél. : 42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 9 mars 1996. 20 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Au Moyen-Orient : photographies d'Henry Sauvage (1883-1896). Musée d'Orsay, salle 49, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Coiffier. Tél. : 40-40-14. De 10 à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Dim. à part de 9 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mai 1996. 36 F, dimanche : 24 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Victor Brauner dans les collections du Musée national d'art moderne. Musée national d'art moderne, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996. 27 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Christopher La Bru, Joana Pessoa, Piero Pizzi Cannella. Galerie Vidal-Saint Phalle, 10, rue du Trésor, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Paul. Tél. : 42-76-06-05. De 11 à 13 heures et de 14 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
By Night. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Les Soirées nomades les jeudi 6 et 20 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mai 1996. 30 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Les Carnets de dessins de Picasso. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996. 36 F, dimanche 26 F (comportant la visite du musée). 26 F gratuit pour les moins de 18 ans.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Chefs-d'œuvre de la porcelaine de Limoges. Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Luxembourg. Tél. : 40-13-46-46. De 11 à 18 heures ; dimanche jusqu'à 20 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 28 avril 1996. 31 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Femmes d'Europe. Galerie Templo, 30, rue Beauvilliers, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Tony Cragg. Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 avril 1996. 27 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
D'Alexandre à Cézanne : portraits grecs sur pierres dures. Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bourne. Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-57-10. De 12 à 17 heures ; dimanche et jours fériés de 10 à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1996. 22 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Design japonais, 1950-1995. Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 27 avril 1996. 27 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Les Dufour et de Quilès. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Tuileries ou Palais-Royal. Tél. : 44-35-57-50. De 12 h 30 à 18 heures ; dimanche de 12 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 30 juin 1996. 20 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Joël Ducourroy. Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-72-72-72. De 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 11 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Passions privées, art moderne et contemporain dans les collections du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Anne et Patrick Poirier. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-73-99-00. De 10 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars 1996.

**EXPOSITIONS PARIS**  
Serge Poliakoff. Fondation Dina Vierny - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau, 16<sup>e</sup>. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Animations pour enfants les samedi après-midi de 14 h 30 à 17 h. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 24 mars 1996. 45 F.

## LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / 29

Maillois, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rue-du-Bac, bus : 63, 68, 83, 84. Tél. : 42-22-59-58. De 11 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 mai 1996.

Prague : Josef Sudek, Alain Melis. Centre Georges-Pompidou, galerie de la Tour, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 avril 1996. 35 F.

Modin et la Hollande. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Varenne, RER Invalides, bus : 28, 49, 69, 82, 92. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 31 mars 1996. 28 F (visite exposition + musée).

Tomas Rutt. Galerie Nelson, 40, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 42-71-74-56. De 14 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mars 1996.

Jacqueline Salmon. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 42-78-05-62. De 14 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 mars 1996.

Antoni Tapies. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Miromesnil. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 mars 1996.

Françoise Vergier. Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 mars 1996. 27 F.

**EXPOSITIONS ÎLE-DE-FRANCE**  
Danemark. La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 à 18 heures ; les soirs de spectacle jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996.

Silja Dillenkrift. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Jackie Kayser, Catherine Mallin. Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chailloux, 94 Fresnes. Tél. : 46-68-58-31. De 14 à 19 heures ; samedi de 10 à 13 heures ; dimanche de 10 à 13 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Paintures 3 Paintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Paintures 3 Paintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Paintures 3 Paintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Paintures 3 Paintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1996.

Paintures 3 Paintures 1. LE CREDAC, 93, avenue Georges-Gosnat, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 49-60-25-06. De 14 à 19 heures ; dimanche de 11 à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 10 mars 1



50 من الإجمالي

## Le groupe d'Axel Ganz grand favori pour la reprise de « VSD »

LE TRIBUNAL de commerce de Paris devait examiner jeudi 22 février le dossier de reprise de l'hebdomadaire VSD, en dépôt de bilan depuis août 1995, avec un passif de 270 millions de francs. Le groupe d'Axel Ganz, Prisma presse, propriété du groupe allemand de communication Bertelsmann, est le grand favori. Il a fait l'offre la plus intéressante financièrement (160 millions de francs) et les salariés ont donné « leur préférence à la proposition de reprise du groupe Prisma presse », car il présentait « le maximum de garanties sociales ». Le tribunal devait examiner l'ensemble des dossiers restés en cours (Amaury, Ayache, Emap, et deux plans de continuation autour d'investisseurs: Cielad et Eurographia). Il pourrait ne pas prendre sa décision dans l'immédiat et se prononcer dans les prochains jours, peut-être à la fin du mois, pour permettre une reprise au 1<sup>er</sup> mars.

Le titre ne devrait cependant pas échapper à Prisma presse, qui a réalisé un parcours sans faute dans cette course à VSD. Il s'est prononcé juste avant la clôture du dépôt des candidatures et a fait montre dès lors d'une détermination sans faille. Axel Ganz a rencontré à plusieurs reprises les salariés du journal pour discuter des modalités de son plan, il a répondu aux demandes du personnel et a amélioré jusqu'au dernier moment son volet social, en décidant l'intégration des 16 pigistes permanents et en

augmentant sensiblement la prime supplémentaire de départ. Il s'est enfin assuré le soutien de François Stéphan, PDG du titre, qui devrait devenir son éditeur dans le nouvel organisme. Remy Desserts, éditeur de Capital et de L'Essentiel du management - et l'homme qui monte au sein du groupe Prisma - sera directeur de la publication.

Le soutien au plan de Prisma presse ne s'est pas fait nécessairement de gaité de cœur. D'abord parce qu'il prévoit 21 départs sur 97 salariés. Enfin parce qu'il met fin à l'aventure d'un « titre atypique dans l'univers de la presse », selon un communiqué de la société des rédacteurs, « On pouvait tout dire, tout se dire et tout faire. On y a même rêvé d'ébranler le monopole des NMP... », a affirmé la Société des rédacteurs qui veulent « rester vigilants particulièrement en ce qui concerne la restructuration de la rédaction et le respect de l'esprit VSD ».

Dans une autre partie du groupe, le personnel de Paris Boum-Boum - seul titre du groupe VSD à ne pas avoir déposé son bilan -, qui a choisi l'ancien responsable du syndicat de la presse, Roger Lancry, comme porte-parole, a fait part à l'administrateur judiciaire, M. Lafont, de sa volonté de reprendre le journal dans le cadre d'un RES (rachat d'entreprise par les salariés).

A. S.

## La CLT attend News Corp.

L'association entre les deux groupes serait prête. Mais la signature de Rupert Murdoch fait encore défaut.

« ACCORD techniquement finalisé », « signature imminente » : selon de multiples sources proches de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), la création d'une société commune avec Rupert Murdoch - 60 % pour la CLT, 40 % pour le groupe Murdoch - destinée à lancer un bouquet de programmes numériques en Allemagne n'est plus qu'une question de jours. Il manque toutefois un élément essentiel : la signature du magnat australo-américain. Mais les mêmes pythies l'attestent : Rupert Murdoch devrait apposer son paraphe dans les prochains jours, au retour d'un voyage aux États-Unis.

Un conseil d'administration de la CLT avait approuvé, lundi 5 février, le principe de la recherche d'un protocole d'accord avec BSkyB, bouquet satellitaire britannique contrôlé par le magnat australo-américain. Un porte-parole de Chargeurs, deuxième actionnaire du bouquet britannique (16,99 %), a cependant précisé, mercredi 21 février, que « si un accord de ce type était signé, le conseil d'administration de BSkyB l'aurait approuvé. Or, pour le moment, Chargeurs, qui occupe deux sièges d'administrateurs, n'est pas au courant ». Une prudence partagée par d'autres. Malgré l'apparente prépondérance de la CLT, qui contrôle la société commune à 60 %, certains craignent le leadership de fait de Rupert Murdoch.

Enfin, les opposants à l'association avec Murdoch n'ont pas désarmé. Ces derniers jours, le groupe A. S. Bertelsmann aurait offert sa béné-

diction à un accord entre la CLT et Rupert Murdoch en échange du contrôle de RTL, première chaîne commerciale allemande, et de l'obligation d'utiliser le Mediasat, décodeur numérique développé par Bertelsmann et Canal Plus. La proposition aurait toutefois été jugée « insuffisante » par l'opérateur grand-ducal. Malgré les multiples signaux de victoire en provenance du Luxembourg, le conditionnel reste donc de mise. Déjà, en septembre 1995, la signature d'un accord avec le groupe américain avait été bloquée en extremis.

Une chose est sûre : une grande part d'ombre subsiste autour de cet accord de nature à bouleverser les équilibres traditionnels entre Havas et le groupe Bruxelles-Lambert, les deux principaux actionnaires de la CLT. Certains observateurs estiment que Rupert Murdoch et la CLT ne peuvent se lancer outre-Rhin sans l'appui d'un partenaire

allemand de poids. Déjà les noms les plus contradictoires circulent, notamment celui de Leo Kirch. Les absences répétées de ce dernier aux réunions de la MMBC (conseil qui va commercialiser le décodeur numérique de la SBFA en Allemagne) n'auraient d'autre explication qu'un rapprochement avec le duo CLT-Murdoch. A moins qu'ils ne masquent une ambition solitaire : le groupe Kirch n'aurait pas renoncé à imposer ses propres normes techniques (décodeur numérique D. Box) ni ses chaînes aux téléspécateurs allemands.

D'autres noms sont avancés comme ceux de Vebacom, filiale de Fallemann Veba et du britannique Cable and Wireless ; WAZ, groupe de presse éditant le grand quotidien régional Westdeutsche Allgemeine Zeitung ; ou le groupe de distribution Metro.

Guy Duthell et Yves Mamou

## Plus de 4,6 millions d'abonnés à BSkyB

BSkyB, bouquet satellitaire britannique contrôlé à 40 % par Rupert Murdoch, fait un tabac en Grande-Bretagne : premier client de la Société européenne des satellites (SES) depuis le lancement d'Astra 1A en 1989, BSkyB compte plus de 4,6 millions d'abonnés. Comme Canal Plus en France, le bouquet crypté britannique a construit son succès sur deux axes : le cinéma et le sport. En 1994, BSkyB propose vingt-sept programmes thématiques aux abonnés de trois millions d'abonnés avec possibilité de païement. Le service de base, Sky Multi-Channels, coûte 85 francs par mois pour dix-neuf programmes thématiques. Pour 125 francs, les Britanniques amateurs de sports peuvent ajouter trois chaînes spécialisées (Single Sky Premium Channels) : Sky Sports, Sky Sport 2 et Sky Sport Gold. Les cinéphiles opteront pour Sky Movies et The Movie Channels. L'offre totale de vingt-sept programmes est vendue 172 francs (l'abonnement à Canal Plus est de 175 francs).

■ PRESSE : Yves de Chabernardin succède à Jean Miot à la présidence du Syndicat de la presse parisienne (SPP). Administrateur et directeur général de la Socpresse (groupe Hespion), vice-PDG du Figaro, PDG de France-Soir et de Presse-Océan, il a été élu par six voix pour et trois votes blancs, mercredi 21 février. Les vice-présidents sont : Dominique Achery (Le Monde), Gilles Brochen (Les Echos), Roland Leroy (L'Humanité), Philippe Micolet (Desfossés International), La Tribune, L'Agefi. Le secrétaire général est Bernard Villeneuve (La Tribune-Desfossés), le secrétaire adjoint, Jean-Paul Louveau (Le Journal du dimanche). Roger Alexandre (Paris-Turf, groupe Hespion) est trésorier. Michel Javelle (France-Soir) est également membre du bureau.

■ PUBLICITÉ : le groupe français de publicité Publicis a enregistré une progression de 6 % de sa marge brute en 1995 : 3,650 milliards de francs contre 3,4 milliards en 1994, et confirme sa prévision d'un résultat net de 150 millions de francs (120 millions en 1994). Le chiffre d'affaires s'est établi fin janvier à 20,542 milliards de francs, contre 20,002 milliards en 1994, soit 1 % de progression à taux constants. En 1995, Publicis a acquis des budgets prestigieux comme British Airways, Coca-Cola, Levi's, Bankcredit, Whitehall, TP 1, La Mondiale, Matra Communication, etc.

■ TELEVISION : Médiaset, société regroupant les télévisions commerciales (Tele Uno, La Cinque et Rete quattro, ainsi qu'une participation dans Tele Piu) et la régie publicitaire Publitalia du magnat Silvio Berlusconi, devrait être introduite en Bourse d'ici à la fin juin. L'offre publique de vente dépasserait les 2 000 milliards de francs (environ 63 milliards de francs). L'objectif final est de faire tomber la part de la famille Berlusconi à moins de 50%.

JEUDI 22 FÉVRIER							
TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio	
<b>13.00 Journal, Météo.</b> <b>13.35 Femmes Magazine.</b> <b>13.40 Les Feux de l'amour.</b> <b>14.25 Dailies.</b> <b>14.50 Rick Hunter, inspecteur choc.</b> <b>16.10 Une famille en or, jeu.</b> <b>16.40 Club Dorothée.</b> <b>17.35 La Philo selon Philippe.</b> <b>18.30 Les Années fic.</b> <b>18.30 Le Miracle de l'amour.</b> <b>19.00 Agence tous risques.</b> <b>20.00 Journal, Météo.</b> <b>20.50</b>	<b>12.59 Journal.</b> <b>13.45 Derrick.</b> <b>14.00 L'Enquêteur.</b> <b>15.35 Tierscé.</b> <b>15.55 et 16.25 La Chance aux charbonniers.</b> <b>16.30 Des chiffres et des lettres, jeu.</b> <b>17.00 Quel de neuf, docteur ?</b> <b>17.30 La Fête à la maison.</b> <b>18.05 Les Jours Césaire, jeu.</b> <b>18.45 Qui est qui ?</b> <b>19.15 Bonne nuit, les petits.</b> <b>19.20 et 19.25 Studio Gabriel.</b> <b>19.59 Journal.</b> <b>20.15 Invité spécial, Jacques Chirac.</b> <b>20.45 Météo, Point route.</b> <b>21.20</b>	<b>12.35 Journal.</b> <b>12.59 Ski, Championnes du monde : slalom géant dames (2<sup>e</sup> manche, 36 min).</b> <b>13.35 Keno.</b> <b>13.40 Les Enquêtes de Remington Steele.</b> <b>14.30 La Légion des damnés.</b> <b>15.30 Magnolia, série.</b> <b>15.40 Les Maléfices.</b> <b>17.45 Je passe à la télé.</b> <b>18.20 Questions pour un champion, jeu.</b> <b>18.50 Un livre, un jour : Paris, porte à porte, de Pierre Chénais.</b> <b>18.55 La 19-20 de l'information.</b> <b>20.05 Fa si la chanson, jeu.</b> <b>20.35 Tout le sport.</b> <b>20.50</b>	<b>13.00 Les Lumière du music-hall, téléfilm.</b> <b>13.30 Attention ! 13.35 Dées. 14.05 A tous vents.</b> <b>14.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>14.50 Les Indes de la nuit.</b> <b>15.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>16.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>17.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>18.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>19.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>20.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>21.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>22.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>23.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>24.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>25.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>26.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>27.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>28.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>29.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>30.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>31.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>32.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>33.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>34.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>35.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>36.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>37.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>38.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>39.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>40.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>41.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>42.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>43.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>44.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>45.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>46.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>47.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>48.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>49.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>50.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>51.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>52.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>53.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>54.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>55.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>56.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>57.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>58.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>59.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>60.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>61.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>62.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>63.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>64.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>65.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>66.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>67.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>68.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>69.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>70.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>71.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>72.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>73.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>74.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>75.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>76.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>77.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>78.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>79.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>80.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>81.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>82.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>83.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>84.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>85.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>86.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>87.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>88.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>89.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>90.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>91.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>92.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>93.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>94.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>95.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>96.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>97.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>98.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>99.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>100.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>101.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>102.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>103.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>104.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>105.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>106.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>107.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>108.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>109.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>110.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>111.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>112.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>113.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>114.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>115.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>116.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>117.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>118.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>119.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>120.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>121.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>122.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>123.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>124.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>125.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>126.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>127.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>128.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>129.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>130.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>131.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>132.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>133.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>134.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>135.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>136.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>137.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>138.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>139.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>140.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>141.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>142.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>143.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>144.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>145.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>146.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>147.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>148.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>149.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>150.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>151.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>152.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>153.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>154.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>155.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>156.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>157.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>158.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>159.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>160.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>161.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>162.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>163.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>164.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>165.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>166.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>167.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>168.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>169.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>170.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>171.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>172.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>173.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>174.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>175.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>176.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>177.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>178.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>179.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>180.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>181.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>182.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>183.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>184.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>185.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>186.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>187.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>188.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>189.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>190.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>191.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>192.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>193.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>194.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>195.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>196.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>197.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>198.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>199.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>200.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>201.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>202.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>203.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>204.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>205.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>206.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>207.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>208.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>209.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>210.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>211.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>212.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>213.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>214.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>215.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>216.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>217.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>218.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>219.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>220.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>221.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>222.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>223.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>224.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>225.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>226.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>227.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>228.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>229.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>230.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>231.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>232.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>233.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>234.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>235.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>236.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>237.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>238.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>239.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>240.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>241.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>242.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>243.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>244.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>245.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>246.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>247.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>248.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>249.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>250.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>251.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>252.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>253.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>254.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>255.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>256.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>257.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>258.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>259.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>260.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>261.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>262.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>263.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>264.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>265.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>266.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>267.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>268.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>269.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>270.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>271.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>272.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>273.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>274.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>275.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>276.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>277.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>278.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>279.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>280.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>281.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>282.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>283.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>284.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>285.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>286.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>287.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>288.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>289.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>290.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>291.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>292.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>293.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>294.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>295.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>296.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>297.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>298.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>299.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>300.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>301.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>302.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>303.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>304.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>305.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>306.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>307.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>308.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>309.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>310.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>311.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>312.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>313.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>314.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>315.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>316.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>317.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>318.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>319.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>320.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>321.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>322.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>323.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>324.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>325.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>326.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>327.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>328.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>329.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>330.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>331.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>332.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>333.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>334.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>335.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>336.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>337.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>338.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>339.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>340.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>341.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>342.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>343.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>344.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>345.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>346.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>347.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>348.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>349.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>350.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>351.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>352.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>353.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>354.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>355.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>356.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>357.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>358.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>359.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>360.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>361.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>362.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>363.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>364.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>365.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>366.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>367.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>368.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>369.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>370.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>371.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>372.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>373.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>374.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>375.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>376.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>377.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>378.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>379.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>380.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>381.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>382.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>383.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>384.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>385.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>386.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>387.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>388.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>389.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>390.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>391.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>392.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>393.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>394.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>395.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>396.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>397.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>398.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>399.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>400.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>401.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>402.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>403.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>404.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>405.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>406.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>407.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>408.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>409.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>410.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>411.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>412.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>413.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>414.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>415.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>416.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>417.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>418.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>419.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>420.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>421.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>422.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>423.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>424.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>425.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>426.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>427.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>428.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>429.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>430.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>431.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>432.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>433.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>434.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>435.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>436.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>437.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>438.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>439.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>440.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>441.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>442.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>443.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>444.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>445.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>446.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>447.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>448.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>449.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>450.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>451.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>452.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>453.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>454.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>455.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>456.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>457.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>458.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>459.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>460.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>461.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>462.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>463.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>464.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>465.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>466.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>467.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>468.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>469.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>470.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>471.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>472.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>473.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>474.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>475.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>476.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>477.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>478.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>479.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>480.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>481.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>482.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>483.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>484.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>485.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>486.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>487.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>488.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>489.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>490.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>491.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>492.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>493.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>494.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>495.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>496.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>497.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>498.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>499.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>500.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>501.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>502.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>503.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>504.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>505.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>506.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>507.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>508.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>509.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>510.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>511.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>512.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>513.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>514.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>515.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>516.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>517.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>518.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>519.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>520.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>521.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>522.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>523.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>524.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>525.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>526.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>527.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>528.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>529.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>530.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>531.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>532.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>533.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>534.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>535.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>536.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>537.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>538.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>539.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>540.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>541.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>542.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>543.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>544.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>545.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>546.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>547.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>548.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>549.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>550.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>551.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>552.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>553.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>554.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>555.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>556.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>557.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>558.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>559.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>560.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>561.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>562.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>563.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>564.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>565.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>566.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>567.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>568.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>569.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>570.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>571.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>572.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>573.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>574.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>575.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>576.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>577.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>578.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>579.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>580.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>581.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>582.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>583.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>584.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>585.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>586.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>587.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>588.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>589.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>590.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>591.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>592.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>593.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>594.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>595.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>596.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>597.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>598.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>599.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>600.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>601.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>602.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>603.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>604.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>605.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>606.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>607.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>608.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>609.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>610.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>611.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>612.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>613.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>614.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>615.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>616.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>617.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>618.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>619.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>620.30 Les Indes de la nuit.</b> <b>621.30 Les</b>				



## Fitz, le « héros » des commissariats

Canal Plus diffuse le premier volet d'une excellente série britannique, « Cracker ». Cette version courte offre moins d'humour et plus de violence que l'original

VENDREDI SOIR, Fitz débarque sur Canal Plus. On le verra trois fois de suite, à un mois d'intervalle. Quelle chance ! Fitz, un drôle de bonhomme, est le héros principal de la célèbre série policière britannique « Cracker » qui fait un tabac pas moins de neuf grands pays de télévision. Ce fameux Fitz, personnage complexe et dense, est interprété par l'acteur Robbie Coltrane, enfant d'Orson Welles et de Rod Taylor. C'est dire qu'il est génial ! Fitzgerald, dit Fitz, docteur en psychologie et criminologie, travaille avec la police. Pour aider les enquêteurs à y voir clair. A l'instar de Sherlock Holmes, un détail infime — un bouton, un cheveu... — lui suffit pour comprendre comment et pourquoi le meurtrier est passé à l'acte. Mais comme tous les héros qui se respectent, surtout quand ils sont anglais — noblesse oblige — Fitz possède une vie personnelle d'une exceptionnelle richesse. Jouer avec ses collègues sur un cadavre à peine refroidi, il est en délicatesse avec son épouse, Judith, qui ne supporte plus de le voir dilapider l'argent du ménage. Drapée dans sa dignité de femme blessée, l'adultère épouse passe son temps à retourner chez sa mère avec enfants et petites cuillères en argent. Pour oublier ses malheurs conjugaux, le criminologue se consacre dans la chaleur des pubs, ce qui n'arrange rien, ou frotte avec la commissaire Penhaligon, une belle rouquine, ce qui complique tout. Pourtant Fitz prend la vie avec



seigneur et humour, c'est normal, c'est british. En Angleterre, chaque épisode de la série « Cracker » dure environ trois fois une heure. Un temps suffisamment long pour qu'entre les scènes d'action, très réalistes, et les drames familiaux, tout aussi réalistes, le téléspectateur ait le temps de se refaire une santé avec de piquantes séquences, tournées dans les bars, les salles de jeu ou dans le commissariat. Robbie Coltrane y montre l'étendue de son talent. Canal Plus, voulant présenter un épisode complet par soirée, a coupé dans le vif. On a évidemment gardé les temps forts de l'in-

tobus. Devant le comportement agressif du garçon, Fitz s'oppose à la libération pure et simple. Le policier chargé du dossier passe outre aux recommandations et l'affaire démarre sur les chapeaux de roue. Le bégue aime une jeune bourgeoise en cavale, Tina, et tous deux s'unissent pour se débarrasser de tous les gêneurs et empêchements de bragues en rouet, jouant en quelque sorte les Bonnie and Clyde de quartier. On se psychanalyse au premier acte, on se tue entre amis au deuxième, on se déchire en famille au troisième, on se tue à nouveau au quatrième et, pour finir, tout explose. Tout, sauf Fitz et ses copains, bien sûr. On sort de là épuisé.

ADMIRABLE JEU D'ACTEUR. Epuisé, mais admiratif devant le jeu des acteurs : Sean, le bégue, est véritablement fabuleux, Tina, révoltée parce que sacrifiée, ferait pâlir de jalousie les invités de « Bas les masques » tant elle est nature, alors que Fitz, pitoyable et inimitable à la fois, domine toujours la situation. On se pose quand même la question : était-ce bien utile de couper une excellente série policière en enlevant une grande partie des scènes d'humour qui en faisaient tout le charme ? Quoi qu'il en soit, les amateurs de thrillers ne seront pas déçus.

Armelle Cressard

★ « Cracker » : Troubles passions, Canal Plus, vendredi 23 février à 20 h 35.

## Communication

par Agathe Logez

JACQUES CHIRAC venait tout juste de s'adresser aux préfets. Hommage à l'action du gouvernement dans son œuvre de redressement des finances publiques, mobilisation contre le chômage, lutte contre la violence à l'école : des préfectures, filmées de dos, on ne voyait que les crânes, il était donc difficile d'imaginer leurs réactions. Ils avaient l'air de bien se tenir, le tout-boulu pas plus que l'enthousiasme débridé n'étant dans leurs manières, on se dit qu'ils devaient prendre bonne note de l'implication présidentielle.

Comme le professeur principal et le surveillant général, Alain Juppé et Jean-Louis Debré, avaient pris place aux côtés du proviseur Chirac, cela ne donnait pas l'impression d'une armée que l'on envoie au combat, parée de consignes claires, mais d'une classe sage d'étudiants un peu vieillissants venus entendre nonchalamment un cours magistral. Ensuite, ils boucleraient leur cartable et rentreraient à la maison. Repartiraient-ils plus éclairés, plus offensifs ? Avaient-ils eu le loisir de dire leurs difficultés, avaient-ils fait remonter jusqu'à l'Elysée les réalités de leur terrain ? S'interrogeaient-ils sur les moyens de relayer dans leurs fiefs la bonne parole présidentielle ? Se demandaient-ils à quoi pouvait bien servir ce genre de prestation, sinon à être retransmise par TF1 pour l'édification des masses ? On ne le sait pas. Les crânes sont indéchiffrables. Sans transition, on retrouve Jean-Claude Narcy et son invité, Edouard Balladur, qui ne venait pas là assurer la promotion de son der-

nier clip, comme c'est si souvent l'ordinaire des plateaux de TF1. Il était juste venu dire ses pensées, nous faire la grâce de ses analyses en forme de désaveu. On songeait au rôle joué d'ordinaire par Raymond Barre, celui du poil à gratter pour ses amis de la majorité. Si les deux hommes n'usent pas du même langage, M. Balladur s'en sort assez bien, lui aussi, pour distiller ses critiques en maintenant la litote en art, approuvant les objectifs du gouvernement, sinon les moyens. Evidemment, il se serait senti plus complexe en compagnie de Claire Chazal ou de PFPA qu'interrogé par Jean-Claude Narcy, dont on se demande toujours sur quel mot il va buter, ou quelle bouille il va sortir.

Le présentateur se lança, c'était inévitable : avec tous ces bons slogans que vous avez et toutes ces initiatives que vous prenez (?), ce serait-ce pas que vous auriez une soudaine envie de repiquer à Maitignon ? La réponse cingla : « C'est une impression extrêmement superficielle, et je vous invite à ne pas la cultiver. C'est une question qui ne se pose pas, monsieur. » On ne se lasse pas, au magnétoscope de repasser ce « monsieur », qui claquait comme une gifle.

R-S. — Jean-Claude Delarue défend les usagers de l'administration. Jean-Luc Delarue présente, notamment, l'émission « Ça se discute », sur France 2. Une regrettable erreur de nos sens abusés a attribué dans la chronique d'hier le prénom du premier au second. Qu'ils reçoivent, ici, l'un et l'autre, nos plus plates excuses.

## TF 1

18.00 Journal. Méteo, Trac info. 18.35 Femmes. Magazine. 19.00 Les Feux de l'Amour. 19.15 Dailies. 19.30 Rick Hunter. 19.45 Une famille en or. 19.50 Club Dorothée. 20.00 La Philo selon Philippe. 20.10 Les Amnésies. 20.20 Le Miracle de l'Amour. 20.30 Les Aventures de Sébastien. 20.40 Journal. La Minute hippique. Méteo, Trac info.

20.50 UNE FAMILLE FORMIDABLE. Feuilleton (3/9). Des jours et des jours de plaisir, de Joli Samson, avec Aray Dury (10 min). 20.55 La vie de famille agitée de Desnour continue. Audrey va vivre avec son copain et Catherine ment à son mari.

22.40 CAVA PLUTÔT BIEN. Magazine présenté par Sébastien Schibye. Invités : Michel Lecoq, Jean-Luc de la Presse, Laurent Boyer, Guy Lux, Didier Bourdon (des Incertaines), Élie et Dominique, Catherine Deneuve, Jeanne Moreau, Victoria Abril (60 min). 0.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Séries. 0.35 Journal. Méteo. 1.05 et 1.30, 2.05, 2.30, 3.00, 3.30, 4.00, 4.30, 5.00, 5.30, 6.00, 6.30, 7.00, 7.30, 8.00, 8.30, 9.00, 9.30, 10.00, 10.30, 11.00, 11.30, 12.00, 12.30, 13.00, 13.30, 14.00, 14.30, 15.00, 15.30, 16.00, 16.30, 17.00, 17.30, 18.00, 18.30, 19.00, 19.30, 20.00, 20.30, 21.00, 21.30, 22.00, 22.30, 23.00, 23.30, 24.00, 24.30, 25.00, 25.30, 26.00, 26.30, 27.00, 27.30, 28.00, 28.30, 29.00, 29.30, 30.00, 30.30, 31.00, 31.30, 32.00, 32.30, 33.00, 33.30, 34.00, 34.30, 35.00, 35.30, 36.00, 36.30, 37.00, 37.30, 38.00, 38.30, 39.00, 39.30, 40.00, 40.30, 41.00, 41.30, 42.00, 42.30, 43.00, 43.30, 44.00, 44.30, 45.00, 45.30, 46.00, 46.30, 47.00, 47.30, 48.00, 48.30, 49.00, 49.30, 50.00, 50.30, 51.00, 51.30, 52.00, 52.30, 53.00, 53.30, 54.00, 54.30, 55.00, 55.30, 56.00, 56.30, 57.00, 57.30, 58.00, 58.30, 59.00, 59.30, 60.00, 60.30, 61.00, 61.30, 62.00, 62.30, 63.00, 63.30, 64.00, 64.30, 65.00, 65.30, 66.00, 66.30, 67.00, 67.30, 68.00, 68.30, 69.00, 69.30, 70.00, 70.30, 71.00, 71.30, 72.00, 72.30, 73.00, 73.30, 74.00, 74.30, 75.00, 75.30, 76.00, 76.30, 77.00, 77.30, 78.00, 78.30, 79.00, 79.30, 80.00, 80.30, 81.00, 81.30, 82.00, 82.30, 83.00, 83.30, 84.00, 84.30, 85.00, 85.30, 86.00, 86.30, 87.00, 87.30, 88.00, 88.30, 89.00, 89.30, 90.00, 90.30, 91.00, 91.30, 92.00, 92.30, 93.00, 93.30, 94.00, 94.30, 95.00, 95.30, 96.00, 96.30, 97.00, 97.30, 98.00, 98.30, 99.00, 99.30, 100.00, 100.30, 101.00, 101.30, 102.00, 102.30, 103.00, 103.30, 104.00, 104.30, 105.00, 105.30, 106.00, 106.30, 107.00, 107.30, 108.00, 108.30, 109.00, 109.30, 110.00, 110.30, 111.00, 111.30, 112.00, 112.30, 113.00, 113.30, 114.00, 114.30, 115.00, 115.30, 116.00, 116.30, 117.00, 117.30, 118.00, 118.30, 119.00, 119.30, 120.00, 120.30, 121.00, 121.30, 122.00, 122.30, 123.00, 123.30, 124.00, 124.30, 125.00, 125.30, 126.00, 126.30, 127.00, 127.30, 128.00, 128.30, 129.00, 129.30, 130.00, 130.30, 131.00, 131.30, 132.00, 132.30, 133.00, 133.30, 134.00, 134.30, 135.00, 135.30, 136.00, 136.30, 137.00, 137.30, 138.00, 138.30, 139.00, 139.30, 140.00, 140.30, 141.00, 141.30, 142.00, 142.30, 143.00, 143.30, 144.00, 144.30, 145.00, 145.30, 146.00, 146.30, 147.00, 147.30, 148.00, 148.30, 149.00, 149.30, 150.00, 150.30, 151.00, 151.30, 152.00, 152.30, 153.00, 153.30, 154.00, 154.30, 155.00, 155.30, 156.00, 156.30, 157.00, 157.30, 158.00, 158.30, 159.00, 159.30, 160.00, 160.30, 161.00, 161.30, 162.00, 162.30, 163.00, 163.30, 164.00, 164.30, 165.00, 165.30, 166.00, 166.30, 167.00, 167.30, 168.00, 168.30, 169.00, 169.30, 170.00, 170.30, 171.00, 171.30, 172.00, 172.30, 173.00, 173.30, 174.00, 174.30, 175.00, 175.30, 176.00, 176.30, 177.00, 177.30, 178.00, 178.30, 179.00, 179.30, 180.00, 180.30, 181.00, 181.30, 182.00, 182.30, 183.00, 183.30, 184.00, 184.30, 185.00, 185.30, 186.00, 186.30, 187.00, 187.30, 188.00, 188.30, 189.00, 189.30, 190.00, 190.30, 191.00, 191.30, 192.00, 192.30, 193.00, 193.30, 194.00, 194.30, 195.00, 195.30, 196.00, 196.30, 197.00, 197.30, 198.00, 198.30, 199.00, 199.30, 200.00, 200.30, 201.00, 201.30, 202.00, 202.30, 203.00, 203.30, 204.00, 204.30, 205.00, 205.30, 206.00, 206.30, 207.00, 207.30, 208.00, 208.30, 209.00, 209.30, 210.00, 210.30, 211.00, 211.30, 212.00, 212.30, 213.00, 213.30, 214.00, 214.30, 215.00, 215.30, 216.00, 216.30, 217.00, 217.30, 218.00, 218.30, 219.00, 219.30, 220.00, 220.30, 221.00, 221.30, 222.00, 222.30, 223.00, 223.30, 224.00, 224.30, 225.00, 225.30, 226.00, 226.30, 227.00, 227.30, 228.00, 228.30, 229.00, 229.30, 230.00, 230.30, 231.00, 231.30, 232.00, 232.30, 233.00, 233.30, 234.00, 234.30, 235.00, 235.30, 236.00, 236.30, 237.00, 237.30, 238.00, 238.30, 239.00, 239.30, 240.00, 240.30, 241.00, 241.30, 242.00, 242.30, 243.00, 243.30, 244.00, 244.30, 245.00, 245.30, 246.00, 246.30, 247.00, 247.30, 248.00, 248.30, 249.00, 249.30, 250.00, 250.30, 251.00, 251.30, 252.00, 252.30, 253.00, 253.30, 254.00, 254.30, 255.00, 255.30, 256.00, 256.30, 257.00, 257.30, 258.00, 258.30, 259.00, 259.30, 260.00, 260.30, 261.00, 261.30, 262.00, 262.30, 263.00, 263.30, 264.00, 264.30, 265.00, 265.30, 266.00, 266.30, 267.00, 267.30, 268.00, 268.30, 269.00, 269.30, 270.00, 270.30, 271.00, 271.30, 272.00, 272.30, 273.00, 273.30, 274.00, 274.30, 275.00, 275.30, 276.00, 276.30, 277.00, 277.30, 278.00, 278.30, 279.00, 279.30, 280.00, 280.30, 281.00, 281.30, 282.00, 282.30, 283.00, 283.30, 284.00, 284.30, 285.00, 285.30, 286.00, 286.30, 287.00, 287.30, 288.00, 288.30, 289.00, 289.30, 290.00, 290.30, 291.00, 291.30, 292.00, 292.30, 293.00, 293.30, 294.00, 294.30, 295.00, 295.30, 296.00, 296.30, 297.00, 297.30, 298.00, 298.30, 299.00, 299.30, 300.00, 300.30, 301.00, 301.30, 302.00, 302.30, 303.00, 303.30, 304.00, 304.30, 305.00, 305.30, 306.00, 306.30, 307.00, 307.30, 308.00, 308.30, 309.00, 309.30, 310.00, 310.30, 311.00, 311.30, 312.00, 312.30, 313.00, 313.30, 314.00, 314.30, 315.00, 315.30, 316.00, 316.30, 317.00, 317.30, 318.00, 318.30, 319.00, 319.30, 320.00, 320.30, 321.00, 321.30, 322.00, 322.30, 323.00, 323.30, 324.00, 324.30, 325.00, 325.30, 326.00, 326.30, 327.00, 327.30, 328.00, 328.30, 329.00, 329.30, 330.00, 330.30, 331.00, 331.30, 332.00, 332.30, 333.00, 333.30, 334.00, 334.30, 335.00, 335.30, 336.00, 336.30, 337.00, 337.30, 338.00, 338.30, 339.00, 339.30, 340.00, 340.30, 341.00, 341.30, 342.00, 342.30, 343.00, 343.30, 344.00, 344.30, 345.00, 345.30, 346.00, 346.30, 347.00, 347.30, 348.00, 348.30, 349.00, 349.30, 350.00, 350.30, 351.00, 351.30, 352.00, 352.30, 353.00, 353.30, 354.00, 354.30, 355.00, 355.30, 356.00, 356.30, 357.00, 357.30, 358.00, 358.30, 359.00, 359.30, 360.00, 360.30, 361.00, 361.30, 362.00, 362.30, 363.00, 363.30, 364.00, 364.30, 365.00, 365.30, 366.00, 366.30, 367.00, 367.30, 368.00, 368.30, 369.00, 369.30, 370.00, 370.30, 371.00, 371.30, 372.00, 372.30, 373.00, 373.30, 374.00, 374.30, 375.00, 375.30, 376.00, 376.30, 377.00, 377.30, 378.00, 378.30, 379.00, 379.30, 380.00, 380.30, 381.00, 381.30, 382.00, 382.30, 383.00, 383.30, 384.00, 384.30, 385.00, 385.30, 386.00, 386.30, 387.00, 387.30, 388.00, 388.30, 389.00, 389.30, 390.00, 390.30, 391.00, 391.30, 392.00, 392.30, 393.00, 393.30, 394.00, 394.30, 395.00, 395.30, 396.00, 396.30, 397.00, 397.30, 398.00, 398.30, 399.00, 399.30, 400.00, 400.30, 401.00, 401.30, 402.00, 402.30, 403.00, 403.30, 404.00, 404.30, 405.00, 405.30, 406.00, 406.30, 407.00, 407.30, 408.00, 408.30, 409.00, 409.30, 410.00, 410.30, 411.00, 411.30, 412.00, 412.30, 413.00, 413.30, 414.00, 414.30, 415.00, 415.30, 416.00, 416.30, 417.00, 417.30, 418.00, 418.30, 419.00, 419.30, 420.00, 420.30, 421.00, 421.30, 422.00, 422.30, 423.00, 423.30, 424.00, 424.30, 425.00, 425.30, 426.00, 426.30, 427.00, 427.30, 428.00, 428.30, 429.00, 429.30, 430.00, 430.30, 431.00, 431.30, 432.00, 432.30, 433.00, 433.30, 434.00, 434.30, 435.00, 435.30, 436.00, 436.30, 437.00, 437.30, 438.00, 438.30, 439.00, 439.30, 440.00, 440.30, 441.00, 441.30, 442.00, 442.30, 443.00, 443.30, 444.00, 444.30, 445.00, 445.30, 446.00, 446.30, 447.00, 447.30, 448.00, 448.30, 449.00, 449.30, 450.00, 450.30, 451.00, 451.30, 452.00, 452.30, 453.00, 453.30, 454.00, 454.30, 455.00, 455.30, 456.00, 456.30, 457.00, 457.30, 458.00, 458.30, 459.00, 459.30, 460.00, 460.30, 461.00, 461.30, 462.00, 462.30, 463.00, 463.30, 464.00, 464.30, 465.00, 465.30, 466.00, 466.30, 467.00, 467.30, 468.00, 468.30, 469.00, 469.30, 470.00, 470.30, 471.00, 471.30, 472.00, 472.30, 473.00, 473.30, 474.00, 474.30, 475.00, 475.30, 476.00, 476.30, 477.00, 477.30, 478.00, 478.30, 479.00, 479.30, 480.00, 480.30, 481.00, 481.30, 482.00, 482.30, 483.00, 483.30, 484.00, 484.30, 485.00, 485.30, 486.00, 486.30, 487.00, 487.30, 488.00, 488.30, 489.00, 489.30, 490.00, 490.30, 491.00, 491.30, 492.00, 492.30, 493.00, 493.30, 494.00, 494.30, 495.00, 495.30, 496.00, 496.30, 497.00, 497.30, 498.00, 498.30, 499.00, 499.30, 500.00, 500.30, 501.00, 501.30, 502.00, 502.30, 503.00, 503.30, 504.00, 504.30, 505.00, 505.30, 506.00, 506.30, 507.00, 507.30, 508.00, 508.30, 509.00, 509.30, 510.00, 510.30, 511.00, 511.30, 512.00, 512.30, 513.00, 513.30, 514.00, 514.30, 515.00, 515.30, 516.00, 516.30, 517.00, 517.30, 518.00, 518.30, 519.00, 519.30, 520.00, 520.30, 521.00, 521.30, 522.00, 522.30, 523.00, 523.30, 524.00, 524.30, 525.00, 525.30, 526.00, 526.30, 527.00, 527.30, 528.00, 528.30, 529.00, 529.30, 530.00, 530.30, 531.00, 531.30, 532.00, 532.30, 533.00, 533.30, 534.00, 534.30, 535.00, 535.30, 536.00, 536.30, 537.00, 537.30, 538.00, 538.30, 539.00, 539.30, 540.00, 540.30, 541.00, 541.30, 542.00, 542.30, 543.00, 543.30, 544.00, 544.30, 545.00, 545.30, 546.00, 546.30, 547.00, 547.30, 548.00, 548.30, 549.00, 549.30, 550.00, 550.30, 551.00, 551.30, 552.00, 552.30, 553.00, 553.30, 554.00, 554.30, 555.00, 555.30, 556.00, 556.30, 557.00, 557.30, 558.00, 558.30, 559.00, 559.30, 560.00, 560.30, 561.00, 561.30, 562.00, 562.30, 563.00, 563.30, 564.00, 564.30, 565.00, 565.30, 566.00, 566.30, 567.00, 567.30, 568.00, 568.30, 569.00, 569.30, 570.00, 570.30, 571.00, 571.30, 572.00, 572.30, 573.00, 573.30, 574.00, 574.30, 575.00, 575.30, 576.00, 576.30, 577.00, 577.30, 578.00, 578.30, 579.00, 579.30, 580.00, 580.30, 581.00, 581.30, 582.00, 582.30, 583.00, 583.30, 584.00, 584.30, 585.00, 585.30, 586.00, 586.30, 587.00, 587.30, 588.00, 588.30, 589.00, 589.30, 590.00, 590.30, 591.00, 591.30, 592.00, 592.30, 593.00, 593.30, 594.00, 594.30, 595.00, 595.30, 596.00, 596.30, 597.00, 597.30, 598.00, 598.30, 599.00, 599.30, 600.00, 600.30, 601.00, 601.30, 602.00, 602.30, 603.00, 603.30, 604.00, 604.30, 605.00, 605.30, 606.00, 606.30, 607.00, 607.30, 608.00, 608.30, 609.00, 609



## Suivez le ministre !

par Pierre Georges

**LE MINISTRE** de l'agriculture, Philippe Vasseur, entend nous redonner le goût du goût. Autrement dit le goût du bon. Ou le bon du goût. Complicé tout cela ? Cela fait un peu Bobby Lapointe effectivement. Au pays tagada ragon, il y avait tugudu une fille qui aimait les glaces citron et vanille.

Alors de quoi s'agit-il, hors ces rimes riches ? Simplement de nous sauver de nous-mêmes et de notre indicible et aveugle mauvais goût. Nous mangeons n'importe quoi. N'importe quand. N'importe comment. Et nous buvons à l'avenant. Le pire et le meilleur. Le mauvais et l'exquis. La patate à cochon et la divine ratte du Touquet, la piquette et le grand cru classé.

En somme, dans l'aveugle course à la table, nous manquons de cet élémentaire sens de la discrimination positive. Qu'est-ce qui est bon pour nous, pour notre estomac et pour la France ? On pourrait ergoter et objecter que s'il nous arrive de consommer le pire, c'est sans doute aussi que l'agriculture et la viticulture françaises sont parfaitement capables de produire le pire. Comme le meilleur d'ailleurs. Mais ce serait ruminer là de sombres pensées et ne point agréer cet exquis plan *« goût »* qui tombe à pic.

Philippe Vasseur, ministre sans trop de problèmes car actuel dépositaire d'un secteur vivement caressé dans le sens du poli, entend ainsi nous redonner le goût du pain. Et, tant qu'il y est, du bon pain et de toutes ces bonnes choses qui ont fait et font, on cite, « le pays du bien-vivre et du bien-manger ». Or, nul n'est prophète en son pays, même d'Éden alimentaire. Le ministre a constaté que « les consommateurs ont tendance à perdre leurs points de

repère ». Diable, diantre ! Nous errerions ainsi devant les étals et sur les marchés comme des carnavards sans tête ou des pigeons aveugles. Sans boussole, ni points cardinaux. Dans un état second et pour tout dire pavlovien. Si tel est notre cas, pendable, il convient d'enrayer la fâcheuse « dérive » issue, dit le ministre, « d'une consommation de masse ». En somme de mettre un terme au grand cri imbecile venu des profondeurs stomacales : consommons, consommons ! Comme la lune.

L'imprimeur-chef Jean-Pierre Coffe, arbitre des *Éléances* agricoles et alimentaires, l'avait déjà dit, à sa manière encore plus abrupte et selon un mot qu'il semble affectionner tout particulièrement : « *Tout cela c'est de la...* » Philippe Vasseur le répète, petite leçon de choses pour le *Cuisinier Moderne*.

Donc, c'est une affaire d'attendu. Nous allons suivre le ministre en sa campagne, comme le Bœuf naguère. Nous allons appeler, chercher et sans tarder, le 3615 Goûts mis en place sur le Minut. Nous allons déplier le dépliant *Parcours du goût aimablement mis à disposition pour nous remettre dans le droit chemin d'une saine et intelligente quête.* Nous allons annuler, dans la seconde, tout projet futur de week-end. Et filer au Salon de l'Agriculture, palper les fromages, tester les beurres, tyranniser les producteurs. Nous allons, en somme, renoncer une fois pour toutes à nos ennuis et ornementaux couables.

Et nous tiendrons désormais pour caduque cette faute de goût patrimoniale qui consisterait à croire, génération après génération, que tout ce qui est bon est cher !

## Les avocats de Carlos protestent contre une nouvelle mise en examen

**LE JUGE** d'instruction Jean-Louis Bruguière a notifié, mercredi 21 février, une nouvelle mise en examen au terroriste Mitch Ramirez Sanchez, alias Carlos, détenu à la prison de la Santé depuis le 16 août 1994. Cette mise en examen concerne l'attentat perpétré le 15 septembre 1974 à Paris contre le Drugstore Saint-Germain (2 morts, 34 blessés), qui avait été revendiqué par Carlos.

Le défenseur de l'ancien terroriste vénézuélien, M<sup>r</sup> Antoine Comte, a protesté contre cet acte judiciaire intervenu « plus de vingt ans après les faits et alors que l'action publique est prescrite », qualifiant la dernière mise en examen de Carlos de « nouvelle illustration des méthodes illégales utilisées par le pouvoir dans cette affaire ».

Le pourvoi avait été estimé que, dans cette affaire, la prescription criminelle — normalement acquise après dix ans — pouvait être contournée, eu égard à la « connexité » de l'attentat du Drugstore avec d'autres actions terroristes pour lesquelles Carlos était poursuivi par ailleurs. Des instructions écrites ayant été transmises en ce sens, une information judiciaire avait été ouverte, le 11 janvier 1995, par le parquet de Paris sur l'attentat contre le Drugstore. Les défenseurs de Carlos entendent déposer une requête en annulation contre cette procédure.

Interpellé au Soudan le 14 août 1995, le terroriste le plus recherché du monde avait été conduit jusqu'à Paris à bord d'un avion français et sous l'escorte de policiers français (le Monde des 16 et 17 août 1995). Selon son avocat, Il fut « emmené au Soudan, séquestré sans avion et livré à la DST dans une cellule inadaptée, avec une garde qui saute la raison innervée... ».

Mr Antoine Comte a donc déposé une plainte avec constitution de partie civile, au mois de décembre dernier, pour « enlèvement et séquestration arbitraire ». Le précédent défendeur de Carlos, Mr Jacques Vergès, avait déposé, le 2 septembre 1994, une plainte similaire, mais pour la retirer deux jours plus tard, sans que la raison en fût connue.

Consignée le 7 janvier, la plainte de M<sup>r</sup> Comte n'a pas encore entraîné l'ouverture d'une information judiciaire. Critiquant cette lenteur, l'avocat estime que le parquet de Paris « prend ainsi le risque - grave - de porter atteinte à la saine de la justice », allusion au défilé d'« entrave à la saisine de la justice » créé par le nouveau code pénal.

De source judiciaire, on indiquait, jeudi 22 février, que « *ce dossier est étudié* » et qu'en tout état de cause, « *la justice suivra son cours* ».

**Hervé Gattegno****BOURSE** **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 22 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		
Tokyo Nikkei	2072,20	-1,37 +2,37
Hong Kong index		+15,97
Tokyo, Nikkei sur 3 mois		
1994		
1993		
1992		
1991		
1990		
1989		
1988		
1987		
1986		
1985		
1984		
1983		
1982		
1981		
1980		

**Tirage du Monde daté jeudi 22 février 1996 : 462 334 exemplaires**

## Edouard Balladur souhaite un référendum sur le service national

**EDOUARD BALLADUR** s'est prononcé favorablement, le 22 février 1991, sur les changements en cours dans le chômage national. « Globalement, pour ce que j'en connais, j'approuve l'évolution qui a été décidée », a affirmé l'ancien premier ministre, en souhaitant, « si c'est juridiquement et constitutionnellement possible », l'organisation d'un référendum sur le service national, précédé d'un débat parlementaire. Concernant le projet de fusion entre Dassault et Aérospatiale, M. Balladur a affirmé : « L'idée que la France ne peut pas avoir plusieurs groupes industriels, dans le domaine de l'armement aéronautique ou l'aéronautique, faisant concurrence à plusieurs groupes étrangers européens, est une idée juste ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, s'est déclaré favorable. Lui aussi, sur la même antenne, à un rapprochement entre les deux avionsneurs. « Nous ne sommes pas hostiles à l'idée de créer un grand pôle. Le problème est de savoir comment on le fait », a précisé M. Jospin, qui est « hostile à la privatisation de l'ensemble ». Le bureau national du PS, qui a consacré une grande partie de sa

réunion hebdomadaire aux problèmes de défense, a cependant dénoncé « les conditions déplorable » dans lesquelles le débat s'est engagé sur les problèmes de défense.

**LES HOMMES POLITIQUES DIVISÉS**  
« Ce sujet, essentiel pour le pays, est abordé d'une manière très contestable, avec des annonces souvent ambiguës et des choix qui n'ont pas été véritablement discutés, notamment par le Parlement », a-t-il ajouté le porte-parole du PS, François Hollande. Il a ajouté : « Nous ne pouvons que critiquer cette méthode, tout comme nous nous opposons aux annonces faites dans le domaine industriel concernant la privatisation de Thomson et le regroupement d'Aérospatiale et de Dassault, si celui-ci ne doit être que la phase initiale d'une privatisation de l'ensemble. » M. Hollande a reconnu que le bureau national était partagé sur la professionnalisation de l'armée et le rôle de la conscription. Une commission, placée sous la responsabilité de l'ancien ministre de la défense Paul Quilès, doit remettre un rapport à la direction du parti pour mettre au point la doctrine du PS en la matière.

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens (MDC), a exprimé sa crainte de voir pratiquée l'industrie de défense. « Il faut restructurer l'industrie de défense, mais il faut que la puissance publique conserve ses prérogatives », a affirmé l'ancien ministre de la défense. « Le Parti communiste français se prononce pour une armée de conscription, réellement universelle avec un service militaire rénové, démocratisé et réduit à six mois », a affirmé, de son côté, Robert Hue, secrétaire national du PCF, en estimant que l'organisation d'un référendum serait « une opération de diversion ».

L'éventualité d'un référendum divise les responsables politiques. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Gilles de Robien, a déclaré, jeudi sur RTL, que le référendum « n'est pas le meilleur moyen » pour décider de la réforme du service national. Cet avis est partagé, à l'Assemblée nationale, par Jacques Baumé, vice-président (RPR) de la commission de la défense nationale, et par Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois, qui estime qu'« il appartient au Parlement de se déterminer ».

## Verdun et ses villages fantômes

**NANCY**

épaisses. « L'embretien des chemins est mon principal souci, soupire Marcel Collin, devenu maire de Cumières en 1985. Je me débrouille, je fais livrer des camions de cailloux que les paysans répartissent sur la chaussée. »

Fleury-devant-Douaumont est privilégié. Les touristes le visitent nombreux et en silence. Au pied des pins noirs d'Autriche plantés à l'armistice par l'Office national des

forêts et qu'il va falloir songer à remplacer, ont poussé des petites stèles de marbre blanc. Elles matérialisent les maisons des habitants, le lavoir, la mairie. Toit autour, ce ne sont que boursoffures et crevasses tapissées d'herbe, vestiges des cratères et des impacts d'obus qui ont retourné, et encore retourné, une terre épuisée.

**Monique Raux**

# M. Jospin juge « diffamatoires » les propos de M. Toubon liant l'ARC et le PS

LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du Parti socialiste, a adressé mercredi 21 février une lettre au président de la République dans laquelle il qualifie de « différentisme » les propositions du 15 février qu'il juge « une trahison, une injustice, à propos des lieux qu'on peut avoir, via l'Ofres, l'ARCE et de nombreuses municipalités socialistes (Le Monde du 17 février). « On voit à quel point, à certaines époques, les formations politiques ont dû recourir à des expédients odieux pour assurer le financement des partis ou des campagnes électorales », avait déclaré M. Toubon, précisant : « De ce point de vue, le Parti socialiste français ce que, dit Michel Lucas (le nouveau président de l'ARCE), le dédommage qu'il a été dans ce domaine, s'il s'en exprime ainsi, pionnier et exemplaire. » « Comment voulez-vous que cela ne lève pas le cœur de nos concitoyens ? », avait encore ajouté M. Toubon.

« Le Parti socialiste a été d'œuvre de Jay et nous prouvons mis en cause de façon inacceptable. (...) Les propos de garde des secrets nous ont profondément choqués », écrit M. Jospin. Cette déclaration est d'autant plus scandaleuse que nous avions démenti les informations nous imputant en cause, que Michel Lucas lui-même, puis le presse, ont apporté des précisions éclairantes quant à la teneur de ces accusations, qu'enfin aucun dément n'est susceptible d'écarter ces affirmations. » M. Jospin demande, en conclusion le « sentiment » du président de la République, et si, « comme cela serait juste », il qualifie de « retraboules » les déclarations de M. Traboulot.



Salman Rushdie était à la Fnac Etoile  
le 21 février. Une trop rare occasion de  
rencontrer ses lecteurs...  
La Fnac, honorée, l'en remercie.

Pour la sortie de son roman:  
«Le Dernier Soupir du Maure»  
aux éditions Plon.



**BLUM**  
d'Etat, Co. 2  
Flam. 2  
coll. e. Gr. 2  
610 p. 2

**E** Allemagne, vide Pape et les catholiques pers

Internat

**P**arfois, on se sent un peu comme un étranger dans son propre pays. C'est ce que ressentait le jeune homme, assis sur le banc de la gare, à attendre son train. Il avait l'impression que tout avait changé depuis son départ, il y avait quelques jours. Les rues, les visages, les sons, tout semblait différent. Il se souvenait de la chaleur du soleil sur sa peau, de la fraîcheur de l'eau de la piscine, de la voix de sa sœur qui lui disait de se dépêcher. Mais maintenant, tout était muet, tout était froid. Il regarda son téléphone dans sa poche, attendant un message, un appel, quelque chose qui lui rappellerait qu'il n'était pas seul. Mais rien ne venait. Il se sentait perdu, comme un bateau sans destination. Il avait besoin de sa famille, de ses amis, de sa vie. Il avait besoin de sentir que tout était normal, que tout était comme avant. Il avait besoin de sentir que tout était comme à la maison.



سلاسل

# Le Monde des LIVRES

VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
La Vie courante  
de Pierre Péju  
Moi les animaux  
de Daniel Conrod  
page II



PORTRAIT  
Alvaro Mutis  
page VII

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
page VIII



DARWIN  
Dictionnaire  
du darwinisme  
et de l'évolution  
page IX

M. Jospin juge  
"diffamatoire"  
les propos  
de M. Toubon  
liant l'ARC et



BLUM  
d'Ilan Greilsammer  
Flammarion,  
coll. « Grandes biographies »,  
610 p., 160 F.

in de Berlin. En 1945, l'Armée-rouge les y a rafés à son tour et elles ont dormi depuis presque un demi-siècle dans les Archives spéciales de Moscou. Archives, lettres, notes, photos, manuscrits, esquisses : tout a été ouvert à la curiosité des chercheurs après la chute du communisme et c'est ainsi qu'Ilan Greilsammer, avec l'autorisation de M<sup>me</sup> Renée Blum, nièce du cambriolé, a pu travailler là-bas sur ce trésor, dont la variété complète à merveille le dépôt que la famille avait naguère confié à la Fondation nationale des sciences politiques et qui est aujourd'hui

aux Archives nationales. Mieux : au vu de tous ces documents inédits, puis de tous ceux que M<sup>me</sup> Blum a sortis pour lui de ses armoires, le professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan de Jérusalem a beaucoup

gratifié dans tous les autres dépôts connus. Il a tout relu et a conclu qu'il pouvait se lancer dans l'écriture d'une nouvelle biographie de Blum après celles, classiques et probantes, de Joël Colton (Fayard, 1966) et Jean Lacouture

(Seuil, 1977). Il lui fallait pourtant trouver un *deus ex machina* pour justifier l'entreprise. Greilsammer a renoncé à faire une nouvelle biographie politique, et il joue du ressort, tout aussi dans le vent, de « la biographie personnelle, retraçant en profondeur l'évolution de l'homme », qu'il essaye « de faire revivre sous nos yeux comme un personnage de roman, car il fut un véritable personnage de roman ».

Fort de cet a priori, et sans expliquer vraiment ce qu'il a considéré « comme d'ordre strictement personnel et familial » et dont il laisse à la famille le soin de décider l'éventuelle publication, il a donc négligé les moments politiques « bien connus », pour

de convoier en 1896, il rafraîchit la couleur convenue en rappelant que le jeune Juif (jamais Blum n'écrivait « Israélite ») qui n'a pas ouvert la Bible croit déjà, tout en un, que « c'est dans ce monde » et que les idées s'incarnent dans des amitiés, puisque rien n'est pire que la solitude. Le gamin surdoué qui préfère Marivaux à Molière, qui relit Ratz pour mieux vénérer Michelet et Shakespeare, fonctionnaire à l'amitié. A preuve, sa correspondance exhumée avec René Berthelot, son admiration pour Gide nouée au lycée Henri IV, ses dévotions à Barrès, à Tristan Bernard puis à Porto-Riche et, surtout, son intimité de pensée avec

## Léon Blum plus intime

« Faire revivre le personnage de roman qu'il fut ». Ilan Greilsammer a choisi de retracer le parcours de l'homme plutôt que celui du politique.

Un parti pris périlleux

Lucien Herr qui, en deux heures de 1893, sur les Champs-Élysées, l'a conquis à jamais. Rien de moins diletante, donc, que cet inlassable quêteur de partage qui aime Nietzsche plus que Hegel. Collaborateur assidu de la *Revue blanche* dès sa vingtième année, Blum a-t-il voulu accomplir sa vie en devenant jusqu'en 1914 le meilleur critique littéraire et dramatique de son temps ? Un peu débordé sans doute dans la qualité des correspondances afférentes et assez mondaines qu'il a retrouvées, Greilsammer le pense. Mais

en concoquant avec Herr certain discours fameux au congrès de Tours en 1920 ? Et surtout, comme le montre d'ailleurs à merveille Greilsammer, qu'il ait tant tenu à changer de vie, à devenir homme de parole, et en bonne part grâce à Thérèse, dès 1911 ?

Sur l'entre-deux-guerres, Greilsammer a trop peu de grain neuf à moudre pour mériter tout à fait le label de la nouveauté.

Lire la suite p. IX

## Jeu, sexe et match

Qu'est-ce qu'écrire ? Qu'est-ce qu'un corps ? Qu'est-ce qu'une identité sexuelle ? Interrogatif dans « Champion du monde », Mathieu Lindon prolonge la réflexion jusqu'au bout du plaisir

MERCI  
de Mathieu Lindon.  
POL, 156 p., 79 F.

Parfois un romancier écrit à regret le mot « fin ». Il arrive qu'il soit dérivé de ses personnages et de son intrigue, comme d'une obsession tenace que résout la publication. Mais il arrive aussi que demeure, le livre reficé et livré au public, une frustration. *Champion du monde* (1) décrivait la maladie d'un ancien joueur de tennis devenu maître d'un athlète, sur un ton provocant et authentique. Or, en s'achevant, ce roman n'avait peut-être pas renoué tous les fils d'une trame simple et riche : celle d'une métaphore audacieuse, où se mêlaient le combat contre la mort, le goût du jeu, la fatalité de l'amour, le désir d'écrire, le désir tout court. Merci en est répliqué : me der-

rière balle et une épure. Le jeune champion, Ximon, survit à son maître et découvre auprès de l'écrit-vain noir homomorphe Ephraïm une forme inattendue de passion. Va-t-il abandonner son amie Joanna ? Où se placent les stéréotypes amoureux ? Où se déplacent-ils ? Que détermine un geste ? Qu'implique un rôle ? Que construit et

gratifié dans tous les autres dépôts connus. Il a tout relu et a conclu qu'il pouvait se lancer dans l'écriture d'une nouvelle biographie de Blum après celles, classiques et probantes, de Joël Colton (Fayard, 1966) et Jean Lacouture

proposé la narration issue du XVIII<sup>e</sup> siècle : dialogues heurtés, directs et vifs, monologues ironiques et caustiques, scènes érotiques troublantes, pensées poétiques, interludes réflexifs, raccourcis et, pourquoi pas, fable, dans quelques pages étonnantes de pure audace, où éclate le plaisir de raconter, d'écrire, d'être lu. Ce plaisir déjà clamé haut et fort dans un essai singulier, *Je t'aime* (4).

- (1) POL, 1994.
- (2) Minuit, 1983.
- (3) POL, 1987.
- (4) Minuit, 1993.

DOMINIQUE  
**ROLIN**

L'ACCOUDOIR

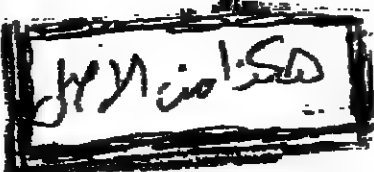
roman

GALLIMARD









## Les mots secrets des êtres

La mémoire est la substance, la part inguérissable des personnages d'Agnès Desarthe. Dans son deuxième roman, elle se met à l'écoute des passions et des peines de l'homme

UN SECRET SANS IMPORTANCE d'Agnès Desarthe. Éditions de Poilivier, 210 p., 99 F.

Si l'on admet que les vœux de la littérature sont aussi impénétrables que celles de la providence, on ne sera pas étonné de constater qu'un imaginaire venu d'ailleurs se soit glissé dans ce roman d'Agnès Desarthe, le deuxième, de façon bien plus évidente que dans le précédent (1). Mais, par là, la symbiose d'émotion et de pathétique, de comédie et de drame, propre à la littérature yiddish — dont le dernier représentant, et le plus lu, a été Isaac Bashevis Singer — caractérise le monde de la romancière et colore l'usage sans arrière-pensée qu'elle fait de la langue, ainsi que sa manière spontanée, et à la fois précise, de saisir au vol un mot, un geste, une pensée, suscitant tour à tour le rire et une émotion qui appelle les larmes.

Née à Paris en 1966 au sein d'une famille juive, Agnès Desarthe a le souci du maniement des mots pour fixer les détails cueillis par son regard, et une oreille sans pitié, mais davantage pour rendre, de façon indélébile, les passions et les peines de l'homme. C'est qu'il y a une « mémoire » dans *Un secret sans importance*, et que cette mémoire est la substance même des personnages, la chair de leur âme, ce qui



Agnès Desarthe, le souci du maniement des mots.

montrant ses personnages au cœur du réel, les poussant à dire toujours ce qu'ils pensent — alors que d'habitude on se limite à penser ce que l'on vient de

dire. On pourra oublier l'histoire où les créatures d'Agnès Desarthe s'entrevoient, mais pas les créatures elles-mêmes : pas cette Violette Opas qui a perdu son jeune mari — et Dieu au même moment, « enroulé dans le même tourbillon de néant » que le cher disparu ; Violette qui, en proie à une grave dépression, n'ose plus prendre un vê-

tement dans son armoire, de crainte qu'une main cachée parmi les étoffes n'agrippe la sienne ; Violette, pour qui le mystère du monde se trouve tout entier contenu dans les petits comprimés qui amènent son équilibre, et à qui le souvenir transmet sans cesse l'image, aussi distinctement que dans son enfance, d'une « fille indienne d'homme, de femmes et d'enfants marchant dans le désert pendant des siècles ».

A ses côtés, Emilie Hortschak, le grand professeur qui a pris depuis longtemps l'habitude de ne comprendre qu'une partie infime des choses qui se disent ou adviennent ; et qui, « face à la réalité comme devant un iceberg », mais amoureux de Violette, aimerait avoir vingt ans de moins pour lui caresser les cheveux sans éprouver de gêne et, surtout, « comprendre comment il [est] possible de se sentir perdu dans un monde si petit ».

Et puis, il y a Sonia et Dan Jabrowski. Elle attend la mort à laquelle le cancer l'a condamnée avec l'insouciance d'une croyante aguerrie. Son seul regret ? Le fait d'être devenue un mystère pour son mari : « Avant la maladie, Dan entrât dans la cuisine en criant : « Tere-ta-ta », et lui posait les mains sur les fesses. Maintenant, lorsqu'il s'approche d'elle, il semble toujours au point de lui poser la même question : « Comment te sens-tu ? »

Sonia meurt seule, tandis qu'un cours d'une fête d'étudiants, soûls d'alcool et de rêves, Dan et Hortschak chantent à tue-tête : « On n'a plus d'âge ce soir, nous avons perdu le cou à la chronologie... » Pour aborder ce livre, il convient de faire silence en soi : dans ses pages, les mots écoutent aux portes, derrière lesquelles on entend, comme un chuchotement, la parole la plus secrète des êtres ; ils disent que la vie est belle et réjouissante, que la douleur est la plus grande des énigmes, mais qu'un simple regard peut abolir les parois qui séparent les individus, égarés dans le labyrinthe de la solitude où tout un chacun se trouve engagé depuis sa naissance. Et, en dépit de la drôlerie qui ponctue, ici et là, l'ouvrage, on songe à la définition qu'un philosophe, Francis Bacon, donnait de la beauté : « Une tristesse nostalgique, différente de la souffrance, et qui ne ressemble à la peine que comme la brume à la pluie. »

(1) Quelques minutes de bonheur absolu, Éditions de Poilivier, 1993, et Poésie/Gallimard, 1995.

## La détresse hors la loi

Subversif, ironique et grinçant, Daniel Apruz s'attaque à l'exclusion dans un conte cruel et âpre

L'AN DEUX MIL de Daniel Apruz. Ménéral (14, rue Atlas, 75019 Paris), 173 p., 98 F.

Daniel Apruz est passé maître dans l'art de la satire sociale. C'est sa manière de subvertir une réalité dont il accepte de moins en moins la grisaille et la pesanteur. Dans ses précédents romans, ses personnages s'installaient sur les toits (1) ou survivaient grâce à des petits bouillottes imaginaires (2). La farce, aujourd'hui, est plus cruelle. Apruz a perdu même le goût du sourire. Il a envie de mourir, de crier. *L'an deux mil* peut se lire comme un conte cruel, mais ce livre s'élève au-dessus de l'indifférence collective.

La pauvreté est une maladie contagieuse. Les édiles des cités prêtent une oreille attentive aux propositions de Wolff, un aventurier qui se fait fort de les débarrasser de leurs pauvres. Son entreprise d'assainissement social prospère vite. Il ramasse les SDF au petit jour alors que ces derniers sont engourdis de sommeil et de fatigue et les déverse à la campagne. Certains « décalés » jouent les ingrats et reviennent en ville où police, milices municipales, vigiles privées aident Wolff à les éloigner à nouveau. Les populations dénoncent et coopèrent. Des pauvres collaborent et deviennent des « Gros Bras », sorte de kapos des temps modernes. Quelques belles âmes préconisent que les pauvres portent un insigne cousu sur la poitrine. D'autres, qu'ils soient placés dans des camps de rééducation.

Daniel Apruz fait tout passer avec une froide jubilation. Puisque les utopies sont mortes, voici venu

le temps des cauchemars, semble dire cet écrivain à la sensibilité d'écroulé vif. Les petits patrons, eux aussi, ont des problèmes. Wolff ne sait plus où déposer les pauvres car, dans les campagnes, « on réclame l'interdiction de décharges sauvages ». L'aventurier-entrepreneur se transforme alors en explorateur et découvre une île en pleine terre, peuplée de mouettes, de rats et de chiens abandonnés. Mes pauvres, pense-t-il, seront bien dans cette « maigre végétation de boues, de ferraille rouillée où s'accrochaient des lambeaux de plastique en guise de feuilles et de fleurs ».

### CITÉ DE BOUE ET DE DÉCHETS

Ainsi naissent les villes ou les camps. Les pauvres gardés par les « Gros Bras » construisent une cité de boue et de déchets dont l'économie repose sur le commerce du sang. Les reclus de la décharge perdent bientôt jusqu'à l'usage du langage. Ils aboient des sons. Crachent des bruits. Tous les mots sont « en lambeaux, en charpie, en éclats ». Il n'y a même pas un argot de la décharge car chaque bande possède son code.

Des troubles éclatent dans la ville retranchée du monde. Des « Gros Bras » sont égorgés, des pauvres exécutés d'une balle dans la tête. Wolff organise des attentats et la répression, puis, à la manière d'un Néron, s'offre un incendie en guise de spectacle avant de disparaître dans le brouillard de l'Histoire. Les pauvres, ceux du moins qui ont survécu, n'ont plus qu'à attendre l'arrivée des nouveaux maîtres, en l'occurrence les représentants d'une multinationale. Mais, qu'on ne se méprenne pas, Daniel Apruz n'est pas tout à fait désespéré. Il croit encore à une future révolte des exclus. « Il suffit d'attendre. »

Pierre Drachline

(1) *Légendes de la rue Basse*, Many, 1990.  
(2) *Gugusse*, Many, 1992.

## Les désarrois de l'élève Dietrich

Lanza del Vasto, qui fut son directeur de conscience, considérait les deux romans de son protégé comme des « confessions ». Une certaine qualité d'émotion les sauve de la dérive mystique

LE BONHEUR DES TRISTES de Luc Dietrich. Présentation et notes de Frédéric Richaudeau. Ed. Éolienne et Le Temps qu'il fait, 212 p., 120 F.

L'APPRENTISSAGE DE LA VILLE de Luc Dietrich. Avertissement et notes de Frédéric Richaudeau. Ed. Éolienne et Le Temps qu'il fait, 362 p., 165 F.

Considérant sans doute les écrivains comme des athlètes, Marcel Aymé précisait la taille de ceux dont il faisait le portrait. Luc Dietrich mesurait plus d'un mètre quatre-vingt-dix. Ce grand type très maigre aurait probablement intrigué l'auteur de *La Jument verte*, car il avait des ailes de « beau ténébreux », avec assez de désespoir et de chagrin pour séduire les dames qui se découvraient des vocations de consolatrices. Né en 1913, Luc Dietrich se fit connaître par deux romans : *Le Bonheur des Tristes*, en 1935, et *L'Apprentissage de la ville*, en 1942. Toutefois, Lanza del Vasto, qui fut l'ami de ce jeune homme et son directeur de conscience, refusait de ranger ses livres dans la littérature romanesque. C'étaient des

« confessions », disait-il, et non pas des « ouvrages de fiction ». Lanza del Vasto avait peut-être raison, mais il donnait une curieuse définition des romans.

On a souvent disserté sur la mélancolie des écrivains, mais on s'est moins penché sur « le bonheur des tristes » — peut-être parce que c'est un sentiment très modeste, qui ne cesse de présenter des excuses, comme ces gens qui paralysent leur timidité. Luc Dietrich n'avait pas une excellente opinion de l'existence. Il jugeait notre condition fort malheureuse. Il ne s'était pas remis d'une enfance très sombre, avec des parents toxicomanes, qui avaient essayé comme ils pouvaient de « calmer » leur « mal de vivre ». Le père de Luc avait disparu le premier, en 1919. Après un séjour chez l'oncle Gustave et la tante Gertrude, puis dans un horrible pensionnat de l'ancienne Seine-et-Oise, le petit Dietrich avait retrouvé la jeune femme de toutes ses rêveries, le vieux diable sa mère. Ils allaient en vacances à l'hôtel, dans la fraîcheur des provinces et la grisaille de la banlieue parisienne.

Madeleine Dietrich, qui était infirmière, volait de la drogue dans les salles d'opération ; tandis que Luc se demandait comment empêcher « le glissement des jours vers

l'inévitable ». La jeune femme s'éloignait à Bagnole, en juillet 1931, laissant son fils très désemparé. Luc Dietrich s'accusa de négligence ou de distraction, pour n'avoir pas su la retenir. Il mena quelque temps une vie de clochard et trouva refuge dans un « wagon désaffecté », près de Longjumeau. Parfois, il croyait apercevoir la silhouette de sa mère parmi la foule, mais les fantômes des personnes que l'on aimait s'éloignent toujours très vite. Malgré toutes les raisons qu'il avait de détester l'univers, Luc Dietrich pensait que les fleurs « montent » vers le ciel nocturne, « parce que les étoiles leur donnent à boire ». C'est sans doute pour véri-

fier cette chimère ou cette rêverie d'enfant qu'il a écrit des livres. Mais on aura compris son genre de littérature : mystique et misérabilisme.

Luc Dietrich fut tiraillé de la détresse matérielle par « *Mme Arlette* », patronne d'une maison close pour le beau monde. Passant de l'état de clochard à celui de jeune homme entretenu, il fréquentait les gens du « milieu », reçut un coup de couteau lors d'une rixe et participa au trafic de la drogue. Arlette, qui s'appelait Rose dans « le civil » ou dans la vie réelle, rêvait d'une carrière politique pour son protégé mais il préféra la carrière amoureuse et « collectionna » les demoiselles candidates comme les personnes de vertu légère. Il apprenait en quelque sorte les usages de la ville. Cependant, il se livrait à la débauche avec des arrière-pensées de rédemption. C'est une espèce que l'on connaît : les débauchés qui dissimulent des aspirations à la sainteté... Luc Dietrich collectionnait également ces objets anciens « qui, par leur passage de main en main, de désastre en désastre, se convertissent d'une painée de souffrance et d'insupportable vérité ». Cela remplissait la chambre du jeune homme, à défaut

de conjurer la vacuité de l'existence. Car il avait honte du vide. Comme la Nature.


En 1933, il partit pour la Toscane avec Lanza del Vasto qu'il avait rencontré l'année précédente. Souhaitant réparer le désordre de sa vie, il entreprit bientôt de la raconter, sous le patronage de son nouvel ami, lequel corrigé et même, parfois, reprenait les textes qui allaient composer *Le Bonheur des Tristes*. Par la suite, Luc Dietrich devait subir aussi l'influence de Georges Gurdjieff et de René Guenon, mais c'est encore avec le concours de Lanza del Vasto qu'il écrivit *L'Apprentissage de la ville*, entre 1936 et 1940. Après avoir reçu les compliments de Paul Eluard pour ses deux romans, il mourut en août 1944, à l'âge de trente et un ans, des suites d'une dernière blessure.

Faute de mieux, on appelle « mystiques » cette catégorie d'écrivains. Il y a les mystiques des champs et ceux des villes, tous candidats à « l'éblouissement » de ne se savoir que terminés. Ces « illuminés » de l'expérience intérieure tombent souvent dans l'obscurantisme, comme le faisait remarquer Roger Vailland à propos de son petit camarade de Reims et du *Grand Jeu*, René Daumal. C'est sûrement le destin qui se venge et rigole. Et cela ne donne pas nécessairement de la bonne littérature. Les ouvrages de Luc Dietrich sont sauvés par l'émotion qui les parcourt. Il réussit à faire très bien ressentir le trouble et l'angoisse que lui procure sa brève existence. Car il trouvait dans la couleur de tous les matins. Il les regardait comme des « vêtements neufs » qui n'avaient pas été faits pour lui. C'étaient les désarrois de l'élève Dietrich.

Les Poésies de Luc Dietrich feront l'objet d'une publication aux Éditions du Rocher, dans la collection « Alphée » (parution fin mars).

ROGER VRIGNY

INSTANTS DÉROBÉS



GALLIMARD

### Un libéralisme inégal

se radicalisant sans cesse en Europe. Robotisation, délocalisations, regroupements hors communautaires : d'où montée irréductible du chômage. Un Capital qui va à la spéculation et non au Travail.

Une Europe assiégée. Critères de convergence : l'austérité explosive. L'invasion planétaire de la sous-culture de bazar américaine.

Un livre de vérité contre la conjuration d'intérêts qui veulent en étouffer la voix.

Jacques Derancages

L'entropie galopante des libéralismes

Les nous vendront la corde pour les pendre







La quête d'un objet invisible  
Amène sur l'enigme de la beauté

1. **Principio de la vida humana.** La vida humana comienza en el momento de la concepción y se desarrolla en un proceso continuo y progresivo.

2. **Protección de la vida humana.** El Estado tiene el deber de proteger la vida humana desde su concepción hasta su muerte.

3. **Libertad de conciencia.** Toda persona tiene derecho a la libertad de conciencia y de religión.

4. **Protección de la familia.** El Estado debe proteger la familia como el núcleo básico de la sociedad.

5. **Protección de la salud.** El Estado debe garantizar el acceso a la atención médica y a los servicios de salud.

6. **Protección de la educación.** El Estado debe garantizar el acceso a la educación para todos los ciudadanos.

7. **Protección de la propiedad.** El Estado debe proteger la propiedad privada de los ciudadanos.

8. **Protección de la justicia.** El Estado debe garantizar el acceso a la justicia para todos los ciudadanos.

9. **Protección de la cultura.** El Estado debe proteger la cultura y el patrimonio histórico del país.

10. **Protección de la paz.** El Estado debe garantizar la paz y la seguridad de todos los ciudadanos.

**James Earl Ray**  
 was born in 1928 in Mississippi. He was a member of the Black Panther Party and was involved in the assassination of Dr. Martin Luther King Jr. in 1968. He was convicted of the murder and sentenced to 99 years in prison. He was later released and fled to London, where he was eventually captured and returned to the United States. He was sentenced to death in 1969 and executed in 1999.

[illegible]

1. 1. The first step in the process of the

The first thing I noticed  
 was the smell of the sea.  
 It was a salty, sweet  
 scent that filled my lungs.  
 I had never before  
 felt so alive.  
 The sun was shining  
 brightly on the water,  
 creating a shimmering  
 path of light.  
 I took a deep breath  
 and let it out slowly.  
 The air was perfect.  
 Just what I needed.  
 I closed my eyes and  
 listened to the waves.  
 They were like a lullaby,  
 soothing my soul.  
 I knew I was home.  
 Finally home.

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

*Dans l'univers comique et noir de Beryl Bainbridge, une jeune fille fait le dur apprentissage de la vie et de l'amour*

**LE DERNIER AMOUR**  
**DU CAPITAINE CROCHET**  
(An Awfully big Adventure)  
de Beryl Bainbridge.  
Traduit de l'anglais  
par Nicole Tisserand  
et Agathe Moïssiess.  
J.-C. Lattès, 200 p., 119 F.

**C**ommence à aborder la vie lorsqu'on est âgé de 17 ans, seulement, c'est un peu tard, mais, temps, médiocrement jolies, et, pour d'adultes qui, bien entendu, ils sont pourvus de bonne volonté, manquent de compréhension. Comment se tirer d'affaire quand on est née dans une petite rue populaire de Liverpool — une rue où chaque porte est semblable à l'autre, où rien ne doit jamais changer, surtout pas la couleur de l'enseigne de l'Faber House, la pension de famille que dirige l'oncle Vernon — au lendemain de la guerre? Venezhe chez Woolworth, le Monoprix anglais, tel serait le destin de Stella, l'audacieuse héroïne de Beryl Bainbridge — elle-même née à Liverpool en 1934 —, et l'oncle Vernon, qui est épris de gloire et d'aventures, ne s'en mélangent. Grâce à un appui opportun, elle procure à Stella une modeste place dans une troupe de théâtre kimo-

C'est le début non d'une ascension vertigineuse, mais d'un apprentissage ardu dans un monde difficile à comprendre. Tout au moins ce monde a-t-il le mérite d'être plus imprévisible que l'étonnante société locale. Chacun y possède en propre une manie, un malheur, des goûts sexuels ou une fragilité qui le distinguent des autres : George, le machiniste en chef, dont le navire fut torpillé près de Trinidad et qui passa huit jours à dévider sur un canot, hurlant des cantiques de Noël et recrachant du pétrole ; Dawd, Allenby, l'actrice, qui souffre d'un ton éperdu amour



« Evening In Kenwood » de Bill Brand

de la beauté, « maladie contre laquelle elle est mal équipée » ; Babs Osborne, qui aime follement un ex-pilote de chasse poivré recouvert dans la ferraille ; St Yves, que l'amour effraie et dont l'entrejambe fut sauvagement attaqué au tournevis par une maîtresse enfurée... Histoires mystérieusement entrelacées, bribes de conversations, Stella ne saist que les fragments d'un tout qui lui échappe.

Beryl Bainbridge, qui pratique volontiers l'humour noir et l'absurde, ne s'embarrasse ni de réalisme ni de psychologie, même si un portrait juste et attachant de son héroïne finit par émerger d'une multiplicité de détails. L'univers et les individus sont perçus par Stella sous forme d'Instantanés.

entre lesquels n'existe aucune continuité. Les horreurs et les morts s'enchaînent — des faits divers, de bonnes histoires qu'on aime à raconter, telle l'aventure de l'homme greffé qu'il n'avait pas de poignets, ou celle du bébé que les soldats voulaient faire cuire dans une lessiveuse, ou encore celle du petit vlxler dont « les oreils mus frémissaient pendant qu'il se vidait de son sang »... Insérées dans la suite des événements, elles sont comblées avec une sorte de désinvolture, comme autant de compensés. Stella en est émue mais n'en dit rien, que l'aspect grotesque et piteux, que non la révolte tragique. « Il n'est pas sans doute de plus difficile que d'avoir l'air sincère quand on a le cœur brisé », ré-

marque-t-elle à propos d'une amoureuxse effondrée. Quant à sa propre découverte de la sexualité, elle n'a garde de la confondre avec l'amour : « C'était comme apprendre le piano ou la guitare haïtienne, une affaire de pratique avant tout... » Au moyen des mots glanés et assemblés comme on réunit les pièces d'un puzzle, elle finit par comprendre la complexité réelle des liens tissés entre les êtres. Et, à son tour, le lecteur comprendra aux toutes dernières lignes de l'histoire qui était Stéphanie et ce qu'elle cherchait. Entre-temps, il se sera familiarisé avec une langue qui n'est ni celle d'un romancier ni d'un romanesque au plus haut point anglais.

Christine Lortie

**Christine Lordis**

**NOUVELLES**  
**Good Kindred)**

**ZAMOUR**  
**ET AUTRES NOUVELLES**  
(The Saces as Blood Kindred)  
de William Goyen.  
Traduites de l'anglais (Etats-Unis)  
par Maurice-Edgar Coindreau et  
Patrice Repusseau.  
Actes Sud, 180 p., 100 F.

**R**égulièrement, opiniâtrément, depuis plus d'une dizaine d'années, depuis que, à l'instar de son maître Coindreau, inextinguible découvreur, le révèle aux lecteurs français avec la traduction de *La Mort d'Indiana* (éd. de Paris, parue en 1951 aux Éditions Union des écrivains) en 1954, William Goyen fait des apparitions. Retient l'attention, étonne, émerveille, laisse une impression inoubliable, et disparaît de ce qu'on appelle l'actualité littéraire... et des rayons des librairies. Pour réapparaître après quelques années chez un autre éditeur. Et encore un autre. Grâce, il est vrai, à la passion ténace que lui voue la critique Repusseau, et à ce supplément d'âme qu'il donne au plus mystérieux des écrivains américains. Comme une nouvelle vie. Mais il ne faut pas attendre. Qu'il nous et autres nouvelles, qu'il nous parvienne en 1977 chez Jean-Michel Place

Né en 1915 au Texas, descendant d'une famille basque émigrée en Louisiane quand général Goyen avait 17 ans, William Goyen avait beaucoup voyagé : engagé dans la marine américaine à bord d'un porte-avions pendant la guerre, il avait vécu un temps à Thos, au Nouveau-Mexique, était venu en Europe en 1949-1951, il avait terminé à Paris son premier roman, *La Maison d'huile*, avant d'émigrer à Hollywood. *Faintains dans la vallée fertile* d'Arthur Bert Cossey, traversé à Hollywood sur un film d'Arthur Penn, *Le Gai chér*, il est mort en 1983 d'une leucémie, laissant plusieurs inédits, son roman *Arcaïde*, publié il y a moins de six mois, et des nouvelles.

aimé. Qu'un demi-regard de Catin (1951-1953), qui a paru en 1994 seulement aux Etats-Unis. « Je suis le plus célèbre des écrivains inconnus », affirmait-il. Resté un écrivain underground, malgré les prix et les hommages, malgré une parenté littéraire certaine, pas seulement sudiste, avec les « grands » comme Faulkner, Katherine Ann Porter, Eudora Welty, ou le jeune canotier.

Zamour, qui reparait heureusement chez Actes Sud, son second recueil de nouvelles, semble encore tout proche de *La Maison d'haleine*, comme dans un souffle qui exhale-rait encore un monde magique venu des troublants souvenirs de l'enfance. Loin du réalisme on de la logique, on dirait que Goyen compose ses histoires comme les *quills* qu'on consultait dans les campagnes : l'assemblage des éléments de récits disparates, dont le sens n'est évident qu'à la fin. Le sujet n'est-ce pas ?

Ce volume, qui réunit des nouvelles écrites entre 1952 et 1973, porte en anglais, ce n'est pas un hasard, le titre d'un autre récit, « Les Dieux du sang ». L'héritage d'un puritanisme étouffant comme un axiome, l'ivresse par une blessure enfouie depuis longtemps, une douleur secrète qui hantera toujours les deux cousins Ganchion à propos d'un événement, un coq met à coups de pierres parce qu'il devrait les figures de la *grand-mère*. Événement moins important en fin de compte que le sens qu'ils lui donnent au fur et à mesure de la découverte de la vie cachée des familles, les couples défaits, les infirmités petites ou grandes (pac-dieu, hécatyre, trace visible des tares communes au clan et des difformités spirituelles. Apparaît, comme un héritage impréscriptible, la nécessité de l'explication. « Qu'étaient-ils fait de mal? Plus tard, il apparut que cela portait l'ancien nom de l'auteur ».

Un monde plein  
de mystère et de mystique

Il est évident que Goyen parle de son père, à lui, Commanche, et pas de son père à lui, Commanche, qui est le jeune gourd qui, à l'Amérique Express de Rome, en apprenant la mort de son grand-père, là-bas, se souvient d'une partie de pêche à Galveston, dans le golfe du Mexique ? C'est comme si la distance éblouait les confidences de ce vieillard qui lui avait fait longtemps peur : « Tu grand-mère et moi on est parti du Mississipi pour aller au Texas, on passait d'une petite ville de sciérie à l'autre, on avait dans la grande roulotte une nouveauté à deux à chaque fois... si on avait donné à nos enfants le nom des comtés où ils sont nés, tous les douze, en comptant celui qui est mort à Conroe, on aurait un registre de la moitié des comtés ».

du Texas ; mais y en a pas un seul qui s'est jamais retourné au Mississippi ».

Un monde disparu, où l'homme, tiraillé entre « la maison et l'erance, la faim et le rachat », était jadis en harmonie avec la nature. Un monde que l'on retrouve, sous plusieurs travestissements, dans les histoires de son enfance. Dans *Zaimor* par exemple, dont le sous-titre est justement *Une histoire d'héritage*. L'histoire d'une femme, Princess Lester, qui éprouve un véritable rejet de la ville. Mariée comme dans un rêve éveillé à un brave homme auquel elle se refuse, elle a suivi son mari à la ville, à Houston, vivant là comme une immigrée, comme si elle habitait encore le village. « C'était l'époque où les gens des villages s'en allaient dans les grandes et les petites villes, l'époque où le Texas se transformait » Elle se sentait la représentante d'une espèce disparue. Elle

Seule, blottie dans un fauteuil capitonné, face à la porte d'entrée, sans souci de ceux qui l'entourent, elle va attendre des années la maigre pension de veuve à laquelle elle est persuadée avoir droit.

Une éternité acceptée, avec la seule compagnie de son chat adoré nommé Zamour, dont elle égrène mélodieusement le nom et dont la fuite coïncidera avec l'éroulement de sa raison. Une traversée étrange pour le lecteur, littéralement ravi par l'auteur qui l'entraîne au gré de son imagination, avec ses mots, la musicalité de sa langue, vers son héritage : un autre monde plein de mystère et de mystique. Il s'en moque parfois avec un formidable humour, comme dans « Savata », l'histoire de la négresse blonde devenue évêque de l'Eglise de la lumière de la sainteté du monde, une secte qui ramasse des dollars pour

Pour conclure, une remarque en forme de question : il est curieux de comparer combien la version anglaise diffère de la traduction de Coimbrean. Car outre des mots, des lignes, des paragraphes supprimés en français, comment se fait-il que l'on est complètement gommé en français des pans entiers des histoires, comme celle de Wylie Prescott, un lointain cousin qui hérita de Princes et devint un des hommes les riches du Texas quand on découvrit du pétrole dans le lopin de terre qu'elle avait légué ?

(1) En français. Romans : *La Maison d'hائلة* (Galliard, 1954, et l'imaginaire, 1982) ; *Savannah* (Grasset, 1954) ; *Un pays lointain* (Galliard, 1957) ; *Arcadie* (Arcane 17, 1986). Nouvelles : *Le Fantôme et la Chair* (Galliard, 1956) ; *Précieuse porte* (Arcane 17, 1987) ; *Une forme sur la ville* (Rivages, 1988) ; *Le Grand Réparateur* (Rivages, 1990) ; *Merveilleuses plantes* (Actes Sud, 1994).

# Noëlle CHÂTELET



Ce récit enchanteur nous entraîne,  
subjugués, dans les griseries voluptueuses  
de la vieillesse.

Un apologue rêveur et délicieux.  
Dominique Durand, *Le Canard Enchaîné*

Le récit de Noëlle Châtelet a les accents d'une petite musique de nuit. Légère, souriante et douce au cœur.

Ruth Valentini, *Le Nouvel Observateur*

La silhouette de cette vieille dame indigne à l'envers ne vous quittera pas

Insolite original souvent drôle ce récit

Christine Arnothy, *Le Parisien*

Un petit roman philosophique au goût  
exquis et oublié de verveine au miel...  
La gourmandise et la tendresse, la gaieté.

La dame en bleu. — Dominique Bona. La Fiacre


**Street-**

# Stock


**Stock**



*Vérité et mensonges, fausses pistes et chausse-trapes : une centaine de personnages pris au piège jouissif de la fiction*

Au chapitre VII, l'enquêteur repère quelques indices. Jack l'Eventreur et une foule de personnages émergent, vivants, de la liste des crimes non élucidés. On croise le prince de Galles, quelques éminents professeurs d'université, des écrivains célèbres et moins célèbres. Les époques se mêlent, on ne touche plus terre, un égoïste narquois

Le personnage-clé, personnage de roman réel, c'est Jack l'Éventreur. Palliser la radiographie avec humour et en auscultant les contrefaçons. Il ne décide pas de son sort, suggère benoîtement, amorce des révélations, sème les cailloux noirs de l'aveu possible. L'appendice du roman (il y a aussi un index pour se repérer dans la centaine de per-

### Eliseo Martinez

**IL ÉTAIT UNE FOIS  
UN DROSHKY**  
(Once Upon A Droshky)  
de Jerome Charyn.  
Traduit de l'anglais (Etats  
Unis) par Marie-Pierre Bay,  
Denoël, 259 p., 110 F.

Une courte jubilation du récit, c'est tout le plaisir de ce roman qui emboîte les histoires comme des poupées russes. Jusqu'à cette ultime scène où Pincus va raconter, pour la dernière fois, les amours de Tomouk-niev et d'une chanteuse d'opéra. Le petit groupe se resserre autour du conteur fabuleux, ignorant la police qui se prépare à l'arrestation... *Répetition générale de l'œuvre à venir, il était une fois un droschky à achève sur les acrotes déchirants d'une balai-balai hors d'âge. Sous les décombres d'un café, c'est tout un monde qui disparaît. On en sort le cœur chaviré. Un peu ébouriffé. Ebloui, aussi. Il était une fois Jérôme Charyn.*

**Michel Abescat**

● **LA SOLUTION FINALE**, de Richard Nollér

**LA SOLUTION FINALE**, de Richard Noller  
 «Édité il y a trente ans, ce n'est pas l'accueil qu'on lui souhaitait aujourd'hui. Nous croyons tout savoir sur l'entreprise de destruction nazie, mais il y a des *deuts* qui ne supportent pas d'être éliminés par la StA. Avec ce récit qui conte les *deuts* qui se battent de deux hommes à l'heure des massacres, et qui ont pourtant eu le même besoin de se faire une autre vie, votre autre conscience, en s'exilant aux États-Unis, Richard Noller préserve notre mémoire de l'oubli ou de l'indifférence. L'histoire d'amour joue ici comme un révélateur. Témoinant que la vie continue, elle met d'autant mieux en évidence l'horreur de ce temps de mort (Ed. du Rocher, 345 p., 129 F.).»

● **LE TEMPS DES AUDAACES**, de Jean-Luc Gendry  
 Bien étrange ce Nicolas Charpentier qui rédige les discours de Péloin et se voit chargé d'une mission auprès des Américains. Mais guère plus que Laval, Otto von Guericke, Charles deillon ou Germain Helleu, qui sont parmi les cent personnages qu'il faut retrouver sur cette fresque où l'on ne sait plus lesquels sont imaginaires. Ce n'est pas le moindre talent de l'auteur qui fait revivre les petits et grands événements des années de guerre et d'occupation en donnant à son ouvrage la rigueur d'une enquête scrupuleuse et la vaste envolée d'un roman. *L'inspiration d'un romancier et la vérité historique font ici alliance* (J.-C. Lattes, 710 p., 39 F).

■ **CABOTAGE**, de Marc Trillard  
 A l'échelle d'un roman, on se raconte, tous les prétextes sont bons. Un cabotage n'est pas le moins original. Le personnage de Marc Trillard s'y adonne pour faire découvrir à son épouse l'archipel où elle est née et qu'il a quitté à l'âge de trois ans. La découverte du pays accompagnée des retrouvailles avec la mère prend une saveur particulière lorsque les escales se font au Cap-Vert. Des situations cocasses en émerveillements, ce voyage est un déplacement ponctué par une double musique, celle de l'auteur, au vocalisme choisi mais jamais déformé, et celle des rythmes qui nous font nous le trépas de son lieu. « Il faudrait ne pas vouloir écrire », dit le voyageur. Par bonheur, l'auteur ne suit pas ce conseil (Phébus, 165 D, 99 €).

● **LES CAVERNES CELESTES**, de Fortuné Chalmoux  
Avec son premier roman *Le Chien des Grands* (Grasset), Fortuné Chalmoux fait entrer dans le roman de science-fiction des éléments fantastiques qui résonnent sur la mer des Caraïbes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous y retrouvons pour les aventures encore plus épiques de personnages qui, pour avoir le goût des combats et se mêler à la lutte que se livrent les pays d'Europe avides de terres, d'or et d'épices, n'en sont pas moins porteurs d'une espèce de nouvelle noblesse, celle des corsaires. Dans un univers où la vie est un phénomène « naturellement » aléatoire, les rivalités se croisent comme les vengances, et la cruauté côtoie des sentiments aristocratiques. L'auteur réussit un roman d'aventures où se retrouvent la précision de l'homme de sciences qu'il est et sa parfaite connaissance des « terres étranges » des Caraïbes (J.-C. Larrès, 280 p., 119 F.).

■ **CE QUI EST**, de Christian Hubin  
 Dans ce quatrième recueil de Christian Hubin, l'éclatisme poétique, avec ses lacunes, ses cassures, sa syntaxe disloquée, ses fragments ératiques, semble comme en « apnée », proche, dans sa tension, d'un silence qui serait une « forme de modulation absolue ». L'ellipse n'y est pas un effet de style, mais une façon d'oublier le « moi », de « faire entendre en creux la division et l'unité du monde », comme l'écrivait Hubin dans son essai *Parlant seul* (Cord, 1993). Pur surissement, le poème restitue une sorte de fraîcheur, entre herbe et air : l'enroulement des choses les plus ordinaires d'un halo d'étrangeté (Cord, 280 p., 125 F.).

● **LE FEU AUX POUDRES**, de Nicolas Meisberg  
Composé de quatre grâces artistiques, ce livre est une passerelle entre les cultures. Il y a du Voltaire, de la poésie et de l'analyse dans le langage allemand du poète. En 1944, par la faveur du régime, dénuqué de l'usage le plus important : l'insupportable, la « dédicace » de Paris, la lieuse guerrière des multitudes amercisées pendant la guerre du Golfe, le racisme, l'intolérance, l'anathème religieux. Mais c'est aussi lui qui, dans une lettre ouverte à Salman Rushdie, après l'assassinat du traducteur japonais des *Versets sataniques*, pose cette question : « Comment vit une personne comme vous ?... Comment supporte-t-on l'idée de prendre de tels risques littéraires ? Et pourtant... » Comme Hermann Buerger quelques années auparavant, Meisberg a choisi de mettre fin à ses jours en 1993, au moment même où ce livre paraissait dans sa version originale (traduit de l'allemand par Ursula Gaillard, 64, Zs. 205 n. 120 F).

● **BALLADES ET AUTRES POÈMES**, de Goethe  
Ce n'est pas une mauvaise chose que soient traduites ces ballades de Goethe, mais il s'agit d'auteurs poètes plus récents attendent eux-mêmes d'être un tant soit peu traduits. Il y a un réel effort pour retrouver la rime et le rythme, et quelques réussites (*Ein Glöckchen*). On peut regretter que soit bousculé l'ordre chronologique des poèmes qui aurait permis de mieux voir se développer le lyrisme et la personnalité de Goethe, son interprétation de la tradition, ses efforts de renouvellement, ses prouesses techniques parfois (traduit de Vallemard par Jean Malaplate, présentation de Bernard Lortholary, Ambler, 265 p., 120 F.).

**L'INJECTION SILENCIEUSE : CABHIER JACQUES DUPIN**  
L'œuvre poétique de Jacques Dupin, belle et riche, méritait bien l'hommage de ce cahier dirigé par Dominique Viart. À l'appui d'approches diverses, dont certaines très éclairantes, d'autres un peu sommaires, ce volume est né de la première rencontre universitaire consacrée à Dupin, qui eut lieu en avril 1994 à Lille. Regrettons simplement la totale absence de données bio-bibliographiques, chronologiques... Ce qui réduit singulièrement l'intérêt de ce volume (La Table ronde, 278 p., 160 F).

● **LETTRES ET CULTURES DE LANGUE FRANÇAISE**  
L'Association des écrivains de langue française (Adelf, 2 500 membres de 70 nationalités) que préside Edmond Jouze, consacre le numéro 21 (120 p., 60 F.) de son bulletin à la littérature libanaise francophone. Au fil d'une quinzaine d'articles (Charles Hérou, Salah Stétié, Georges Saint-Pro, etc.), apparaît, de Georges Schéhadé au jeune romancier orientaliste Alexandre Najjar, toute la variété de la branche levantine de la francophonie. La même livraison contient aussi une chronique de Jean-Pierre Chénou sur les Bercouys, 750 F. Les rencontres internationales de Payrac (Lot) du 29 août au 1<sup>er</sup> septembre seront consacrées au « Liban, terre francophone » (Adelf, 14, rue Broutelles, 75014 Paris, 120 p., 60 F.).

Le mensuel

# PASSAGES

Les rapports de la psychiatrie  
et de la psychanalyse

Émile Males, Claude Melman,  
Pierre Lévry, Roger Mâle, Pierre  
Doiran, Roger Enqu岸, Jean Douché,  
Auguste Dore, Les Cahiers de la  
psychiatrie, Les Cahiers de la  
psychanalyse, Les Cahiers de la  
psychiatrie et de la psychanalyse

Vente en kiosque

Tél. 45 56 30 02 - Fax 45 23 98 24

**Dimanche 25 février - 11 h 00**

**Rencontre avec**  
**Tahar Ben Jelloun**  
**Lionel Duroy**  
**Érik Orsenna**  
**Jean-Marc Roberts**

**à l'occasion de la sortie**  
**de leur dernier livre.**

**Librairie La Terrasse de Gutenberg**  
**9 rue Emile Costant (angle rue de France)**  
**75012 Paris - Métro Lotre-Bailly**  
**Tél : 43-07-02-15**

*Deux longues nouvelles de cet écrivain italien mort en 1985 scrutent les atermoiements de la conscience et les zones troubles du moi féminin*

**LAVINIA DISPARUE**  
(*Lavinia fuggita*)  
d'Anna Banti.  
Traduit de l'italien  
par Odette Kaan,  
postface de Jean-Yves Masson,  
Aralia éditions, 94 p., 90 F.

**HISTOIRE D'ARABELLA**  
(*Arabella e affini*)  
d'Anna Banti.  
Traduit de l'italien  
par Maurice Javon,  
postface de Jean-Yves Masson,  
Aralia éditions, 94 p., 90 F.

nieux, insidieux, qui se détournent du tableau social, pour entrer plus profondément dans les zones troubles du moi, ses hésitations, ses « vagues », pourrait-on dire. Ce serait considérablement réduire son œuvre que de la limiter à une critique de la condition féminine. Si Anna Banti a ouvert la voie à des romancières militantes, elle a surtout cherché à comprendre les atterrissements de la conscience.

Lavinia disparue faisait partie, à l'origine, d'un recueil plus important, datant de 1952, mais a été isolée

Ce récit mélancolique, rédigé dans une langue poétique, fluide, liquide même, comme Venise, admirablement servi par la traduction d'Odette Kaan, à qui l'on doit en France de connaître Saba et Sinigaglia, est surtout curieux par sa chronologie, par l'ordre des événements rapportés. Cela commence par le mariage d'Orsola et par l'échange de regards du batelier et de Zanetta. En quelques lignes,

plus profonde : d'interprète elle veut devenir et devient créatrice.

Lorsque, résignées à la disposition définitive de leur amie, Zanetta et Orsola regardent à leur tour la mer qui probablement l'a emportée, elles se souviennent des mots que Lavina prononçait, avec un désespoir dont elles n'avaient pas autrefois compris la cause. « *Je me faut retourner là-bas ; ici, il n'y a pas place pour moi et j'ai besoin d'espace. Je m'habituerais en homme, je serai bergier, en plein air, sous le soleil et sous la lune.* »

**E**st-ce parce qu'elle vécut à l'ombre de son *Rozzi*, le critique littéraire, qu'Anna Banti consacra tout son œuvre de fiction aux portraits de femmes revêtuës, méconnues, revendiquant la création ou cherchant la provocation ? Elle s'en expliquera dans son dernier récit, autobiographique, *Un cri déchirant*. Toujours est-il que cette intellectuelle qui domina le monde de l'art et de la critique et qui gagna l'estime générale des écrivains, non sans y faire régner une certaine terreur, grâce à sa revue prestigieuse, *Paragone*, imposa une voix, qui n'était pas *tout* à fait nouvelle, mais qui *inténuait* considérablement la littérature féminine après elle. Pas tout à fait nouvelle, parce qu'il y a toujours eu une tradition féministe en Italie, mais parce qu'elle, pour la première fois, ne fut pas la première à rappeler que la littérature devait non seulement aux femmes, mais à la révolte des femmes, au regard qu'elles portaient sur une société ankylosée par des conventions sournoises. Elles étouffaient individuellement et refusaient que leur situation fût sinistrement

Ce qu'il y avait de nouveau chez Anna Banti tenait, comme on s'en aperçoit de façon éclatante dans les deux nouvelles ici ressuscitées par les jeunes éditions Aralia, à son mode de narration. Un récit si-

**Anna Barati**  
D'origine  
Barati, née le  
2 septembre  
elle fonde et  
en Italien d'  
Woolf, de J.  
d'une quarantaine  
et d'essais se  
traduits en  
Christiane G.  
(1962, traduits  
*Les jardins*  
Liffron, Balla  
duction à pa

poser à la *Judith* un oratorio de son cru, *Esther*. Une femme peut-elle composer ? En a-t-elle le droit ? En a-t-elle la capacité ? C'est parce qu'elle ne mesurait pas l'ampleur du scandale que Lavinia dut disparaître. Sa disparition plonge ses deux amies dans l'horreur, et elles choisissent une forme de suicide doux : l'une, Orsola, en épousant un vieux marchand benoûtissant, l'autre, Zanetta, en cédant au charme d'un jeune boules-sec. Quand tombe le soir, toutes

Jabarese, Lucia Lopresti, dite Anna 27 juin 1895 à Florence, est morte le 1985. Avec son mari, Roberto Longhi, 1950 la revue *Paragone*. Traductrice Laino-Fournier, de Colette, de Virginia Austen, Anna Banti est l'auteur itaine de nouvelles, de sept romans en français. Parmi ses livres, plusieurs sont parus : *Artemisia* (1947, traduit par J. P. R.), *Les Mouches d'or* (1948, P.O.L.), *Mon Desmoulière*, Plon, 1966 ; *Baboli* (1973, traduit par Françoise nent, 1991) ; *Un cri déchirant* (1981, tra- taitre chez Aralia).

Anna Banti forme le nœud du drame qu'elle mettra quatre-vingts ans à dénouer et à résoudre. Du mariage, on renonce à sa cause. Du regard échangé, on comprend l'Inquiétante intensité. C'est le s'époule du bûcher, moins la partition de la composition de Lavinia, rescapée de sa fureur.

La romancière donne les indices avant de fournir la clé du récit. Le «*lisa*» disparaît «*comme un mouchoir, comme un perd qui déguille dans le sable*», avant même qu'on ne la sache compositrice. Elle contemple «*les grands voliers qui viennent de loin*» avant même que ne l'on découvre son besoin de partir. Elle agit avec une audace autoconventionnelle que l'on prend tout d'abord pour l'expression d'un tempérament rétif et individualiste, alors que sa révolte est

L'autre nouvelle appartenait à un recueil plus récent, datant de 1957. *Claudia*, une aristocrate, vis-à-vis de laquelle comme le signale Jean-Yves Masson dans son post-face, surpasse ses enfants sur le plan du mariage, souvent de sa sœur, Arabella, sur-nommée, tant elle était espigole, « *Quick Eyes* » par sa gouvernante anglaise. Arabella a en le tort d'aimer un homme au-dessous de sa condition. Epouvantée par le médiocrité de la vie qu'elle se préparait en obéissant à une passion fugitive, elle s'est dérobée, mais elle n'a pas renoncé à sa révolte. Et Claudia, tellement réservée, si mère, si ténue, envie cette conduite qui, en même temps, lui fait hor-

On a souvent décrit, en littérature, l'entraine des personnes rangées pour la déchéance, les impulsions irrépressibles dont les punitifs aigris sont la proie. Mais c'est chez Anna Banti, une fois encore, quelque chose de plus subtil. Le fait d'ajouter le regard d'une sœur, d'une certaine manière, double la duplicité de la passion, augmente l'ambiguïté et interdit toute conclusion. Les retrouvailles sordides des deux sœurs, à la fin du récit, ne pouvaient déboucher que sur un cauchemar. Et l'on ne s'étonne pas qu'Anna Banti, au détour d'une phrase, laisse tomber le nom de Freud et cite naturellement Lady Chatterley.

## NOTE



Alvaro Mutis

VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / LE MONDE / VII

Charyn, première

U

ne tranquille maison du quartier de San Jeronimo, dans le sud de Mexico, au-delà du parc de Chapultepec et à l'écart des immenses avenues de la ville la plus polluée du monde. Le vent froisse les feuilles du bananier dans le grand patio semé de gazon. Vous traverserez la cuisine où Carmen, la compagne d'Alvaro Mutis, prépare sur le grand fourneau des plats aux odeurs douces et poivrées. Alvaro Mutis vous tendra un verre de whisky ou de tequila avant de vous introduire dans la pièce où il travaille. Vous entrez en évitant les chaises silencieuses, gardiens vigilants des lieux.

Sur le bureau, l'instrument magique : une prosaïque Smith Corona dont sont sortis Magroll le Gabier, Abdul Bashur, Flor Estévez et les mille personnages, conquérants illustres ou obscurs prosternés, qui hantent ses poèmes et ses romans depuis cinquante ans. Près de la machine à écrire, une statuette représentant le capitaine Cuttle, personnage de Dickens particulièrement cher à son propriétaire. Du plafond pend un petit vase arabo-



fracas / de voiles blanches qui s'écrasent / dans le ruissellement glacé des eaux... / Chaque poème égrène sur le monde / l'âcre épi de l'agonie.

Les enfants se créent des compagnons imaginaires pour converser et jouer avec eux : Borges a raconté que les siens s'appelaient Kilo et Moulin. Ordinairement ces personnages disparaissent avec « l'âge de raison ». Fort heureusement pour ses lecteurs, Alvaro Mutis n'a jamais atteint l'âge de raison. Encore que son compagnon de rêves soit éminemment raisonnable, par sa philosophie de l'existence, par son humilité toujours imprévisible, dont il tire un souverain orgueil. De poème en poème, quarante ans durant, puis, à partir des années 80, de roman en roman (chaque roman part d'images des poèmes pour les relier par le fil d'un récit), Magroll est devenu si réel que, dit son auteur, il a fini par lui échapper : peut-être est-ce pour le faire rentrer dans le rang qu'il a fait dernièrement apparaître sur le devant de la scène le personnage d'Abdul Bashur, « le rêveur de navires », alter ego de Magroll comme Magroll l'est d'Alvaro Mutis, et qui trame « mauvais coups » et trafics étranges - des tapis aux armes - avec une ruse orientale que fait chaque fois sombrer un cœur trop généreux.

Et pour brouiller définitivement les pistes, voilà qu'Alvaro Mutis s'est laissé pousser une moustache qui lui donne un air légèrement levantin au point que certains de ses amis se sont empressés de l'appeler Abdul.

Je dis parfois à Alvaro Mutis qu'à tant désespérer du monde et à tant rêver d'une beauté d'un ordre merveilleux et idéal il fait preuve par là-même, au cœur du plus noir pessimisme, d'une forme singulière d'optimisme, puisqu'il persiste à croire envers et contre tout en l'existence, dans un temps et un espace inconnus des hommes mais espérés de tous, de cette beauté et de cet ordre. Comme Magroll, « nourri de la sève de son malheur », comme tous les grands vaincus qu'il chante, Alvaro Mutis a appris à ne rien perdre des plus minuscules joissances du quotidien.

Dans son récit de la mort de Pouchkine, il évoque la dernière vision du poète sur son lit d'agonie : la peau limpide et fraîche de la femme aimée qui lui rappelle la source de son enfance et de sa terre natale, « sa terre de miracles, d'exploits, de forêts sans limites d'églises au couloirs dorés ». Pouchkine, Alar Pilyrien de la « Mort du strage », Bolivar du « Dernier Village », Maximilien, tous ces vaincus irrémédiables, superbes dans leur déréliction même, connaissent, comme Magroll le Gabier, ces instants de « lucidité vertigineuse ». Faut-il, alors, imaginer Magroll heureux ? De son dire tout au contraire, Alvaro Mutis balaise la question.

(1) Cette description des lieux est prise notamment dans le livre *Celebraciones y otros fantasmas*, « biographie intellectuelle d'Alvaro Mutis », d'Eduardo García Aguilar (éd. Tercer Mundo, Bogotá, 1995).

Les livres d'Alvaro Mutis dont plusieurs ont été traduits par François Maspéro, sont publiés chez Grasset.

# Alvaro Mutis, ou le désespoir optimiste

andalou, d'un vert transculture patiné par les siècles. Une grande table couverte de livres : encyclopédie des tramp steamers, anthologie d'Anna Akmatova, Journal de Julien Green, *Mémoires intérieures* de François Mauriac, tout Cécile, une biographie de François Joseph... Derrière la table, un mur entièrement tapissé de biographies de monarques, de mémoires de grands personnages, dont se détache une collection très complète d'objets byzantins. Sur l'autre mur, ses vieux amis les poètes : Antonio Machado, qui débordait de son rayon, Valéry Larbaud, résidente sur la terre de Neruda, l'œuvre du surréaliste argentin Enrique Molina. Sans cher-

Alvaro Mutis. Né en 1923 à Bogotá, Alvaro Mutis partage son enfance entre un collège bruxellois et l'hacienda familiale. Il publie son premier livre de poèmes en 1947. Tout en écrivant, il voyage pour le compte de la Standard Oil puis de sociétés de cinéma américaines, avant de se fixer à Mexico. Son œuvre poétique est recueillie en un seul volume sous le titre *La Summa de Magroll el Gaviero* (La Somme de Magroll le Gabier) en 1982. A partir de cette date, il entreprend un cycle de romans. Après de nombreux prix littéraires espagnols et latino-américains, il reçoit en 1989 le prix Médicis Étranger pour *La Neige de l'Amiral* (traduction d'Anne Morvan).

cher beaucoup, on doit trouver les livres fétiches de l'écrivain, qui sont aussi ceux que Magroll, son héros favori, son double, conserve jalousement dans son sac de marin : les *Mémoires d'outre-tombe*, les *Mémoires* du cardinal de Retz, ceux du prince de Ligne, sans oublier les œuvres complètes de Balzac et de Simenon, ni les *Florenti* de François d'Assise, Jean de la Croix et les grands du Siècle d'Or.

Et puis vous découvrirez les photos de famille. Cette famille, plus fidèle que celle à laquelle on est lié par la nature, qu'un homme se constitue au fil des ans : portraits du dernier tsar et de la tsarine, de Philippe II et de sa fille Catherine, de Michelangelo, de Joyce assis dans l'herbe, un bandeau noir sur l'œil, Conrad, Bandelaire, Valéry Larbaud, Cécile. Et l'ami de toujours, « Gabo » - Gabriel García Márquez - sur une photo qui remonte au temps où il était reporter à *El Espectador*.

Des photos de l'auteur aussi, en grand voyageur comme il se doit : sur un chameau au Caire, dans une rue d'Istanbul, avec des amis à Bogotá ou à Paris. Du salon voisin, parvient l'air d'une *cumbia* d'un lointain village colombien sortant d'un 45-tours.

Vous bavarderez ainsi jusque tard dans la nuit, de traversées sur des cargos rouillés, de ports du bout du monde, de la qualité comparée des whiskies clairs et des whiskies ambrés, de la supériorité du watzon, du grandois sur l'universo, de la profonde philosophie des chats qui veillent sur le Bosphore depuis Byzance, de la splendeur immuable de Saint-Jacques de Compostelle, de la grandeur des empires disparus - celui de Théodora ou celui de

Charles-Quint. Il vous parlera de « l'énorme bêtise du progrès » qui a vain à l'humanité Anshvitz et Hiroshima. Il vous citera la réplique de Bonaparte, prenant possession des salons du Luxembourg à Londres qui lui disait : « C'est triste, ça... ». « Oui, comme le pouvoir... »

Be voilà qu'un détour d'une histoire picaresque espagnol cet homme dont les propos semblaient signifier qu'il est revenu de tout paraît soudain d'un grand rire sonore d'enfant et lancera son exclamation coutumière : « Ah, quelle merveille ! »

Autant l'avouer : je ne suis jamais allé dans la maison d'Alvaro Mutis. (1) Mais j'en ai tant entendu parler, j'ai lu tant de choses sur elle qu'elle m'est devenue un de ces lieux familiers qui finissent par hanter la mémoire avec plus d'insistance que si on les avait vraiment connus. Elle est pour moi comme d'autres lieux, réels ou imaginaires, qui peignent ses récits : la maison d'Araucama au cœur des terres chaudes de la cordillère colombienne ou se rejoignent le paradis perdu de son enfance et la quête sans fin de l'âge mûr de Magroll ; on la chemine de la Shidali Caddesi, à Istanbul, « juste au-dessus de la boutique de Pouchkine », d'où l'on aperçoit le battant des vagues contre les pierres de la forteresse, cette chambre, écrit-il dans les *Éléments du désastre*, où on l'attend et où il n'ira jamais ; ou encore les chantiers minés du port de Pollensa, à Majorque, où, au bout de tant d'aventures, Magroll est venu abriter son désenchantement lucide. Il est, massif, l'épaisse chevelure blanche rejetée en arrière, le verbe haut, prêt à affronter les éléments à condition de ne pas oublier sa

casquette de marin breton. Il tient - et se garde de le laisser oublier - de son oncle le savant José Celestino Mutis qui conduisit une légendaire expédition botanique dans le vice-royaume de la Nouvelle-Grenade. Beaucoup de superbe, un rien de canaille, quelque chose entre l'indigo et le bourlingueur. Un apéritif, une gourmandise pour la vie qui éclatent à chaque geste, dans chaque parole. Et la qualité magique de donner à chacun de ses amis l'impression qu'il est son meilleur ami. Il aime le contact physique avec ses lecteurs - ses fans qui forment un vrai « club Mutis » -, qui tous, toujours, lui posent la même question : « Magroll le Gabier, est-ce vous ? » Magroll le Gabier (également, en français, « Magroll el Gaviero » par le caprice de son premier éditeur parisien qui

pensait que ne pas traduire le sur-nom le rendait plus exotique) est le double d'Alvaro Mutis comme l'ombre peut être le double de la lumière.

L'écrivain a fait d'étranges métiers pour un poète : représentant de compagnies pétrolières puis de grandes firmes de Hollywood, il a, entre bien d'autres emplois, prêté sa voix au doublage des *Incorruptibles*. Magroll, lui, apparaît dès les premiers poèmes, non nommé d'abord, comme le narrateur d'improbables aventures, tel ce « Voyage » daté de 1948 où on le voit conduire un train aux wagons jaunes canari qui part une fois l'an et conduit en plusieurs mois ses voyageurs des hauts plateaux glacés aux terres chaudes, à travers plantations de café et de bois d'encens, « improbable »... mot qui revient

souvent sous la plume d'Alvaro Mutis. C'est le cours entier de la vie et son irrésistible désordre qui sont désignés ainsi. L'ordre n'existe

qu'aux deux extrêmes : dans le souvenir de l'enfance perdue et dans l'acceptation de la mort qui rend tout « irrémédiablement » (autre mot récurrent) illusoire. Magroll navigue de l'une à l'autre, se perdant en mer, dans les marais des estuaires, dans les brouilles des ports, au fond des mines qui l'enveloppent comme un utérus, et y puisant quelques raisons de survivre dans l'attente de l'ultime rencontre : « Chaque poème est un oiseau qui fuit / le lieu marqué par le feu... / Chaque poème est un pas vers la mort... / Chaque poème est un

## La mort de Maximilien à Queretaro

Le chant joyeux, insistait, presque sensuel des merles s'installait en lui et lui permettait de voir, enfin, la longue et harassante chaîne de chimères, de rêves obstinés, d'avertissements pourtant éloquentes, de signes pourtant néfastes qui avait fixé son destin et dominé les cinq dernières années de sa vie. Quelle longue erreur, quelle manifeste et fatale aberration de son intelligence. Il a voulu en chercher l'origine, mais aussitôt l'insupportable d'un pareil examen lui est apparu avec une douloureuse évidence.

Le bruit des roues d'une voiture entrant dans la cour et le carillon d'une clochette lui ont indiqué l'arrivée du prêtre qui venait célébrer la messe. Sa pensée est retournée à Cuernavaca, au parfum des fleurs, à la plénitude sereine des matins de mars, à la Cordillère violette et rose qui se dessinait dans le lointain sur le bleu du ciel. Que de fois n'a-t-il pas fait remarquer à sa femme l'ambiance paradisiaque et hors du monde qui les accueillait toujours dans la petite ville jadis choisie par le Conquistador pour s'y reposer de ses insupportables exploits. Le Conquistador qui travaillait pour la gloire de l'empereur légendaire, l'empereur Charles Quint. Depuis son enfance, il a vécu dans l'obsession du souvenir, de la présence du plus grand de sa race, en qui il voyait la représentation mythique, presque religieuse, d'un destin familial

caïn, il a senti qu'un grand calme, une sérénité proche du bonheur s'installaient en lui et lui permettaient de voir, enfin, la longue et harassante chaîne de chimères, de rêves obstinés, d'avertissements pourtant éloquentes, de signes pourtant néfastes qui avait fixé son destin et dominé les cinq dernières années de sa vie. Quelle longue erreur, quelle manifeste et fatale aberration de son intelligence. Il a voulu en chercher l'origine, mais aussitôt l'insupportable d'un pareil examen lui est apparu avec une douloureuse évidence.

Le bruit des roues d'une voiture entrant dans la cour et le carillon d'une clochette lui ont indiqué l'arrivée du prêtre qui venait célébrer la messe. Sa pensée est retournée à Cuernavaca, au parfum des fleurs, à la plénitude sereine des matins de mars, à la Cordillère violette et rose qui se dessinait dans le lointain sur le bleu du ciel. Que de fois n'a-t-il pas fait remarquer à sa femme l'ambiance paradisiaque et hors du monde qui les accueillait toujours dans la petite ville jadis choisie par le Conquistador pour s'y reposer de ses insupportables exploits. Le Conquistador qui travaillait pour la gloire de l'empereur légendaire, l'empereur Charles Quint. Depuis son enfance, il a vécu dans l'obsession du souvenir, de la présence du plus grand de sa race, en qui il voyait la représentation mythique, presque religieuse, d'un destin familial

enqu'il s'est livré avec une soumission suicidaire, rejeton caduc et incertain du superbe tronc millénaire. Au moment où il allait se perdre dans un de ces examens de conscience qu'il cultivait avec une délectation morbide et paralysante, la porte de la cellule s'est ouverte. Une ombre, en s'y encadrant, l'a empêché de voir le ciel étoilé dans toute la splendeur de cette aube de juin. C'était le prêtre qui venait l'entendre en confession. Avec sa courtoisie habituelle, l'air d'absolue simplicité et de dignité contenue, Maximilien s'est excusé de ne pas être prêt. Le confesseur est ressorti et le condamné a commencé à s'habiller posément. Il a noté avec un peu d'étonnement que le calme de son réveil ne l'avait pas abandonné ; au contraire, il s'affirmait et prenait, là, en lui, la maîtrise absolue de son esprit.

Il a souri en se rendant compte que cela faisait plus de deux ans qu'il n'avait pas revêtu des habits civils.

Alvaro Mutis (Traduit de l'espagnol par François Maspéro)

\* Ce texte fait partie d'un ensemble de récits à paraître, sous le titre d'*Intermèdes*, en avril, dans le prochain numéro de la revue *Caravanes*, chez Phébus.



هكذا من الجاهل

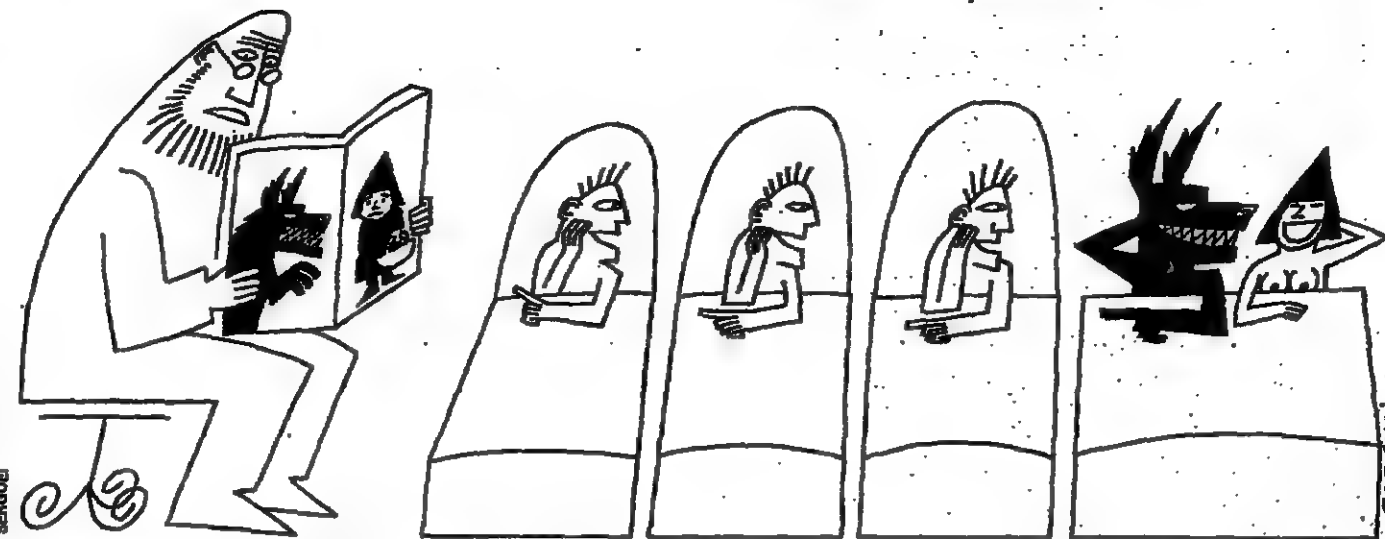
**LA BELLE ET LA BÊTE**  
de M<sup>me</sup> de Villeneuve.  
Édition établie par Jacques Cotin  
et Elisabeth Lemire,  
« Le Promeneur », Gallimard,  
198 p., 90 F.

**HERGÉ**  
Tintin le Terrible  
ou l'alphabet des richesses  
d'Alain Bonfand  
et Jean-Luc Marion.  
Hachette, coll. « Coup double »,  
142 p., 59 F.

**LA CONTAGION DES IDÉES**  
de Dan Sperber.  
Ed. Odile Jacob, 246 p., 140 F.

**A**ttention ! Avec les contes, fables et mythes, il y a toujours des surprises. Personne ne leur laisse de répit : ni les anthropologues, ni les linguistes, ni les sémioticiens. Un conte commence-t-il à s'assourdir, à révéler bien banalement d'une situation stable, d'une petite rente de signification sans surprise ? Un interprète aussitôt s'en empare, le secoue, le compagne, le désarticule et l'envoie, démonté et remonté, se faire raconter autrement. Malheureux conte ou pitoyable fable commençant à peine à s'accoutumer à leur nouveau sens que d'autres savants surviennent... Examinons les derniers exemples.

*La Belle et la Bête*, voilà du solide, à première vue. Valeur sûre, comme on dit, histoire à mettre entre toutes les mains. D'ailleurs la compagnie Disney, honnêtement connue, n'aurait pas investi dans un scénario incertain. Coteau et les bricoleurs poètes du noir et blanc pouvaient se hasarder vers les charmes troubles de l'animalité. L'industrie du dessin animé exige des histoires nettes, saines, garanties. Ce récit semblait satisfaisant, c'était un très correct représentant de ce que « les spécialistes appellent le conte type 425, celui de l'époux animal ou monstrueux ». Las ! Jacques Cotin et Elisabeth Lemire font découvrir qu'une telle innocence vaut bien pour la version de M<sup>me</sup> Leprince de Beaumont (1756), mais nullement pour l'original de M<sup>me</sup> de Villeneuve (1740). En effet,



dans ce récit heureusement réédité, les choses du sexe ne sont point aussi lointaines et silencieuses que dans la version devenue officielle. Qu'on en juge : « Elle (la Belle) lui demanda sans détour si elle (la Belle) voulait coucher avec elle. A cette demande imprévue, ses craintes se renouvelèrent et, poussant un cri terrible, elle ne put s'empêcher de dire : Ah Ciel ! Je suis perdue. » Comme on peut le deviner, la civilisation retrouve aussitôt ses droits. La scène se répète plusieurs fois, dans des termes à peu près identiques. La jeune fille s'inquiète, craint le ressentiment de son hôte, et rêve chaque nuit d'un bel inconnu qui l'appelle et qu'elle doit délivrer. Rien ne dit explicitement que la métamorphose finale du monstre en prince soit décevante pour l'héroïne. Mais on pourrait le supposer.

Tintin ne fournit guère de prise à de telles suppositions. Difficile d'imaginer héros plus chaste et pur que cet irréel adolescent apparemment dépourvu de toute pulsion érotique. Tout son univers paraît désaffectué. Lequel de ses amis imaginerait-on en compagnie de...

la Valentina de Guido Crepax, par exemple ? Haddock ? Les Dupond (et ?) Même Milou - chose rare chez les chiens - n'a pas la moindre idée de ce que pourrait être une femme. Tournesol, peut-être bien... Cessons là ces plaisanteries inadmissibles. Pour Alain Bonfand et Jean-Luc Marion, il conviendrait que nous lisions Tintin comme d'autres lurent Homère ou le Deutéronome, c'est-à-dire comme un texte fondateur du monde. Un petit reporter ? Non, disent-ils, la neutralité du je transcendantal. Un boy-scout ? Nullement, « la remontée de l'ontologie à l'éthique ». Des aventures pour enfants ? Nenni, la réduction phénoménologique.

C'est évidemment amusant. On se prend à rêver des recherches qui s'ouvrent : la timologie négative, l'herméneutique haddockienne. On imagine les sujets de thèses à venir : « Séraphin Lampon et les apories de la grâce », « Esquisses du Dasein chez le premier Milou ». On s'inquiéterait presque : aux trois grands « H » allemands - Hegel, Husserl, Heidegger - va-t-on devoir ajouter bientôt Hergé, le berger belge de l'ère ? Comment se

**Insignifiants, les héros des enfants ? Bien sûr que non ! Doit-on pour autant les charger de tout symboliser ?**

rassurer ? Sont-ce là seulement pastiches de potaches ? Un soupçon effrayant étreint bientôt le lecteur : au lieu de magnifier Tintin, au lieu de faire éclater aux yeux de l'esprit la cohérence et la densité du monde de Hergé, cette lecture ne risque-t-elle pas, par une contamination en retour, de tinteriser Heidegger, de tinteriser l'ontologie ? Que deviendront les plus fameuses analyses phénoménologiques si l'on se mettrait à penser qu'elles sont aussi puissamment élaborées que les injures du capitaine ?

Le vertige gagne. De n'importe quel texte, un exégète excité peut-il extraire d'impensables richesses ? Toujours, partout, n'importe quel récit est-il exposé à une crise inter-

prétative du lecteur ? Une inscription quelconque - une page de Tintin, de la Bible, de l'annuaire du téléphone, une recette de cuisine, un mode d'emploi de tondeuse à gazon, un poème de Prévert - doit-elle de toute façon révéler des trésors de signification, pour peu que l'herméneute soit ingénieux et inventif, ce qui est généralement le cas ? On se trouverait alors dans une curieuse situation. Soit on conclut qu'il existe effectivement une profusion mythique du sens, dont on découvrirait aussitôt qu'elle est irrémédiablement liée à la nature généreuse d'une Providence. Soit on soupçonne l'esprit humain d'être capable de fabriquer des échafaudages interprétatifs à partir de rien - mais comment ?

L'ouvrage de Dan Sperber, *La Contagion des idées*, arrive à point pour nous sortir de cette impasse. Il propose en effet de considérer les histoires qu'on raconte - contes, coutumes, croyances, connaissances... - du point de vue de leur transmission. *Le Petit Chaperon rouge*, par exemple, existe en « des millions d'exemplaires (...), c'est-à-dire des millions de représentations mentales

et publiques ». Représentations mentales : celles qui sont seulement dans les têtes, des adultes ou des enfants. Représentations publiques : celles qui sont parlées ou écrites. Elles sont plus ou moins différentes : la diffusion du conte ne reproduit pas une histoire-mo-dèle en autant de copies conformes qu'il existe de représentations. La transmission transforme. Chacun enjolive, oublie, rajoute tel ou tel fragment - il s'agit plutôt d'expliquer comment l'essentiel du récit, malgré tout, se maintient.

Telle est la principale différence entre *Le Petit Chaperon rouge* et le virus, par exemple, de la scarlatine. Virus et bactéries passent d'un individu à l'autre, en règle générale, sans imitation. Au contraire, souligne Dan Sperber, les représentations sociales et culturelles sont en même temps transmises et modifiées.

Au lieu de les considérer comme des unités au contenu clairement délimité (la croyance en la résurrection, la recette du Yorkshire pudding, ou la légende du roi Arthur), il conviendrait de les envisager comme des ensembles évolutifs et flous, d'analyser leurs modes de propagation, d'étudier leur distribution - tout comme, mutatis mutandis, l'épidémiologie depuis longtemps opère avec les maladies. Qu'on ne s'y trompe pas : sous des airs modestes, Dan Sperber, austère, mi-caustique, ne propose pas moins qu'une nouvelle approche des sciences sociales.

On peut en conclure que l'interprétation n'est pas une activité extraordinaire, ni même fort intéressante. Elle n'extraie pas des œuvres une substantifique intelligence qui y serait dispersée ou masquée, comme on extrait le métal d'un minerai ou l'essence d'une décoction. Elle engendre, dans un nouveau contexte, une transposition de l'ancienne fable, qui posséderait des propriétés plus ou moins intéressantes. On cessera donc de s'extasier de ses promesses ou de s'inquiéter de ses méfaits. Cette maladie infantile, textuellement transmissible, est provoquée par un virus banal. Elle ne réclame aucun soin particulier.

## Les Grecs, la démocratie et nous

L'historien allemand Christian Meier tente de saisir dans la double naissance de la démocratie et de l'histoire le moment où s'invente l'identité civique

**LA NAISSANCE DU POLITIQUE**  
(Die Entstehung des Politischen bei den Griechen)  
de Christian Meier.  
Traduit de l'allemand par Denis Triebel, avec la collaboration de Françoise Laroche, Christine Martin et Wojtek Krolecki Gallimard, « NRF Les essais », 456 p., 160 F.

**C**hristian Meier rend toute sa force à cette évidence première : les Grecs n'ont pas eu de Grecs pour les précédents - ils constituent la « scène primitive » que la réflexion politique moderne n'a cessé de méditer et de récrire. De même qu'il y eut « la cité » de Fustel de Coulanges et celle de Max Weber, pour la période récente deux noms au moins viennent immédiatement à l'esprit, ceux de Moses Finley et de Jean-Pierre Vernant : l'un et l'autre, parfois l'un avec l'autre, ont nourri tout un ensemble de réflexions et de travaux mais, de ces deux « cités », Meier ne dit rien, ou presque.

Point de malentendu : cette remarque ne vaut pas reproche, elle vise seulement à rendre sensible qu'au moment où Meier s'attelle à cette grande question, son espace de travail et de questionnement, ses références étaient autres. Depuis les fameuses injonctions de Winckelmann - invitant les Allemands à imiter les Grecs pour devenir à leur tour, imitables - jusqu'à Heidegger, les Grecs n'ont-ils pas eu outre-Rhin une autre histoire ou l'imitation, sinon l'identification l'emportant sur la distance ? Aussi Meier voulait-il d'abord mettre l'accent sur la distance par rapport à l'objet « Grèce » et sortir les études anciennes allemandes de leur splendeur et mortel isolement, en ne cessant d'affirmer un double souci comparatiste : entre les Grecs et les



autres civilisations antiques, entre les modernes et les anciens. D'où, je crois, la proposition de Paul Veyne de qualifier sa démarche d'« anthropologie », vocabulaire familier pour des oreilles françaises habituées à entendre parler d'anthropologie du monde antique ou d'anthropologie historique. Même si l'accord sur le but était clairement partagé, s'agissait-il exactement de la même démarche ? Les deux premières parties du livre interrogent le concept de politique et s'attachent à la genèse de « l'identité politique » athénienne, depuis l'économie du

d'univers conceptuel qui s'est produit en Grèce entre les VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles avant J.-C. Ce n'est pas le lieu de discuter la définition schmittienne du politique (et sa distinction spécifique : « la discrimination de l'amal et de l'ennemi »), mais on voit bien comment, à la fin de l'Oresteïe, le chant des Euménides invitait les Athéniens à « échanger entre eux des joies / Dans une pensée de commune amitié et de haine d'un seul esprit » est lu par Meier à la lumière de ce principe. Les Euménides d'Eschyle marquent en effet un « moment unique de prise de conscience de soi de la ci-

couches plus larges de citoyens sont désormais directement partie prenante, quelle place, pourrait-on demander avec Nicole Loraux, revient alors au conflit ? On sait que c'est autour de cette réalité du conflit - la stasis, pour lui donner son nom grec - qu'elle a repris l'interrogation sur le politique.

La troisième partie, la plus neuve peut-être pour un lecteur français, traite des effets de la politisation sur le rapport des Grecs au temps. Qu'en est-il du changement, du progrès et de la naissance de l'histoire ? Peut-on aller plus loin que la constatation de la synchronie entre la naissance de la démocratie et celle de l'Histoire ? Ces pages, les plus comparatistes, sont aussi celles qui se réclament le plus explicitement de la démarche de Koselleck.

S'inspirant des analyses de ce dernier pour la période 1750-1850 en Europe, Meier traite de façon analogue le V<sup>e</sup> siècle grec qui a connu, lui aussi, un bouleversement de ses concepts. Si « processus » et « temporalisation » peuvent résumer les changements des temps modernes, qui ont vu les « attentes » s'éloigner de plus en plus des « expériences » faites jusqu'alors, « temps politique » et « politisation » rendraient compte du V<sup>e</sup> siècle. Par temps politique, il faut alors entendre un temps que ne synchronise aucun grand processus de changement, un temps où le devenir est fait de configurations sans cesse changeantes entre les cités et entre les citoyens, un temps enfin où expérience et attente se « recouvrent » presque. Les événements se succèdent dans un monde qui, pense-t-on, demeure identique à lui-même. D'où ce paradoxe final, si Hérodote a écrit ses *Histoires*, c'est pour se convaincre (à la suite de la défaite des Perses) qu'il n'y a pas d'Histoire (au sens de grands processus orientés de transformation).

François Hartog

## Le faste moralisé

Comment évolua la vie luxueuse, de la démesure des aristocrates aux habitudes de la bourgeoisie ?

**LE LUXE**  
Une richesse entre faste et confort XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>  
de Philippe Perrot.  
Seuil, 256 p., 149 F.

**E**n 1912, le Thémis somnait, et sa mémoire, vaisselle fantôme de l'ère industrielle, n'en finit pas de hanter les nobles. Comme si ce transatlantique, concentré d'éclat et de confort, figurait parfaitement la nostalgie d'un monde élitiste, strictement réservé, celui du luxe privé.

Historien du vêtement, dont il scruta l'image sociale, Philippe Perrot étudie comment naît la notion moderne de luxe, dans le courant égalitariste qui accompagne les progrès de l'idéal démocratique. Car le luxe survit à la fin de l'Ancien Régime. Combattu par les moralistes, la magnificence du XVII<sup>e</sup> se retire dans l'hôtel particulier, temple de l'intime et du bien-être, elle étouffe la mauvaise conscience en se miniaturisant, de colifichets en bibelots et autres « curiosités ». Préservé par sa discrétion même, le luxe privé traverse donc la tourmente révolutionnaire qui ne connaît que l'éloge d'un luxe vertueux, pédagogique et patriotique, en un mot édifiant. La tenue bourgeoise, d'aspect sévère et sobre pour dire la compétence, relâchée, voire voluptueuse, dans l'intimité, résout le dilemme que Balzac lisait dans l'épître révolutionnaire, « un débat entre la soie et le drap ». L'ère du confort naît de cet esprit matérialiste et fonctionnel. Le culte de l'hygiène, de la transparence et de l'éclat triomphe, assurant la fortune du tapissier-décorateur et du plom-bier.

En conjuguant prospérité et égalité civile, le XIX<sup>e</sup> propose un rêve où le bonheur se dit bien-être et le désir besoin. La splendeur de l'ordre bourgeois commande le succès de l'objet standardisé, qui imite l'art sans l'atteindre, simple gage de pro-

ductivité. Temple de la culture matérielle, le grand magasin assure un éclat d'emprunt, un « à-peu-près » suffisant du luxe et de l'élégance vrais. Mais la passion égalitaire peut-elle tolérer l'uniformisation sans s'autoriser quelques excès ? Amphitryons ou protecteurs, les hommes réservent à la table et aux femmes la débâche fastueuse que la conscience politique récuse, ou révoque, héraïque secrète, à ces luxes aristocratiques anciens (hérosisme du duelisme et prestige du cavalier) que l'on imite avec une audace de comptable et un panache de notaire. Collectif ou volontiers monomaniacal, le nouveau riche a cette « vénération antiquaire du passé » que moquaient Nietzsche et Émile Zola comme un rachat de sa réussite matérielle. La légitimité du mécano se fait justification du parvenu - l'art y perd son statut politico-religieux pour se réduire à l'enjeu marchand.

Demeure le luxe public, qui doit magnifier le civisme et rappeler la loi. La relecture du legs monarchique (Versailles métamorphosé en musée « à toutes les gloires de France ») est compensée par une obsession pédagogique des statues et édifices publics, même s'il faut réserver à la tour Eiffel ou aux gares PLM, luxe proposé à l'usage collectif, le statut d'authentiques œuvres de leur temps, loin des partages douteux et des réveries pesantes. Démesure flamboyante incompatible avec l'affirmation démocratique, le luxe ne peut qu'être un signe privé raisonnablement contrôlé s'il ne veut pas susciter l'envie, cette jalousie nouvelle, universelle lorsque la distance sociale s'estompe en se réduisant. En s'attachant moins aux usages du luxe qu'à son image, Philippe Perrot propose un remarquable voyage dans l'imaginaire social du siècle dernier, qu'une illustration précieuse et pertinente agrémentée avec discrétion.

Philippe-Jean Cathini



سكواك المجلد

# Darwin contre les socio-darwinistes

Et si l'œuvre du théoricien de l'évolution constituait elle-même l'antidote le plus efficace aux idéologies nocives qui se sont réclamées de sa pensée ?

**Dictionnaire du Darwinisme et de l'évolution**  
sous la direction de Patrick Tort  
PUF, trois volumes,  
4 862 p., 2500 F.

Désormais rien de ce qui concerne Darwin ne nous sera plus étranger. Ainsi, au chapitre VII de *La Variation des animaux et des plantes à l'état domestique*, Darwin cite, en note, l'un de ses correspondants, Zurbost, à propos de « la couleur des poussins des poules cochinchinoises ». C'est assez pour que Patrick Tort lui consacre trois lignes, dans lesquelles il mentionne le fait. C'est d'ailleurs le dernier article du dictionnaire. Quant au premier, du même auteur, il porte sur Abbâs-Pacha, vice-roi d'Égypte, que Darwin signale comme un grand éleveur de pigeons-paons. Une dizaine de lignes suffisent pour consigner les rares informations réunies à son sujet. Mais nul doute que les « limites de l'érudition actuellement disponible » ne soient atteintes.

Visiblement, Patrick Tort a tout vu, vérifié, complété, amendé. Ce dictionnaire porte sa marque. Malgré d'oubli, il a incontestablement mené à bien une entreprise singulièrement ambitieuse et, de fait, une belle synthèse de l'histoire et des développements contemporains du darwinisme fauniste. Elle exigeait, en tout cas, un travail colossal. Répartis plus de quatre mille cinq cents articles entre cent cinquante collaborateurs, assurés, avec Jean Guéhenno, la coordination scientifique et veillant à la cohérence terminologique, à un travail qui court sur près de dix années attestent d'une belle opiniâtreté.

La détermination du nombre et de la nature des entrées posait à elle seule de multiples problèmes. La structure de ce dictionnaire encyclopédique atteste des solutions retenues. Trois familles de concepts voisinent. L'examen des concepts darwinistes donne accès aux grandes



« Plateaux aja » ou spatule rose d'Amérique par Audubon

articulations de la « théorie de la descente modifiée par le moyen de la sélection naturelle ». L'essor post-darwinien de la biologie de l'évolution requiert l'étude d'autres notions. L'apparition d'une science de l'évolution, les progrès de la biologie moléculaire, comme la multiplication des synthèses théoriques au sein desquelles le noyau de la théorie darwinienne est réévalué, ont en effet une extension du champ lexicographique.

Enfin, l'analyse des « idéologies connexes » – le darwinisme social et l'engénierie – constitue un enjeu majeur de cette encyclopédie. Ces trois approches se justifient. La liste

des concepts retenus – comme celle des auteurs qui font l'objet d'une notice – répond à la diversité des domaines et des champs d'application de la théorie darwinienne, cette vaste et féconde élaboration scientifique qui n'a jamais cessé, depuis plus d'un siècle, d'inspirer d'après débats philosophiques et politiques. Aucun n'est ici laissé dans l'ombre, et chacun trouve sa conclusion, voire définitive. L'intention militante de Patrick Tort est de « désemparer le paysage théorique des dérives philosophiques et sociologiques de l'évolutionnisme ordinaire » en dénonçant le contresens théorique au nom duquel on impute à Darwin

une part de responsabilité dans la naissance d'idéologies nocives. Ce combat est lié au nom d'une interprétation bien connue de *La Descente de l'homme et la Sélection naturelle*. Patrick Tort n'est pas le premier à remarquer que l'idée d'appliquer aux sociétés humaines le principe de l'élimination des moins aptes est étrangère à Darwin, mais doit beaucoup à l'évolutionnisme biologique-sociologique de Spencer. En revanche, le propos de Patrick Tort attribue de façon originale à l'anthropologie darwinienne un rôle-clé dans la dénonciation de cette méprise. N'est-ce pas Darwin lui-même qui aurait consti-

té que les instincts sociaux favorisent, dans l'état « civilisé », l'épanouissement de sentiments opposés aux conséquences ordinaires de la sélection naturelle ? C'est l'« effet réversif de l'évolution », auquel Patrick Tort a attaché son nom (1). Si ce concept n'est nullement partagé, dans l'œuvre de Darwin il y est cependant décrit et opère, assure-t-il, dans certains chapitres importants de *La Descente de l'homme*.

Sur ce point, le débat n'est pas clos. L'œuvre pionnière d'Yvette Conry (2) – honnêtement présentée par Tort dans un article consacré au darwinisme français –, est plus critique à l'égard de cet ouvrage de

Darwin. Tout en écartant, pour des raisons humanitaires, les solutions du fondateur de l'engénierie Francis Galton, Darwin reprend en effet, dans *La Descente*, les stéréotypes propres à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : du mythe de la mission colonisatrice de l'Occident à la conception hiérarchique de la vie conjugale. Patrick Tort prête à l'anthropologie de Darwin une parfaite cohérence. Cette thèse non plus ne fait pas l'unanimité. Sans lui faire grief de la promouvoir, comment ne pas s'interroger sur les conséquences de la ligne directrice adoptée ? Un dictionnaire encyclopédique peut-il par exemple à la fois dresser l'inventaire des connaissances et stigmatiser des positions idéologiques ?

Le risque, bien évidemment, était de retrouver sous une autre forme les seules prises de position antérieures de Patrick Tort et de ses plus fidèles collaborateurs. Ce travail a cependant été évité. La recherche de l'exhaustivité produit des contrastes. On lui doit les innombrables notices sortant de l'oubli les voyageurs, les zoologistes, botanistes, horticulteurs anglais cités par Darwin, aussi bien que l'analyse approfondie des travaux de Haeckel ou la dense mise au point relative à Alexis Carrel. En outre, la nécessité de s'attacher à la collaboration de spécialistes reconnus dans toutes les disciplines concernées, la probité dans leur choix, la volonté enfin de donner audience aux formes nationales du darwinisme fonctionnent comme principe d'ouverture et de dialogue. Truffé d'additions et de renvois, ce dictionnaire vivant et attachant est de ceux qui ouvrent des pistes de travail.

Jean-Paul Thomas

(1) Patrick Tort, « L'effet réversif de l'évolution. Fondements de l'anthropologie darwinienne », in *Darwinisme et société*, sous sa direction, PUF, 1992.  
(2) L'introduction du darwinisme en France au XIX<sup>e</sup> siècle, Vrin, 1974.

## Léon Blum plus intime

Suite de la page 1

Et même, sur 1936, il déraile un tantinet en laissant croire que Blum aurait tenu pour de sympathiques fêtes collectives ces grèves sur le tas dont il conviendrait un peu plus tard, devant ses juges de Riom, qu'elle étaient venues « frapper au visage son gouvernement ».

C'est au temps du malheur, après la mort de Thérèse en 1938 et dans la stupeur enregistrée à Bordeaux en juillet 1940, que le livre sonne le plus clair. Sur le procès de Riom, la prison de Buchenwald avec Mandel, dans une villa entre le camp de la mort et la caserne des SS où « Janot », sa femme, a pu le rejoindre, les lettres à sa famille donnent une forte texture d'émotion. Le testament retrouvé, du 31 juillet 1944, est une page d'une pureté rare dont on ne connaît qu'un équivalent : celui que Marc Bloch rédigea le 18 mars 1941. Longtemps « perdu dans ces bois étouffés de neige » mais refusant d'accabler le peuple allemand sous sa responsabilité collective, Blum y martèle son optimisme foncier et conclut : « Je suis convaincu que tous les peuples sont sensibles à une cure mitigée de raison et de bonté, de fermeté et de confiance. Si la paix devait se décider dans un autre esprit, la violence n'aurait fait que changer de camp pour quelques années et les peuples recommenceraient à se passer l'un à l'autre, comme disait Jaurès, la coupe empoisonnée des Atrides. » Greilsammer ne se contente pas de livrer quelques temps aussi forts. Il a suivi tout au long la question de la judéité de Léon Blum. Et sur ce point si intime, il faut rendre hommage à sa parfaite honnêteté intellectuelle : alors qu'il pouvait tenir pour opportun de tendre constamment le fil du raisonnement, il a su ne jamais forcer l'analyse. Fort de ses péchés fructueux dans des archives de

Jérusalem, il n'a aucun mal à nous convaincre que Blum a eu dès les années 20 un engagement sioniste qui pourrait être concomitant de son impossibilité apparente face à l'antisémitisme virulent dont il a été la victime. Tout le prouve, et d'abord sa communauté de vue avec Weizmann, ses éditoriaux du *Populaire*, sa joie d'apprendre en 1938 qu'est né en Galilée un kibboutz Kfar Blum. De nombreux textes et dossiers montrent aussi que l'avocat est souvent intervenu pour des juifs réfugiés ; qu'il a persévéré dans sa vieille idée que « le juif a la religion de la justice », jusqu'à tenter de cette justice une belle part de son socialisme. Et il est resté jusqu'au bout anticlérical, il n'a pas désigné certain penchant platonicien. D'ailleurs, le point d'orgue de sa pensée, *La Pénalité humaine*, n'a rien d'anti-religieux, bien au contraire. Mais il est vrai qu'il « n'a jamais fourni d'éléments de réflexion personnelle sur la Shoah. Il n'a jamais tenté d'évaluer la signification historique ou morale de l'Holocauste ».

Greilsammer pose cela avec tant de sérénité et tant de probité qu'il pardonne peut-être qu'on tiennne pour sommaire et volontariste son épilogue sur ce juste, sur cet anti-Machiavel en politique, dont la tombe moussue de Jouy-en-Josas ne porte que la mention « Léon Blum, homme d'Etat français, 1872-1950 ». Sous prétexte que « l'homme de cœur » de la page 14 aurait pu devenir au fil d'un habile agencement égotiste un « moraliste juif » en page 529, il y est dit bien cavalierement que cet amateur atypique, cet optimiste toujours en coquetterie avec le tragique, ne fut pas un ces « juifs d'Etat », un de ces « fous de la République » définis par Pierre Bimbaum, un de ces Français, juifs ou non, décidés à servir l'Etat en confiance absolue avec le devenir d'une République, française puis universelle. Tout cela serait à voir de bien plus près, cher Greilsammer. Et pour démontrer que vous auriez raison, il ne suffit pas de retrouver des archives inédites. Il faut avoir saisi Blum là où il s'est accompli au vrai : en politique. Et, pour le coup, sans roman d'une vie.

Jean-Pierre Rioux

## Stupéfiants d'après la guerre froide

En dépit d'officielles déclarations de « guerre à la drogue », le trafic est une pièce essentielle du puzzle géopolitique

**GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIES DES DROGUES.**  
d'Alain Labrousse et Michel Koutouzis.  
Economica, 110 p., 49 F.

**LA ROUTE DE LA DROGUE**  
d'Olivier Weber.  
Arléa, 341 p., 140 F.

**LA FILIÈRE COCAÏNE EN FRANCE**  
de Philippe Madelin.  
Editions du Rocher, 243 p., 129 F.

**DROGUE, LA GUERRE CHIMÉRIQUE**  
de Roch Côté.  
Les Belles Lettres, 140 p., 85 F.

L'actualité de ce débat d'actualité a déjà produit son lot de comédies artificielles : tandis que le président colombien Ernesto Samper est guetté par la démission parce que sa campagne électorale aurait été financée (comme bien d'autres avant lui) par un cartel de la cocaïne, Paris vient d'effacer une partie de la dette marocaine en échange d'un effort promis (depuis des décennies) dans cette région du Rif où pousse l'essentiel du cannabis fumé ici. Sans avoir eu le temps d'intégrer ces développements brillants d'actualité, la production éditoriale du moment donne à comprendre que de tels événements s'inscrivent dans une histoire de longue durée.

Au siècle précédent, les guerres de l'opium avaient été « la première grande confrontation économique et géopolitique dont une drogue a été l'enjeu », rappellent Alain Labrousse et Michel Koutouzis, dont les travaux à l'Observatoire géopolitique des drogues font désormais autorité. Les deux auteurs appliquent les lois particulières de la « géopolitique des drogues » aux situations conflictuelles de la Birmanie, de l'Afghanistan, du Pérou, du Caucase et des Balkans.

« La drogue était devenue, après la seconde guerre mondiale, une arme secrète entre les mains des grandes puissances, analysent-ils, exemples à l'appui. La multiplication des conflits issus de l'éclatement de l'empire soviétique lui ont conféré une importance nouvelle en lui permettant de se substituer aux financements que les deux blocs apportaient à leurs alliés locaux (...). La drogue est ainsi devenue un outil de pression diplomatique, un facteur d'apaisement des territoires, une des causes de l'affaiblissement du pouvoir central et, finalement, un des buts de la guerre. » Les déclarations martiales des dirigeants occidentaux, français ou américains, ne doivent pas masquer, ajoutent les deux auteurs, qu'ils « lui sacrifient toujours et partant leurs intérêts économiques et stratégiques ».

Récit de voyages, le livre d'Olivier

Weber illustre cette géopolitique à la manière d'un grand reporter qui a cheminé le long des routes de la drogue, des vallées afghanes de l'opium aux chemins des contrebandiers du Pakistan. « C'est sans doute la plus belle et la plus pourrie des routes du monde », écrit-il au fil de ce « pèlerinage » qu'il s'était juré d'effectuer « pour des amis perdus », emporté par des surdoses mortelles. « Une route longue, sinieuse, peuplée de chefs de guerre, passeurs anonymes, barons de la drogue, politiciens véreux et douaniers corrompus, seigneurs et victimes, mendians et superbes, peuplée surtout, en aval, de morts et d'âmes damnées, qui assistaient, impuissantes, à la montée des flots de poudre qui inondaient les veines et noyaient les esprits. »

Par le petit bout de l'enquête – fouillée – qu'il a consacrée à un réseau international de trafiquants

de cocaïne opérant entre la Colombie et la France, le journaliste Philippe Madelin décrit, dans un style plus dépouillé, le démantèlement d'une filière d'acheminement de drogue et de blanchiment d'argent sale qui a fonctionné jusqu'en juin 1994 dans l'Hexagone. Mettant en exergue l'inefficacité des services répressifs français dans cette lutte sans fin contre les trafiquants, le livre de Philippe Madelin fait écho à l'opuscule, didactique mais orienté, de son confrère québécois Roch Côté, qui décline les avantages attendus d'une « légalisation du marché des drogues ». Il n'épouse pas pour autant ce débat sur la légalisation des stupéfiants qu'avait déjà engagé, à l'époque de la « guerre de l'opium », notent Alain Labrousse et Michel Koutouzis, un empereur mandchou qui entendait protéger son peuple des effets de la drogue.

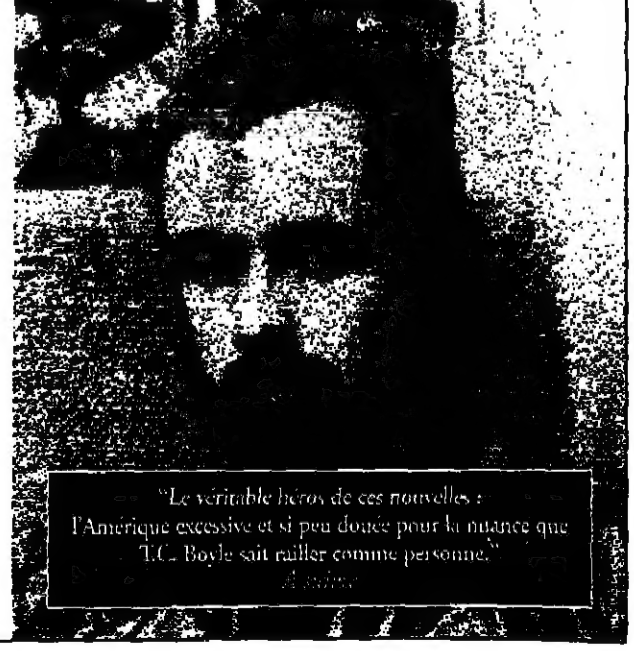
Erich Icklyan

T.C. Boyle



Histoires sans héros

Grasset



« Le véritable héros de ces nouvelles : l'Amérique excessive et si peu douce pour la nuance que T.C. Boyle sait railler comme personne. »



50: من الإجمالي

ECONOMIE

par Philippe Simonnot

Les cadres se rebiffent

L'ÉTAT MENSONGER  
Pour en finir  
avec la société de dépendance  
de Christian Saint-Etienne.  
J.-C. Latès, 220 p., 119 F.

Les chiffres sont connus, mais l'art de Christian Saint-Etienne est de s'en servir comme d'une arme de poing. Dans son dernier livre, *L'Etat mensonger*, l'exercice est mis au service d'une violence polémique rarement atteinte dans ce genre d'ouvrage. Sans doute, l'auteur craint-il de n'être point entendu s'il ne hurle sa colère. Serions-nous devenus sourds ? Même si cela était, serait-ce la meilleure méthode pour atteindre notre entendement ? Ou bien le livre, dédié à « Charles de Gaulle, le Bâtisseur », a-t-il d'autres objectifs moins évidents ?

Donc, la France championne du chômage, est victime d'un Etat dépendant qui accapare aujourd'hui 55 % de la richesse nationale, alors même que la dette publique ne cesse de croître. Mensonger, cet Etat, par définition, ne dit pas la vérité. Et la vérité est que le système fiscal français, loin d'être régressif comme voudrait le faire croire un certain discours « marxiste-psychanalytique » (7), est « le plus progressif du monde industriel », au point de devenir « confiscatoire » pour les cadres et autres créateurs de richesses. Ces malheureux ont été « culpabilisés », « cloués au pilori », « humiliés » par une société « soviétisée » (sic), et n'ont droit que de se taire. D'après les calculs de notre auteur, si le cadre dirigeant gagne vingt fois le SMIC, il paiera cent fois plus d'impôts et de cotisations que le « suicard ». D'où une paupérisation relative, voire absolue, des travailleurs les plus qualifiés. Les différences de revenus, après impôts et distribution des prestations sociales, seraient, selon Saint-Etienne, les plus faibles du monde industriel. « Les cadres moyens et supérieurs âgés de trente-cinq à cinquante-cinq ans frappés financièrement et socialement n'ont plus les moyens de vivre selon leurs attentes et désespèrent à raison de l'avenir de leurs enfants. » Les rejetons des meilleures familles viennent à leur tour grossir le rang des chômeurs, vrais ou faux.

Surimposés et maltraités, les actifs doivent encore payer pour les retraités. Ces derniers auraient dû toucher cette année 900 milliards de francs, du fait des cotisations payées durant leur vie active. Il leur sera versé 1 400 milliards. La différence de 500 milliards, explique l'auteur, est à la charge des salariés actifs. Et la note s'allonge encore. Le maintien artificiel, dans les départements d'outre-mer, d'un niveau de vie cinq fois plus élevé que ce que justifie la production locale ajoute 100 milliards de francs à la charge des actifs. Quant au coût net de l'immigration « non originaire de la Communauté européenne », il serait, à lire Saint-Etienne, de l'ordre de 120 milliards de francs par an — dès lors qu'on y intègre l'ensemble des politiques d'éducation, de la ville, et de la sécurité.

« Le passage d'une  
république citoyenne  
à une république  
morte  
(a fait) d'un peuple  
souverain une horde  
de quémandeurs. »

puissance à préparer la France à la « guerre globale, capitaliste et numérique », pastiche voulu de la fameuse formule de l'homme du 18<sup>ème</sup> siècle. Le chômage est devenu « l'objectif et la raison d'être de la V<sup>ème</sup> République », « le passage d'une république citoyenne à une république morte [a fait] d'un peuple souverain une horde de quémandeurs ». Etc. L'auteur délire juste assez pour ne pas nous agacer tout à fait.

« Dans notre pays, affirme-t-il, l'Etat c'est la France. La crise de l'Etat est donc une crise de la France. » Soit ! Mais comment en sortir ? Faudrait-il tuer l'Etat afin que vive la France ? Non pas, car « abattre l'Etat reviendrait à briser la France ». Cet Etat mort, il faut donc le remplacer par un « Etat incitateur et stratège ». Le lecteur ne sait trop comment cette résurrection pourra se faire. L'auteur ne répugne pas à ce qu'on le traite de « libéral-étatiste » — comme si ce double qualificatif pouvait avoir le moindre sens. Saint-Etienne est plus crédible quand il annonce que la prochaine rupture viendra de la classe moyenne, et notamment des cadres, lorsqu'ils auront compris qu'ils sont les victimes exploités de la sphère publique héritière de l'« Astre mort » (derrière Astre, lire : Etat). Et voici même la menace : « Lorsque les cinq à six millions de créateurs de richesses qui portent l'appareil de production national, avec leurs familles, soit une vingtaine de millions d'électeurs distribués autour du point de bascule de nos équilibres politiques, auront vraiment compris ce qui leur arrive, et l'origine de leurs problèmes, la sphère publique française se fracturera, une vraie fracture celle-là. » A bon entendeur, salut ! Cette fois on a compris. Les cadres se rebiffent, et Saint-Etienne est leur prophète. Que fait un prophète, sinon d'annoncer la venue d'un ou plusieurs sauveurs. Et c'est bien ainsi que se termine le livre : « Que la France retrouve des chefs qui croient en notre peuple parce qu'ils savent qu'il est grand. Alors, le prodige renaitra de ses cendres », troublante renaissance d'un langage qu'on croyait disparu. Et que l'on aurait grand tort d'ignorer.

PASSAGE EN REVUES

Esprit

Le débat sur le totalitarisme et la pertinence du lien que cette notion permet d'établir entre régime soviétique et régime nazi — discussion relancée en 1995 autour du livre de François Furet, *Le Passé d'une illusion* — se poursuit désormais dans les revues. Aujourd'hui dans *Esprit*, demain dans *Le Débat*. Pour l'historien Ian Kershaw, le nazisme, produit d'une unité « charismatique » entre un peuple consentant et son chef, ne peut persévérer dans son être qu'en se radicalisant afin d'entretenir l'adhésion au maximum de son intensité. Le caractère essentiellement mobile et autodestructeur du nazisme constitue son irréductible spécificité. Au contraire, le régime soviétique, même dans ses phases terroristes, suit une certaine rationalité politique. Et d'ailleurs, il survit à la terreur stalinienne. La phase totalitaire, coextensive au régime hitlérien, n'aurait été pour l'URSS qu'un moment de son histoire.

En revanche, pour l'Américain Martin Malia, l'URSS, même brejnevienne, rentre bien dans la catégorie des Etats totalitaires. Les quatre piliers de ce totalitarisme-là (rôle dirigeant du parti, idéologie obligatoire, police politique, planification économique autoritaire) demeurent en place jusqu'à la perestroïka. Une fois ces piliers ébranlés, l'effondrement s'ensuit inévitablement. Autre contribution au débat : celle de François Béhar qui voit dans le nazisme une religion séculière de substitution, et de Pierre Bourdieu qui, en résumant le dossier, appelle à ne pas renoncer trop vite à une notion de totalitarisme qui demeure fort utile, selon lui, pour penser, en creux, notre démocratie... (*Esprit*, janvier-février, n° 1-2, 255 p., 82 F.).

INTERNATIONAL

par Michel Tatu

POLITIQUE INTERNATIONALE  
(n° 70, hiver 1995-1996),  
420 p., 80 F.

TRANSITION  
revue de l'Open Media  
Research Institute.  
Prague.  
n° 2-26 janvier 1996,  
70 p., 5,7 DM.

FOREIGN POLICY,  
Washington,  
n° 101, hiver 1995-1996,  
190 p., 7,95 \$.

L'entrée en lice de Boris Eltsine et de Guennadi Ziouganov plonge la Russie dans une nouvelle campagne électorale, la seconde après celle du scrutin législatif de décembre, la plus incertaine aussi. Car pour la grande majorité des observateurs, et malgré les handicaps évidents du président sortant, la partie n'est pas jouée. Virginie Coulaudou, dans *Politique Internationale*, note que « le parti communiste semble avoir fait le plein des voix lors des dernières élections. La présidentielle étant un scrutin majoritaire à deux tours, le parti a moins de chances de reproduire l'exploit des législatives ». Un front communiste se formera en effet contre le candidat du PC, et le pouvoir en place, appuyé sur des médias audiovisuels solidement repartis en main, exploitera à fond le spectre du « retour au passé ».

Un retour au passé qui relève de la simplification abusive. Selon le même auteur, les réformes poursuivies depuis trois ans en Russie ont au moins rempli un objectif, qui était d'utiliser les privatisations pour asseoir durable-

POLITIQUE

par André Laurens

L'UTOPIE A L'ÉPREUVE  
Le Socialisme européen au XX<sup>ème</sup> siècle  
d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg.  
Ed. de Fallois, 406 p., 135 F.

Un ouvrage sur les socialistes européens vient confirmer l'intérêt que soulève l'interrogation sur le rôle de la gauche dans le processus d'unification d'une Europe, frappée par la crise. Après *La Gauche en Europe depuis 1945*, publié au PUF sous la direction de Marc Lazar (« Le Monde des livres » du 2 février), l'étude d'Alain Bergounioux et de Gérard Grunberg propose une vision transversale du socialisme européen au XX<sup>ème</sup> siècle, mettant en valeur, au-delà de ses diverses cultures (social-démocrate, travailliste, socialiste) et de ses contingences nationales, ce qui le définit en tant que tel.

Les auteurs partent du principe qu'il existe « une véritable spécificité et homogénéité du socialisme européen » et que celui-ci incarne « une communauté de destin ». Cette dernière se fonde sur l'histoire : si différentes qu'elles soient, les formes du socialisme européen ont eu à répondre aux mêmes défis, à affronter les mêmes épreuves, à emprunter des voies proches. C'est ainsi qu'elles ont eu à s'insérer dans des systèmes politiques basés sur la démocratie parlementaire ; qu'elles se sont opposées sans succès à la Première Guerre mondiale, leur internationalisme ne résistant pas au sentiment national ; qu'elles n'ont pas beaucoup mieux réussi face au fascisme ; qu'elles ont affronté la menace bolchevique et qu'elles ont été

SOCIÉTÉ

par Robert Solé

LE COLLECTIONNEUR  
Anatomie d'une passion  
de Werner Muensterberger.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Martine Leroy-Battistelli.  
Payot, 326 p., 175 F.

Il s'appelait Sir Thomas Phillips. Au début du siècle dernier, cet aristocrate un peu fêlé s'était promis d'acquiescer un exemplaire de chaque ouvrage paru dans le monde. Il mourut en 1872 avant d'avoir atteint cet objectif sympathique, mais son manoir de Chesham, près de Gloucester, abritait tout de même cinquante mille volumes et autant de manuscrits. L'origine de cette passion ? Une ascendance douteuse qui le traumatisait, estime le psychanalyste américain Werner Muensterberger, au terme d'une vaste enquête sur les collectionneurs d'hier et d'aujourd'hui.

Des bijoux anciens aux papillons, en passant par les timbres, les boîtes d'allumettes et les papayes cassées, il existe mille manières de réunir et de conserver des objets. Leurs propriétaires y tiennent généralement comme à la prunelle de leurs yeux, quelle qu'en soit la valeur marchande. Des « psy » n'ont pas manqué de se pencher sur ce phénomène et de classer les collectionneurs dans le type... anal rétenteur. Explication : lors de l'apprentissage de la propreté, le jeune enfant découvre le moyen « d'amasser les matières et d'attendre un peu avant de s'en débarrasser ». Cet apprentissage coïncidant avec le sevrage, il réagit ainsi contre une dépossession et adopte des jouets qui ont pour lui une valeur rassurante, quasi magique. Certains collectionneurs adultes font de même : une fois en possession de l'objet convoité, ils ne le lâcheront plus...

Werner Muensterberger nous fait heureusement quitter assez vite les fèces, pour analyser

Le capitalisme des camarades

ment le pouvoir des élites : « La séparation des pouvoirs n'entrant pas dans la définition russe de la démocratie, les partis ont sorti leurs meilleures armes politiques pour devenir majoritaires dans les secteurs-clés de l'industrie. » Il n'est pas question de revenir en arrière dans ce domaine, pas plus pour les communistes que pour les autres.

C'est ce même thème du « capitalisme à visage de camarade » que développent trois auteurs écrivant dans la revue *Transition*. A l'origine, observent-ils, un pacte non écrit a été passé, en Russie comme dans les autres pays sortis du communisme, entre les nomenklaturas en place et les partisans des réformes, qui dominaient alors la scène politique mais n'avaient pas de prise sur l'administration : « La nomenklatura permettait que les réformes démocratiques et de marché aillent de l'avant, les réformateurs permettaient à la nomenklatura de s'enrichir. » Et cela a réussi dans la mesure où les nomenklaturas ont été « libérées » en même temps que l'économie, si bien qu'elles ont désormais beaucoup plus à perdre qu'à gagner à un retour en arrière.

De fait, l'ancien régime leur accordait des privilèges, mais ces privilèges étaient payés par « une soumission de tous les instants aux dirigeants du parti » et par une non moins constante « précarité sur l'échelle bureaucratique ». Aujourd'hui, au contraire, « l'ordre nouveau leur offre une protection légale de leur statut privilégié en tant que détenteurs de la propriété ». Davantage de stabilité donc, une plus grande liberté, et même, pourrait-on ajouter, des privilèges beaucoup plus alléchants, car les dachas de la mer Noire étaient bien pâles à côté des manoirs que les mêmes s'achètent aujourd'hui sur la Côte d'Azur. Pourquoi et com-

ment M. Ziouganov y changerait-il quelque chose ? Bien sûr, cela signifie que l'on est passé « du plan au clan », de la nomenklatura à la « kleptokratura ».

Mais il est possible que le pire soit passé à cet égard. D'abord parce que, selon les mêmes auteurs, les liens qui unissaient les membres des nomenklaturas communistes sont en train de se desserrer, de nouvelles relations d'affaires prenant le relais. Ensuite parce que, comme le note Anders Aslund dans la même revue, les « rentes de situation » qui ont fait les grandes fortunes des premières années (exploitation des situations de monopole et des subventions d'Etat, spéculation sur les changes, etc.) sont en passe de se raréfier. Et les bénéficiaires des privatisations les plus juteuses doivent maintenant gérer leur affaire comme n'importe quel entrepreneur. En somme, maintenant que tout a été volé, il faut se mettre au travail...

C'est bien pourquoi Bill Bradley, dans *Foreign Policy*, demande que l'on cesse de voir la Russie d'aujourd'hui en proie au même combat qu'hier, de diviser le personnel politique en réformistes et autocrates : tout le monde en fait veut « une combinaison des deux ». Pour le sénateur démocrate, la révolution russe est d'abord un changement de société et la politique américaine, de Bush à Clinton, reste trop exclusivement orientée vers les leaders, hier Gorbatchev, aujourd'hui Eltsine. Elle doit se tourner vers le peuple russe, notamment vers les moins de trente-cinq ans qui feront l'avenir et qui lui paraissent tout à fait ouverts à l'autre révolution, mondiale celle-là, qu'est l'avènement de la société de l'information. Concluons avec lui que « le progrès ne peut pas être garanti par un dirigeant, de même qu'il ne sera pas défilé par une seule personnalité ».

Un modèle à remodeler

contraintes par la guerre froide. Tout n'est pas, cependant, négatif dans le bilan, puisque les socialistes européens ont eu accès au pouvoir et ont inséché en profondeur la gestion de la société.

Dans chaque pays considéré, les partis socialistes se sont adaptés à leur environnement mais, selon nos auteurs, il y a une forte ressemblance dans leurs modes d'adaptation. Partis ouvriers, au départ, ils ont élargi leur base électorale, opté pour le réformisme plutôt que pour la révolution, emprunté à Keynes aux dépens de Marx. Et si « le socialisme européen paraît soufflé », il n'en reste pas moins « la plus importante famille de partis » en Europe, après avoir marqué de son empreinte cette région du monde. A cet égard, le modèle européen, avec ce qu'il suppose d'Etat-providence, de protection sociale, d'intervention étatique dans l'économie (nationalisation, planification, économie mixte), doit beaucoup aux socialistes.

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg reviennent en détail sur chacune des phases de cette dynamique, avec le souci d'en montrer les diverses versions nationales et leurs liens dans les quinze pays constituant l'Union européenne, ainsi qu'en Norvège et en Suisse. Globalement, les limites du socialisme, alors renaissant, sont apparues peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide a, d'une manière générale, « favorisé le rééquilibrage des forces en faveur du conservatisme ». Avec un socialisme de plus en plus « fonctionnel », le pragmatisme l'a emporté en s'attachant à protéger les acquis sociaux. « Le paradoxe,

notent les auteurs, a voulu que l'effondrement du communisme, qui justifiait les choix de l'après-1917, n'ait pas bénéficié pleinement au socialisme (...) il n'a pu apparaître comme une alternative au capitalisme désormais dominant ». De la même façon, « la politique libérale brutale (style Thatcher) n'a pas produit les résultats annoncés ». La gauche socialiste a, certes, contribué à d'autres progrès en matière de mœurs, de droits individuels, mais parfois sous la pression de nouvelles forces sociales. Elle a dû tenir compte des réalités électorales, passer des alliances, gérer ses transformations sociologiques, résister à la concurrence populiste, affirmer en ordre dispersé l'enjeu européen.

Elle en est là. Dans leur remarquable panorama, Alain Bergounioux et Gérard Grunberg montrent bien la force de son empreinte dans la réalité et sa difficulté à singulariser sa marque pour l'avenir. Ils constatent les évolutions enregistrées, dans le domaine de la défense par exemple, où les traditions pacifistes et neutralistes ont régressé.

Ils soulignent l'homogénéisation imposée par la crise, mais estiment que la vraie question posée est celle de la capacité de mobilisation des citoyens de l'Europe autour de thèmes et de valeurs propres à structurer un projet politique. Ce défi, sans réponse évidente, concerne tout autant le contenu de l'action à mener que le mode de participation démocratique des intéressés. Ce n'est pas parce que les visages de l'Utopie n'ont pas été atteints, bien que l'on ait fait du chemin vers eux, qu'il faut s'interdire de les redessiner. Au contraire.

Chers petits musées privés

de façon plus générale le comportement des détenteurs de petits musées privés. Dans un livre qui lui a demandé de nombreuses années de travail, ce psychanalyste révèle des qualités appréciables de conteur et d'historien. S'il se répète un peu au fil des pages, il a au moins le mérite de s'exprimer clairement, sans le langage parfois obscur des ouvrages spécialisés.

La Renaissance italienne a vu naître des collectionneurs érudits, comme Pétrarque, dont la démarche était révolutionnaire. En explorant l'Antiquité, en retrouvant leurs racines latines puis leur héritage grec, ces pionniers ne se contentaient pas de l'effet d'éclat leur horizon intellectuel et de leur plaisir de posséder de belles choses : ils échappaient à l'emprise de l'Eglise. Une démarche capitale. Lourde de conséquences. Par la suite, l'affaiblissement de la censure religieuse élargit le champ des collections. Des Européens seront fascinés par les terres lointaines et amasseront des objets rares. Rodolphe II, empereur du Saint Empire romain germanique, poussera cette accumulation jusqu'à la mégalomanie : son cabinet de curiosités, à Prague, sera le plus ambitieux jamais constitué.

La démarche se vulgarise peu à peu. Collectionneur devient une mode dans les milieux aisés. Les dilettanti et les virtuosi sont légion. Au XVII<sup>ème</sup> siècle, presque toute la population hollandaise est saisie par cette manie, après s'être débarrassée du joug espagnol. La République des Provinces unies ne s'est-elle pas hissée au rang de puissance mondiale en moins de quarante ans ? Les Hollandais, nouveaux riches de l'Europe, collectionnent frénétiquement, après des décennies de privation et d'insécurité. Ils collectionnent même des fleurs. La tulipomanie fait rage : les pièces les plus rares sont pesées et vendues comme de l'or, certaines transactions étant enregistrées devant notaire !

Retour à la psychologie après cet agréable voyage dans le temps. Notre psychanalyste décrit bien le besoin incessant d'accumuler, le désir jamais assouvi du collectionneur. Il le compare tantôt à un joueur, tantôt à un amant qui a tendance à surestimer l'objet de son amour. Plutôt même à un Don Juan, qui part en chasse, éprouve le frisson de la découverte, accumule les conquêtes et finit par considérer ses femmes comme des objets. Le collectionneur, lui, attribue une âme à ses trésors matériels. Il a d'ailleurs tendance à préférer les objets aux êtres, qui lui paraissent potentiellement non fiables.

Ces phénomènes, nous assure Werner Muensterberger, ont toujours leurs racines dans la petite enfance. Retour au pipi-caca ? Pas forcément. S'entourer de certains objets permet de bloquer, au moins provisoirement, la réapparition de l'angoisse traumatique. Cela permet de s'évader, d'échapper à la solitude. Et, finalement, d'acquiescer à l'identité. Montrer sa collection est une façon de s'exprimer et de se mettre en valeur. « Regardez cette merveille : c'est moi », semble dire le collectionneur de vases étrusques ou de coquillages.

Tant qu'elle se cantonne à une manœuvre défensive, pour transformer un sentiment d'impuissance en action visant un objectif, la collection n'est pas malsaine, affirme le psychanalyste. A partir de quel stade devient-elle obsession, sinon maladie ? Werner Muensterberger ne répond pas vraiment à la question. Peut-être n'y a-t-il pas de réponse. Après tout, les blessures de l'enfance se limitent parfois à de simples bobos. Tous les collectionneurs de papillons ou de fleurs séchées ne finissent pas comme le cardinal Albrecht de Brandebourg, contemporain de Luther, qui possédait suffisamment de reliques pour s'acheter 39 245 120 années d'indulgence divine.



سلاسل

VENDREDI 23 FÉVRIER 1996 / LE MONDE / XI

## Vigenère traducteur, savant, romancier, poète

En 1578 parut la traduction des « Images de Philostrate » par Blaise de Vigenère.  
Ce monument d'érudition folle est aussi un chef-d'œuvre de style et de rythme

**LES IMAGES OU TABLEAUX DE PHILOSTRATE LEMNIEN SOPHISTE GREC**  
Traduit et commenté par Blaise de Vigenère (1578), préface et notes de Françoise Graziani, Editions Honoré Champion, 2 vol., 1152 p., 66 ill., 650 F.

Depuis 1578, les hippopotames ont beaucoup changé, et les crocodiles aussi. Pour les premiers, on ne savait alors trop qui croire d'Aristote, qui avait affirmé que leur « bouche est fendue (...) comme au chien, au lion et conséquemment à tous ceux qui ont les dents aiguës, et séparées du guise de l'œil », ou de Pausanias qui leur « met les dents en la mandibule d'embas, hors de la bouche comme à un sanglier ». Pierre Belon et Conrad Gesner, deux érudits, les avaient quant à eux « peint fort semblable à un ours, et mesmement les pattes ». Pour le crocodile, les témoignages permettaient de le décrire moins confusément, « cruel certes, hideux, et horrible animal, et l'un des maux dont la nature a pris plaisir d'affliger les hommes, desquels il est plus frind que de nulle autre bête ».

Mais le crocodile a-t-il une langue ? Hérodote lui refuse cet accessoire. Animal terrestre, il aurait dû en avoir une. Animal aquatique, il devrait n'en point avoir. Aristote ne se prononce pas clairement sur ce point. Ce qui est sûr, à l'inverse, c'est que les anciens, « se sentant avoir le ventre mol et débile », se couchent au fond de l'eau pour se protéger des dauphins « et autres poissons gailards ».

Vers 1578, ces incertitudes agitaient Blaise de Vigenère, admirable érudit et commentateur des Anciens. Il rassemblait et discutait méthodiquement tout ce que l'on savait, ou croyait savoir, en matière d'histoire naturelle, de mythologie, de géographie, de vénére, de symbolique des couleurs. Il s'était en-

gagé dans une entreprise périlleuse, la première traduction en français et l'édition enrichie de gloses d'un texte fort énigmatique, les *Images de Philostrate* - soixante-cinq courts textes qui se présentent comme la description et l'édification de soixante-cinq tableaux de chevaliers qui auraient été réunis dans une galerie de peintures. Tout cela se serait passé à Naples au III<sup>e</sup> siècle de notre ère.

Le conditionnel est de rigueur. Des débats poussés jusqu'à la polémique ont opposé ceux qui jugeaient que Philostrate avait vraiment vu et décrit des œuvres réelles et ceux qui estimaient que lesdites peintures n'avaient jamais existé que dans l'imagination du sophiste. Dans l'université allemande, vers 1860, il y eut la ma-

Blaise de Vigenère et Philostrate.

Blaise de Vigenère naît en 1523. Au service de François de Nevers, il voyage en Italie et dans les Flandres. Secrétaire de Charles IX en 1566, il publie son premier ouvrage en 1578. Il traduit Cléon, César, Platon, Lucien et écrit sur tout, les comètes et l'amour divin, les codes secrets et la pénitence. Il meurt en 1596. Philostrate, né à Lemnos, enseigne à Athènes et à Rome sous le règne de Septime Sévère, entre les années 190 et 220 environ. Lui sont attribués, outre les *Images*, une *Vie d'Apollonios de Thyane*, des *Vies des sophistes*, un traité *Sur la gymnastique* et un *Néron satirique*.

tière à une querelle inexpiable, entre un nommé Brunn et un nommé Friedrichs. Sagement, l'éditrice contemporaine conclut que ce débat n'a que peu d'importance, bonne manière de ne pas répondre à une question probablement insoluble. Elle fait observer que Vigenère l'esquiva « mesmement ».

Or donc, Philostrate a composé des descriptions de tableaux qui sont avant de scènes avec figures, actions et éléments de décor. Celle qui a contraint Vigenère à disserter sur l'apparence des reptiles et pachydermes aquatiques s'appelle « Le Nil ». Et commence ainsi : « Autour du Nil s'ébattoient de petits garçons d'une couleur de haill (...) ». Le Nil se trouve représenté par son allégorie, un colosse bar-

bu, « ces enfans doncques lui font feste ». « Les uns sont assis sur ses épaules, les autres se pendissent à ses bras floes et torillors » : suit une énumération de leurs jeux, avant que Philostrate ne remarque que, « quant aux crocodiles et hippopotames, qu'aucuns attribuent au Nil, ils sont pour cette heure gisant es plus profonds goulphes du fleuve, à ce qu'ils ne fassent peur à ces enfans ».

Ce n'est pas un paysage, mais une allégorie qui se perd dans le pittoresque des jeux enfans et revient pour finir au Nil, ses habitants et son cours, de l'Éthiopie jusqu'à l'Égypte. Tel autre tableau - Phœton, Ariadne, Pasiphaë -, est censé illustrer un épisode de la mythologie, mais, loin de se présenter comme une image visible, ac-

cumule jusqu'à l'obscurité allusions et métaphores. A vrai dire, ces descriptions ne furent guère utiles aux peintres, quoique la préface déclare que « quiconque n'embrasse et chérit la peinture, offense la vérité des histoires ». Dans les *Images* de Philostrate, Vigenère avance bravement, tantôt expliquant, tantôt ajoutant des problèmes. De quelle couleur est le fleuve où tombe Phœton, puisque Philostrate écrit que « sa couleur représente un qui veut le recevoir » ? Vigenère opte pour le noir, s'appuyant sur Plutarque. Soixante-cinq fois, il procède de la sorte, n'admettant ni citations ni hypothèses. La longueur de ses gloses excède de beaucoup celle des textes qu'il commente. Elle est

à proportion d'une mémoire démesurée, qui connaît par cœur les auteurs antiques, philosophes ou poètes, et ne néglige pas les contemporains, ne serait-ce que pour le plaisir de dénoncer leurs bévues. Cette prolifération a captivé savants et étudiants au XVII<sup>e</sup> siècle. Pour eux, ce traité devint un réservoir inépuisable de références, anecdotes, faits, petits récits mythiques et révéries sur l'inconnu. Librement, Vigenère passe du coq à l'âne, alterne décryptages symboliques et considérations variées, de la zoologie à la botanique des plantes qui montent droit, « comme des fenils, coriandres, cigues, choux, laitues et autres semblables ».

Aussi les *Images* tiennent-elles du roman, dans le genre de *Feu pâle* de Nabokov. A propos de tableaux rêvés par un philosophe grec, un savant français développe des réflexions en broussaille, raconte d'autres histoires, rêve d'autres scènes et entraîne dans cet exercice des auteurs respectables. Homère et Virgile, Aristote et Platon. Tout cela n'est que constructions fragiles, échafaudages arachnéens, jeux de mots, effets de miroirs, ivresses conjuguées de la connaissance et de la fantaisie - un grand livre ne reposant sur rien.

Pourquoi le lire alors, si ce n'est curiosité d'antiquaire ? Parce que Vigenère écrit admirablement. Parce que sa prose est d'un grand écrivain. Il faut se contenter d'une preuve, dans « La chasse des bestes noires », la description d'un sanglier fureux « qui desrache les oliviers, hache et destrénche les vignes, sans pardonner ny à figurer ny à pommer, ny arbre fruitier que ce soit (...) ». Or le voilà le voy, les soyes harrissonnes, qui jette feu-flamme par les yeux et fait claque ses defences contre vous autres mes gentilshommes ».

Philippe Dagen

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **LE TOURNANT D'UNE VIE**, collectif sous la direction de Philippe Lejeune et Claude Leroy. Comment une vie se structure-t-elle ? La figure du « tournant » d'une vie, communément invoquée, est-elle plus pertinente que celle de « ligne », de « boucles », de « nœuds » ? Peut-on faire l'inventaire de ce qui suscite un tournant : choix, crime, conversion, découverte, rencontre amoureuse, guerre, maladie, deuil ? Les contributions réunies dans ce volume qui résulte d'un colloque abordent ces questions dans leur généralité mais aussi à propos de cas particuliers. Notamment ceux de Freud, lorsqu'il change de théorie, comme le montre Edmond Marc, ou Althusser, lorsqu'il dénie son crime, analyse remarquablement menée par Josette Pacaly (RITM 10, PubliDix, université Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre, 230 p., 100 F.).

● **HABITER EN POÈTE**. Essai sur la poésie contemporaine, de Jean-Claude Pinson. Enseignant d'esthétique, poète lui-même (deux recueils chez Champ Vallon), Jean-Claude Pinson se livre à un examen approfondi et à une mise en question de la poésie contemporaine - d'Yves Bonnefoy à Michel Deguy, de Philippe Jaccottet à Dominique Fourcade, Denis Roche et James Sacré - en particulier à partir de la notion d'« habitation ». A l'écart des « deux paradigmes » (« romantique » et « textualiste ») qui jusque-là régioient le jeu, loin des interprétations heideggeriennes, la poésie, cette « aventure au croisement du langage et de l'existence », est encore « digne d'être pensée ». Même discutable, l'essai de Jean-Claude Pinson a le mérite de poser les questions les plus sérieuses (Champ Vallon, 278 p., 148 F.).

## HISTOIRE

● **LES ESPIONS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE L'EMPIRE**, d'Olivier Blanc.

Olivier Blanc visite les coulisses de la diplomatie européenne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Délaissant les mémoires de particuliers et les archives officielles, réécrites ou expurgées, il a recherché fonds privés, papiers d'émigrés, correspondances diplomatiques secrètes et autres mines d'informations inédites et indiscrètes. Alors se dévoile l'envers du décor républicain. Aux décrets de la Convention, actes du Comité de salut public et autre symbolique régénérée des fêtes, se substituent les réseaux de l'argent caché, les manœuvres qui retournent l'opinion, les intrigues et manigances. Par-delà ce portrait collectif des espions de la Révolution et de l'Empire, Blanc donne une belle leçon de relativisme historique (Perrin, 374 p., 159 F.).

● **L'ENCYCLOPÉDIE DE DIDEROT ET DE... JAUCOURT**, de Jean Hachler.

Dans cet « Essai biographique sur le chevalier Louis de Jaucourt » un peu décousu mais très touffu, Hachler met en lumière l'un des principaux rédacteurs de *L'Encyclopédie*. Au moment où Diderot se consacrait à la réalisation des planches de l'ouvrage, Jaucourt devient le rédacteur en chef effectif du projet. Racontant, documents à l'appui, la vie de cet honnête homme, érudit et anticlérical, cette enquête scrupuleuse dresse le portrait de ce personnage des Lumières, acteur méconnu qui ne manque pas de relief (Honoré Champion, 640 p., 480 F.).

## L'occultisme en lumière

Coupée de la théologie dans nos sociétés sécularisées, la tradition ésotérique a dégénéré en magie. Antoine Faivre en restitue l'épaisseur philosophique

**ACCÈS DE L'ÉSOTÉRISME OCCIDENTAL (I et II)**  
Nouvelle édition revue d'Antoine Faivre. Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 380 et 438 p., 175 et 190 F.

**PHILOSOPHIE DE LA NATURE. Physique sacrée et théosophie XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle.**  
d'Antoine Faivre. Albin Michel, 356 p., 150 F.

Rien n'est aussi complexe que l'ésotérisme. Aussi faut-il savoir gré à Antoine Faivre, qui en est certainement le meilleur spécialiste en France, de débrouiller l'écheveau de ces disciplines souvent confondues, et d'apporter de la lumière dans des doctrines dont le propre est, justement, de la fuir.

La fin du Moyen Âge et la Renaissance sont les moments glorieux de l'ésotérisme, époque qui le voit proliférer sous des formes et des dénominations variées : car la crise que connaît l'Eglise spacie des tentatives marginales de réajustement de la relation au sacré. « La fin du XV<sup>e</sup> siècle a vu se constituer ce qu'on pourrait appeler l'ébauche du paysage ésotérique occidental moderne due à l'apparition de courants nouveaux, à la réactualisation ou à l'adaptation de traditions plus anciennes, et surtout à une volonté de relier les uns aux autres ces divers champs de recherche ou de savoir. Parmi eux figure l'hermétisme néo-alexandrin, la Kabbale chrétienne, la « magie » au sens où Pic de la Mirandole l'entend, et bien sûr l'alchimie et l'astrologie. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le courant paracelsien vient grossir ce fleuve ».

Impossible de sous-estimer l'importance, tant sur le plan de l'histoire de la médecine que sur celui de l'histoire de l'ésotérisme, du courant paracelsien, auquel Antoine Faivre consacre un livre entier, passionnant et érudit à souhait.

Car, avec Paracelse, vient se greffer sur le traditionnel ésotérisme, nourri du Corpus Hermeticum, du pythagorisme, du néoplatonisme et de la Kabbale, un ensemble de spéculations sur la « Nature », à base de médecine, d'alchimie, de chimie et de prétendue science, instaurant entre les différents niveaux de réalité de l'univers des systèmes de correspondances d'une prodigieuse complexité. « Macrocosme » et « microcosme » sont ainsi, chez Paracelse, des termes polyvalents, susceptibles de retournements aussi multiples qu'imprévisibles.

La rencontre de cette inspiration avec la tradition mystique rhénoflandaise du XIV<sup>e</sup> siècle produira de remarquables surcroûtes dont le moindre n'est certainement pas Jacob Boehme (1575-1624), dont les textes flamboyants impressionneront si fortement les post-kantien. Les *Naturphilosophen* qui vont fleurir en Allemagne, à la grande époque du romantisme, devront en effet, eux aussi, beaucoup à Paracelse et à ses disciples. Comme eux, ils « veulent effacer le gouffre qui séparerait Dieu de la nature ou de l'homme. Comme leurs prédécesseurs, mais dans une langue plus philosophique, ils évoquent et expliquent le souffle qui parcourt l'univers, l'Esprit au cœur de la matière, enseignent la nécessaire collusion de la physique et de la métaphysique ». Le principal d'entre eux, dans cette perspective, est Franz von Baader, qui reçoit ici le traitement que mérite une œuvre foisonnante, malheureusement trop peu connue en France. Mais on lira aussi avec profit les chapitres sur « la théologie de la lumière et de l'électricité dans la Naturphilosophie préromantique », sur la « métaphysique du feu » chez Johann Wilhelm Ritter et sur le thème du feu et de la lumière chez Johann Friedrich von Meyer.

« Ésotérisme » est un mot récent, apparu en Europe vers la fin du siècle dernier pour regrouper un certain nombre de spéculations

que, depuis la Renaissance, on désignait sous les étiquettes de *philosophia occulta* ou *philosophia perennis* (« philosophie éternelle »). « Occultisme » aussi, puisque le terme a été forgé au début du XIX<sup>e</sup> siècle par le bizarre Eliphas Lévi (pseudonyme d'Alphonse-Louis Constant). Occultisme, ésotérisme, hermétisme, mais aussi magie naturelle quelles que soient les différences entre ces termes, ces disciplines ont en commun de se placer en marge de religions constituées, dont elles ne contestent pas nécessairement ni complètement le dogme, mais par rapport auxquelles elles prétendent retrouver une inspiration plus authentique, alimentée à une tradition plus ancienne, délibérément tournée vers l'indéfini et l'accomplissement spirituel, toutes choses inséparables d'un « secret ».

Plutarque le disait très bien : « Il existe une doctrine qui se rattache à la plus haute Antiquité et qui, des fondateurs de connaissances sacrées et des législateurs, est descendue jusqu'aux poètes et jusqu'aux philosophes ». Si les écrits attribués à Hermès Trismégiste, les ouvrages spéculatifs de Paracelse, de Valentin Weigel, de Jacob Boehme ou de Franz von Baader méritent bien plus qu'un détour, si leurs propos nous intéressent à plus d'un titre, contrairement aux insupportables bêtises qui circulent aujourd'hui sous l'étiquette « ésotérisme », c'est précisément qu'ils ne sont intelligibles que dans l'écart par rapport à une théologie dont ils cherchent à combler les manques aperçus. Longtemps, la « théosophie » est presque indiscernable de la théologie - comme on le voit chez le pseudo-Denys (V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècle) - et doit à cette proximité sa consistance. Qu'on supprime l'amarante théologique, comme c'est largement le cas dans nos sociétés sécularisées, et l'ésotérisme (entendu au sens large) se dégrade en magie.

François Azouvi

CATHERINE CLÉMENT

### La Putain du Diable

Voyage chez nos philosophes... ce « monde de Catherine » est torché avec verve et humour... Catherine Clément écrit pour être lue. Et à cet égard, elle sait faire.

Françoise Giroud  
Le Figaro.  
Catherine Clément a beaucoup à dire - et le dit avec justesse. Elle a le sens du croquis, des situations, des moments-clés.

Josyane Savigneau  
Le Monde.  
La Putain du Diable est d'une passion communicative et d'une originalité incontestable.

Jérôme Garcin  
L'Express.  
Cette épopée grandiose et pathétique de notre intelligentsia est une fête de l'esprit. Elle ouvre des horizons. Elle rend intelligent.

Fabienne Peseaud  
Télérama.

## Un roman pour découvrir la grande saga des idées depuis 1945.

Catherine Clément

Flammarion





مركز الامم المتحدة

XII / LE MONDE / VENDREDI 23 FÉVRIER 1996

## L'ÉDITION FRANÇAISE

Le Festival BD d'Orange change d'adresse. Le Festival de la bande dessinée d'Orange, « Sabords 84 », émigre cette année en « Pays d'Orange » : il s'installe tout près de la ville, dans le petit village fortifié de Caderousse, du 31 mai au 2 juin. Créé il y a douze ans, le festival investissait chaque printemps depuis trois ans le Théâtre antique d'Orange. Cette année, l'association organisatrice s'est heurtée à des problèmes – essentiellement financiers, selon elle – avec la municipalité dirigée depuis le printemps 1995 par le Front national : « Ce ne sont pas des problèmes politiques mais nous avons été bien contents de pouvoir partir et d'être accueillis sympathiquement à Caderousse. » Le festival 1996 a choisi pour thème « La BD en noir et blanc » et mettra en vedette l'humour noir, le polar et le jazz.

Politix en quête d'éditeur. Les Presses de Sciences-Po, qui éditent et diffusent Politix, une revue trimestrielle de sociologie critique créée début 1988 par une dizaine d'étudiants, ont décidé de mettre un terme, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, au contrat qui les liait. Sorte de contrepartie à la Revue française de sciences politiques, le périodique « institutionnel » également publié par les Presses de Sciences-Po (qui ont, en tout, la charge de sept revues), Politix se vend à environ cinq cents exemplaires par numéro, dont trois cents par abonnement et deux cents par vente directe. Les Presses de Sciences-Po, qui « souhaitent que la revue continue » – mais ailleurs – en lui donnant dix-huit mois pour se retourner, justifient leur décision par « des raisons d'abord économiques » que contestent les responsables de Politix. Ceux-ci ont déjà rencontré des éditeurs intéressés par la reprise du titre.

### RECTIFICATIFS

Le recueil de poésie de Vera Feyder couronné par la Société des gens de lettres a pour titre *Le fond de l'être est froid* (éditions Rougerie), et non *Le fond de l'air est froid*, comme nous l'avons indiqué par erreur. L'ouvrage du docteur Henri Rubinstein (*La mémoire qui flanche*, Editions Albin) mentionné dans l'article sur l'émission « Un livre, des livres » (« Le Monde des livres » du 16 janvier) a paru aux éditions Nil, et non chez Odile Jacob.

### PRÉCISION

A propos du dossier sur André Breton (« Le Monde des livres » du 16 février), Étienne-Alain Hubert nous demande de signaler qu'il est seulement l'auteur des dix-huit lignes qu'il a signées, précédant le bref inédit de Breton – et non du petit texte figurant à côté de cet inédit. Précisons seulement que la mise en pages ne laissait pas d'ambiguïté à ce sujet.

### LITTÉRATURES

Merci, de Mathieu Lindon (p. I), La Vie courante, de Pierre Péju (p. III), Moi les animaux, de Daniel Conrod (p. II), La Colomba pugnata, Proust et la Recherche, de Pietro Citati (p. II), Un secret sans importance, d'Agnès Desbarre (p. III), Le Bonheur des tristes, de Luc Dietrich (p. III), L'Apprentissage de la ville, de Luc Dietrich (p. III), L'An deux mil, de Daniel Apruz (p. III), Clémence et l'hypothèse de la beauté, de Jean-Louis Baudry (p. IV), Encore un peu de temps, de Jean-Denis Bredin (p. IV), Tout va se jouer, de Gilles Anquetil (p. IV), Le Tour de l'arbre, d'Elvire de Brissac (p. IV), Le Dernier Amour du Capitaine Crochet, de Beryl Bainbridge (p. V), Il était une fois un droschky, de Jérôme Charyn (p. VI), Trahisons, de Charles Faillier (p. VI), Lavina disparue, d'Anna Banti (p. VI), Histoire d'Arabella, d'Anna Banti (p. VI).

### CHRONIQUES

Zamou et autres nouvelles, de William Goyen (p. III), La Belle et la Bête, de Madame de Villeneuve (p. VIII), Hergé, d'Alain Bonfand et Jean-Luc Marion (p. VIII), La Contagion des idées, de Dan Sperber (p. VIII), L'Etat mensonger, de Christian Saint-Etienne (p. X), L'Utopie à l'épreuve, d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg (p. X), Le Collectionneur, de Werner Muensterberger (p. X).

### ESSAIS

Blum, d'Ilan Greisamer (p. I), Modernity and Nostalgia, Art and Politics in France between The Wars, de Romy Golan (p. II), La Naissance du politique, de Christian Meier (p. VIII), Le Luxe, de Philippe Perrot (p. VIII), Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution, sous la direction de Patrick Tort (p. IX), Géopolitique et géostratégies des drogues, d'Alain Labrousse et Michel Koutouzis (p. IX), La Route de la drogue, d'Olivier Weber (p. IX), La Route de la drogue, de Philippe Madelin (p. IX), Drogue, la guerre chimérique, de Roch Côté (p. IX), Les Images ou tableaux de plume-peinture, de Philostrate Lemelin, sophiste grec (p. XI), Accès de l'ésotérisme occidental (I et II), d'Antoine Faivre (p. XI), Philosophie de la nature, d'Antoine Faivre (p. XI).

actualités

## Salman Rushdie face à son public

Depuis sept ans, le romancier condamné à mort par une fatwa était exclu de sa vie d'écrivain : il retrouve aujourd'hui le plaisir de parler de ses livres

Pour la première fois en France depuis la proclamation, le 14 février 1989, de la fatwa le condamnant à mort, Salman Rushdie a retrouvé son public français. Venu à Paris du 16 au 21 février à l'occasion d'une tournée mondiale pour la promotion de son nouveau roman, *Le Dernier Soupir du Maure* (Plon), il a rencontré au Centre Pompidou, mardi 20 février, une assemblée d'environ 400 personnes. Le lendemain, c'est à des étudiants qu'il s'adressait, lors d'un débat présenté à la FNAC Étoile par Bernard-Henri Lévy, et, tout au long de ce séjour parisien, les médias (dont « Bouillon de culture », sur France 2, et « 7 sur 7 », sur TF1) avaient fait honneur au caractère exceptionnel de sa présence. Le président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, a même fini par braver les lois sacrées de l'Audimat en avançant à une heure de plus grande écoute la diffusion de « Bouillon de culture », où Rushdie était l'invité de Bernard Pivot (*Le Monde* du 19 février). Un parti pris culturel et politique dont s'est indignée Mireille Dumas : son émission « Bas les masques », consacrée aux transsexuels (et qui était, elle aussi, « un combat », dit-elle), s'est trouvée défilée à une heure moins favorable.

La dignité, l'intelligence et l'humour de Salman Rushdie face à son public, au Centre Pompidou, renvoyaient naturellement à leur propre dérisoire ces querelles minuscules. Il est arrivé simplement, laissant s'effacer les nombreux gardes du corps de part et d'autre de la tribune, devant une salle manifestement plus impressionnée et plus tendue que lui. Enfin il allait s'adresser publiquement à ses lecteurs que, depuis sept ans, il ne pouvait voir qu'à huis clos. Comme pour signifier, ou se convaincre que la comédie était finie, que le fanatisme avait perdu la partie contre lui, ce n'est pas de sa part que l'écrivain est venu parler. Ce n'est pas en tant que symbole idéologique qu'il a voulu s'exprimer. Le romancier est venu parler de l'écriture. Et il avait l'air heureux.

Rushdie, seulement écrivain ? Lors d'une introduction profonde et nourrie, présentée comme une missive, Olivier Rolin, écrivain lui-même, a posé le paradoxe, avouant s'être trouvé « embarrassé » : entre l'occultation de l'écrivain par son symbole, et l'absurdité de « faire comme si de rien n'était, comme si vous n'étiez qu'un écrivain parmi d'autres ». Évoquant *Le Dernier Soupir du Maure*, qu'il lit, « entre autres, comme une description critique du fanatisme et un éloge du cosmopolitisme », il a salué en Rushdie « un écrivain du mélange ».

Mais, à écouter Salman Rushdie, son combat était ailleurs. Aux idées générales, il a opposé le détail, l'anecdote, la liberté, le rire, le roman. À l'idéal du « cosmopolitisme », il a opposé le manque des « racines », évoquant la difficulté, « pour un écrivain itinérant, de créer artificiellement ses racines sous ses pieds, tandis que Faulkner, Dickens ou Eudora Welty connaissent, eux, le monde auquel ils appartiennent », tout en précisant que « les forces d'un écrivain sont aussi ses faiblesses. Ce qui fait d'un écrivain un écrivain, c'est ce qu'il fait de lui un autre écrivain que ce qu'il pourrait être. » Il s'est exprimé longuement, sans notes, imposant avec déconstruption son exceptionnelle intelligence de la littérature, riant à la lecture d'extraits de son livre par le comédien Gérard Desbarre, répondant aux quelques questions du public avec une ampleur naturelle, donnant, non sans humour, sa vision arbitraire du roman. « Il y a deux façons de faire un livre : exclure tout ce qui existe dans le monde à l'exception d'une petite intrigue épurée, ou faire du roman une encyclopédie. Joyce et Dickens, paradoxalement, se retrouvent du même côté. Alain Robbe-Grillet et Jane Austen, de l'autre. Pour moi, j'ai voulu tirer un enseignement de Joyce et de Dickens, des « manigances du réalisme ».

Si la relation entre le réalisme et le « langage romancier » s'est trouvée au cœur de son intervention, c'était pour éclairer « l'affaire » des *Versets sataniques* à travers le « contrat romancier/lecteur » : « Le romancier dit : "Je vais te mentir, et ce faisant je te dirai la vérité." C'est un contrat où chacun

sait que la non-vérité est plus profonde. L'affaire des *Versets sataniques* procède d'un malentendu fondamental sur cette nature contractuelle du roman. Le réalisme n'a rien à voir avec les aspects techniques et les règles de la vérité. Hamlet n'est guère réaliste, et pourtant c'est un chef-d'œuvre de vérité. Le réalisme exprime l'intention d'un auteur de refléter par tous les moyens le monde dans lequel il se trouve. »

### UN ÉCRIVAIN

Tel un magicien, Rushdie est parvenu à tout inverser. La fatwa, à l'écouter, avait disparu. Ce n'est plus l'homme condamné à mort que le public entendait, mais un écrivain refusant de se situer sur le plan de l'idéologie et annulant radicalement, de ce fait, ses adversaires. Salman Rushdie était redevenu, selon son propre souhait, anonyme : « Un auteur préfère que ses livres soient célébrés, en restant lui-même anonyme. Comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, où les Voyages de Gulliver semblaient signés par Gulliver, Robinson Crusoe par Crusoe ou Tristram Shandy par Shandy. » L'écrivain était là, avec un plaisir visible, sur son propre terrain de combat. S'amusant de la réputation de ses livres depuis les *Versets sataniques* – on les soupçonnait dogmatiques, idéologiques, sans humour, théologiquement obscurs, « comme si les caractéristiques de l'offensive contre moi se retrouvaient dans mon œuvre », il a renvoyé la fatwa

à une chose dérisoire, une chose terriblement peu créative, si peu romanesque.

A ceux qui auraient voulu ne faire de la lecture de Rushdie qu'un acte politique, il a répondu par un geste littéraire. Et il a exprimé sa satisfaction de retrouver ses lecteurs en Inde, où la distribution du *Dernier Soupir du Maure* avait été paralysée de fait, sans motif déclaré (*Le Monde* du 23 octobre 1995). Le ministre de l'Intérieur a, en effet, levé l'interdiction qui pesait sur le livre, au terme d'un procès intenté par Rushdie, en janvier, à son éditeur indien. « Le gouvernement s'est soudain rendu compte qu'il n'y avait rien de répréhensible dans mon livre », conclut en souriant Salman Rushdie – sa possession d'une maison en Inde l'autorise, par la loi, à retourner dans son pays d'origine. Si la menace de mort pèse toujours – malgré les pressions de l'Union européenne sur le gouvernement indien pour qu'il s'engage à y mettre un terme (*Le Monde* du 14 février) –, Salman Rushdie voit dans sa tournée promotionnelle une forme de victoire : « Quelqu'un voulait me réduire au silence. Vous avez la preuve qu'il n'y est pas parvenu. Même si la fatwa n'est pas levée, elle a échoué, son objectif a été vaincu. Cela vaut la peine de faire le tour du monde pour le dire ! Comme l'écrivain Samuel Beckett dans *L'Innommable* : "Je ne peux pas continuer, je continue." »

M.V.R.

### A L'ÉTRANGER

## Montalban et le narcissisme doux des écrivains

« C'est une satire du monde littéraire, moi compris », dit de son nouveau roman Manuel Vazquez Montalban. *El Premio* (« Le Prix ») revisite le territoire du détective barcelonais Pepe Carvalho, le héros de Montalban, qui aura bientôt vingt-cinq ans. Il est en effet apparu en 1972 dans *J'ai tué Kennedy* (en poche en français en 1978). Il était un agent de la CIA, avant de devenir un agent d'investigation de « l'Espagne post-moderne ». *El Premio* est une série de réflexions sur la littérature et le roman policier, avec de savoureux portraits d'écrivains et d'éditeurs. « Dans cette satire, j'apparais sous le nom de Sanchez Bolin », précise Montalban. « On dit que les écrivains aiment se lancer des piques. Moi, je trouve cela très logique. Si l'on vit de l'écriture de ses sentiments, comme les écrivains et plus généralement les artistes, on a, certes, une forte tendance au narcissisme. (...) Mais si l'écrivain tue, il ne le fait qu'en paroles. Les financiers et les hommes politiques sont bien plus dangereux. Les écrivains, eux, ne cherchent qu'à être reconnus et appréciés. »

L'action du roman se situe à Madrid « parce que c'est là que les crimes les plus importants se passent (...) et que c'est le chaudron de la politique et des batailles tribales », médiatiques... Mais Carvalho, affirme Montalban, reviendra à Barcelone. Toutefois, il me faut savoir plus précisément ce qui se passe maintenant à Barcelone. Il me faut chercher quelle ville littéraire Barcelone est restée. »

RUSSIE : UNE SUITE POUR « GUERRE ET PAIX ». Libéré des géolés françaises de Napoléon, veuf et attiré par la captivante Natacha Rostova, Pierre Bézoukhov semble enfin connaître la paix après le temps des guerres. Ainsi s'achève *Guerre et Paix*, le grand classique de Léon Tolstoï. L'auteur voulait à l'origine consacrer un roman à l'insurrection décembriste qui tenta une révolution libérale à l'avènement du tsar Nicolas I<sup>er</sup> en décembre 1825. C'est en rassemblant sa documentation préparatoire que Tolstoï a finalement choisi le temps des guerres napoléoniennes, propre à dégager les sources des aspirations historiques qu'il voulait mettre en lumière. Aujourd'hui le projet initial paraît à Moscou sous le titre explicite *Pierre et Natacha*. Il ne s'agit bien sûr pas d'un miraculeux inédit mais d'une de ces méritables suites dont sont victimes les fresques les plus en vue. Deux volumes et 970 pages pour suivre en Sibérie le prince Bézoukhov, conjuré exilé après l'échec de l'insurrection, où le rejoint la toujours fidèle Natacha. L'auteur, dissimulé sous un improbable pseudonyme – Vassili Staroi – n'est, pour l'heure, pas identifié, selon le Moscow Times.

ROYAUME-UNI : L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE. Et si les meilleurs écrivains de langue anglaise aujourd'hui appartenaient tous à l'ex-empire britannique ? Un garçon convenable, de Vikram Seth comme *Les Enfants de Minuit*, de Salman Rushdie figurent en bonne place parmi les preuves versées à ce dossier explosif par Sidney Greenbaum qui vient juste d'achever une copieuse *Oxford English Grammar*. L'auteur, responsable d'une enquête sur l'usage de la langue anglaise à l'University College de Londres reconnaît aux créateurs de l'ancien empire colonial une créativité, une audace et une écoute du monde – il cite Timothy Mo comme Wole Soyinka – qu'il ne retrouve pas chez les auteurs européens. Une position radicale qui devrait susciter quelques réactions outre-Manche.

### AGENDA

LES 23, 24 ET 25 FÉVRIER, à Paris, 9<sup>e</sup> journées du livre contre la misère, organisées par le mouvement ATD Quart Monde, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, de 12 heures à 20 heures (tél. : 46-33-49-77).

LE 27 FÉVRIER, à Paris, table ronde, à 19 h 30, sur *Le Livre noir* (Solin/Actes Sud) qui rassemble des témoignages sur les massacres de Juifs en Russie durant la deuxième guerre mondiale, avec Emmanuel Moses, Alexandre Adler, Georges Bensoussan et Henri Minczeles (au Mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-L'Assier, 75004 Paris).

LE 29 FÉVRIER à Saint-Germain-en-Laye, rencontre avec le poète Salah Stétie, animée par Daniel Leuwers, à 20 h 30, à la librairie A propos..., (25, rue des Coches, 78100 Saint-Germain-en-Laye, tél. : 39-78-85-85).

DU 2 AU 17 MARS, dans la région Centre, 4<sup>e</sup> édition des « Ambassades, rencontres internationales de littérature de langue française ». Des rencontres avec de nombreux écrivains auront lieu dans différents lieux et villes. Les 16 et 17 mars, un forum sur le thème de l'originalité, animé par Thierry Guichard, aura lieu à

l'hôtel de ville de Tours (rens. Assoc. AGIR (16) 54-72-27-49).

LES 23 ET 24 MARS, à Tours, colloque « Descartes et la Renaissance », organisé par le centre d'études supérieures de la Renaissance de l'université François-Rabelais de Tours (CESR, 39, rue Néricien-Desbouches, 37000 Tours, tél. : 47-70-17-00).

EN MARS ET AVRIL, le Centre culturel suisse read hommage à Henri-Frédéric Amiel : les 7, 8 et 8 mars, à 20 h 30, Michel Maggiani lira un texte de Michel Beretti, d'après le journal d'Amiel ; du 8 mars au 28 avril, exposition consacrée à l'écrivain ; le 9 mars à 17 h 30, table ronde autour du journal d'Amiel (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 42-71-44-50).

### LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...  
Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.  
La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres par Minitel. Recherchez le numéro

36 15 LEMONDE

### Où trouver un livre épuisé ?

service de recherches gratuit

LE MONDE DU LIVRE

50, rue Bourne, 75019 Paris

Formulez votre demande :

PAR ÉCRIT adresse ci-dessus

PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 68

PAR MINITEL : 36 15 LEMONDE

Merci de joindre cette annonce à votre demande